

Léon Trotsky

ŒUVRES

Publiées sous la direction de Pierre Broué

octobre 1938

à

décembre 1938

Introduction et notes de Pierre Broué

Publications de l'Institut Léon Trotsky

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT (Institut Léon Trotsky)	14
UNE COLLABORATION INTERNATIONALE	15
LISTE DES SIGLES	19
INTRODUCTION (Pierre Broué)	21
REPÈRES CHRONOLOGIQUES	27

Nous avons tiré tous les textes qui ne l'avaient pas été soit par Trotsky soit de son vivant. Les titres que nous proposons sont placés entre crochets [...].

[Pas un livre bref sur <i>Staline</i> !] à Walker (3 octobre 1938)	29
[Révocation et réélection] à H. Clay (5 octobre 1938)	32
[Problèmes du S.W.P.] à J. P. Cannon (5 octobre 1938)	33
[Les Conversations sur les archives], à J. Frankel (5 octobre 1938)	37
La Signification de la Lutte contre le « trotskysme » (9 octobre 1938)	38
Une leçon toute fraîche (Sur le caractère de la guerre qui vient) (10 octobre 1938)	53
[La Pression de la guerre] à J. Burnham (10 octobre 1938)	84
[Qui est Metcalfe ?] à A. Goldman (10 octobre 1938)	85
[La Brochure d'Olminsky] à L. Estrine (10 octobre 1938)	86
[Le Livre d'Isaacs] à H. R. Isaacs (10 octobre 1938)	87
Aux Amis et Lecteurs de <i>Clave</i> (11 octobre 1938)	88
Les Tâches du Mouvement syndical en Amérique latine (11 octobre 1938)	91

LÉON TROTSKY

Le Problème de la nouvelle Internationale (11 octobre 1938)	95
[Le Problème de la traduction] à Ch. Malamuth (12 octobre 1938)	97
La Fondation de la IV ^e Internationale (18 octobre 1938)	99
[Le Droit de publier les articles] (22 octobre 1938)	103
* Une idée fausse (22 octobre 1938)	105
Léon Jouhaux et Lombardo Toledano (22 octobre 1938)	106
Des Traîtres dans le rôle d'accusateurs (22 octobre 1938)	108
[Ecrire de Façon simple] à S. Weber (24 octobre 1938)	110
[Perspectives américaines] à J. P. Cannon. (24 octobre 1938)	112
[Un effondrement total] à J. McDonald (24 octobre 1938)	114
[Toujours la Brochure d'Olminsky] à Vanzler (26 octobre 1938)	115
[Sur l'Eclectisme en Art] à A. Breton (27 octobre 1938)	116
[Précisions juridiques] à G. Rosenthal (27 octobre 1938)	117
[Un Test] à A. Rosmer (27 octobre 1938)	119
[Le Mécontentement de Diego] à J. P. Cannon (30 octobre 1938)	120
[Petites Nouvelles] à E. Hansen (31 octobre 1938)	124
[Remerciements pour le B.O.] à R. Spiegel (3 novembre 1938)	125
[Questions matérielles et visas] à J. Frankel (3 novembre 1938)	126
[Réponses et Conseils] à L. Estrine (3 novembre 1938)	128
Discussion sur l'Amérique Latine (4 novembre 1938)	129
Une « nouvelle Epoque de Paix » ? (4 novembre 1938)	144
Au compte du G.P.U. (8 novembre 1938)	149
[Le Manuscrit du « Testament »] à S. Weber (8 novembre 1938)	151

[Sur les Témoignages au procès Plévitckaia] à L. Estrine (8 novembre 1938).....	152
Karl Kautsky (8 novembre 1938).....	154
[Aucun lien avec Blackwell] au Consul des E.U. (8 novembre 1938).....	156
* Programme de lutte ou Adaptation (A propos d'une lettre de Haya de la Torre) (9 novembre 1938).....	158
Moins par Moins égale Plus (10 novembre 1938).....	162
[L'Intrigue stalinienne] à A. Goldman (13 novembre 1938).....	164
Le 21 ^e Anniversaire (14 novembre 1938).....	167
[L'Assassinat de Raspoutine et l'Exécution de Nicolas II] (14 novembre 1938).....	172
[Réponses à des questions] à L. Estrine (14 novembre 1938).....	175
[Le Jeu du G.P.U.] à A. Goldman (14 novembre 1938).....	177
Dans la littérature du centrisme (16 novembre 1938).....	178
≡ Vers une Organisation révolutionnaire de la Jeunesse (discussion avec Gould) (18 novembre 1938).....	186
Staline contre Staline (19 novembre 1938).....	197
[Sur l'histoire de la guerre civile] à L. Estrine (21 novembre 1938).....	202
Les accusations du fasciste Coughlin (28 novembre 1938).....	203
[Défense du <i>Staline</i>] à C. Canfield (29 novembre 1938).....	204
[Une Question importante] à J. Vanzler (29 novembre 1938).....	205
[L'Indépendance de l'Organisation de jeunesse] à R. Karsner (30 novembre 1938).....	207
[Un Episode de la vie de Staline] à L. Estrine (1 ^{er} décembre 1938).....	209
[A propos du livre de W. Churchill] à E. Hughes (1 ^{er} décembre 1938).....	211
Lettre ouverte au sénateur Henry J. Allen (2 décembre 1938).....	212
Victor Serge et la IV ^e Internationale (2 décembre 1938).....	217

LÉON TROTSKY

[Une Affaire sérieuse] à L. Estrine (2 décembre 1938)	219
Problèmes de la section mexicaine (5 décembre 1938)	220
☉ [Faut-il entrer dans le P.S.O.P. ?] à J. P. Cannon (5 décembre 1938)	227
[Des Difficultés avec Diego] à A. & J. Breton (6 décembre 1938)	230
[Des Nouvelles de la F.I.A.R.I.] à <i>Partisan Review</i> (6 décembre 1938)	232
☉ S.O.S. La Situation en France (8 décembre 1938)	233
[Les Nouvelles de Norvège] (8 décembre 1938)	236
[Historique de l'affaire Sieva] à G. Rosenthal (8 décembre 1938)	237
[Il faut informer Sieva] à A. & M. Rosmer (8 décembre 1938)	240
[Il faut un Nom révolutionnaire] au S.W.P. (10 décembre 1938)	241
[Le Nom est partie du drapeau] à M. Sterling (10 décembre 1938)	244
[Une Suggestion pour le B.O.] à L. Estrine (10 décembre 1938)	245
[Travail et Santé] à S. Weber (11 décembre 1938)	246
[Enquêter sur les fascistes aux E.Ü.] au S.W.P. (12 décembre 1938)	247
[Les Problèmes des Curtiss] à J. P. Cannon (13 décembre 1938)	248
— L'Heure de la Décision approche (14 décembre 1938)	250
[Le Travail va bien] à J. Vanzler (19 décembre 1938)	260
[Des Arguments troublants] à M. Abern (20 décembre 1938)*	261
[Accusé de Réception] à J. T. Farrell (20 décembre 1938)	263
Un Dialogue politique (20 décembre 1938)	264
[Echange rapide] à L. Estrine (22 décembre 1938)	270
La Bourgeoisie juive et la lutte révolutionnaire (22 décembre 1938)	272
[L'Appel aux Bourgeois et Intellectuels juifs] (22 décembre 1938)	274

ŒUVRES, OCTOBRE-DÉCEMBRE 1938

[La Voie de l'Avant-Garde révolutionnaire en France] à M. Pivert (22 décembre 1938)	275
[La Mission de la F.I.A.R.I.] à A. Breton (22 décembre 1938)	279
[Le problème des Visas] à J. Frankel (23 décembre 1938)	284
[Sur un article de Diego Rivera] à C. Curtiss (24 décembre 1938)	286
[Les Négociations avec Stanford] à A. Goldman (27 décembre 1938)	287
[Protestation énergique] (27 décembre 1938)	289
[Mon Intervention dans la politique mexicaine] à F. Pasley (28 décembre 1938)	290
[Stanford : réponse différée] à J. Frankel (29 décembre 1938)	296
[Une inadmissible indiscretion] (27 décembre 1938)	297
— Lénine et la Guerre impérialiste (30 décembre 1938)	298
A propos de la Conférence de Lima (31 décembre 1938)	305
6 Au Piloni ! A Propos du dernier congrès de la C.G.T. mexicaine (31 décembre 1938)	307

ANNEXES

Ouvrages cités ou consultés	313
Index des noms de personnes	319
Index des journaux et périodiques	325
Index des matières	327
Index des organisations, institutions, instances	331

AVERTISSEMENT

Depuis le volume 8, les *Œuvres* reposent essentiellement sur la documentation des papiers d'exil de Trotsky à la Houghton Library, ouverts aux chercheurs depuis le 2 janvier 1980. L'abondance des textes très courts et des télégrammes nous a conduits à ne plus donner la liste des textes que nous croyons pouvoir ne pas retenir sans altérer le caractère complet de ce travail.

Les textes de ce volume qui ont été dictés ou écrits en russe ont été traduits ou revus par Isabelle Lombard et Katia Peresse, les textes en allemand par Maurice Stobnicer, les textes en anglais par Andrée et Pierre Broué, les textes en castillan par Olivia Gall et Pierre Broué. C'est Pierre Broué qui a dactylographié le manuscrit.

L'introduction et les notes de Pierre Broué ont été élaborées à l'aide de la documentation réunie par l'équipe des chercheurs de l'Institut Léon Trotsky, à Harvard mais aussi à Hoover et dans les autres centres de recherche.

L'index des noms propres est de Pierre Broué, tous les autres sont d'Anne Dissez.

UNE COLLABORATION INTERNATIONALE

Les personnes dont les noms suivent, qui ont toutes été actives de son vivant dans le mouvement suscité par Trotsky ont été interrogées oralement ou par écrit par les chercheurs ou collaborateurs de l'Institut et ne nous ont pas ménagé leur aide.

Ce sont Fulvio Abramo (São Paulo), Erwin H. Ackerknecht (Zurich), Manuel Alvarado (Mexico), John Archer (Londres), Fritz Belleville (Bâle), Yvan Craipeau (Nice), Margaret Dewar (Lindfield), Octavio Fernández (Mexico), Eugenio Fernández Granell (Madrid), Milton Genecin (Los Angeles), Luciano Galicia (Mexico), Frank Glass, Albert Glotzer (New York), Plinio Gomès de Mello (São Paulo), Oskar Hippe (Berlin), Felix Ibarra (Mexico), Siegfried Kissin (Londres), Pearl Kluger (New York), George Kopp (Lima), Stefan Lamed (Montréal), Katia Landau de Balboa (Cuernavaca), Ernest Mandel (Bruxelles), Loukas Karliaftis (Athènes), Harry Milton (San Francisco), Raymond Molinier (Paris), Felix Morrow (New York), Pierre Naville (Paris), Walter Nelz (Zurich), George Novack (New York), Michel Raptis (Athènes), Gérard Rosenthal (Niort), Jean Rous (Perpignan/Paris), Georges Scheuer (Paris), Art Sharon (San Francisco), Clara Thalmann (Nice), Jean van Heijenoort (Mexico), Oscar Weiss (Frankfurt/Main), Adolfo et Francisco Zamora (Mexico), Francisco Zendejas (Mexico).

Nous saluons la mémoire de Juan Andrade, Jean Beaussier, Hugo Dewar, Lola Estrine, Pierre Frank, Sam Gordon, Joseph Hansen, Tom Kerry, Alfonso Leonetti, Mário Pedrosa, John Poulos, Herminio Saccheta, Paul Thalmann et Georges Verecken, qui nous ont aidés et ont disparu depuis.

Pour la documentation générale, nous avons des dettes vis-à-vis des institutions et personnes suivantes :

— La Houghton Library et particulièrement M. Rodney Dennis, curator du département des manuscrits.

— La Bibliothèque d'histoire sociale de New York (archives Cannon).

— La Tamiment Library de New York (archives Shachtman).

— La Hoover Institution de Stanford (Californie).

— L'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.

— La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (B.D.I.C.) de Nanterre (archives de la Ligue communiste et Fonds Lefevre).

— L'Institut Feltrinelli de Milan.

— La Bibliothèque communale de Follonica.

— Les archives de la guerre civile de Salamanca.

— Les archives départementales du Vaucluse (Papiers Richartz).

— Le centre d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale à Bruxelles.

— Le centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux (C.E.R.M.T.R.I.).

— Le Centre de documentation internationale (C.E.S.E.D.I.) de Paris.

— Le Centre de documentation Benjamin Franklin à Paris.

— La Bibliothèque Medem à Paris.

— Les Archives du Labour Party.

— Le Musée social à Paris.

— L'Arbeiderbevegelsen Arkiv d'Oslo.

— L'Arbetarrörelsens Arkiv de Stockholm.

— L'équipe des Editions ouvrières autour du *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier* avec MM. Jean Maitron, J. M. Brabant, Sammy Ketz et Claude Pennetier.

— Les archives privées Georges Vereeken à Bruxelles et Albert Glotzer à New York.

Nous avons également des dettes vis-à-vis du regretté Dr Boris Goldenberg, du professeur Hermann Weber, de Mannheim, du professeur Pélai Pagès, de Barcelone, du professeur Luis Vitale, actuellement à Caracas, du professeur Alan Wald, d'Ann Arbor, et des chercheurs de tous pays qui nous ont aidés bénévolement : Wolfgang Alles, Willy Buschak, Attilio Chitarin, Olivia Gall, Vilem Kahan, David Keil, Fritz Keller, Karel Kostal, Victor Leonardi, Roland Lewin, Hans Schafranek, Rudolf Segall, Nikos Syringas, Antoine Thivel, David Vogelsan-

ger. M. Javier Wimer nous a ouvert au Mexique les portes utiles et M. H. Meyer nous a permis d'éclairer des questions « norvégiennes ».

Enfin c'est le travail de George Breitman et de son équipe, l'édition des *Writings of Leon Trotsky* (Pathfinder press) qui a été notre solide base de départ.

LISTE DES SIGLES

A.F.L.	American Federation of Labor
A.P.R.A.	Alianza Popular Revolucionaria Americana
A.R.M.	Acción Revolucionaria Mexicana (Camisas Doradas)
B.L.	Bolcheviks-Léninistes
B.P.	Bureau politique
C.A.	Conseil d'administration
C.C.	Comité central
C.E.	Commission exécutive
C.G.T.	Confederación General de Trabajadores (Mexique)
C.G.T.	Confédération Générale du Travail (France)
C.I.O.	Congress for Industrial Organization
C.L.A.	Communist League of America
C.N.	Comité national
C.N.T.	Confederación Nacional del Trabajo
Comintern	Internationale communiste
C.P.A.	Communist Party of America
C.R.O.M.	Confederación Regional Obrera Mexicana
C.T.A.L.	Confederación de Trabajadores de América Latina
C.T.M.	Confederación de Trabajadores de México
F.I.A.R.I.	Fédération internationale de l'Art révolutionnaire indépendant
F.L.P.	Farmer-Labor Party
F.O.I.	Front ouvrier international
F.S.I.	Fédération syndicale internationale (d' « Amsterdam »)
G.R.	Gauche révolutionnaire (de la S.F.I.O.)
G.P.U.	Gosoudarstvennoïé Polititcheskoïé pravléníé
H.U.A.C.	House Un-American Committee

LEON TROTSKY

I.C.	Internationale communiste
I.L.G.W.U.	International Ladies Garment Workers Union
I.V.K.O.	Internationale Vereinigung Kommunistische Opposition
I.W.W.	Industrial Workers of the World
J.C.	Jeunesses communistes
J.S.	Jeunesses socialistes
K.P.D.	Kommunistische Partei Deutschlands
K.P.O.	Kommunistische Partei Deutschlands Opposition (K.P.D.-O)
L.C.I.	Ligue communiste internationale
N.A. S.	Nacional Arbeids-Secretariaat
N.K.V.D.	Narodny Kommissariat Vnoutrennik Del
O.G.	Opposition de gauche
P.O.I.	Parti ouvrier internationaliste
P.O.U.M.	Partido Obrero de Unificación Marxista
P.R.M.	Partido de la Revolución Mexicana
P.S.	Parti socialiste
P.S.O.P.	Parti socialiste ouvrier et paysan
R.S.A.P.	Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij
R.S.P.	Revolutionair Socialistische Partij
R.W.L.	Revolutionary Workers League
S.A.P.	Sozialistische Arbeiterpartei
S.F.I.O.	Section française de l'Internationale ouvrière
S.I.	Secrétariat international
S.P.A.	Socialist Party of America
S.W. P.	Socialist Workers Party
U.N.A.M.	Universidad nacional autonoma de México
U.R.S.S.	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
W.P.U.S.	Workers Party of the United States
Y.P.S.L.	Young People' Socialist League

INTRODUCTION

La conclusion des accords de Munich, le 30 septembre 1938 constitue une étape importante, non vers la paix pour toute une époque, comme l'assura le Premier Ministre britannique Neville Chamberlain, mais au contraire vers la guerre proche, désormais inéluctable comme Trotsky le pense en son refuge mexicain. L'exilé consacre à la situation mondiale, au cours des derniers mois de 1938, plusieurs articles qui ne paraîtront que dans la presse des sections et n'ont pas attiré l'attention des commentateurs, ni même ultérieurement des historiens. Trotsky bénéficie à l'époque d'une position privilégiée en tant qu'observateur politique. Suffisamment éloigné de l'Europe pour prendre aisément et vite ses distances à l'égard de l'événement et le commenter dans une perspective dynamique, il reçoit de la proximité des Etats-Unis l'horizon mondial qui manque à tant de commentateurs européens.

Aucun problème européen n'est cependant pour lui l'objet de commentaires seulement : il doit prendre des décisions d'action. Et d'abord une qui s'impose, dans la foulée de la proclamation à Paris de la IV^e Internationale dans cette conférence dont il a tracé le travail pas à pas. Il s'agit, une fois de plus, de la « question française ». En dépit des puissants mouvements qui l'ont dressée au cours des dernières années et en particulier de son magnifique soulèvement de juin 1936 où Trotsky avait vu « la grève » et le début de la révolution française, la classe ouvrière française n'a pas l'organisation révolutionnaire nécessaire. Pire, les forces qui devraient en toute logique contribuer à la cristallisation de cette dernière stagnent dans l'isolement. Or le problème de la tactique « entriste » est à nouveau posé puisque s'est constitué depuis plusieurs mois en France un nouveau parti, de plusieurs milliers de membres, une scission « gauche » de la S.F.I.O. autour de Marceau Pivert, le P.S.O.P. (parti socialiste ouvrier et paysan).

Trotsky ne nourrit aucune illusion sur Pivert qu'il sait courageux et honnête mais qui est à ses yeux un incurable « centrisme ». Mais il est en même temps convaincu qu'on ne peut, dans le bref laps de temps qui sépare de la guerre, compter que le P.O.I. aura la force de se constituer comme axe d'un regroupement révolutionnaire. Faut-il que le P.O.I. entre dans le P.S.O.P. ? Trotsky d'abord est réticent : si la guerre est là, une décision d'entrisme immédiat livrerait une organisation en pleine dissolution à la répression qui se déchaînera tout de suite. Quand Munich signifie qu'on dispose d'un sursis de quelques mois, il se décide et presse le mouvement.

Pour lui, l'entrée s'impose désormais et il rejoint là-dessus une fraction de la direction du P.O.I. autour de Jean Rous. Mais il y a bien des résistances, de la base au sommet. Trotsky intervient personnellement, sous des formes diverses. Dans un premier temps, par l'intermédiaire d'Alfred Rosmer, il s'adresse à Marceau Pivert. Pas découragé par une réponse peu enthousiaste, il décide d'envoyer à Paris un homme qui ait l'autorité nécessaire : le seul en dehors de lui, c'est l'Américain Cannon. Ce dernier reprend donc le bateau pour l'Europe, sans aucun enthousiasme pour une nouvelle campagne européenne sur les objectifs de laquelle il a cependant les idées très nettes : les Français doivent entrer au P.S.O.P. En même temps, Trotsky engage sa responsabilité et son autorité pour constituer un « fonds français » qu'il faut alimenter non seulement pour le voyage mais pour apporter aux Français ces moyens matériels qu'ils n'ont jamais pu se donner et qui leur font si cruellement défaut.

Son intérêt pour la France ne le détourne pas cependant de ce parti américain sur lequel il veille avec tant de soin depuis son arrivée dans le Nouveau Monde. Il commence à comprendre ses problèmes et les difficultés qui lui sont propres : ce jeune parti est dirigé par un noyau de vieux militants. Longtemps par la force des choses groupe de propagande, il en a gardé les traits, notamment dans son journal, bon organe socialiste, mais pas le vrai « journal ouvrier » qu'il faut. Soucieux de ne pas s'isoler, d'être vraiment « américain » dans cette société américaine où le « rejet » semble naturel au moins autant que l'intégration, le S.W.P. ne subit-il pas la pression d'une opinion publique plus marquée en profondeur par les années de développement capitaliste « pacifique » que par les aspirations révolutionnaires qui ont secoué si fort le reste du monde ? Une discussion avec les dirigeants des jeunesses lui fait découvrir une fission de conservatisme qui le surprend et une prudence que leurs aînés leur ont inculquée en les privant de toute initiative et liberté de mouvement. Reprenant un thème cher à

Lénine, il plaide avec passion pour l'indépendance du mouvement de jeunesse vis-à-vis du parti — suggère même des mesures pratiques pour y parvenir, propose — en vain — des noms qui évoquent plus les drapeaux révolutionnaires claquant et les combats de rue que le développement graduel du mouvement d'idées. Mais il n'est pas entendu et la Y.P.S.L., comme d'ailleurs le Socialist Workers Party gardent leurs noms en dépit de son ironie.

En attendant son heure de revenir à la charge, Trotsky s'efforce d'engager le parti américain sur deux voies qu'il a longtemps négligées : d'une part l'action directe contre les fascistes qui doit lui permettre de pénétrer les masses, d'autre part une action organisée appuyée sur une infiltration bien préparée, destinées à contribuer au mûrissement puis à l'explosion de la crise au sein du parti stalinien américain qu'il s'agira alors d'exploiter. C'est lui qui a eu une idée dont il attend beaucoup : faire venir aux Etats-Unis le Noir C.L.R. James, prestigieux orateur et entraîneur d'hommes, lui confier la réorganisation du travail du S.W.P. en direction des couches les plus exploitées, les travailleurs de couleur.

En octobre, la fondation de la revue *Clave* lui donne une arme qui lui manquait et dont il faut reconnaître qu'il sait la manier. Non seulement il dispose désormais d'une tribune — de petit format mais de parution régulière — en langue castillane qui lui permet de s'exprimer directement dans son pays d'asile, mais encore il a les moyens d'en faire un instrument de pénétration dans toute l'Amérique latine. Grâce à *Clave*, par des articles qu'il fait signer à d'autres, comme Diego Rivera ou tout simplement au moyen d'articles non signés, Trotsky peut guerroyer contre Lombardo Toledano, toujours docile instrument du G.P.U. dans la campagne de meurtre déclenchée en septembre sur instructions de Browder. Une ombre au tableau cependant : des difficultés surgissent avec Diego Rivera, très mécontent que la conférence internationale, dans une résolution spéciale sur la question mexicaine, l'ait écarté de toute responsabilité dans la section et qui s'offusque de ce qu'il tient pour une mise à l'écart imméritée. Cette égratignure-là va s'infecter, mais Trotsky, très attentif et vigilant pour tout ce qui touche au grand peintre, est très loin de l'imaginer.

La campagne de la bourgeoisie britannique, celle des pétroliers américains contre le gouvernement Cárdenas bat son plein. Trotsky a pris position avec éclat pour le gouvernement dont il pense qu'il est le seul honnête et, de plus, courageux. Du coup, une nouvelle manœuvre se dessine contre lui dans laquelle on entrevoit la main du G.P.U. jouant sur deux tableaux : on assure que Trotsky est le conseiller secret de Cárdenas, que c'est lui qui lui a soufflé l'idée

des nationalisations et que le général-président qui lui a donné asile n'est qu'un général rouge pire que les Rouges de Russie. Le jeu subtil du G.P.U. apparaît quand un journaliste qui a renseigné la commission des activités non américaines sur l'activité des nazis aux Etats-Unis, laisse en passant tomber une remarque selon laquelle Trotsky travaille la main dans la main au Mexique avec les Camisas doradas, troupes de choc du fascisme mexicain.

Le travail sur la biographie de Staline, bien épaulé à New York et Paris, avance bien, mais il doit le défendre contre des éditeurs pressés d'avoir un « best-seller » et peu disposés à lui laisser le temps et l'espace dont il estime avoir besoin, parce que le livre est de lui et qu'il porte sur Staline. L'espoir de se procurer des ressources en vendant les archives se révèle illusoire, les propositions chiffrées transmises par Goldman sont dérisoires.

Sur le plan personnel, Trotsky pressent incontestablement qu'un nouveau coup se prépare, dont il ne sait pas encore s'il doit lui conserver un caractère personnel ou en faire une question politique. « L'affaire Sieva » est un coup dur puisqu'il va être obligé par son déroulement à une polémique publique contre la compagne de son fils et sur un terrain malaisé. Jeanne Martin — mais on ne le sait pas encore — n'a lâché, et de bien mauvais gré, qu'une partie des archives qu'elle détenait, mais elle semble en revanche s'être décidée à « garder » le petit Sieva, fils de Zina, l'unique petit-fils de Trotsky vivant hors d'U.R.S.S., qu'elle avait élevé, avec Léon, après le suicide de Zina en 1933. Derrière ses tergiversations, ses dérobades, ses menaces, Trotsky devine des manœuvres et peut-être un chantage : il invite ses représentants à parler net et, s'il le faut, à plaider. Il faudra s'y résoudre. Bien qu'il l'ignore encore, c'est en effet dans les derniers jours de l'année que Jeanne Martin des Pallières a décidé de dissimuler l'enfant — qui a un peu plus de douze ans — en le plaçant sous une fausse identité dans un pensionnat catholique à Guebwiller.

D'Europe est parvenu à Trotsky le bruit fait autour de la crise dans le minuscule « groupe russe » et l'information que plusieurs militants accusent le collaborateur de Sedov, Etienne, d'être un homme du G.P.U. Pour achever de donner à cette année ses sinistres couleurs, c'est le 31 décembre que le courrier apporte à Trotsky une curieuse lettre anonyme écrite à la fois en russe et en caractères latins, l'informant avec un luxe de détails impressionnants que le G.P.U. a réussi à placer près de son fils et à maintenir dans le mouvement un de ses agents. C'est évidemment Etienne (Zborowski) qui est visé. Trotsky ne saura jamais que la lettre lui a été écrite par un ancien haut fonctionnaire du G.P.U., connu en

Espagne comme Orlov, et qui vient à son tour de faire défection. Mais il ne saura non plus jamais qu'Orlov avait raison, et qu'Etienne était aux côtés de Sedov sur l'ordre de Staline, car il ne croira pas sur parole une lettre anonyme dont le contenu, bien qu'il l'ait demandé, ne sera pas vérifié.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

1938

OCTOBRE

- 1^{er} – Tchécoslovaquie : entrée de l'armée allemande dans le pays sudète.
– Mexique : premier numéro de *Clave*, « tribune marxiste ».
- 4 – Retrait des unités étrangères du front en Espagne républicaine.
- 4 – France : rupture de fait du Front populaire à l'initiative du parti radical.
- 5 – Tchécoslovaquie : démission du président Beneš.
- 11 – Espagne : début du procès du P.O.U.M. à Barcelone.
- 20 – Tchécoslovaquie : interdiction de l'activité du P.C.
- 28-30 – France : le congrès radical prend acte de la fin du Front populaire.
- 29 – France : la C.A. du P.S.O.P. juge « inopportune » la fusion du P.S.O.P. et du P.O.I.
- 29-30 – Conférence du F.O.I. à Londres.
- 31 – Condamnation à la prison des dirigeants du P.O.U.M.

NOVEMBRE

- 1^{er} – France : Paul Reynaud ministre des finances du gouvernement Daladier.
- 6 – Grande-Bretagne : conférence de la Militant Labour League.

LÉON TROTSKY

- 7 – France : le jeune Juif Grynszpan abat le conseiller d'ambassade allemand von Rath.
- 8 – France : *l'Humanité* parle des « liens trotskystes » de Grynszpan et suggère une « provocation ».
- 9 – Allemagne : « Nuit de Cristal », pogroms anti-Juifs.
- 9 – Etats-Unis : succès démocrate aux élections. Roosevelt renforcé.
- 12 – France : nouveaux décrets-lois Daladier.
- 15 – Espagne : défilé des Volontaires internationaux à Barcelone avant leur départ d'Espagne.
- 16 – Espagne : fin de la bataille de l'Ebre : l'armée républicaine ramenée sur ses positions de départ.
- 30 – Grève générale de 24 heures en France contre les « décrets-lois ». Début d'une sévère répression contre les grévistes.

DÉCEMBRE

- 3 – France : début du procès contre la Plévitskaia, femme du général Skobline, sur l'enlèvement du général Miller.
- 5 – Pérou : arrivée à Lima de Cordell Hull.
- 6 – France : visite du ministre allemand von Ribbentrop.
- 8 – U.R.S.S. : L. P. Beria succède à Ejov à la tête du N.K.V.D.
- 9 – Pérou : début de la conférence pan-américaine à Lima.
- 14 – France : la Plévitskaia condamnée à 20 ans de travaux forcés.
- 20 – U.R.S.S. : institution du livret du travail obligatoire.
- 23 – Tchécoslovaquie : décret interdisant le P.C.T.
- 23 – Espagne : les troupes franquistes franchissent l'Ebre et commencent l'offensive finale contre la Catalogne.
- 27 – Pérou : fin de la conférence de Lima
- 28 – U.R.S.S. : lois répressives sur l'absentéisme au travail.
- 30 – Mexique : visite du journaliste Knickerbocker à Trotsky.

[PAS UN LIVRE « BREF » SUR STALINE !]¹

(3 octobre 1981)

Cher Ami²,

Je vois que vous vous occupez de nouveau de mon affaire littéraire et consacrez votre temps à mon livre³, au lieu d'écrire le vôtre, mais on n'y peut rien...

Collins⁴ m'écrit que j'ai changé ma conception du livre. Je voudrais dire que c'est la conception interne du livre qui m'a changé. S'il s'agissait d'un livre sur une personnalité du Moyen Age, je ferais un travail de synthèse sans montrer au lecteur comment j'ai utilisé les matériaux. C'est impossible avec Staline. Ce n'est pas seulement un des hommes les plus discutés de notre temps mais aussi un homme dont la vie et l'activité sont consciemment et systématiquement changées, déformées, falsifiées à une échelle et des proportions jamais connues dans le passé et, je l'espère, dans l'avenir. Je connaissais assez bien cette situation avant de m'engager dans ce travail, mais à chaque page je suis deux ou trois fois surpris, étonné, ahuri par l'enchaînement interne des impostures historiques, théoriques et littéraires. Si je me contentais de donner les résultats de ma recherche sans initier le lecteur à mes méthodes, le malheureux lecteur moyen croirait (avec l'aide, particulièrement, des libéraux et radicaux pro-Moscou) que je suis partial, pas « objectif » et entraîné par

1. Lettre à C. M. Walker (10783), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. L'écrivain Charles Mumford Walker (1893-1974), auteur du fameux *American City*, dans lequel il avait consacré un chapitre aux grèves de Mineapolis en 1934, avait rencontré Trotsky à Coyoacán au temps de la commission d'enquête et avait pendant quelque temps pris en main ses problèmes de relations avec les éditeurs. Il préparait en principe un livre sur l'histoire du P.C. américain.

3. Le livre en question était la biographie de Staline, pour laquelle Trotsky avait obtenu, grâce à Walker, un contrat avec Harpers qui, pressé d'avoir le manuscrit, trouvait qu'il en faisait trop.

4. Alan Copeland Collins (1902-1968), directeur de l'agence littéraire Curtis & Brown, avait pris en charge les négociations avec Harpers.

la passion. Il est tout à fait possible de réduire le livre à 80 000 mots, mais il est impossible de réduire l'analyse que je fais de chaque fait, de chaque date, de chaque citation. Il suffirait que je commette quelques erreurs de second ordre pour que toute la presse intéressée, les *Duranty*, les *Louis Fischer*, les *Nation* et *New Republic*⁵ etc. etc., commencent une campagne pour discréditer le livre tout entier. *Mon* livre sur *Staline* doit être inattaquable ou alors il ne faut pas l'écrire. Ce n'est pas la différence entre 80 000 et 120 000 qui est décisive pour la qualité de mon travail et, par conséquent, pour l'emploi de mon temps, mais l'importance du scrupule dans la recherche et la vérification de chaque fait. J'ai d'excellents collaborateurs dans les bibliothèques publiques et les archives spécialisées de Paris, New York, San Francisco et ici au Mexique. Les 40 000 mots supplémentaires ne constituent pas pour moi un travail supplémentaire, mais ne font qu'introduire le lecteur dans mon travail, lequel consiste pour moitié à me frayer un chemin à travers la jungle des déformations et des mensonges. N'oublions pas que ces mensonges ne sont pas accidentels, mais sont organisés systématiquement et constituent une partie très importante de la vie de *Staline*, le *leit-motiv* de toute son activité politique.

Permettez-moi également de dire qu'étant donné l'ensemble de la situation, personne ne peut non plus écrire un tel livre sur *Staline*, parce que personne d'autre ne connaît ou ne connaîtra à l'avenir les faits, les textes et leur véritable signification comme je les connais moi-même par l'expérience de ma propre vie. Ce livre devrait être lu dans dix, vingt, cinquante ou même cent ans.

J'ai écrit des centaines d'articles et de pamphlets sur *Staline* au cours des quinze dernières années, et il serait très facile pour moi de les combiner en un livre avec quelques éléments biographiques supplémentaires, mais je ne peux penser sans dégoût à un tel travail purement journalistique.

La question financière est bien entendu importante, mais ne peut être décisive là-dessus. Ne croyez-vous pas que les droits de séries sur le *Staline* peuvent assurer mon travail sur *Lénine* ? J'espère aussi vendre une partie de mes archives à un institut scientifique afin de m'assurer la liberté nécessaire à mon travail

5. *The New Republic* et *The Nation* étaient les journaux « libéraux » — nous dirions « progressistes » — que *Trotsky* accusait d'être les complices du régime de *Staline*. *Walter Duranty* (1884-1957) avait été correspondant du *New York Times* à Moscou où il avait résidé pendant treize ans et *Louis Fischer* y avait résidé pendant quinze ans pour le compte du *New York Evening Post* et de *The Nation*. Il les considérait personnellement comme des agents staliniens.

littéraire. L'idée de faire maintenant un livre « bref » sur Staline et d'y revenir plus tard avec un ouvrage plus définitif, n'est pas valable ; premièrement, parce que, comme j'ai essayé de le démontrer, la difficulté n'est pas quantitative, mais qualitative ; deuxièmement, parce que je ne suis pas assez jeune pour faire ce travail deux fois. Je veux terminer mon livre sur Lénine aussi vite que possible afin d'en faire un travail que je considère comme le plus important, à savoir un livre sur la situation mondiale (l'analyse du capitalisme moderne, c'est-à-dire déclinant, le marché mondial dans le chaos, la situation dans les pays coloniaux — et semi-coloniaux, le fascisme contre la social-démocratie, guerres et révolutions, en un mot le destin de notre planète). C'est une raison supplémentaire pour moi d'insister sur le caractère définitif de mon livre sur Staline. Je suis certain que les éditeurs ont l'esprit assez ouvert et qu'ils me comprendront. Je ne puis qu'ajouter que, si les premiers chapitres leur conviennent, c'est précisément parce qu'ils représentent les résultats d'un travail préparatoire très minutieux de mosaïque.

Une remarque supplémentaire : la biographie de Staline est impossible sans développements théoriques (socialisme dans un seul pays, thermidor, bonapartisme, etc.).

N'oubliant pas qu'il ne faut pas surcharger le lecteur moyen, je consacrerai trois ou quatre chapitres plus courts, sous forme d'*appendice*. Personne ne sera obligé de le lire, personne, sauf les gens sérieux et intelligents. Le premier de ces chapitres supplémentaires a été déjà envoyé à M. Malamuth⁶ qui maintenant, si je ne me trompe pas, dispose d'environ 45 000 mots.

Une remarque toute fraîche me vient à l'esprit. Si je devais simplifier le reste du livre, je devrais également re-rédiger totalement les premiers chapitres, autrement le livre serait un monstre, et réécrire les premiers chapitres signifierait au moins un mois de travail supplémentaire.

Vous avez ainsi l'ensemble de mes considérations et je vais attendre la réponse de mes éditeurs.

6. Le journaliste Charles Malamuth (1900-1965), d'origine russe, était devenu le traducteur de Trotsky aux E.U., bien que ce ne fût pas sa profession ; il avait succédé à Max Eastman.

[RÉVOCATION ET RÉÉLECTION¹]

(5 octobre 1938)

Cher monsieur Clay,

Des circonstances accidentelles ont retardé ma réponse à votre lettre du 17 septembre.

On considérait généralement comme un principe fondamental du système soviétique le droit de tout corps électif de révoquer à tout moment son député et d'en élire un nouveau. De telles réélections ont pu se produire dans différentes usines à différents moments, mais en général les événements importants ont provoqué de telles réélections sur une grande échelle.

1. Lettre à Howard B. Clay (7588), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Howard B. Clay préparait à l'Université d'Emory une thèse intitulée « The Bolshevik coup d'Etat November 1917 » et avait demandé par lettre du 17 septembre 1938 à Trotsky comment se passaient réélections et révocations dans le système soviétique de 1917.

[PROBLÈMES DU S.W.P.]¹

(5 octobre 1938)

Cher Ami²,

Nous attendons ici avec la plus grande impatience des informations sur la réunion d'Europe. Nous savons seulement que tout s'est bien passé, mais pas plus. Sans attendre votre lettre, je discuterai avec vous quelques questions concernant votre parti (S.W.P.).

1. Le référendum ne me semble pas avoir été une invention très heureuse³. La discussion semble avoir provoqué quelque embarras dans le parti. On ne peut surmonter tout cela que par l'*action*. Il me semble qu'il est temps de montrer directement au parti comment nous devons agir sur ce point. J'ai eu ici deux longues discussions avec Plotkin⁴, un organisateur de la Ladies Garment Workers Union et j'ai résumé notre discussion dans un article⁵ qui s'efforce de placer la question à son niveau politique véritable. Il est maintenant à la traduction et on vous l'enverra en même temps que cette lettre. Mais il est bien évident qu'un article n'est rien, si le parti ne commence pas une action sérieuse

1. Lettre à James P. Cannon (7534), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. James P. Cannon (1890-1974), déjà vieux militant, avait été l'un des pionniers du communisme, chef d'une des trois fractions historiques du P.C.A. Il avait été gagné à l'Opposition de gauche à Moscou en 1928 et l'avait dirigée depuis. Il était le principal dirigeant du Socialist Workers Party (S.W.P.) qui avait été fondé au début de l'année.

3. A la suite du désaccord qui s'était manifesté dans la direction au sujet du tournant et de l'adoption de la perspective de lutte pour un Labor Party reposant sur les syndicats, le S.W.P. avait décidé de soumettre cette question à un référendum de ses membres.

4. Abraham Plotkin (né en 1892), émigré d'origine russe, avait d'abord été cheminot, puis l'un des dirigeants du syndicat I.G.W.L.U. à Chicago. Il avait rendu visite à Trotsky à Coyoacán.

5. Cf. *Œuvres*, 18, pp. 334-342.

dans les syndicats avec le mot d'ordre que les ouvriers prennent l'Etat entre leurs mains et que pour cela ils ont besoin de leur propre Labor Party indépendant. Un pas énergique dans cette direction dissiperait sûrement tous les malentendus et mécontentements et pousserait le parti en avant.

2. Sur cette question comme sur les autres, il faut absolument donner à notre propagande-agitation un caractère plus concentré et plus systématique. Par exemple, il faut obliger tous les comités locaux à présenter sous un mois au comité national un bref rapport sur leurs liens avec les syndicats, les possibilités de travail dans les syndicats et surtout d'agitation dans les syndicats en faveur d'un Labor Party indépendant. Le danger est que la question du Labor Party devienne une pure abstraction. La base de notre activité, ce sont les syndicats — la question du Labor Party ne peut acquérir de la chair et du sang que dans la mesure où nous sommes enracinés dans les syndicats. Un commencement sérieux de notre travail dans les syndicats nous a conduits au mot d'ordre de Labor Party. Il faut maintenant l'utiliser de façon à enfoncer encore plus profondément le parti dans les syndicats.

Il faut que les réponses des organisations locales soit étudiées et élaborées dans une série d'articles et de lettres circulaires du comité national avec des instructions concrètes, des conseils, etc.

3. Très importante à cet égard est l'attitude du *Socialist Appeal*⁶. C'est incontestablement un bon journal marxiste, mais il n'est pas encore un véritable instrument de l'action politique. Le lien du journal avec l'activité réelle du parti est trop lâche. Ce caractère est déterminé non pas tellement par les conceptions littéraires du comité de rédaction que par le caractère éparpillé et non concentré de l'activité du parti dans son ensemble. Il faut établir pour un certain temps un plan pour une campagne politique et y subordonner les organisations locales, le *Socialist Appeal* et *New International*⁷. Il nous semble ici que le Labor Party pourrait être l'un des thèmes de cette campagne à la condition que l'accent soit mis sur notre travail dans les syndicats.

4. Nous sommes déçus ici par l'explicable passivité de notre parti envers le tournant patriotique et impérialiste du parti

6. Le *Socialist Appeal*, qui avait été un organe de tendance de Goldman dans le S.P. puis celui de la « fraction trotskyste » jusqu'à son interdiction, avait été de nouveau publié comme un défi à l'interdiction et une préface à la bataille pour l'expulsion et l'indépendance en 1937.

7. *The New International* était la revue théorique mensuelle du S.W.P.

communiste⁸. Le principal obstacle devant le mouvement révolutionnaire et par conséquent le principal obstacle au développement de notre parti et à ses succès dans les syndicats est incontestablement le stalinisme. Le combat contre ce perfide ennemi du prolétariat devrait être mené simultanément à plusieurs niveaux avec des moyens combinés. L'enquête du comité Dies⁹ nous a donné une occasion excellente pour l'action, mais cette chance est restée totalement inexploitée. Nous aurions dû défendre avec énergie et ardeur le droit du parti communiste à être non-américain : c'était notre devoir démocratique élémentaire. En même temps, il fallait démasquer leur perfide tournant d'une position non-américaine (internationaliste) à une position américaine (chauvine). Il fallait absolument armer chaque membre de notre parti de citations des résolutions du programme de l'Internationale communiste et des quatre ou même six premiers congrès et opposer à ces documents les récentes déclarations, discours, etc. Il aurait fallu faire ce travail sous une forme détaillée très systématique avec deux ou trois articles dans chaque numéro du *Socialist Appeal*, avec des articles plus synthétiques dans *New International*, avec un manuel spécial pour nos agitateurs, avec des citations, des instructions, etc. J'ai essayé d'intéresser le comité de rédaction du *Socialist Appeal* à cette question, mais sans succès. Ils ont donné là-dessus quelque chose (à partir des articles d'Olgin¹⁰), mais rien de plus. Je crois qu'on pourrait rectifier cette grave omission à présent, dans une certaine mesure. Une telle campagne concentrée et systématique pourrait être fixée pour deux ou trois mois et avoir la plus grande valeur éducative pour nos propres camarades, surtout les jeunes. C'est aussi l'une des façons de les préparer à la guerre qui vient.

5. Ne croyez-vous pas qu'il serait temps maintenant de créer un comité spécial du parti pour le travail parmi les femmes, avec

8. Le P.C. américain avait accentué au cours des mois précédents la ligne qui, de l'« antifascisme » l'avait conduit à l'Union sacrée. Browder, son secrétaire général, avait même affirmé qu'en cas de guerre entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, il se rangerait du côté de sa « patrie ».

9. La commission de la Chambre des Représentants sur les activités non américaines (H.U.A.C. : House Un-American Activities Committee) avait été créée à l'initiative d'un député anti-hitlérien qui voulait faire la chasse aux nazis et à leurs amis. Mais l'ambitieux démocrate du Texas, le Représentant Martin Dies (1901-1972) l'avait orientée assez vite vers « la chasse aux sorcières », au mouvement ouvrier, aux « communistes ». En août 1938, il avait engagé une enquête sur le caractère « non-américain » du parti communiste. C'est devant lui que Browder avait fait la déclaration évoquée n. 8.

10. Mossaïye Olgin (1874-1939), ancien militant du S.P. avant la guerre, passé au P.C., venait de consacrer au « trotskysme » une série d'articles calomnieux qui furent d'ailleurs ensuite diffusés sous forme de brochure.

LÉON TROTSKY

un supplément spécial du *Socialist Appeal* et quelques articles dans *New International* éclairant la situation des femmes travailleuses, maintenant, dans la crise ?

J'attendrai avec un grand intérêt votre lettre sur la réunion internationale, aussi bien que sur l'état du parti tel que vous l'avez trouvé en revenant.

[LES CONVERSATIONS SUR LES ARCHIVES¹]

(5 octobre 1938)

Cher Ami²,

Vous avez entièrement disparu de notre horizon. Que se passe-t-il ? Que faites-vous ? Que préparez-vous ?

Jusqu'à aujourd'hui, nous n'avons reçu aucune information sérieuse sur la grande réunion d'Europe³. Nous savons seulement que tout s'est bien passé, mais rien de plus.

J'espère que vous êtes *au courant*⁴, des conversations de Goldman avec Stanford concernant les archives⁵. Ils ont demandé si j'étais prêt à l'avenir à les aider (chercher et acheter de nouveaux documents, des livres, etc.) Je vous ai désigné sans vous nommer. Si l'accord pouvait se faire, ce serait un travail sérieux et intéressant pour vous mais, depuis ma dernière réponse il y a quelques semaines, je n'ai pas reçu de nouvelle information.

Malamuth a une proposition analogue mais sous une forme générale et mal définie. Il demande des informations. Il serait bien que vous vous mettiez en contact avec lui et lui donniez toute l'information nécessaire.

1. Lettre à J. Frankel (8173), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jan Frankel (né en 1906), jeune communiste tchécoslovaque, avait été secrétaire de Trotsky de 1930 à 1933, pendant l'été 1935 en Norvège et de février à novembre au Mexique. Il était aux Etats-Unis et Trotsky l'appelait de son nouveau pseudonyme de John Glenner.

3. Il s'agit de la conférence internationale qui avait proclamé l'existence de la IV^e Internationale et qui s'était tenue à Périgny, dans la région parisienne, le 3 septembre.

4. En français dans le texte.

5. C'était à Frankel que Trotsky avait pour la première fois parlé de son idée de vendre ses archives à une université américaine pour s'assurer quelques années de consacrer à son travail non alimentaire. Depuis, il avait confié à son avocat Albert Goldman les pourparlers qui s'étaient déroulés d'abord avec Chicago, puis avec Stanford. Albert Goldman (1897-1960), ancien avocat du P.C., avait été l'avocat de Trotsky devant la commission Dewey et jouissait de sa confiance.

QUELLE EST LA SIGNIFICATION DE LA LUTTE CONTRE LE TROTSKYSME ?¹

SUR LOMBARDO TOLEDANO
ET AUTRES AGENTS DU G.P.U.

(9 octobre 1938)

Deux questions

Dans bien des lettres et oralement, on m'a demandé ce que signifiait la lutte qui se déroule actuellement en Union soviétique entre staliniens et trotskystes et pourquoi, dans d'autres pays, particulièrement au Mexique, certains dirigeants du mouvement ouvrier ont abandonné leur travail pour développer une campagne de calomnie contre moi personnellement en dépit de ma non-intervention dans les affaires internes du pays. Je suis reconnaissant que de telles questions m'aient été posées, car elles me donnent l'occasion de répondre publiquement, avec la plus grande clarté et précision possible.

Des causes qui ne sont pas personnelles

En premier lieu, il faut bien comprendre que, quand se développe une lutte politique de grande ampleur, dans laquelle des dizaines et des centaines de milliers de gens sont engagés, il n'est pas possible de l'expliquer par des raisons « personnelles ». Il ne manque pas de gens superficiels et intrigants pour attribuer la lutte entre trotskystes et staliniens à des motifs d'ambition personnelle. C'est là une pure absurdité. L'ambition personnelle ne peut motiver que des hommes politiques individuels. En Union soviétique, des milliers et des milliers de personnes baptisées « trotskystes » ont été ou sont encore exécutées.

1. Article (T 4334), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library. Il s'agit d'un article explicatif, dont on remarquera les préoccupations pédagogiques : il s'agit d'expliquer au public mexicain les raisons pour lesquelles le dirigeant de la principale centrale ouvrière du pays se joint à Moscou dans la calomnie contre Trotsky. Le texte paraîtra en brochure au Mexique.

Toutes sacrifieraient leur bonheur, leur liberté, leur vie et souvent celle de leur famille à la seule ambition d'un unique individu nommé Trotsky? Il est tout aussi absurde de croire qu'on peut expliquer la politique stalinienne en termes d'ambition personnelle de Staline. En outre, il y a longtemps que cette lutte a débordé les frontières de l'Union soviétique. Pour bien comprendre la signification du conflit qui est en train de diviser le mouvement ouvrier du monde entier, on doit rejeter, avant d'aller plus loin, tout le verbiage sur les motifs personnels et examiner attentivement les causes historiques qui l'ont engendré.

Le but de la révolution d'Octobre

Tout le monde connaît, ne serait-ce que dans leurs grandes lignes, les causes et les problèmes de la révolution d'Octobre qui a éclaté en Russie en 1917. Ce fut la première révolution victorieuse des masses opprimées conduites par le prolétariat. Son but était d'abolir l'exploitation de classe et l'inégalité, de créer une société nouvelle, socialiste, basée sur la propriété collective de la terre et des usines, de réaliser un partage rationnel et juste des produits du travail entre les membres de la société. Quand nous étions en train de faire cette révolution, bien des social-démocrates — des réformistes opportunistes comme Lewis, Jouhaux, Lombardo Toledano, Laborde² — nous disaient que nous allions échouer, que la Russie était un pays trop arriéré, que le communisme y était impossible, etc. Nous répondions de la façon suivante : bien entendu, la Russie, prise isolément, est trop arriérée, pas assez civilisée, pour qu'on puisse construire dans ce seul pays une société communiste. Mais, ajoutions-nous, la Russie n'est pas seule. Il existe dans le monde des pays capitalistes plus avancés, avec une technologie et une culture

2. Léon Jouhaux (1870-1954), était secrétaire général de la C.G.T. française et John L. Lewis (1880-1969) président de l'United Mine Workers et véritable « patron » du C.I.O. Tous deux étaient venus participer à Mexico au congrès syndical international qui avait fait de Lombardo Toledano le principal dirigeant syndical d'Amérique latine. Vicente Lombardo Toledano (1893-1968), avocat, professeur de droit et secrétaire général de la C.T.M. (Confederación de Trabajadores de Mexico) était à la pointe des attaques contre Trotsky qui le tenait pour un agent direct du G.P.U. (il n'était pas membre du P.C.M. mais en fait se le subordonnait). Hernán Laborde (1896-1955) était depuis 1929 secrétaire général du P.C.M. Il venait de séjourner aux Etats-Unis où il avait reçu des instructions en vue du passage à l'« action directe » pour le règlement de « l'affaire Trotsky », et participait activement à la campagne de calomnies, avec toutefois moins d'efficacité que Lombardo Toledano.

bien plus développées, et un prolétariat beaucoup plus développé également. Nous, les Russes, nous *commençons* la révolution socialiste, c'est-à-dire que nous sommes en train de faire courageusement le premier pas vers l'avenir. Mais les ouvriers français, allemands et anglais entreront après nous dans la lutte révolutionnaire, prendront le pouvoir dans ces pays et pourront alors nous aider, grâce à leur technologie et leur culture supérieures. Sous la direction du prolétariat des pays les plus avancés, même les peuples des pays arriérés (Chine, Inde, Amérique latine) s'engageront à leur tour dans la nouvelle voie socialiste. Ainsi arriverons-nous graduellement à la formation d'une nouvelle société socialiste à l'échelle mondiale.

On sait que nos espoirs d'une révolution prolétarienne *prochaine* en Europe ne se sont pas matérialisés. Pourquoi ? Non pas parce que les masses travailleuses n'en avaient pas la volonté. Au contraire, après la guerre de 1914-1918, le prolétariat, dans tous les pays d'Europe, a commencé à combattre la bourgeoisie impérialiste et a montré qu'il était parfaitement prêt à prendre le pouvoir. Qui l'a retenu ? Ses dirigeants, les bureaucrates ouvriers conservateurs, les messieurs du genre Lewis et Jouhaux, les maîtres de Lombardo Toledano.

Le rôle destructeur de la social-démocratie

Pour pouvoir réaliser ses objectifs, la classe ouvrière doit créer ses organisations, les syndicats et le parti politique. Au cours de ce processus, toute une couche de bureaucrates, secrétaires de syndicats ou d'autres organisations, députés, journalistes, etc., s'élève au-dessus de la masse exploitée. Ces hommes s'élèvent au-dessus des travailleurs, autant par leurs conditions matérielles de vie que par leur influence politique. Un petit nombre conserve un lien interne avec la classe ouvrière et lui reste loyal. Beaucoup plus nombreux sont les bureaucrates ouvriers qui commencent à regarder vers ceux qui sont au-dessus d'eux, au lieu de regarder ceux qui sont au-dessous. Ils commencent à se tourner vers la bourgeoisie, oubliant les souffrances, les misères et les espoirs des classes travailleuses. C'est là la cause de bien des défaites infligées à la classe ouvrière.

Dans le cours de l'histoire nous avons plus d'une fois constaté que des partis et des organisations qui étaient nés du mouvement populaire ont ensuite connu une dégénérescence complète. C'est ce qui est arrivé en son temps à l'Église

chrétienne, qui a commencé comme un mouvement de pêcheurs, de charpentiers, d'opprimés et d'esclaves, mais qui en est arrivée à bâtir une hiérarchie puissante, riche et cruelle. C'est ce qui est arrivé, sous nos yeux même, aux partis de la II^e Internationale, la soi-disant « social-démocratie ». Celle-ci s'est graduellement éloignée des intérêts réels du prolétariat et s'est rapprochée de la bourgeoisie. Pendant la guerre, dans tous les pays, la social-démocratie a défendu son propre impérialisme national, c'est-à-dire les intérêts du capital brigand, trahissant les intérêts des ouvriers et des peuples coloniaux. Quand les mouvements révolutionnaires ont commencé, au cours de la guerre, la social-démocratie, le parti qui aurait dû mener les ouvriers à l'insurrection, a, en fait, aidé la bourgeoisie à abattre le mouvement ouvrier. C'est la trahison à l'intérieur de son propre état-major qui a paralysé le prolétariat.

C'est pourquoi les espoirs d'une révolution européenne et mondiale après la guerre ne se sont pas réalisés. La bourgeoisie a conservé sa prise sur la richesse et le pouvoir. Ce n'est qu'en Russie, où existait le parti bolchevique vraiment révolutionnaire, que le prolétariat a vaincu et constitué un Etat ouvrier. Les ouvriers des pays les plus riches et les plus développés ne pouvaient venir à son aide. Le résultat a été que le prolétariat russe, malgré sa victoire, s'est trouvé dans une situation très difficile.

La puissance de la bureaucratie soviétique

Si le niveau de la technologie en Russie avait été aussi élevé qu'en Allemagne ou aux Etats-Unis, l'économie socialiste aurait dès le début produit tout le nécessaire pour satisfaire les besoins du peuple. Dans ces circonstances, la bureaucratie soviétique n'aurait pas pu jouer un rôle important, puisqu'un niveau élevé de technologie aurait signifié également un niveau culturel élevé et que les ouvriers n'auraient jamais permis à la bureaucratie de les commander. Mais la Russie était un pays pauvre et arriéré, inculte. Elle était en outre dévastée par des années de guerre impérialiste et de guerre civile. C'est pourquoi la nationalisation de la terre, des usines et des mines, bien qu'ayant représenté un énorme profit économique, ne pouvait pas produire rapidement — et ne peut, jusqu'à ce jour, produire — la quantité de biens nécessaires à la satisfaction des besoins quotidiens de la population. Partout où il y a pénurie de biens se développe inévitable-

ment une lutte pour ces biens. La bureaucratie y intervient, arbitrant, divisant, donnant à l'un, prenant à l'autre. Bien sûr, ce faisant, la bureaucratie n'oublie pas de s'occuper d'elle-même. Il faut se rappeler qu'en U.R.S.S. il existe une bureaucratie, non seulement dans le parti et les syndicats, mais aussi dans l'appareil d'Etat. La bureaucratie a dans les mains le pouvoir sûr, la propriété nationalisée, la police, les tribunaux, l'armée et la flotte.

Son contrôle sur l'économie et la distribution des biens a donné à la bureaucratie soviétique la possibilité de concentrer entre ses mains toute l'autorité, écartant du pouvoir les masses laborieuses. C'est ainsi que, dans le pays de la révolution d'Octobre, une nouvelle caste, privilégiée, s'est élevée au-dessus des masses et gouverne le pays avec des méthodes presque identiques à celles du fascisme. De la liberté du peuple, des libertés de presse et de réunion, il n'est plus question. Les soviets d'ouvriers et de paysans ne jouent plus aucun rôle. Tout le pouvoir est aux mains de la bureaucratie. La personne qui gouverne est le chef de la bureaucratie : Staline.

Le caractère bourgeois de la bureaucratie

Il est impossible de dire que l'Union soviétique est en train d'avancer vers l'égalité socialiste. En termes de situation matérielle, la couche supérieure de la bureaucratie vit comme la grande bourgeoisie dans les pays capitalistes. La couche moyenne vit plus ou moins comme la bourgeoisie moyenne, et, finalement, les ouvriers et les paysans vivent dans des conditions bien plus difficiles que les ouvriers et les paysans des pays avancés. C'est l'absolue vérité.

On pourra demander : « Cela signifie-t-il que la révolution d'Octobre était une erreur ? » Une telle conclusion serait incontestablement tout à fait erronée. La révolution n'est pas le résultat d'efforts d'un individu unique ou d'un seul parti. La révolution émerge de tout un développement historique, au moment où les masses populaires n'ont plus la force de supporter la vieille oppression. La révolution d'Octobre, en dépit de tout, a permis des conquêtes fantastiques. Elle a nationalisé les moyens de production et, par les méthodes de planification de l'économie, rendu possible un développement extrêmement rapide des forces productives. C'est un énorme pas en avant. Toute l'humanité a appris de cette expérience. La révolution d'Octobre

a donné une vigoureuse poussée à la conscience des masses populaires. Elle a éveillé en elles un esprit d'indépendance et d'initiative. Si la situation des ouvriers est à bien des égards difficile, elle est néanmoins meilleure qu'elle ne l'était sous le tsarisme. Non, la révolution d'Octobre n'a pas été une « erreur ». Mais, dans une Russie isolée, elle ne pouvait réaliser son objectif essentiel, à savoir l'établissement d'une société fraternelle, socialiste. Ce but reste à atteindre.

La lutte des ouvriers contre la bureaucratie

A partir du moment où une nouvelle couche parasitaire s'est élevée sur le dos du prolétariat en U.R.S.S., la lutte des masses se dirige naturellement contre la bureaucratie, en tant qu'obstacle principal sur la route du socialisme. Quand la bureaucratie essaie de justifier son existence, elle explique que le socialisme a déjà été « réalisé », grâce à ses efforts. En réalité, la question sociale n'est résolue que pour la bureaucratie, dont la vie est loin d'être mauvaise. « L'Etat, c'est moi, raisonne le bureaucrate. Si tout va bien pour moi, c'est que tout est en ordre. » Il n'est pas surprenant que les masses populaires, qui ne sont pas sorties de la misère, éprouvent de l'hostilité et de la haine pour cette nouvelle aristocratie qui dévore une part importante des fruits de leur travail.

Tout en prétendant défendre les intérêts du socialisme, la bureaucratie défend en réalité ses propres intérêts, écarte et extermine inlassablement quiconque élève une critique contre l'oppression et la terrible inégalité qui existent en Union soviétique. La bureaucratie soutient Staline parce qu'il défend résolument, de façon implacable et avec une totale détermination, sa position et ses privilèges. Celui qui ne l'a pas compris n'a rien compris.

La Lutte de la bureaucratie contre les trotskystes

Il est tout à fait naturel que les ouvriers, qui ont fait trois révolutions en l'espace de douze ans, soient mécontents de ce régime et qu'ils aient plus d'une fois essayé de neutraliser la bureaucratie. En Union soviétique, on appelle « trotskystes » ces représentants du mécontentement de la classe ouvrière qui critiquent et protestent, parce que leur lutte correspond au

programme que je défends dans la presse. Si la bureaucratie combattait pour les intérêts du peuple, elle pourrait châtier ses ennemis devant les masses, pour des crimes réels, pas inventés. Mais dans la mesure où elle ne lutte que pour ses intérêts à elle, contre ceux du peuple et de ses véritables amis, la bureaucratie ne peut naturellement pas dire la vérité sur les causes des innombrables persécutions, arrestations et exécutions. Aussi accuse-t-elle ceux qu'elle appelle « trotskystes » de crimes monstrueux qu'ils n'ont jamais commis et ne pouvaient commettre. Pour fusiller son adversaire qui défend les intérêts vitaux des ouvriers, la bureaucratie se contente de dire qu'il est un « agent fasciste ». Il n'y a aucune vérification possible des activités de la bureaucratie. Au cours d'interrogatoires secrets, menés dans le style de la Sainte-Inquisition, on arrache aux accusés l'aveu de crimes incroyables. Tel est le caractère des procès de Moscou qui ont ébranlé le monde entier. Le résultat semble être que toute la vieille garde bolchevique, toute la génération qui, avec Lénine, a lutté pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, était en réalité entièrement composée d'espions et d'agents de la bourgeoisie. Après quoi, on a exterminé les plus importants des représentants de la génération suivante, ceux qui avaient porté sur leurs épaules tout le poids de la guerre civile.

Ainsi, la révolution d'Octobre a été faite par des fascistes ? Et la guerre civile des ouvriers et des paysans a été dirigée par des traîtres ? Non. C'est une calomnie méprisante contre la révolution et contre le bolchevisme ! L'explication de cette calomnie, c'est que les bolcheviks, qui avaient un authentique passé révolutionnaire, étaient précisément les premiers à protester contre la nouvelle caste bureaucratique et ses privilèges monstrueux. La bureaucratie, mortellement effrayée par l'opposition, s'est engagée dans une lutte impitoyable contre les représentants du vieux parti bolchevique et, à la fin, elle a réussi à les exterminer presque totalement. C'est l'absolue vérité.

Les agents étrangers de Staline

La bureaucratie de Moscou maintient à travers le monde un nombre important d'agents pour préserver son autorité à l'extérieur, afin d'apparaître comme la représentante de la classe ouvrière et le défenseur du socialisme, et pour tromper la classe ouvrière mondiale. Dans ce but, elle dépense annuellement des dizaines de millions de dollars. Nombre de ces agents secrets sont

des dirigeants du mouvement ouvrier, des permanents des syndicats ou des partis soi-disant « communistes », lesquels n'ont en fait plus rien à voir avec le communisme. Le travail de ces agents payés par le Kremlin consiste à tromper les ouvriers, à présenter les crimes de la bureaucratie soviétique comme une « défense du socialisme », à calomnier les ouvriers russes avancés qui luttent contre la bureaucratie et à traiter de « fascistes » les véritables défenseurs des ouvriers. « Mais c'est un rôle ignoble ! » va s'exclamer tout ouvrier honnête. Nous croyons aussi que c'est un rôle ignoble.

Lombardo Toledano, agent du G.P.U.

Un des agents les plus zélés et les plus dénués de scrupules de la bureaucratie de Moscou est Lombardo Toledano, le secrétaire général de la C.T.M. Sa honteuse activité se déploie sous les yeux de tous. Il défend Staline, il défend la violence de Staline, ses trahisons, ses provocateurs et ses bourreaux. Il n'est pas étonnant que Lombardo Toledano soit le pire ennemi du trotskysme : c'est là le premier devoir de ce monsieur !

Il y a un an et demi, la commission internationale d'enquête commençait son travail d'examen des procès de Moscou³. [Lombardo] Toledano, avec les autres stalinien, était invité à y participer : présentez vos accusations, apportez vos preuves ! Pourtant, il a refusé, en employant une mauvaise excuse de lâche : cette commission, selon lui, « n'était pas impartiale ». Mais pourquoi « l'impartial » Toledano n'a-t-il pas saisi cette occasion pour démontrer publiquement que la commission était « partielle » ? Parce qu'il n'a pas l'ombre d'une preuve pour étayer les calomnies qu'il s'en va répétant sur l'ordre de Moscou.

La commission internationale, formée de gens incorruptibles et connus dans le monde entier, a publié le résultat de ses travaux dans deux volumes de plus de mille pages⁴. Tous les documents ont été étudiés. Des dizaines de témoins interrogés. Chaque mensonge, chaque calomnie, ont été examinés au microscope. La

3. C'était en avril 1937 qu'avaient commencé à Coyoacán les sessions de la « commission préliminaire d'enquête » sur les procès de Moscou qui avait été organisée par le comité de défense de Trotsky et présidée par le Dr John Dewey.

4. Le compte rendu des sessions de Coyoacán comportant notamment la déposition de Trotsky (*Œuvres*, 13, pp. 140-262) avait été publié sous le titre *The Case of Leon Trotsky* (L'Affaire Trotsky), qui compte 617 pages. Le rapport de la commission proprement dit avait été publié, lui, sous le titre *Not Guilty* (non Coupables) et comptait 422 pages.

commission unanime a déclaré que toutes les accusations contre moi et contre mon défunt fils Léon Sedov⁵ étaient des impostures malhonnêtes de Staline. Qu'ont répondu Staline et ses agents ? Rien. Pas un mot, pas un seul mot. Malgré cela, Toledano continue à soutenir et à répandre les accusations fausses de Moscou, en ajoutant d'autres de son cru. « Mais c'est une honte ! », va s'exclamer tout homme honnête. C'est tout à fait juste. C'est plus honteux qu'on ne peut le dire.

Comment le G.P.U. a trompé le congrès de la C.T.M.

En février dernier, le congrès de la C.T.M. a adopté une résolution contre Trotsky et « les trotskystes ». Elle répète mot à mot les « accusations » fausses du procureur Vychinsky lequel était, avant la révolution, l'avocat des magnats du pétrole du Caucase et a été longtemps tenu pour une fieffée canaille⁶. Comment le congrès d'une organisation ouvrière a-t-il pu adopter une résolution aussi honteuse⁷ ? La responsabilité directe en incombe à Lombardo Toledano qui, dans cette circonstance, n'a pas agi en secrétaire d'un syndicat, mais en agent de la police secrète de Staline, le G.P.U.

Il est inutile de dire que je n'ai personnellement rien contre le fait que les organisations ouvrières mexicaines se fassent une opinion sur le « trotskysme » en tant que tendance politique et qu'elles rendent publiques leurs conclusions. Pour pouvoir faire cela, cependant, il faut une étude honnête de cette question :

5. Léon Sedov (1906-1938), fils aîné de Trotsky et de Natalia I. Sedova, militant de l'Opposition de gauche en U.R.S.S., qui avait accompagné ses parents en exil, avait conservé longtemps le contact épiscopal avec l'U.R.S.S., puis, avec l'interruption des communications normales, avait organisé les relations clandestines. Il avait pendant tout ce temps assumé la publication de l'organe de la section soviétique, le *Biulleten Oppositsii*. Il avait été condamné à mort au procès de Moscou, et l'on savait de source sûre que le G.P.U. le traquait ; Trotsky pensait d'ailleurs qu'elle l'avait assassiné dans la clinique où il venait d'être opéré à Paris : il était mort le 16 février 1938.

6. Andréi I. Vychinsky (1883-1954) était avocat et avait appartenu aux rangs mencheviques, y compris pendant la guerre civile. Rallié, il avait été professeur de droit puis, devenu recteur de l'Université de Moscou, il s'était particulièrement distingué dans sa chasse aux étudiants communistes membres de l'Opposition.

7. Cette résolution assurait que Trotsky n'était pas et « n'avait jamais été un authentique marxiste-léniniste ». Elle l'accusait d'être complice du fascisme, ennemi des peuples espagnol et chinois, ennemi de l'unité ouvrière au Mexique et dans le monde entier. Elle assurait que le congrès faisait siennes toutes les déclarations de Lombardo Toledano concernant Trotsky et que Lombardo Toledano était le « vrai représentant du peuple mexicain ».

c'est une condition élémentaire de la démocratie ouvrière. Il aurait fallu, avant le congrès, soumettre pour étude à tous les syndicats la question du « trotskysme ». Il aurait fallu permettre aux partisans du « trotskysme » d'exposer directement leurs idées aux ouvriers. En outre, dans ce congrès qui se préparait à me juger personnellement, l'honnêteté la plus élémentaire exigeait que je sois invité à m'expliquer moi-même. En réalité, les machinations imposées par Moscou ont été préparées, non seulement dans mon dos, mais dans le dos des ouvriers mexicains. Aucun d'entre eux n'a su à l'avance que les questions de Trotsky et du « trotskysme » seraient à l'ordre du jour du congrès. Pour servir les objectifs de Staline, Toledano a conspiré contre les ouvriers mexicains. Les délégués au congrès n'avaient à leur disposition aucun matériel d'information ; ils ont été pris à l'improviste par un stratagème presque militaire. L'ignoble résolution a été imposée par Toledano de la même façon que Staline, Hitler et Goebbels⁸ exécutent les décisions du « peuple ». Cette façon d'agir indique un mépris « totalitaire » pour la classe ouvrière. En même temps, Toledano exige que le gouvernement mexicain me bâillonne et me prive ainsi de la possibilité de me défendre contre les calomnies. Voilà Lombardo Cœur-de-Lion, ce champion de la démocratie !

Les Accusations fabriquées par Toledano

[Lombardo] Toledano ne s'en est pas pour autant tenu à simplement répéter les faux officiels du procureur Vychinsky à Moscou. Il fait aussi usage de sa propre imagination. Peu après mon arrivée au Mexique, Toledano a publiquement affirmé que j'étais en train de préparer une grève générale contre le gouvernement du général Cárdenas⁹. L'absurdité de cette « accusation » est évidente pour toute personne sensée, mais Toledano ne recule pas devant l'absurde : Moscou exige zèle et obéissance. Le même Toledano a affirmé à New York, Mexico,

8. Adolf Hitler (1889-1945), chef du parti nazi, était depuis 1933 le Chancelier du III^e Reich et « Führer » du peuple allemand. Le Dr Joseph Goebbels (1897-1945), ancien responsable de la propagande du parti était depuis 1933 ministre de la propagande.

9. Lázaro Cárdenas (1895-1970), métis indien, ancien combattant de la révolution mexicaine, général en 1924, gouverneur de province, ministre, président de la République en 1934, avait pris personnellement la décision d'accorder l'asile à Trotsky. Le discours de Lombardo Toledano avait été prononcé le 30 mai 1937 lors d'un meeting au Théâtre du Peuple.

Paris et Oslo que, dans tout le Mexique, je n'avais pas plus de dix amis, un chiffre qui a été réduit à cinq et finalement à deux seulement. S'il en est ainsi, comment pouvais-je tenter d'organiser une grève générale et une conspiration ? D'un autre côté, qu'est-il arrivé à tous mes « amis » de droite, — les fascistes, les « chemises dorées »¹⁰, etc. ? On le voit, le niveau intellectuel des accusations de Toledano ne diffère pas de celui des accusations qui s'abattaient sur les adversaires de la bureaucratie, à Moscou. Mais Toledano n'a pas son G.P.U. à lui pour le défendre à coups de revolver contre la critique. C'est sans doute ce qui lui a inspiré une plus grande prudence !

Le calomniateur Laborde

L'autre agent du G.P.U. mexicain, Laborde, le dirigeant du soi-disant parti « communiste » (qui pourrait le croire ?) a déclaré dans un meeting solennel l'automne dernier, devant un grand auditoire, qui comprenait aussi le président de la République, que j'étais allié en secret avec — attention — le général Cedillo et Vasconcelos¹¹, afin, bien entendu, de déclencher un

10. Les Chemises dorées (Camisas doradas) étaient l'appellation familière de l'Acción Revolucionaria Mexicanista fondée au début de 1935 par Nicolas R. Rodríguez, un ancien villiste qui avait organisé des formations de briseurs de grève sous la présidence de Calles. On les disait liées à Cedillo (cf. n. 11). Elles avaient été interdites en novembre 1935 et leur chef s'était réfugié aux Etats-Unis. Elles comptaient sans doute environ 400 membres et se reconnaissaient dans les cris de « Le Mexique aux Mexicains », « Mort au communisme » et « Mort aux Juifs ».

11. Le discours de Laborde avait été prononcé le 17 novembre au cours d'une manifestation en l'honneur de la révolution russe à laquelle avait effectivement assisté le président Cárdenas. L'avocat José Vasconcelos (1881-1959) avait été président de l'Ateneo de Mexico, puis recteur de l'U.N.A.M., secrétaire d'Etat (ministre) à l'éducation publique de 1921 à 1924. Il avait émigré en 1929 aux Etats-Unis, s'était lié aux formations d'extrême-droite (et notamment aux amis de Nicolas R. Rodríguez, cf. n. 10) et dirigeait une revue fasciste, *Timón*. Le général Saturnino Cedillo (1880-1939), un Indien devenu général pendant la révolution, était le *caudillo* de la région de San Luis Potosí, où il s'appuyait sur son ranch « Las Palomas » et un certain nombre de colonies agro-militaires. Gouverneur de cette province en 1927, il avait voyagé en Europe en 1929-1930, était devenu secrétaire à l'agriculture en août 1931 et était resté à ce poste au début de la présidence de Cárdenas. Sa démission officielle datait du 16 août 1937 : il s'était alors retiré dans son ranch où il disposait d'une armée privée avec même quelques avions. Des rumeurs d'un coup d'Etat dirigé par lui circulaient en permanence. On l'accusait d'être en relation avec des agents allemands. Ses sympathies pour l'extrême-droite n'étaient pas dissimulées et il est également possible que les compagnies pétrolières, notamment la Standard Oil, aient songé à l'utiliser pour un coup d'Etat qui aurait remis en question la nationalisation des pétroles. En tout cas, son soulèvement avait échoué au mois de mai 1938, mais il n'avait encore été ni capturé ni tué.

coup d'Etat fasciste. Laborde, se compromettant lui-même et déshonorant son parti, était réduit à lancer une accusation aussi stupide parce que, comme Toledano, il avait reçu ordre de le faire, de Moscou, où l'on a depuis longtemps perdu le sens de la mesure, non seulement en ce qui concerne la moralité, mais aussi la logique et la psychologie. L'élève ne peut pas être à un niveau supérieur à celui du maître. L'agent du G.P.U. ne peut pas agir à son gré. Il doit exécuter les ordres de son patron. S'il ne le faisait pas, le parti de Laborde serait immédiatement privé des subsides de Moscou et il s'écroulerait comme un château de cartes.

Un autre exemple de la calomnie

J'ai voyagé au Mexique cet été afin de mieux connaître ce pays qui nous a offert, à ma femme et à moi, une hospitalité si généreuse. Le journal de Toledano, *El Popular*, a publié l'information selon laquelle, au cours de ce voyage, j'avais rencontré des contre-révolutionnaires et notamment le profasciste Dr Atl¹². J'ai déclaré dans la presse que je ne connaissais pas le Dr Atl. Mais ce démenti catégorique n'a pas empêché M. Toledano de publier notes et dessins où j'étais représenté en compagnie du Dr Atl. Qu'est-ce que cela veut dire ? Toledano est avocat. Il sait ce que veulent dire « calomnie » et « dénonciation mensongère ». Il sait que rien ne discrédite tant quelqu'un que de répandre consciemment une calomnie pour des intérêts personnels. Comment peut-il tomber si bas, sacrifier sa réputation de dirigeant ouvrier et de personne honnête ? Sans doute Toledano lui-même doit en avoir gros sur le cœur. Mais il est sur la pente. Il glisse déjà et ne peut s'arrêter de lui-même. Le G.P.U. ne permet pas facilement à ses victimes d'échapper à ses griffes.

On pourrait m'objecter que j'attache beaucoup trop d'importance à Toledano, mais ce n'est pas exact. Toledano n'est pas un individu. C'est un type. Il existe bien des gens comme lui : toute une armée de mercenaires entraînée par Moscou ! En utilisant l'exemple de Toledano, je démasque cette armée qui est

12. *Dr Atl* était le pseudonyme de Gerardo Murillo (1875-1964), peintre et poète, collaborateur du général Carranza, maître à peindre de Diego Rivera, qui avait évolué vers l'extrême-droite et se réclamait alors du fascisme. De bonne ou de mauvaise foi, des « témoins » affirmaient l'avoir reconnu à ses côtés au cours de ce voyage : en réalité, il s'agissait d'André Breton qui accompagnait Trotsky. La presse du P.C. et de la C.T.M. avait repris et orchestré.

en train de répandre les microbes de ses mensonges et de son cynisme dans l'opinion publique.

La C.T.M. n'est pas en cause

Chaque fois que je me sens obligé de réfuter les dernières calomnies de Toledano et de Laborde, ces messieurs se mettent à hurler que je suis... un ennemi de la Confédération mexicaine du travail ! Quelle accusation ridicule ! Lombardo et Laborde effectuent leurs machinations sans informer les ouvriers. Quand on les prend sur le fait, ils essaient de se cacher derrière eux. Quels preux chevaliers ! Quels héros ! Et quels misérables sophistes ! Comment moi, qui ai passé quarante-deux ans de ma vie au service du mouvement ouvrier, pourrais-je avoir une attitude d'hostilité vis-à-vis d'une organisation ouvrière qui lutte pour l'amélioration du sort des ouvriers ? Mais la C.T.M. n'est pas Toledano et Toledano n'est pas la C.T.M. La question de savoir si Toledano est un bon responsable syndical doit être tranchée par les ouvriers mexicains eux-mêmes. Mais lorsque Toledano se met à défendre les bourreaux du G.P.U. contre les meilleurs des ouvriers de Russie, alors, moi aussi, je dois me lever et dire aux ouvriers du Mexique et du monde entier : « Toledano est un menteur traître qui agit au compte de la clique du Kremlin ! Ne le croyez pas ! »

L'École du G.P.U.

Les méthodes de Toledano sont les mêmes que celles qui ont été utilisées dans les procès de Moscou. Dans leur essence, les unes et les autres substituent des romans policiers aux divergences politiques : elles inventent de monstrueuses machinations pour ébranler l'imagination des gens sans expérience ; elles mentent et calomnient. A Moscou, on m'a attribué une rencontre secrète avec le ministre fasciste Hess¹³ (que je n'ai jamais vu de ma vie et avec qui, bien sûr, je n'ai pu avoir aucun rapport). Ici,

13. Rudolf Hess (né en 1894) était le vice-président du parti nazi et l'un des principaux dirigeants allemands, immédiatement après Hitler. Piatakov avait affirmé que Trotsky, lors de leur prétendue rencontre, lui avait parlé des discussions qu'il avait eues et de l'« accord » qu'il avait « conclu ». Le procureur soviétique de Nuremberg s'opposa à ce que Hess soit interrogé sur ce point lors de son procès.

au Mexique, on m'attribue une rencontre secrète avec le Dr Atl, dont je ne sais rien. Voilà ce qu'est l'école du G.P.U.

Mais il y a pourtant une différence. Le G.P.U., après avoir bâillonné tous les critiques et utilisé de faux témoins, peut extorquer aux accusés de faux aveux. S'il n'y arrive pas, il fusille en secret les accusés, sans enquête ni jugement. Au Mexique, M. Toledano ne peut pas encore se servir de ce genre de répression. Il fait un plein usage évidemment de toutes les falsifications fabriquées à Moscou, comme le film malhonnête et médiocre *Lénine en octobre*, par exemple, mais cela ne suffit pas. L'humanité n'est pas composée que d'imbéciles. Beaucoup de gens sont capables de penser. C'est pour cette raison qu'il est possible de démasquer les calomnies de Toledano. Et nous le ferons jusqu'au bout.

Je propose qu'on entreprenne une enquête publique sur les accusations de Toledano concernant la préparation par moi d'une grève générale contre le gouvernement du général Cárdenas, mes « relations » avec Cedillo et Vasconcelos, et mes discussions secrètes avec le Dr Atl, etc. Il y a là une occasion excellente d'établir facilement la véracité ou la fausseté de ces accusations précises. M. Toledano, qui déploie tant de zèle dans sa défense des procès de Moscou, rendrait à Staline un énorme service s'il pouvait démontrer la validité des accusations portées contre moi, ici, au Mexique. Je propose la désignation d'une commission impartiale pour effectuer une enquête publique sur les accusations de Toledano contre moi. Portez-les devant le juge ! Messieurs les calomniateurs, montrez vos preuves !

La Clé des procès de Moscou

De ce que je viens d'indiquer, tout homme sensé tirera cette conclusion simple : si, ici, au Mexique, où existent encore liberté de presse et droit d'asile, un agent de Staline se permet de lancer des accusations aussi absurdes et malhonnêtes, en exigeant en outre qu'on bâillonne les accusés, que doivent se permettre les autres agents de Staline en Union soviétique même, où toute critique, toute opposition et toute protestation sont étouffées par l'étau du régime totalitaire ? Dans l'affaire, et sans le vouloir, Toledano a donné à l'opinion publique mexicaine la clé de tous les procès de Moscou. Il faut dire que, de façon générale, les amis trop zélés sont plus dangereux que les ennemis.

Les idées sont plus fortes que les calomnies

Mes idées déplaisent aux opportunistes et carriéristes en tous genres. Je considérerais comme tout à fait fâcheux qu'elles leur conviennent. Les opprimés ne peuvent pas obtenir leur émancipation sous la direction d'opportunistes et de carriéristes. Que ces messieurs essaient d'attaquer publiquement mes idées ! J'appartiens à la IV^e Internationale et je ne dissimule pas mon drapeau. La IV^e Internationale est l'unique parti mondial qui mène une véritable lutte contre l'impérialisme, le fascisme, l'oppression, l'exploitation et la guerre. Cette jeune organisation, qui est en train de grandir, est la seule qui exprime les intérêts réels du prolétariat mondial. C'est précisément pour cette raison qu'elle lutte de façon implacable contre la bureaucratie corrompue des vieilles Internationales chauvines, de la II^e et de la III^e. C'est de là que provient la haine mortelle des opportunistes, des aventuriers et des carriéristes contre le « trotskysme ». Là où elle le peut, la clique du Kremlin assassine nos combattants (Erwin Wolf, Ignace Reiss, Léon Sedov, Rudolf Klement¹⁴ et bien d'autres). Là où elle ne le peut pas, elle les calomnie. Elle ne manque ni d'argent ni d'agents stipendiés. Elle est pourtant vouée à une fin honteuse. Les idées révolutionnaires qui répondent aux besoins du développement historique surmonteront tous les obstacles. Les calomniateurs se fracasseront la tête contre la vérité indestructible.

14. Trotsky désigne ici trois des victimes probables du G.P.U. dans la dernière période. Erwin Wolf (1902-1937), qui avait été son secrétaire en Norvège, avait été envoyé en Catalogne par le S.I. en mai 1937, arrêté en juillet et avait définitivement disparu après sa prétendue « libération » en septembre. On savait que le G.P.U. le cherchait. Ignace Reiss (1899-1937) était le nom sous lequel avait été connu, après sa mort, Ignacy S. Poretski, dit Ludwig, communiste polonais servant le G.P.U. qui, en 1937, avait rompu avec Moscou et annoncé son ralliement à la IV^e Internationale. Attiré dans un guet-apens, il avait été assassiné en septembre 1937 en Suisse. Rudolf Klement (1910-1938) était un militant allemand qui avait également été secrétaire de Trotsky à la fin de son séjour en Turquie puis au début de son séjour en France, puis était devenu secrétaire administratif du S.I. Il avait disparu le 14 juillet 1938 et c'étaient seulement des débris de son cadavre, soigneusement découpé, que l'on avait retrouvés dans la Seine au mois d'août. Lui aussi avait été assassiné après son enlèvement, bien que l'enquête n'ait jamais réussi à établir les auteurs et les circonstances du crime.

UNE LEÇON TOUTE FRAÎCHE¹

(SUR LE CARACTÈRE
DE LA GUERRE PROCHAINE)
(10 octobre 1938)

Vingt ans après la première guerre impérialiste mondiale qui avait complètement détruit les illusions « démocratiques », les chefs du Comintern tentent de démontrer que le monde capitaliste a radicalement changé de nature, que l'impérialisme n'est plus le facteur décisif de notre planète, que les antagonismes mondiaux ne sont pas déterminés par les intérêts rapaces du capital monopoliste, mais par des causes politiques abstraites et que la nouvelle guerre des peuples sera une guerre de défense des démocraties innocentes et pacifiques contre les « agresseurs fascistes ». Il faut que la mémoire humaine soit bien courte pour qu'à la veille de la nouvelle guerre impérialiste, les aventuriers de la III^e Internationale osent ainsi mettre en circulation les idées même énoncées par les traîtres de la II^e Internationale pour tromper les masses pendant la dernière guerre.

Il s'agit cependant de plus qu'une simple répétition. Dans la mesure où le capitalisme a atteint, au cours du dernier quart de siècle, un stade avancé de pourrissement dans le domaine économique comme dans le domaine politique, les falsifications de la III^e Internationale prennent un caractère incomparablement plus manifeste, plus cynique et plus vil que les doctrines social-patriotiques de la dernière guerre. Les dirigeants de la II^e Internationale qui avaient déjà perdu confiance dans la vertu des formules « démocratiques » et étaient au bord du désespoir, ont accueilli avec stupeur et un regain d'espoir l'aide inattendue du Comintern. A leur suite, toute une fraction de la bourgeoisie impérialiste a tourné ses regards vers les chauvins communistes. Telle est l'origine de la politique infâmante et pourrie des « Fronts Populaires ».

1. Article (T 4436), traduction de 1938 revue, avec la permission de la Houghton Library.

Toute crise profonde, qu'elle soit politique ou militaire, a toujours son côté positif, qui est de mettre à l'épreuve toutes les valeurs et les formules traditionnelles, faisant apparaître la putréfaction de celles qui ont servi à masquer les contradictions en temps de « paix » — la crise est ainsi un puissant facteur de progrès. La crise diplomatique sur l'affaire tchécoslovaque a fort bien accompli ce travail progressiste. Il ne reste aux marxistes qu'à tirer de cette récente expérience, toutes les conclusions politiques.

L'expérience de la dernière guerre

Commençons par un rapide regard en arrière. La guerre de 1914-1918 fut, tout le monde le sait, une « guerre pour la démocratie ». L'alliance de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et des Etats-Unis a permis aux social-patriotes de l'Entente de fermer timidement les yeux sur le cinquième allié, le tsarisme. Après la révolution de Février 1917 qui renversa Nicolas II² le front des démocraties fut définitivement aligné. Seuls les incorrigibles bolcheviks pouvaient encore crier à l'impérialisme. Etait-ce en effet la peine d'ergoter parce que le libéral Milioukov et le quasi-socialiste Kerensky voulaient faire main basse sur la Galicie, l'Arménie et Constantinople ? En fin de compte, Milioukov et Kerensky expliquèrent que les bolcheviks n'étaient que des agents de Ludendorff (le Hitler de l'époque)³.

La guerre se termina par la victoire totale des démocraties, bien que la Russie Soviétique, dirigée par les bolcheviks, ait quitté leur camp sacré. Le résultat de cette victoire fut la Paix de

2. *Nicolas II* (1868-1918), fils aîné du tsar Alexandre III, lui avait succédé en 1894. Il avait abdicqué le 25 mars 1917, alors que son pays était l'allié de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, peu avant l'entrée en guerre des Etats-Unis.

3. *Pavel N. Milioukov* (1859-1939), historien et dirigeant du parti bourgeois des « cadets » (K. D. : constitutionnel-démocrate) était ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire du prince Lvov, constitué après la révolution. *Aleksandr F. Kerensky* (1881-1970) était ministre de la Justice dans le même gouvernement, puis fut ministre de la Guerre en mai et remplaça Lvov en juillet ; il était socialiste révolutionnaire. L'un et l'autre étaient partisans résolus du maintien de la Russie dans la guerre et ils dénoncèrent Lénine et les bolcheviks, partisans de la paix, comme des « agents allemands ». *Erich Ludendorff* (1865-1937), quartier-maître général, incarnait aux yeux des révolutionnaires, mais aussi des partisans de l'Entente, le militarisme allemand réactionnaire. Il fut plus tard un partisan de Hitler.

Versailles qui avait, bien sûr, coûté des millions de vies, mais qui devait établir une fois pour toutes sur cette terre le règne de la démocratie, le libre développement des nations et la coopération pacifique des peuples sur la base du désarmement général. La Société des Nations couronna cette guerre qui aurait dû être « la dernière des guerres » : c'est ce que promettaient Wilson⁴ et la II^e Internationale.

Pourtant, ce n'est pas le paradis sur terre qui s'est réalisé mais bien plutôt quelque chose qui ressemblait à l'enfer. La Paix de Versailles a étouffé l'Europe. Le protectionnisme a étouffé l'économie. La guerre « pour la démocratie » a ouvert une ère de déclin définitif de la démocratie. Le monde s'est appauvri et se trouve plus à l'étroit. L'un après l'autre, les Etats sont entrés dans la voie du fascisme ou de la dictature militaire. Les relations internationales devinrent de plus en plus menaçantes. Le désarmement fut remplacé par des programmes de militarisme qui eussent semblé des cauchemars à la veille de la guerre précédente. Les premières escarmouches de nouveaux conflits sanglants sont apparues en divers endroits du monde. C'est précisément le moment que choisit le Comintern pour abandonner ses derniers restes d'internationalisme et proclamer que la tâche de cette ère nouvelle est l'alliance du prolétariat et des démocraties impérialistes en décomposition, « contre le fascisme ». Le premier foyer d'infection est le tas d'immondices, le reste de ce qui fut, jadis, l'Internationale Communiste.

La lutte pour et contre un nouveau partage du monde

Certains théoriciens de la II^e Internationale, comme Kautsky⁵, qui ont essayé d'envisager les perspectives d'avenir, exprimèrent l'espoir qu'après avoir mesuré leurs forces dans la grande guerre des peuples, les impérialistes seraient obligés d'en venir à s'entendre entre eux pour établir leur domination pacifique sur le monde en formant une sorte de société par actions (théorie du « super-impérialisme »). Cette théorie philis-

4. Thomas Woodrow *Wilson* (1856-1924), professeur d'université et démocrate, fut président des Etats-Unis de 1913 à 1921. Il se fit le champion de la guerre pour une « paix démocratique ».

5. Karl *Kautsky* (1854-1938), ancien collaborateur d'Engels, défendit le marxisme et son interprétation traditionnelle à l'époque contre le « révisionisme » de Bernstein. Il fut pacifiste pendant la guerre.

tino-pacifiste, ombre social-démocrate de la Société des Nations, tentait de fermer les yeux sur deux processus : premièrement, les continuel changements dans les rapports de forces entre les différents Etats impérialistes, avec l'impossibilité absolue de mesurer pratiquement ces changements autrement que par la force des armes ; deuxièmement, la lutte de libération du prolétariat de la métropole et des peuples colonisés, une lutte qui est le plus important facteur de déséquilibre et qui, par sa nature même, exclut la possibilité d'un pillage impérialiste « pacifique ». Ce sont précisément ces raisons qui font que les programmes de désarmement restent de misérables utopies.

La disproportion criante et toujours croissante entre le poids spécifique de la France et de l'Angleterre sans même parler de la Hollande, de la Belgique et du Portugal, dans l'économie mondiale et les dimensions grandioses de leurs possessions coloniales, est tout autant la source des conflits mondiaux, tout autant le ferment des nouvelles guerres que l'inlassable avidité des « agresseurs » fascistes. Pour mieux dire, les phénomènes de l'un et l'autre genre ne sont que les deux faces d'une seule et même médaille. Les démocraties « pacifistes » anglaise et française s'appuient sur l'écrasement des mouvements démocratiques nationaux de centaines de millions d'hommes en Asie et en Afrique pour recevoir d'eux d'énormes surprofits. D'autre part, Hitler et Mussolini promettent de devenir plus « sages », s'ils reçoivent des territoires coloniaux suffisants.

Les Etats-Unis, grâce à la possession quasi-totale de tout un continent aux richesses naturelles inépuisables et par le jeu de circonstances historiques favorables, ont étendu leur domination sur le monde d'une manière très « pacifique » et très « démocratique », si l'on néglige des détails comme l'extermination des Indiens, le vol de la meilleure partie du Mexique, l'écrasement de l'Espagne, la participation à la guerre mondiale, etc. Cependant, cette méthode « idyllique » d'exploitation appartient maintenant au passé. La putréfaction rapide et effroyable du capitalisme américain pose devant lui la question de vivre ou de mourir sous une forme militaire de plus en plus manifeste. A travers les 14 points de Wilson⁶, l'A.R.A. de Hoover⁷ dans le style quaker,

6. Les « 14 points » étaient les objectifs pour la paix démocratique que Wilson proposa — pour mettre fin à la guerre ou... la poursuivre.

7. Herbert Clark Hoover (1874-1964) avait fondé l'American Relief Agency, organisation philanthropique. Il fut président des Etats-Unis de 1929 à 1933.

le New Deal réformiste de Roosevelt⁸, la doctrine de l'isolement, les lois de neutralité absolue, etc., les Etats-Unis marchent fatalement à une explosion impérialiste telle que le monde n'en a jamais vu de pareille.

Rejetée loin en arrière par la paix de Versailles, l'Allemagne a placé à la base de son programme impérialiste la tâche de l'« unification nationale ». C'est sous ce mot d'ordre qu'est né et s'est renforcé le fascisme, héritier légitime de la démocratie de Weimar. Quelle ironie du sort ! Dans la période de son ascension historique (des guerres de Napoléon à la paix de Versailles de 1871), la bourgeoisie allemande attardée se trouva incapable de parvenir à l'unification nationale de ses propres forces. Bismarck⁹ accomplit cette œuvre à moitié, laissant presque intactes toutes les vieilleseries féodales et particularistes. La révolution de 1918 a aboli, certes, les dynasties allemandes (uniquement parce que la social-démocratie n'a pas eu la force de les sauver !) mais, livrée par la social-démocratie aux mains des Junker, des banquiers, de la bureaucratie et des officiers, elle se trouva incapable, non seulement d'assurer une république grande-allemande unique, mais même de centraliser bureaucratiquement l'Allemagne des Hohenzollern. Ces deux tâches incombèrent à Hitler. Le chef du fascisme apparaît, à sa manière, comme le continuateur de Bismarck, qui lui-même avait été l'exécuteur testamentaire des banqueroutiers bourgeois de 1848. Mais cela n'est en fin de compte que le côté superficiel du processus. Son contenu social est radicalement changé. L'Etat national, d'un facteur progressif qu'il était, est devenu depuis longtemps dans les pays avancés un frein au développement des forces productives. Une dizaine de millions d'Allemands de plus dans les frontières de l'Allemagne ne change pas la nature réactionnaire de l'Etat national. A leur manière, les impérialistes le comprennent très bien. Pour Hitler, il ne s'agit nullement de l'« unification des Allemands », en tant que tâche indépendante, mais de la création d'une place d'armes européenne plus large pour une future expansion mondiale. La crise surgit autour des Allemands des Sudètes, plus exactement

8. Franklin D. *Roosevelt* (1882-1945) avait succédé à Hoover à la présidence et avait été réélu en 1936. Sa politique avait été appelé « New Deal » ou « nouvelle donne », c'était une politique de relance de l'économie et de concessions contrôlées à la classe ouvrière.

9. Otto von *Bismarck-Schönhausen* (1815-1898), président du conseil des ministres et ministre des Affaires étrangères de Prusse en 1862, réalisa en quelques années l'unité allemande au profit de ce dernier Etat ; il fut Chancelier du Reich de 1871 à 1890.

autour des monts Sudètes, a été un épisode dans la voie de la lutte pour les colonies.

Un nouveau partage du monde est à l'ordre du jour. Le premier pas dans l'éducation révolutionnaire des ouvriers doit consister à savoir distinguer sous les formules, les mots d'ordre et les phrases hypocrites officielles, les appétits, les plans et les calculs impérialistes réels.

Le quatuor impérialiste succède au « front des démocraties »

La veule docilité des démocraties européennes est le résultat, non pas de leur amour de la paix, mais de leur faiblesse. La cause de cette faiblesse est, non pas le régime démocratique en soi, mais la disproportion entre les bases économiques des métropoles et les empires coloniaux hérités du passé. A cette disproportion s'ajoute la lutte émancipatrice des colonies, qui menace, surtout en temps de guerre, d'allumer l'incendie révolutionnaire. Dans ces conditions, la « démocratie » pourrissante devient réellement une source supplémentaire de faiblesse pour les vieilles puissances impérialistes.

La réaction ouverte en France profite sans aucun doute des capitulations du Front populaire. On peut s'attendre avec assurance à un renforcement du fascisme français, qui utilisera la protection des cercles militaires dirigeants. En Angleterre, où la bourgeoisie conservatrice se trouve au pouvoir, il est vraisemblable que, dans la prochaine période, l'opposition travailliste gagnera plus que le fascisme. Mais, vu toute la situation historique, l'arrivée au pouvoir du Labour Party ne peut être qu'un épisode, plus exactement une étape dans la voie de changements plus radicaux. Ni le major Attlee ni sir Citrine¹⁰ ne viendront à bout des esprits malins de notre époque !

De façon ou d'autre, le « front mondial des démocraties », promis par les charlatans des « fronts populaires », s'est trouvé,

10. Clement R. Attlee (1883-1967), professeur de droit et officier de réserve (d'où l'appellation de « major »), était devenu en 1935 le « leader » de l'opposition, le chef du groupe parlementaire du Labour Party. Walter McLennan Citrine (1887-1983), était devenu en 1926 secrétaire général du Trades Union Congress, dirigeant des syndicats britanniques et, depuis 1928, il était président de la Fédération syndicale internationale.

en attendant, remplacé par le front des quatre puissances : Allemagne, Italie, Angleterre et France. Après la conférence de Munich, où l'Angleterre et la France capitulèrent devant Hitler, avec la médiation, comme toujours équivoque, de Mussolini¹¹, les chefs des quatre puissances apparurent devant leurs peuples comme des héros nationaux ; Hitler avait unifié les Allemands, Chamberlain et Daladier¹² avaient évité la guerre, Mussolini avait aidé l'un et l'autre. Vive le quatuor ! La confrérie petite-bourgeoise que le G.P.U. mobilise d'ordinaire pour les congrès pacifistes en tous genres, commence déjà à tourner ses regards vers les nouveaux messies de la paix. Les socialistes français se sont abstenus dans la question des pleins pouvoirs extraordinaires pour Daladier, le héros de la capitulation : l'abstention n'est qu'un degré intermédiaire pour passer du camp de Moscou au camp du quatuor. L'isolement des prétoriens stalinien à la Chambre des députés et au Sénat symbolise le complet isolement du Kremlin dans la politique européenne.

Cependant, on peut, dès maintenant, dire avec assurance que le quatuor de Munich est aussi peu capable de maintenir la paix que le fut le « front des démocraties » jamais réalisé. L'Angleterre et la France ont jeté en pâture à Hitler la Tchécoslovaquie, pour lui donner, durant un certain temps, quelque chose à digérer et reculer ainsi dans l'avenir la question des colonies. D'une manière extrêmement nébuleuse et incertaine, Chamberlain et Daladier ont promis un accord général sur toutes les questions litigieuses. De son côté, Hitler a promis de ne plus présenter de revendications territoriales *en Europe*. Par là, il a en tout cas indiqué qu'il avait l'intention de présenter des revendications territoriales pour les autres parties du monde. En ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, le Schleswig, etc., Hitler, dans

11. Benito *Mussolini* (1883-1945), ancien socialiste, fondateur du parti fasciste était chef du gouvernement et « Duce » depuis 1922 en Italie. Il était alors engagé dans l'alliance allemande dont il n'avait pas voulu pendant des années.

12. Le conservateur *Neville Chamberlain* (1869-1940) avait succédé à Baldwin comme Premier ministre le 25 mai 1937 ; en février 1938, il était entré en conflit avec son ministre des Affaires étrangères, Eden, qui critiquait sa politique d'apaisement et de concessions à Hitler et qui avait démissionné. Il avait été très actif dans les semaines qui avaient précédé les accords de Munich dont il assurait qu'ils signifiaient « la paix pour toute une époque » (en réalité, moins d'une année). *Edouard Daladier* (1884-1970), ancien ministre de la Guerre dans des gouvernements du centre, puis du Front populaire, était président du premier gouvernement d'après 1936 qui ne se réclamait pas de ce dernier. Il avait également signé l'accord de Munich.

le meilleur des cas, diffère la solution de ces questions jusqu'à la nouvelle guerre mondiale. Si, dans un an ou deux, le fascisme est vainqueur en France, et le Labour Party en Angleterre, ces transformations politiques apporteront très peu de changements dans la configuration des combinaisons impérialistes sur l'échiquier mondial. La France fasciste serait tout aussi peu que la France du « Front populaire » disposée à céder à Hitler l'Alsace-Lorraine ou à partager ses colonies avec lui. Le parti travailliste, absolument imprégné de l'esprit de l'impérialisme, ne pourrait adoucir l'antagonisme avec l'Italie en Méditerranée, ni contenir le développement de l'antagonisme mondial des intérêts allemands et britanniques. Dans ces conditions, le quatuor, si même il se réalise, ne fera que conduire à une nouvelle crise, à laquelle il faut s'attendre sous peu. L'impérialisme marche fatalement et irrésistiblement à un repartage du monde qui corresponde aux transformations dans les rapports des forces. Pour prévenir la catastrophe, il faut étrangler l'impérialisme. Tous les autres moyens sont fictions, illusions, tromperies.

Le sens du tournant gouvernemental en Tchécoslovaquie

Le refus de la France et de l'Angleterre de défendre les intérêts impérialistes de la bourgeoisie tchèque aboutit non seulement au démembrement de la Tchécoslovaquie, mais aussi à l'effondrement de son régime politique. Par cette expérience, il est apparu sous une forme chimiquement pure que la démocratie tchécoslovaque n'était pas l'expression de la « volonté populaire », mais uniquement un appareil d'adaptation du capital monopoleur tchèque aux puissances protectrices. Dès l'instant où cessa la tutelle militaire, le mécanisme démocratique se trouva non seulement inutile, mais nuisible, car il menaçait de provoquer des frictions superflues avec Hitler. Les sommets de la bourgeoisie tchèque créèrent immédiatement un nouvel appareil d'adaptation impérialiste, sous la forme de la dictature militaire. La substitution des régimes s'est produite sans la moindre participation du peuple, sans nouvelles élections, sans même faire appel à l'ancien Parlement. Le président élu par le peuple, l'archi-« démocrate » Beneš¹³ a appelé au pouvoir un vieux

13. Eduard Beneš (1884-1948), professeur, disciple de Masaryk, avait été ministre des Affaires étrangères de 1918 à 1935, puis président de la République. Il avait démissionné quelques jours après Munich.

général de la République¹⁴. Cette invitation eut à l'origine l'apparence d'une concession au peuple qui s'agitait, protestait, manifestait, exigeant qu'on résistât à Hitler les armes à la main. Résister ? Voilà un général chef national ! Une fois cet acte accompli, le président se retire. Après quoi, le général, qui avait été auparavant à la tête de l'armée et était, pour ainsi dire, la gloire de la démocratie, manifeste son intention, dans l'intérêt de l'amitié avec Hitler, d'introduire un nouveau régime. Rien de plus ! Immédiatement après son arrivée en Angleterre, l'ancien président tchécoslovaque Beneš a déclaré que le sort de la Tchécoslovaquie se trouvait alors dans « des mains sûres ». Cela mettait définitivement les points sur les i. Toutes les différences entre démocratie et fascisme disparaissent quand il s'agit des intérêts *fondamentaux* du capital. Le démocrate et francophile Beneš n'a pas rougi de reconnaître publiquement le général Syrový, fascistophile et germanophile, comme le gardien « sûr » des destinées de la Tchécoslovaquie. En fin de compte, l'un et l'autre sont les serviteurs du même maître.

La démocratie, de façon générale, est, pour la bourgeoisie, une nécessité dans une époque de libre concurrence. Au capitalisme monopoleur, fondé non pas sur la « libre » concurrence, mais sur le commandement centralisé, la démocratie ne sert de rien ; elle l'entrave et le gêne. L'impérialisme peut tolérer la démocratie, jusqu'à un certain moment, comme un mal inévitable. Mais, intérieurement, il aspire à la dictature. « La différence entre la bourgeoisie impérialiste démocratique républicaine et monarchique réactionnaire — écrivait Lénine lors de la guerre passée, il y a déjà vingt-deux ans — s'efface précisément parce que l'une et l'autre pourrissent de leur vivant ». Et, plus loin : « La réaction politique sur *toute* la ligne est une propriété de l'impérialisme ». Seuls les idiots sans espoir peuvent penser que les antagonismes impérialistes mondiaux sont déterminés par l'opposition inconciliable entre démocratie et fascisme. En fait, les cliques dirigeantes de tous les pays considèrent la démocratie,

14. Trotsky devait manquer d'éléments biographiques précis pour traiter le successeur de Beneš de « vieux général », alors qu'il était de sa génération. Jan Syrový (1888-1957, selon certains autres auteurs, encore en vie en 1968) était né en Tchécoslovaquie et était en 1915 officier dans l'armée russe. Il avait été l'un des chefs de la Légion tchèque dont le soulèvement de 1918 contre les bolcheviks, avec l'appui du gouvernement français, marqua le début de la guerre civile. Général, il avait été chef d'état-major de 1926 à 1933, puis inspecteur général des forces armées depuis 1938. Il était arrivé au pouvoir avec notamment l'appui du P.C.T.

la dictature militaire, le fascisme, etc. comme divers instruments et méthodes pour se soumettre leurs peuples à des fins impérialistes ; d'ailleurs, à l'intérieur de l'un des régimes politiques, la démocratie, il est inclus dès l'origine, sous la forme, par exemple de l'Etat-major, un autre régime, la dictature militaire.

En Allemagne, la bourgeoisie impérialiste, avec la participation de la social-démocratie, plaça au poste de président le feldmarschall Hindenburg¹⁵, qui devait être le défenseur contre le fascisme. Hindenburg, à son tour, appela au pouvoir Hitler ; après quoi, le feldmarschall, certes, ne démissionna pas, mais mourut ; ce n'est là qu'une question de technique et d'âge. Au fond, le tournant en Tchécoslovaquie reproduit les traits essentiels du tournant en Allemagne, révélant par là même les ressorts fondamentaux de la mécanique politique de l'impérialisme. Dans les coulisses, la question du régime de la Tchécoslovaquie a été décidée, sans aucun doute, dans les conférences des magnats du capital tchèque, français, anglais et allemand, des sommets des états-majors et de la diplomatie. Le principal souci fut que le déplacement des frontières des Etats troublât le moins possible les intérêts de l'oligarchie financière. Le changement d'orientation, pour aller de l'Angleterre et de la France vers l'Allemagne, a signifié, au fond, un échange d'actions, une nouvelle répartition des commandes militaires pour Škoda, etc.

Personne, soit dit en passant, ne s'est soucié de la position de la social-démocratie et de l'ex-parti communiste, car, en Tchécoslovaquie, ils n'étaient pas plus capables de résistance que leurs frères aînés ne l'avaient été en Allemagne. S'étant subordonnés aux « nécessités nationales », ces organisations entièrement pourries firent tout pour paralyser la résistance révolutionnaire du prolétariat. Quand le tournant sera achevé, la clique financière fera sans doute un « référendum », c'est-à-dire donnera au peuple, poussé dans l'impasse, la précieuse possibilité d' « approuver », sous le revolver de Syrový, les changements accomplis sans lui et contre lui¹⁶.

15. Paul von Beneckendorff und von Hindenburg (1847-1934) officier prussien, retraité en 1911, avait reçu le commandement des troupes du front de l'Est en 1914 et était devenu maréchal (Feldmarschall). Chef de l'Etat-major en 1916, ce symbole de la pérennité du militarisme prussien avait été élu président de la République en 1925, à la mort d'Ebert, et réélu en 1932 contre Hitler, avec les voix des sociaux-démocrates. C'est lui qui avait appelé Hitler à la chancellerie en 1933.

16. Une fois de plus, Trotsky se révèle bon prophète. La politique du P.C.T. aboutissait en effet à son anéantissement des mains du gouvernement Syrový. Le

Défense de l' « indépendance nationale » de la Tchécoslovaquie ?

Lors de la semaine critique de septembre, des voix se sont élevées, à ce qu'on nous rapporte, même sur l'aile gauche du socialisme, pour soutenir qu'en cas de « combat singulier » entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, le prolétariat aurait dû, fût-ce au prix d'une alliance avec Beneš, aider la Tchécoslovaquie à sauver son « indépendance nationale ». Ce cas hypothétique ne s'est pas réalisé : les héros de l'indépendance tchécoslovaque, comme il fallait s'y attendre, ont capitulé sans combat. Il est cependant impossible dans l'intérêt de l'avenir, de ne pas noter ici la très grossière et très dangereuse erreur des théoriciens intempestifs de l' « indépendance nationale ». Même si l'on laisse de côté ses liaisons internationales, la Tchécoslovaquie représente un Etat absolument impérialiste. Economiquement il y règne le capital monopoleur. Politiquement, la bourgeoisie tchèque domine (bientôt il faudra peut-être dire : dominait) diverses nationalités opprimées. La guerre, même de la part de la Tchécoslovaquie isolée, eût été menée ainsi, non pas pour l'indépendance nationale, mais pour le maintien et, si possible, l'élargissement des frontières de l'exploitation impérialiste.

La guerre entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, même si d'autres Etats impérialistes ne s'y étaient pas immiscés, ne pouvait absolument pas être considérée hors de la texture des relations impérialistes européennes et mondiales, dont elle eût surgi comme un épisode. Un mois ou deux plus tard, la guerre tchéco-allemande — si la bourgeoisie tchèque avait voulu et pu se

19 septembre, à la délégation permanente du parlement, Gottwald avait appelé à l'union sacrée et le 22, devant les centaines de milliers de Pragois manifestant devant le « Château », il avait réclamé la démission du gouvernement « capitulaire » de Milan Hodža, qui venait d'accepter les conditions de Berlin par Paris et Londres interposés. Il s'était solidarisé du mot d'ordre lancé par les manifestants des « militaires au pouvoir » et d'un gouvernement Syrový, précisant que l'Armée rouge était... prête à intervenir. Il avait salué ensuite la formation du gouvernement Syrový de « concentration nationale » comme un pas vers la politique de « défense jusqu'au bout » qu'il préconisait, et collaboré au retour à l'ordre. Il n'en fut pas récompensé puisque le P.C. était interdit en Slovaquie dès le 9 octobre, voyait ses activités suspendues dans tout le pays, le 20, avant d'être finalement interdit. Au début d'octobre, tout l'état-major du parti était en route pour Moscou. Quant au général Syrový, il déclarait gaillardement le 10 à des diplomates français et britanniques : « Nous aurions bien voulu combattre du côté des anges, messieurs, mais maintenant nous allons chasser avec les loups. » Les premières mesures de son gouvernement de « concentration » après la « capitulation » avaient été de répression contre le mouvement ouvrier.

battre — eût provoqué l'intervention quasi inévitable des autres Etats. C'est pourquoi ce serait pour les marxistes une erreur de définir leur position sur la base de groupements diplomatiques et militaires conjoncturels, et non sur la base du caractère général des forces sociales qui se trouvent derrière cette guerre.

Des centaines de fois nous avons répété l'irremplaçable et inappréciable thèse de Clausewitz¹⁷ : la guerre est la continuation de la politique, mais par d'autres moyens. Pour définir dans chaque cas concret le caractère historique et social de la guerre, il faut se guider non pas sur des impressions et des conjectures, mais sur l'analyse scientifique de la politique qui précédait la guerre et la conditionnait. Cette politique, dès le premier jour de la formation d'une Tchécoslovaquie faite de morceaux divers, avait un caractère impérialiste

On peut objecter qu'après la séparation des Allemands des Sudètes, des Hongrois, des Polonais et, peut-être, des Slovaques, Hitler ne se gênerait pas pour réduire en esclavage les Tchèques eux-mêmes et que, dans ce cas, leur lutte pour l'indépendance nationale aurait tous les droits au soutien du prolétariat. Une telle façon de poser la question n'est autre qu'un sophisme social-patriote. Quelles seront les phases ultérieures du développement des antagonismes impérialistes, nous ne le savons pas. L'écrasement complet de la Tchécoslovaquie est, assurément, tout à fait possible. Mais il est possible aussi qu'avant que cet écrasement puisse s'accomplir, éclate la guerre européenne, dans laquelle la Tchécoslovaquie se trouvera du côté des vainqueurs et prendra part à un nouveau démembrement de l'Allemagne. Peut-être le rôle du parti révolutionnaire est-il celui d'une infirmière au chevet des gangsters « estropiés » de l'impérialisme ?

Il est absolument évident que le prolétariat doit édifier sa politique en partant de la guerre donnée, telle qu'elle est, c'est-à-dire telle qu'elle est conditionnée par la marche antérieure du développement, et non en partant de conjectures hypothétiques sur l'issue stratégique possible de la guerre. Avec de pareilles conjectures, chacun choisira inévitablement la variante qui répond le mieux à ses propres désirs, à ses sympathies et

17. Karl von Clausewitz (1780-1831), officier prussien qui servit dans l'armée tsariste en 1812 contre Napoléon 1^{er}, puis dirigea dans son pays l'Ecole de Guerre, est l'auteur d'un célèbre traité, *Vom Kriege* (De la Guerre).

antipathies nationales. Il est clair qu'une telle politique n'a pas un caractère marxiste, mais subjectif, non pas internationaliste, mais chauvin.

La guerre impérialiste, quel que soit l'endroit où elle ait commencé, sera faite, non pour quelque « indépendance nationale », mais en vue du repartage du monde selon les intérêts des diverses cliques du capital financier. Cela n'exclut pas qu'en passant la guerre impérialiste puisse améliorer ou empirer la situation de telle ou telle « nation » ; il serait plus exact de dire, d'une nation au détriment d'une autre. Ainsi, le traité de Versailles morcela l'Allemagne... Une nouvelle paix peut morceler la France. Les social-patriotes invoquent précisément un possible danger « national » dans l'avenir pour soutenir « leurs » bandits impérialistes dans le présent. La Tchécoslovaquie ne constitue pas le moins du monde une exception à cette règle.

Au fond, tous les arguments conjoncturels de cette sorte et les craintes de calamités nationales futures, pour prêcher le soutien de telle ou telle bourgeoisie impérialiste, procèdent du *renoncement tacite à la perspective révolutionnaire et à la politique révolutionnaire*. Bien entendu, si la nouvelle guerre se termine par la seule victoire de tel ou tel camp impérialiste ; si la guerre ne provoque ni insurrection révolutionnaire, ni victoire du prolétariat ; si une nouvelle paix impérialiste, plus terrible que celle de Versailles, charge les peuples de nouvelles chaînes pour des dizaines d'années ; si la malheureuse humanité supporte tout cela tacitement et passivement, non seulement la Tchécoslovaquie et la Belgique, mais aussi la France peuvent être rejetées au rang de nations opprimées (on peut faire aussi la même hypothèse quant à l'Allemagne). En ce cas-là, l'effroyable désagrégation future du capitalisme devra rejeter tous les peuples en arrière pour de nombreuses dizaines d'années. Assurément, si se réalisait *cette* perspective de passivité, de capitulation, de défaite et de déclin, les masses opprimées et des peuples entiers seraient contraints de gravir à nouveau, en payant de leur sueur et de leur sang, en se traînant à genoux, le chemin historique déjà parcouru auparavant.

Une telle perspective est-elle exclue ? Si le prolétariat tolère sans fin la direction des social-impérialistes et des com-chauvins ; si la IV^e Internationale ne sait pas trouver la voie des masses ; si les horreurs de la guerre ne poussent pas les ouvriers et les

soldats dans la voie de la révolte ; si les peuples coloniaux donnent docilement leur sang pour les intérêts des esclavagistes, dans ces conditions le niveau de la civilisation s'abaisserait inévitablement et une régression et un déclin général peuvent mettre à nouveau à l'ordre du jour des guerres nationales en Europe. Mais c'est alors que nous, ou plus exactement nos fils, devront définir notre politique à l'égard des guerres futures sur la base de l'analyse de la nouvelle situation. *Aujourd'hui*, nous partons, non pas d'une perspective de déclin, mais de révolution ; nous sommes défaitistes au compte de l'impérialisme, mais non à celui du prolétariat. La question du sort des Tchèques, des Belges, des Français et des Allemands, en tant que nations, nous ne la relierons pas à des déplacements conjoncturels des fronts militaires lors d'une nouvelle mêlée des impérialistes, mais à l'insurrection du prolétariat et à sa victoire sur tous les impérialistes. Nous regardons en avant, et non en arrière. Le programme de la IV^e Internationale dit que la liberté de toutes les nations de l'Europe, petites et grandes, ne peut-être assurée que dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Encore une fois sur la démocratie et le fascisme

Tout cela ne signifie pas, bien entendu, qu'entre démocratie et fascisme il n'y ait en général aucune différence, ou que cette différence soit sans importance pour le prolétariat, comme l'affirmaient tout récemment encore les staliniens. Les marxistes n'ont rien à voir avec un nihilisme politique aussi enragé. Il faut seulement, dans chaque cas donné, comprendre clairement le contenu réel de cette différence et ses véritables limites.

Pour les pays coloniaux et semi-coloniaux attardés, la lutte pour la démocratie, y compris pour l'indépendance nationale, représente une étape nécessaire et progressiste du développement historique. C'est précisément pourquoi nous reconnaissons, non seulement comme un droit, mais encore comme un devoir, pour les ouvriers de ces pays, de participer activement à la « défense de la patrie » contre l'impérialisme, bien entendu à condition de maintenir la complète indépendance de leur organisation de classe et de lutter implacablement contre les poisons du chauvinisme. Ainsi, dans le conflit du Mexique avec les magnats du pétrole et leur comité exécutif qu'est le gouvernement démocratique de la Grande-Bretagne, le prolétariat conscient du

monde entier se trouve complètement du côté du Mexique (bien entendu, cela ne concerne pas les laquais impérialistes qui dirigent le Labour Party britannique)¹⁸.

Pour ce qui est du capitalisme avancé, il a, non seulement dépassé depuis longtemps les anciennes formes de propriété, mais aussi l'Etat national, et par conséquent aussi la démocratie bourgeoise. C'est en cela précisément que consiste la crise fondamentale de la civilisation contemporaine. La démocratie impérialiste pourrit et se désagrège. Le programme de la « défense de la démocratie » pour les pays avancés est un programme de réaction. La seule tâche progressiste est ici la préparation de la révolution socialiste internationale. Son but est de briser les cadres du vieil Etat national et d'édifier la société selon les conditions géographiques et techniques, sans douanes ni impôts médiévaux.

Cela ne signifie pas, encore une fois, une attitude d'indifférence envers les méthodes politiques actuelles de l'impérialisme : dans tous les cas où les forces contre-révolutionnaires tentent de revenir, de l'Etat « démocratique » pourrissant, *en arrière*, vers le particularisme provincial, vers la monarchie, la dictature militaire, le fascisme, le prolétariat révolutionnaire, sans prendre sur lui la moindre responsabilité pour la « défense de la démocratie » (elle n'est pas défendable !), opposera à ces forces contre-révolutionnaires une résistance armée, pour, en cas de succès, diriger son offensive contre la « démocratie » impérialiste.

Cette politique n'est applicable, cependant, que pour ce qui concerne les conflits intérieurs, c'est-à-dire dans les cas où l'enjeu de la lutte est véritablement la question du régime politique : c'est ainsi par exemple, que s'est présentée la question en Espagne. La participation des ouvriers espagnols à la lutte contre Franco était leur devoir élémentaire. Mais c'est précisément et uniquement parce que les ouvriers n'ont pas réussi à remplacer à temps le pouvoir de la démocratie bourgeoise par leur propre pouvoir, que la « démocratie » a fait place au fascisme.

18. Le gouvernement conservateur de Neville Chamberlain avait essayé d'organiser les repréailles générales contre le gouvernement Cárdenas et Trotsky avait lancé un appel au Labour Party pour qu'il défende le droit du peuple mexicain à disposer de ses propres ressources.

Cependant, c'est pure tromperie et charlatanisme que de transposer mécaniquement les lois et les règles de la lutte des *différentes* classes d'*une seule et même* nation dans la guerre impérialiste, c'est-à-dire la lutte d'*une seule et même classe* de *différentes* nations. Actuellement, après la récente expérience de la Tchécoslovaquie, il n'est, semble-t-il, pas besoin de démontrer que les impérialistes luttent l'un contre l'autre, non pour des principes politiques, mais pour la domination sur le monde, sous le couvert des principes qui leur semblent bons.

Mussolini et ses proches collaborateurs sont, à ce que l'on peut penser, des athées, c'est-à-dire qu'ils ne croient ni en Dieu ni au diable. Le roi d'Angleterre et ses ministres sont embourbés dans des préjugés médiévaux et croient non seulement au diable, mais même à sa grand-mère. Cela ne signifie pourtant pas que la guerre entre l'Italie et l'Angleterre serait une guerre de la science contre la religion. L'athée Mussolini attiserait de toutes ses forces les passions religieuses des musulmans. Le respectable protestant Chamberlain rechercherait de son côté l'aide du pape, etc. La république, dans le calendrier du progrès humain, est au-dessus de la monarchie. Cela signifie-t-il que la guerre de la France républicaine, disons contre la Hollande monarchique pour ses colonies serait la guerre de la république contre la monarchie ? Sans même parler qu'au cas d'une guerre nationale du bey de Tunis contre la France, le progrès serait du côté de la monarchie barbare et non de la république impérialiste. L'hygiène occupe une place importante dans la civilisation humaine. Cependant, quand il s'agit d'un assassinat, la question de savoir si l'assassin s'était auparavant lavé les mains, n'a pas une importance décisive. Substituer aux buts réels des camps impérialistes en lutte des abstractions politiques ou morales, c'est non pas lutter pour la démocratie, mais aider les brigands à masquer leurs vols, leurs pillages et leurs violences. C'est en cela précisément que consiste actuellement la fonction de la II^e et de la III^e Internationale.

La politique internationale de la clique bonapartiste du Kremlin

Le coup immédiat a été porté cette fois-ci contre la Tchécoslovaquie. Un tort sérieux a été fait à la France et à l'Angleterre. Mais le coup le plus formidable a été subi par le

Kremlin. Son système de fictions, de charlatanisme et de tromperies a subi un effondrement international.

Après avoir écrasé les masses soviétiques et brisé la politique de la révolution internationale, la clique du Kremlin est devenue un jouet de l'impérialisme. En ce qu'elle avait de fondamental, la diplomatie de Staline dans les cinq dernières années n'était que le reflet et le complément de la diplomatie de Hitler. En 1933, Staline a tenté de toutes ses forces de devenir l'allié de Hitler. Mais sa main tendue a été repoussée, car Hitler, à la recherche de l'amitié de l'Angleterre, se donnait comme le sauveur de l'Allemagne et de l'Europe face au bolchevisme. Staline s'est alors donné pour tâche de démontrer à l'Europe capitaliste que Hitler ne lui était pas nécessaire, que le bolchevisme ne renfermait en soi aucun danger, que le gouvernement du Kremlin était un animal bien dressé qui savait faire le beau. Ainsi, en se poussant loin de Hitler, ou, plus exactement, repoussé par lui, Staline devint peu à peu un laquais et un assassin mercenaire au service des pays de l'impérialisme repu.

De là, chez la bande totalitaire du Kremlin, cette fureur si absurde de s'agenouiller devant la démocratie bourgeoise gangrenée. De là l'idéalisation stupidement fautive de la Société des Nations. De là les « fronts populaires » qui ont étranglé la révolution espagnole. De là le remplacement de la lutte réelle des classes par des déclamations « contre le fascisme ». Avec une impudence toute particulière, la fonction internationale actuelle de la bureaucratie soviétique et du Comintern s'est manifestée au congrès pacifiste de Mexico (septembre 1938), où les agents mercenaires de Moscou ont tenté de convaincre les peuples de l'Amérique latine qu'ils devaient lutter, non pas contre l'impérialisme bien réel qui les menace, mais exclusivement contre le fascisme¹⁹.

Comme il fallait s'y attendre, Staline ne s'est acquis par ses basses manœuvres ni amitié ni confiance. Les impérialistes n'ont

19. Au cours du congrès international contre la guerre — dont les gens de l'I.C. voulaient faire un « rassemblement antifasciste » de vifs incidents s'étaient produits lorsque les délégués de l'A.P.R.A. péruvienne avaient proposé au congrès d'adopter comme résolution le discours inaugural du président Cárdenas aux accents fortement anti-impérialistes. Les représentants des P.C., l'Espagnole Margarita Nelken, les Mexicains Laborde et Campa, avaient essayé d'empêcher la mise aux voix de leur motion mais avaient dû finalement s'incliner.

pas coutume d'apprécier une société par les déclarations de son « chef », ni même par le caractère de sa structure politique, mais par sa base sociale. Tant que l'U.R.S.S. maintiendra la propriété étatique des moyens de production, en sauvegardant le monopole du commerce extérieur, les impérialistes, y compris les impérialistes « démocratiques », n'auront pas pour Staline plus de confiance et incomparablement moins de respect, que l'Europe féodale et monarchique n'en avait pour le premier Bonaparte. Ceint de l'auréole de ses victoires et entouré du cortège de ses brillants maréchaux, Napoléon n'a pas échappé à Waterloo. Staline a couronné la série de ses capitulations, échecs et trahisons par l'extermination générale des maréchaux de la révolution. Peut-on avoir le moindre doute sur le sort qui l'attend ?

Le seul obstacle dans la voie de la guerre est l'effroi des classes possédantes devant la révolution. Tant que l'Internationale communiste est restée fidèle aux principes de la révolution prolétarienne, elle représentait, à côté de l'Armée rouge, à laquelle elle était étroitement liée, le plus important facteur de paix. Ayant prostitué le Comintern et décapité et paralysé la force militaire des soviets, Staline a définitivement délié les mains à Hitler, ainsi qu'à ses adversaires, et a poussé l'Europe à la guerre.

Les falsificateurs de Moscou couvrent maintenant leur ancien ami démocrate Beneš d'imprécations à bon marché, parce qu'il aurait « capitulé » trop tôt et empêché l'Armée rouge d'écraser Hitler, indépendamment de l'attitude de la France²⁰. Ces foudres théâtrales font apparaître de la façon la plus claire l'impuissance et l'hypocrisie du Kremlin. Qui vous a forcés à croire à Beneš ? Qui vous a contraints à vous soumettre au mythe de l'« alliance des démocraties » ? Qui, enfin, vous a empêchés, aux heures critiques, alors que toute la Tchécoslovaquie bouillonnait comme un chaudron, d'appeler le prolétariat de Prague à s'emparer du pouvoir et à lui envoyer à l'aide l'Armée rouge ? Il est évidemment plus difficile de lutter contre le fascisme que de fusiller et d'empoisonner de vieux bolcheviks... Sur l'exemple de la Tchécoslovaquie, tous les petits Etats et surtout les peuples coloniaux doivent voir quelle aide ils peuvent attendre du Kremlin.

20. Rappelons que le gouvernement soviétique avait fait savoir à Prague qu'il ne défendrait la Tchécoslovaquie les armes à la main que si le gouvernement français le faisait.

Seul le renversement de la clique bonapartiste du Kremlin rendra possible la régénération de la force militaire de l'U.R.S.S. Seule la liquidation de l'ex-Comintern ouvrira la voie à l'internationalisme révolutionnaire. La lutte contre la guerre, l'impérialisme et le fascisme, impose une lutte impitoyable contre le stalinisme couvert de crimes. Quiconque le défend, directement ou indirectement, quiconque se tait sur ses trahisons ou exagère sa puissance militaire, est le pire ennemi de la révolution, du socialisme et des peuples opprimés. Plus tôt la clique du Kremlin sera renversée par l'offensive armée des ouvriers, plus grandes seront les chances d'une régénération socialiste de l'U.R.S.S., plus proche et plus large sera la perspective de la révolution internationale.

La base sociale de l'opportunisme

Afin de comprendre le rôle actuel de la social-démocratie et de l'ex-Comintern, il faut rappeler à nouveau ce qui fait la base économique de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier mondial.

L'épanouissement du capitalisme, qui s'étendit, avec d'inévitables oscillations, jusqu'en 1913, permit à la bourgeoisie, d'une part, d'élever légèrement le niveau de vie de certaines couches du prolétariat, et de l'autre, de jeter d'assez grasses prébendes à la bureaucratie et à l'aristocratie ouvrière, les élevant ainsi au-dessus de la masse. La bureaucratie syndicale et parlementaire, dont la « question sociale » semblait près d'être résolue, eut la possibilité d'indiquer aux masses que c'était le commencement de l'amélioration de leur propre sort. Telle est la base sociale du réformisme (opportunisme) en tant que système d'*illusion* des masses et en tant que système d'*imposture* de la part de la bureaucratie ouvrière. L'optimisme réformiste de la II^e Internationale a atteint son épanouissement suprême dans les années du dernier essor économique qui précède la guerre (1909-1913). C'est pourquoi les chefs accueillirent la guerre comme un mal *extérieur* qui menaçait les bases de la prospérité nationale croissante. D'où la politique de « défense de la patrie » qui, en fait, n'était que la défense des intérêts impérialistes de leurs bourgeoisies respectives, de façon inconsciente de la part des masses et de façon consciente ou semi-consciente de la part de la bureaucratie ouvrière.

La guerre en réalité n'était pas un mal extérieur ébranlant temporairement le progrès national, mais l'explosion des contradictions internes du système capitaliste, au moment où un progrès ultérieur sur la base de ce système était devenu pratiquement impossible. Et comme la guerre était incapable d'agrandir notre planète ou de rendre sa jeunesse au capitalisme, elle a fini par accélérer et exacerber à l'extrême les processus de pourrissement du capitalisme. Avec le déclin de la démocratie, a commencé le déclin de la bureaucratie ouvrière. Le fascisme a apporté « seulement » aux ouvriers un asservissement aggravé ; à la bureaucratie réformiste, il a apporté la ruine complète. La forme politique de la démocratie, quoique extrêmement mutilée (« pouvoirs spéciaux », lois sur l'émigration, abandon du droit d'asile, etc.), n'a été préservée parmi les grandes puissances que par la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis, les pays capitalistes les plus riches, et traditionnellement les plus pillards et privilégiés, qui ont depuis longtemps concentré dans leurs mains la part du lion des possessions coloniales et les principales ressources naturelles de notre planète. L'explication de cette « sélection naturelle » n'est pas difficile à trouver. La démocratie ne peut subsister que tant que les contradictions de classes n'atteignent pas un stade explosif. Afin d'atténuer les frictions sociales, la bourgeoisie a dû appâter une large couche d'intellectuels petits-bourgeois, la bureaucratie et l'aristocratie ouvrière. Plus grande est la mangeoire, plus ardent le social-patriotisme. La mangeoire réformiste ne s'est maintenue que dans les pays qui ont pu accumuler dans le passé d'immenses richesses grâce à l'exploitation du marché mondial et au pillage des colonies. En d'autres termes, dans les conditions de pourrissement du capitalisme, le régime *démocratique* n'est accessible (jusqu'à un certain temps) qu'à la bourgeoisie la plus *aristocratique*.

Dans les pays comme l'Italie et l'Allemagne, qui n'ont pas hérité du passé une grande accumulation de richesses et qui sont privés de la possibilité de tirer des super-profits des colonies, la bourgeoisie a détruit le parlement, chassé la bureaucratie réformiste et enfermé les travailleurs dans un étai de fer. Il est vrai que la bureaucratie fasciste n'engloutit pas moins, ni plus, que la bureaucratie réformiste, mais au moins, elle n'est pas obligée de faire des concessions aux masses ni d'émettre des traites que le capitalisme pourrissant n'est plus capable de payer. Privée de nourriture, la bureaucratie social-démocrate retraitée d'Italie,

d'Allemagne et d'Autriche brandit bien haut la bannière du défaitisme dans l'émigration.

La source principale de la force des partis social-patriotes, ou plus exactement social-impérialistes, c'est la protection que leur offre la bourgeoisie qui, par le parlement, la presse, l'armée et la police, protège et défend la social-démocratie contre les mouvements révolutionnaires de toute sorte et même contre la critique révolutionnaire. Dans la future guerre, par l'exacerbation des contradictions nationales et internationales, cette liaison organique entre la bureaucratie et la bourgeoisie se révélera encore plus ouvertement et plus cyniquement, ou, plus exactement, elle commence déjà à le faire, en particulier avec la politique de trahison des Fronts Populaires qui auraient été absolument inconcevables à la veille de la dernière guerre. Cependant, l'initiative des Fronts Populaires provient non pas de la II^e Internationale mais de la III^e.

Le com-chauvinisme

Le développement monstrueusement rapide de l'opportunisme soviétique s'explique par des raisons analogues à celles qui, une génération auparavant, avaient abouti à l'épanouissement de l'opportunisme dans les pays capitalistes : le parasitisme d'une bureaucratie ouvrière qui a réussi à résoudre sa « question sociale » sur la base de l'essor des forces productives de l'U.R.S.S. Mais, comme la bureaucratie soviétique est incomparablement plus puissante que la bureaucratie ouvrière des pays capitalistes, comme la mangeoire dont elle dispose se distingue par une capacité presque infinie, il n'est rien d'étonnant à ce que la variété soviétique d'opportunisme ait pris d'un seul coup un caractère particulièrement perfide et vil. Pour ce qui est de l'ex-Comintern à proprement parler, sa base sociale a un double caractère : d'une part, elle vit des subsides du Kremlin, est soumise à son commandement et, en ce sens, le bureaucrate ex-communiste est le frère cadet et subalterne du bureaucrate soviétique. D'autre part, les divers appareils de l'ex-Comintern puisent aux mêmes sources que la social-démocratie, c'est-à-dire dans les surprofits de l'impérialisme national. La croissance des partis communistes dans les dernières années, leur pénétration dans les rangs de la petite bourgeoisie, leur installation dans l'appareil d'Etat les syndicats, les parlements, les municipalités,

etc., ont renforcé dans une mesure extraordinaire leur dépendance envers l'impérialisme national, au détriment de leur dépendance traditionnelle envers le Kremlin

Il y a dix ans, nous avons prédit que la théorie du socialisme en un seul pays devait inévitablement conduire au développement de tendances nationalistes dans les sections du Comintern. Cette prédiction est devenue un fait manifeste. Mais, jusqu'à ces derniers temps le com-chauvinisme français, britannique, belge, tchécoslovaque, américain, etc., semblait être et, jusqu'à un certain degré, était la réfraction des intérêts de la diplomatie soviétique (la « défense de l'U.R.S.S. »). Aujourd'hui on peut prédire avec assurance la venue d'une nouvelle étape. La croissance des antagonismes impérialistes, l'approche manifeste du danger de guerre et l'isolement aussi manifeste de l'U.R.S.S. doivent infailliblement renforcer les *tendances nationales centrifuges* à l'intérieur de l'ex-Comintern. Chacune de ses sections va commencer à déployer une politique patriotique à son propre compte. Staline a réconcilié les partis communistes des « démocraties » impérialistes avec leur bourgeoisie nationale. Cette étape est maintenant dépassée. L'entremetteur bonapartiste a accompli son rôle. A partir de maintenant, les com-chauvins doivent se soucier de leur propre sort, dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec la « défense de l'U.R.S.S. ».

Quand l'Américain Browder jugea possible de déclarer devant la commission sénatoriale qu'en cas de guerre entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. son parti se trouverait du côté de sa patrie bien-aimée, il considérait peut-être lui-même cette phase comme une simple ruse de guerre²¹. Mais, en réalité, la réponse de Browder est le symptôme infaillible du passage de l'orientation « vers Moscou » à l'orientation nationale. La « ruse de guerre » a surgi de la nécessité de s'adapter au « patriotisme » impérialiste. La grossièreté cynique de cette « ruse » (passer de la « patrie des travailleurs » à la république du dollar) révèle toute la profondeur de la dégénérescence survenue, toute la force de la dépendance des sections du Comintern envers l'opinion publique de la bourgeoisie.

21. La presse américaine avait rendu compte le 30 juin des déclarations du chef du P.C. américain, Earl R. Browder (1891-1973) avait dit qu'en cas de guerre entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., autant qu'il pouvait en juger pour le moment, il porterait les armes pour les Etats-Unis.

Quinze années d'épurations ininterrompues, de dépravation et de corruption, ont conduit la bureaucratie de l'ex-Comintern à un degré de démoralisation tel qu'elle s'est trouvée capable et prête à prendre ouvertement dans ses mains le drapeau du social-patriotisme. Les staliniens (il faudra bientôt dire les ex-staliniens) n'ont, bien entendu, pas inventé la poudre. Ils n'ont fait que reprendre les clichés les plus usés de l'opportunisme petit-bourgeois. Mais, en les propageant, ils ont introduit la rage de parvenus « révolutionnaires » qui ont fait de la calomnie totalitaire, du chantage et de l'assassinat les méthodes normales de la « défense de la démocratie ». Quant aux vieux réformistes classiques, se lavant les mains dans l'innocence lors de chaque affaire gênante, ils ont su utiliser le soutien des nouvelles recrues du chauvinisme.

Dans le pays impérialiste qui, durant la guerre, se trouvera dans le même camp que l'U.R.S.S. (s'il s'en trouve un), la section de l'ex-Comintern « défendra », évidemment, Moscou. La valeur de cette défense ne sera pourtant pas bien grande car, dans ce pays, tous les partis « défendront » l'U.R.S.S. (pour ne pas se compromettre devant l'allié impérialiste, Moscou ordonnera sans doute au parti communiste de ne pas crier trop fort et tentera peut-être même de le dissoudre). Par contre, dans les pays du camp opposé, c'est-à-dire là où précisément Moscou aurait besoin de défenseurs, les ex-partis communistes se trouveront complètement du côté de leur patrie impérialiste : ce sera incomparablement moins dangereux et plus lucratif. La clique dirigeante de Moscou récoltera les justes fruits de quinze ans de prostitution du Comintern.

La II^e et la III^e Internationale dans les pays coloniaux

Le véritable caractère de la social-démocratie, en tant que parti dont la politique s'appuyait et s'appuie sur l'exploitation impérialiste des peuples attardés, apparaît de la façon la plus claire dans le fait que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux la II^e Internationale n'a jamais eu aucune influence. La bureaucratie ouvrière des pays impérialistes, consciemment ou semi-consciemment, a craint d'entreprendre dans les colonies un mouvement qui eût pu saper la base de sa propre prospérité dans la métropole.

Il en va tout autrement avec le Comintern. En tant qu'organisation véritablement révolutionnaire, elle s'est immédiatement lancée sur le terrain vierge des colonies et, grâce au programme révolutionnaire du léninisme, y a conquis une influence importante. La dégénérescence bourgeoise ultérieure du Comintern a fait de ses sections dans les colonies et les semi-colonies, en particulier en Amérique Latine, l'agence de gauche de l'impérialisme européen et américain. Parallèlement à cela changea aussi la base des partis « communistes » coloniaux. Dévalisant sans pitié ses esclaves asiatiques et africains et ses semi-esclaves américains, le capital étranger est maintenant contraint, dans les colonies aussi, d'offrir un appât à une mince couche d'aristocratie — pitoyable, misérable, mais malgré tout une aristocratie dans l'étendue de la misère générale. Le stalinisme est devenu dans les dernières années le parti de cette « aristocratie » ouvrière et aussi de la fraction « de gauche » de la petite bourgeoisie, surtout des fonctionnaires. Les avocats bourgeois, les journalistes, les professeurs, etc., qui s'adaptent à la révolution nationale et exploitent les organisations ouvrières pour faire leur carrière, trouvent dans le stalinisme la meilleure idéologie possible²².

La lutte révolutionnaire contre l'impérialisme exige du courage, de la résolution, de l'esprit de sacrifice. Où les héros petits-bourgeois de la phrase peuvent-ils bien prendre ces qualités ? L'adaptation à l'impérialisme « démocratique », par contre, permet de faire une paisible et agréable carrière sur le dos des travailleurs. Cacher aux ouvriers cette adaptation se fait au mieux avec le mot d'ordre de la « défense de l'U.R.S.S. » c'est-à-dire de l'amitié avec l'oligarchie du Kremlin : cela donne la possibilité de faire paraître des journaux sans lecteurs, de monter de pompeux congrès et de faire toutes sortes de réclame internationale. Le véritable poison du mouvement ouvrier des pays coloniaux et semi-coloniaux c'est la corporation des « amis » professionnels de l'U.R.S.S., des faux « socialistes » et des faux « communistes » qui, par des déclamations criardes contre le fascisme, cachent leur parasitisme social et leur servilité envers l'impérialisme et l'oligarchie du Kremlin. Le stalinisme — sous tous ses masques — est le principal obstacle dans la voie

22. Trotsky développe l'idée ci-dessus en fonction de la connaissance qu'il a du Mexique : la C.T.M., sa presse, ses universités ou autres instituts étaient le havre de nombreux intellectuels aux dents longues qui ont tous plus ou moins fait ultérieurement carrière dans le parti gouvernemental.

de la lutte émancipatrice des peuples attardés et opprimés. Le problème des révolutions coloniales est indissolublement lié dès maintenant à la mission historique de la IV^e Internationale.

Sur l'association internationale des citrons pressés (N^o 3 1/4)

Le bureau de Londres²³ des centristes incorrigibles (Fenner Brockway, Walcher²⁴ et consorts), en commun avec Brandler, Sneevliet, Marceau Pivert²⁵, avec la participation des « sections qui ont rompu avec la soi-disant Quatrième Internationale », s'est réuni, vu le danger de guerre, pour créer... — prière de ne pas sourire ! — un « Fonds extraordinaire de guerre » (War Emergency Fund). Sur le « fond » des idées, ces messieurs n'ont pas réfléchi : ils sont, grâce à Dieu, matérialistes et non idéalistes. Il est permis de douter que cette nouvelle « union » représente quelque danger pour l'impérialisme ; par contre, elle rend le plus grand service à la II^e Internationale, car elle unifie la faiblesse de pensée, l'hybridité et l'inconsistance de toutes les variétés et nuances du centrisme, c'est-à-dire de la tendance qui est particulièrement en contradiction avec l'esprit de l'époque actuelle. De même que toutes les « unions » mécaniques sembla-

23. Le « bureau de Londres » était l'appellation familière du Bureau pour l'unité révolutionnaire socialiste qui regroupait un certain nombre de partis et formations n'appartenant à aucune Internationale. Il était animé par l'I.L.P. britannique.

24. Archibald Fenner Brockway (né en 1888) était secrétaire général de l'Independent Labour Party et secrétaire du bureau de Londres dont il était l'inspirateur. Jakob Walcher (1887-1970), ancien membre de la gauche social-démocrate, pionnier du K.P.D. et spécialiste du travail « syndical », en avait été exclu avec l'opposition brandlérienne et avait milité dans les rangs de la K.P. Opposition jusqu'en 1932 où il avait rejoint le S.A.P. dont il avait pris la direction en janvier 1933. Après une brève période où il joua avec l'idée de la IV^e Internationale, il était devenu l'élément le plus pro-Comintern du bureau de Londres.

25. Heinrich Brandler (1881-1967), compagnon de Liebknecht et Rosa Luxemburg, avait été président du K.P.D. de 1921 à 1923. Exclu comme « droitier », il avait animé la K.P.O. et son « Internationale », l'I.V.K.O. En 1936, il avait commencé par soutenir la thèse de l'accusation dans les procès de Moscou, mais avait « tourné » et rejoint ensuite le bureau de Londres. Henk Sneevliet (1883-1942), pionnier du mouvement communiste aux Pays-Bas, en Indonésie et en Chine, exclu en 1928, avait dirigé un syndicat « rouge », le N.A.S. et le R.S.P. (adhérent en 1933 à l'Opposition de gauche), puis le R.S.A.P. qui avait rompu avec la IV^e Internationale au terme d'une longue crise de 1936 à 1938. Son parti était membre du bureau de Londres depuis sa naissance en 1935. Marceau Pivert (1895-1958) dirigeant de la S.F.I.O. dans la Seine, animateur à partir de 1935 de la tendance de la Gauche révolutionnaire, avait à la suite du congrès de Royan de la S.F.I.O. constitué un nouveau parti, le P.S.O.P. (parti socialiste ouvrier et paysan) qui avait rejoint le Bureau de Londres.

bles, elle deviendra la source des nouveaux conflits internes et de nouvelles scissions et tombera précisément en poussière lorsque sonnera l'heure de l'action.

Et pourrait-il en être autrement ? Les organisations qui se sont occupées de la création héroïque du « fonds » n'ont pas surgi sur le terrain d'un programme commun, mais sont venues de tous les coins de la carte politique du centrisme, comme des débris des vieux partis et fractions opportunistes et, aujourd'hui encore, ils chatoient de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel opportuniste et évoluent dans des directions différentes. Tous ont décliné et se sont affaiblis sans cesse dans les dernières années, à l'exception du parti nouvellement formé de Pivert, auquel on peut prédire le même sort peu enviable. Dans aucun pays du monde, le Bureau de Londres n'a réussi à créer une nouvelle organisation, composée d'éléments jeunes, frais, sur la base d'un programme propre. Aucun groupe révolutionnaire ne se mettra sous ce drapeau qui n'a ni passé ni avenir. Dans les pays coloniaux, le Bureau de Londres n'a pas une ombre d'influence. On peut cependant considérer ceci comme une loi : l'organisation « révolutionnaire » qui, dans notre époque impérialiste, n'est pas capable d'étendre ses racines dans les colonies est vouée à végéter misérablement.

Chacun de ces groupes, qui se sont survécu à eux-mêmes, se maintient par inertie, mais non par la force des idées. L'organisation qui possède le passé révolutionnaire le plus sérieux dans ce milieu, le P.O.U.M., s'est trouvée jusqu'à maintenant incapable de réviser courageusement sa politique centriste qui fut l'une des plus importantes causes de l'effondrement de la révolution espagnole. Les autres membres de l'union sont encore moins capables de critique et d'autocritique. Un esprit de dilettantisme fané plane sur toute cette entreprise.

Certes, autour du drapeau de la IV^e Internationale, il s'est rassemblé dans les premiers temps pas mal de « débris ». Mais, là, on a exécuté un travail de sélection, d'épuration, de rééducation, sur la base d'une théorie scientifique et d'un programme exact. Ce travail, dont les philistins n'ont jamais compris le sens ni l'importance, s'est mené et se mène dans une atmosphère de discussion libre, ouverte et patiente. Qui n'a pas supporté *cette* épreuve a montré en fait que, foncièrement, il n'était bon à rien pour édifier une Internationale révolutionnaire. Voilà que ces

débris déracinés, usés, rejetés de partout sont entrés maintenant dans le « fonds » du centrisme international. Ce seul fait les marque tous d'un stigmate d'invalidité sans espoir !

Dans un instant de lucidité, Marceau Pivert a proclamé, il y a quelques années : une tendance de la classe ouvrière qui mène actuellement la lutte contre le « trotskysme » se caractérise par là comme une tendance réactionnaire. Cela n'a pas empêché, comme on le voit, Pivert lui-même, centriste né, qui sépare toujours la parole de l'acte, de rejoindre le bureau de Londres, qui essaie de se donner une physionomie précisément en se délimitant convulsivement du « trotskysme ».

Il n'est pourtant pas difficile de prédire que la bourgeoisie, les réformistes et les stalinistes qualifieront à l'avenir encore, ces créateurs de « fonds » de « trotskystes » ou de « semi-trotskystes ». Partiellement par ignorance, mais surtout pour les forcer à s'excuser, à se justifier et à se délimiter. Et ils ne manqueront pas de jurer de toutes leurs forces qu'ils ne sont pas des trotskystes et que, s'il leur arrive de rugir comme le lion, tel leur aïeul Bottom le tisserand²⁶, ils font tout pour rugir comme la colombe. Nous les connaissons ; ce ne sont pas des nouveaux venus. Les Fenner Brockway, les Walcher, les Brandler, les Sneevliet, les Pivert, ainsi que les éléments rejetés de la IV^e Internationale, ont eu le temps durant des années, — pour certains durant des dizaines d'années —, de révéler leur éclectisme incorrigible dans la théorie, leur stérilité dans la pratique. Ils sont moins cyniques que les staliniens et tant soit peu plus à gauche que les social-démocrates de gauche, voilà tout ce que l'on peut dire d'eux. C'est pourquoi, dans le tableau des Internationales, il faut les marquer du numéro 3 1/8 ou 3 1/4²⁷. Avec « fonds » ou sans « fonds » ils entreront dans l'histoire comme une association de citrons pressés. Quand les grandes masses, sous les coups de la guerre, viendront au mouvement révolutionnaire, elles ne s'enquerront guère de l'adresse du Bureau de Londres.

26. Bottom, l'un des personnages du *Songe d'une Nuit d'été* de Shakespeare, tisserand athénien à tête d'âne dont la reine tombe amoureuse.

27. Dans les années vingt, on avait appelé « Internationale 2 1/2 » l'Union des partis socialistes qui se situait entre la II^e et la III^e Internationale. D'où la plaisanterie sur la fraction d' 1/4 ou 1/8 des organisations qui n'étaient pas non plus dans la IV^e.

Perspectives

Toutes les forces et tous les ressorts fondamentaux de la guerre passée entrent actuellement de nouveau en jeu, mais sous une forme incomparablement plus violente et plus ouverte. Le mouvement suit des voies déjà tracées et c'est pourquoi les rythmes sont plus rapides. Actuellement, personne ne croit, comme à la veille de 1914, à l'inviolabilité des frontières ou à la stabilité des régimes. C'est là un énorme avantage pour le parti révolutionnaire. Si, à la veille de la guerre passée les sections de la II^e Internationale elles-mêmes ne savaient pas encore quelle serait leur conduite le jour suivant et adoptaient des résolutions archi-révolutionnaires, si les éléments de gauche ne se sont tirés que peu à peu du marais pacifiste, en cherchant leur chemin à tâtons, actuellement toutes *les positions de départ sont occupées avec précision dès avant la guerre*. Personne n'attend une politique internationaliste de la part des partis social-démocrates, qui d'ailleurs ne promettent eux-mêmes rien d'autre que la « défense de la patrie ». Avec la sortie des social-patriotes tchèques de la II^e Internationale a commencé la division officielle de celle-ci selon les lignes nationales. La politique de la III^e Internationale est tracée d'avance, presque aussi distinctement : le pronostic se complique ici, à un très faible degré, d'un élément d'aventurisme. Si les social-démocrates et les ex-communistes allemands et italiens sont, dans la guerre, des défaitistes platoniques, c'est uniquement parce que Hitler et Mussolini ne leur permettent pas d'être patriotes. Mais partout où la bourgeoisie continue encore à alimenter la bureaucratie ouvrière, les social-démocrates et les ex-communistes seront entièrement du côté de leur état-major et, qui plus est, les premiers violons du chauvinisme seront dans les mains des musiciens de l'école staliniste. Et non seulement le violon, mais aussi le revolver dirigé contre les ouvriers révolutionnaires.

Au début de la guerre passée, Jean Jaurès²⁸ fut assassiné, à la fin de la guerre, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg²⁹. En

28. Jean Jaurès (1859-1914) était le dirigeant incontesté du parti socialiste et son assassinat par un fanatique précéda la guerre de quelques jours seulement.

29. Karl Liebknecht (1871-1919), fils du pionnier de la social-démocratie allemande Wilhelm Liebknecht, avocat et député, ancien animateur des jeunes et de l'activité anti-militariste, et Rosa Luxemburg (1870-1919), d'origine polonaise, théoricienne de la « gauche » contre les révisionnistes, avaient

France, l'assassinat d'un chef du parti socialiste n'empêcha pas les autres d'entrer dans le gouvernement de la guerre impérialiste³⁰. En Allemagne, l'assassinat des deux grands révolutionnaires fut accompli avec la participation directe du gouvernement social-démocrate³¹. Les assassins physiques furent en France un obscur petit-bourgeois chauviniste, en Allemagne des officiers contre-révolutionnaires³². La situation actuelle, sous ce rapport aussi, se distingue par une clarté incomparablement plus grande. L'œuvre d'extermination des internationalistes a déjà commencé à l'échelle mondiale avant le déclenchement de la guerre. L'impérialisme n'est plus obligé de s'en remettre à une « occasion heureuse » ; il y a dans la mafia stalinienne une agence internationale toute prête pour l'extermination systématique des révolutionnaires. Jaurès, Liebknecht, Luxemburg, jouissaient d'une gloire mondiale, en tant que chefs socialistes. Rudolf Klement était un jeune révolutionnaire, encore inconnu. Néanmoins la disparition de Klement, en tant que secrétaire de la IV^e Internationale, a un profond sens symbolique. A travers ses gangsters staliniens, l'impérialisme indique par avance de quel côté un danger mortel le menacera en temps de guerre.

L'impérialisme ne se trompe pas. S'il a réussi, après la guerre passée, à se maintenir partout, sauf en Russie, cela s'explique exclusivement par l'absence de partis révolutionnaires. S'affranchissant avec peine des filets de la vieille idéologie, avec son fétichisme de l'« unité », la majorité des éléments oppositionnels de la social-démocratie n'allaient pas plus loin que

pendant la guerre animé le groupe Spartacus, noyau de la résistance internationaliste à la guerre. Ils venaient de fonder le K.P.D. quand, au lendemain des grandes manifestations ouvrières de Berlin, ils furent arrêtés le 15 janvier dans un appartement où ils se cachaient. Ils furent tous deux assassinés la nuit suivante.

30. Les socialistes français — notamment Guesde et Sembat — entrèrent dans le gouvernement d'union sacrée en 1914 et en furent chassés en 1917.

31. Les social-démocrates Ebert et Noske étaient respectivement chef du gouvernement et ministre de la Guerre lors de l'assassinat des deux dirigeants communistes.

32. L'assassin de Jaurès, Raoul Villain, un répétiteur qui subissait l'influence de la presse chauvine et des campagnes de meurtre, avait, semble-t-il, agi seul. Il fut acquitté après la guerre par un tribunal français, mais exécuté en 1936 à Majorque où il s'était réfugié, par des miliciens anarchistes. Lors du procès des assassins de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, le soldat Otto Runge, qui avait frappé à la nuque les deux victimes, fut condamné à deux ans de prison. Le lieutenant Vogel, qui avait dirigé l'opération contre Rosa Luxemburg, condamné à deux ans et demi de prison, s'en évada peu après, avec la complicité d'un des membres du tribunal militaire qui l'avait condamné, le futur amiral Canaris. Quant au lieutenant von Pflugk-Hartung, responsable de l'assassinat de Liebknecht sous couleur de « tentative d'évasion », il fut acquitté.

le pacifisme. Aux instants critiques, ces groupements se trouvèrent plus capables de freiner le mouvement révolutionnaire des masses que de se mettre à sa tête. C'est en ce sens que l'on peut dire sans exagération aucune que l'« unité » des partis de la II^e Internationale a sauvé la bourgeoisie européenne.

Il existe maintenant dans trente pays une section de la IV^e Internationale. Certes, ce n'est encore que l'avant-garde de l'avant-garde. Mais si, actuellement, avant la guerre, nous avons des organisations révolutionnaires de masse, ce n'est pas la guerre qui serait à l'ordre du jour, mais la révolution. Bien entendu, cela n'est pas et nous ne faisons là-dessus aucune illusion. Cependant, la situation de l'avant-garde révolutionnaire est actuellement incomparablement plus favorable qu'il y a vingt-cinq ans. La principale conquête, c'est que, dès avant la guerre, il existe dans tous les principaux pays du monde des cadres éprouvés, des centaines et des milliers de révolutionnaires en nombre croissant, soudés par l'unité d'une doctrine et passés par l'école des plus cruelles persécutions venues de la bourgeoisie impérialiste, de la social-démocratie et surtout de la mafia staliniste. Ni la II^e, ni la III^e Internationales ni celle d'Amsterdam³³ ne sont maintenant capables de convoquer leur congrès, car elles sont paralysées par leur dépendance envers l'impérialisme et déchirées par les antagonismes « nationaux ». Au contraire, les sections de la IV^e Internationale, en dépit de la pauvreté de leurs moyens, des difficultés de passeports, de la perte d'un secrétaire et d'une pluie de répressions, ont su à un moment critique convoquer leur congrès international et adopter des décisions unanimes dans lesquelles les tâches de la lutte gigantesque actuelle sont formulées, exactement et concrètement, sur la base de toute l'expérience historique.

Aucune vague de chauvinisme n'emportera ces cadres précieux que n'effraient ni les mausers ni les couteaux staliens. La IV^e Internationale entrera dans la nouvelle guerre comme un tout, étroitement soudé, dont les parties sauront mener une seule et même politique, en dépit des frontières et des tranchées qui les diviseront. Il est bien possible qu'au début de la guerre, lorsque l'aveugle instinct de conservation, combiné à la propagande chauviniste, poussera les masses populaires vers leurs gouvernements, les sections de la IV^e Internationale se trouvent isolées.

33. « Internationale d'Amsterdam » est le nom familier de la Fédération syndicale internationale (F.S.I.) qui avait son siège à Amsterdam.

Elles sauront se garder de l'hypnose nationaliste et de l'épidémie patriotique. Elles trouveront dans les principes de l'internationalisme un appui contre la panique moutonnaire d'en bas, contre la terreur d'en haut. Elles sauront regarder avec mépris les vacillations et les oscillations de la « démocratie » philistine. Par contre, elles prêteront une oreille attentive aux couches les plus opprimées du peuple et à l'armée qui se videra de son sang. Chaque nouveau jour de guerre travaillera pour nous. L'humanité est devenue plus pauvre qu'il y a vingt-cinq ans, et les moyens d'extermination sont immensément plus puissants. C'est pourquoi, dès les premiers mois de la guerre, commencera dans les masses ouvrières une réaction orageuse contre le bourrage de crâne chauviniste. Les premières victimes de cette réaction seront, avec le fascisme, les partis de la II^e et de la III^e Internationale. Leur effondrement sera la condition nécessaire d'un mouvement révolutionnaire déclaré qui ne trouvera pour sa cristallisation d'autre axe que la IV^e Internationale. Ses cadres trempés conduiront les travailleurs à la grande offensive.

[LA PRESSION DE LA GUERRE]¹

(10 octobre 1938)

Cher Camarade Burnham²,

Je suis tout à fait d'accord avec vous qu'il nous faut faire la plus grande attention non seulement aux déviations sérieuses sur la question de la guerre, mais aussi aux nuances les plus minces³, parce que, sous la pression de grands événements, elles peuvent revêtir un caractère décisif. Je suis maintenant en train d'écrire un article sur ce thème. Malheureusement mon temps est trop limité pour que je puisse épuiser ce sujet.

1. Lettre à J. Burnham (7460), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. James *Burnham* (né en 1905), professeur de philosophie à l'Université Columbia, avait été lié à A. J. Muste et était venu avec lui au W.P.U.S. Il était membre de la direction nationale du S.W.P., souvent très critique à l'égard de Cannon.

3. Burnham avait constaté, au moment de la crise de Munich, des attitudes qui lui semblaient contaminées par l'« antifascisme », notamment à propos de la Tchécoslovaquie et dans le compte-rendu de la conférence internationale des jeunes.

[QUI EST METCALFE ?¹]

(10 octobre 1938)

Cher Camarade Goldman,

Nous avons hautement apprécié l'énergie que vous avez démontrée à l'égard de l'imposture Metcalfe². Il est très probable qu'il est entré dans l'organisation nazie avec la mission spécifique de devenir ainsi une autorité en la matière et de tromper bien des gens à la manière générale des stalinien. Je crois qu'il serait bien que nos camarades enquêtent sur la personnalité de cet homme, ses relations antérieures et actuelles, etc.

Peut-on faire un procès de presse ?

1. Lettre à A. Goldman (8296) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. John C. Metcalfe (né en 1904), d'origine allemande, établi aux Etats-Unis en 1914, avait été journaliste au *Chicago Daily Times* à partir de 1928. C'est en principe en tant que journaliste et pour mener une enquête qu'il avait adhéré à l'organisation nazie du Bund en avril 1937 sous la fausse identité de Helmut Oberwinder. Six mois plus tard, ayant quitté le Bund et le journal qui l'y avait envoyé, il apparaissait comme enquêteur de la commission Dies (cf. n. 9 p. 35 pour cette commission). Le 5 octobre 1938, citant devant la commission en question un dirigeant nazi américain de Los Angeles, il avait affirmé ; « Trotsky est derrière le mouvement des Chemises dorées au Mexique. Les nazis russes sont avec eux » (Sur les Chemises dorées, cf. n. 10, p. 48). Cette déclaration, pour le moins surprenante, avait amené un commissaire à lui demander qui, selon lui, finançait la League for Democracy and Peace, une « organisation de masse » contrôlée par le P.C. américain. Il avait répondu qu'il n'était « pas qualifié pour témoigner là-dessus ». Albert Goldman avait immédiatement réagi, en sa qualité d'avocat de Trotsky, dans un communiqué envoyé à la presse.

[LA BROCHURE D'OLMINSKY]¹

(10 octobre 1938)

Chère Amie²,

Il existe une brochure d'Olmsky³, *L'Epoque de Zvezda et de la Pravda*, qu'il n'a pas été possible de trouver aux Etats-Unis. Il serait très important pour moi de savoir ce que dit Olmsky sur Staline, quel rôle il lui attribue dans ces journaux, qui il désigne comme étant à l'origine de leur création, comment il définit leur orientation. Ne serait-il pas possible de me fournir ces renseignements de Paris ?

1. Lettre à L. Estrine (7722), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Lilia Ya. Ginzberg, épouse *Estrine* (1898-1981), avocate, épouse d'un menchevik, avait émigré à Berlin, puis Paris où elle travaillait pour l'Institut d'histoire de Nikolaievsky. Elle se lia à Sedov en 1935 et devint sa secrétaire en même temps qu'une membre du « groupe russe » de Paris. Elle correspondait avec Trotsky au sujet du *Biulleten Oppositsii* et des recherches qu'elle faisait pour la biographie de Staline.

3. Mikhail S. Alexandrov, dit *Olmsky* (1863-1933), bolchevik en 1903, était directeur de l'Institut d'Histoire du parti de 1920 à 1924. Ce que Trotsky indique ici comme titre est en réalité la parenthèse qui suit le titre de *Esquisse générale d'une Epoque*.

[LE LIVRE D'ISAACS¹]

(10 octobre 1938)

Cher Ami²,

J'ai été très heureux de recevoir votre livre³. C'est un véritable acquis pour la littérature de notre temps. J'espère que vous trouverez une critique adéquate au moins dans *The New International* et *Partisan Review* parce que les publications bourgeoises et staliniennes ne sont pas capables d'apprécier la grande valeur de ce livre.

Francisco Zamora⁴, universitaire et journaliste très connu, qui a de la sympathie pour nous, a accepté ma suggestion d'écrire un article sur le livre dans la revue *Hoy* (Aujourd'hui). C'est un homme très occupé et l'article paraîtra dans deux mois. *Clave*⁵ bien sûr donnera également une appréciation. Nous ferons tout notre possible pour le faire connaître. J'écrirai une courte note pour notre presse internationale.

1. Lettre à H. R. Isaacs (8564), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Harold R. Isaacs (né en 1910), journaliste en Chine de 1930 à 1935, ancien éditeur de *China Forum*, avait rompu avec le P.C. et s'était lié avec les trotskystes chinois notamment Liu Renjing. Il avait avec lui préparé un livre au sujet duquel il avait débattu avec Trotsky à l'été 1935 au cours d'une visite en Norvège (Cf. *Œuvres*, 6, pp. 109-116).

3. Le livre d'Isaacs était intitulé *The Tragedy of the Chinese Revolution*. Trotsky lui avait fait une préface (Cf. *Œuvres*, 16, pp. 146-160).

4. Francisco Zamora Padilla (né en 1891), Nicaraguayen de naissance, avait été le grand reporter de la révolution mexicaine. Il avait introduit au Mexique le journalisme moderne en fondant *El Universal* et les idées de Marx dans ses cours à l'école d'économie et dans un livre d'économie. Il avait été membre de la commission Dewey, avait participé aux sessions de Coyoacán, puis, à New York, aux travaux de la commission plénière.

5. La revue *Clave*, « revue marxiste » que Trotsky publiait avec les Mexicains Octavio Fernández et Adolfo Zamora (frère de Francisco), avait paru pour la première fois le 1^{er} octobre 1938.

AUX AMIS ET LECTEURS DE *CLAVE*¹ (11 octobre 1938)

Le premier numéro de *Clave* a rencontré une incontestable sympathie de la part des ouvriers avancés et des intellectuels révolutionnaires du Mexique. Tous les révolutionnaires — les véritables révolutionnaires, pas les charlatans, les intrigants ou les carriéristes — attendaient une revue marxiste. Les événements de notre époque sont grandioses et complexes. Le Mexique et l'Amérique latine dans son ensemble ne peuvent être séparés du tourbillon des événements mondiaux. En Espagne, la littérature marxiste est interdite, non seulement dans le territoire de Franco², mais aussi celui de Negrín-Staline³. De tous les pays de langue espagnole, ce n'est presque qu'au Mexique que la littérature marxiste peut être diffusée avec la liberté nécessaire. Cette situation internationale donne aux marxistes mexicains un rôle dirigeant, non seulement pour ce qui concerne l'Amérique latine, mais pour l'Espagne même, y compris l'émigration espagnole grandissante dans les pays du nouveau et de l'ancien continent. De qui a beaucoup reçu, on doit exiger beaucoup. L'histoire a confié des obligations sérieuses et responsables aux marxistes mexicains.

Le soi-disant parti « communiste » du Mexique souffre de la même dégénérescence que toutes les sections du Comintern. De

1. Article (T 4337), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Francisco *Franco* y Bahamonde (1892-1975) avait été ministre de la Guerre du gouvernement de droite en 1934 et était devenu le chef de l'Etat national-syndicaliste proclamé par les généraux espagnols insurgés en 1936 avec l'appui de Hitler et de Mussolini.

3. Le Dr Juan *Negrín* López (1889-1956), socialiste de droite, proche de Prieto, professeur de médecine, marié à une Russe, avait été ministre des finances dans le gouvernement Largo Caballero. Il fut le candidat des Russes et du P.C.E. à sa succession et fut dans une large mesure leur instrument dans les années suivantes à la tête du gouvernement espagnol.

parti de l'avant-garde prolétarienne, il s'est transformé définitivement en parti de la petite bourgeoisie conservatrice. Une partie de la petite bourgeoisie, on le sait, attend son salut du Pape de Rome ; une autre, plus aventureuse, l'attend du Führer de Moscou. La valeur théorique du stalinisme n'est guère supérieure à celle du catholicisme. Ce n'est pas pour rien qu'une récente encyclique de Moscou exige la fraternisation des staliniens avec les catholiques. Ce n'est pas pour rien que le piteux organe des staliniens a changé son nom de *Machete*, qui rappelait un passé compromettant, pour le nom respectable de *Voz de México* que portait autrefois l'organe de la réaction catholique.

La littérature publiée par Lombardo Toledano au compte de la C.T.M., mais pas dans son intérêt, ne vaut guère mieux que les prêches catholico-« communistes » des Laborde et compagnie. Le marxisme est une doctrine scientifique et en même temps un guide pour l'action. Pour utiliser correctement cette doctrine, il faut étudier consciencieusement les faits dans leur apparition et leur développement. A notre époque, il est particulièrement important d'étudier de façon scientifique les tendances mondiales de l'impérialisme qui est aujourd'hui le facteur historique le plus puissant, celui qui détermine le destin des peuples, aussi bien des peuples avancés que des peuples arriérés, et menace d'engloutir la civilisation de l'humanité dans l'abîme d'une nouvelle guerre. La clique de Lombardo Toledano ignore l'ABC du marxisme et n'éprouve pas le moindre besoin de le connaître. La tâche de ces messieurs consiste à dissimuler aux ouvriers, par des formules marxistes choisies au petit bonheur, leurs ambitions, leurs appétits et leurs intrigues dans leur nudité... Ce genre de littérature discrédite le mot même de marxisme et empoisonne l'opinion publique progressiste.

Dans ces conditions, une *tribune marxiste* véritable est doublement nécessaire et importante. Il faut restituer au socialisme scientifique son vrai visage. Le premier numéro de notre revue a été reçu, par tous les révolutionnaires qui pensent aujourd'hui, comme une bouffée d'air pur dans cette atmosphère viciée des imitations et des falsifications pseudo-marxistes. L'accueil sympathique de nos amis et lecteurs accroît notre force et redouble notre confiance pour continuer notre chemin.

De nombreux lecteurs se sont plaints cependant de la mauvaise présentation typographique de notre publication, de son format peu commode, des caractères trop petits, etc. Nous reconnaissons que ces plaintes sont parfaitement justifiées. La principale cause des défauts techniques de *Clave* réside dans

l'insuffisance de nos ressources. Nous ne recevons de subsides ni du Pape de Rome ni de celui de Moscou, ni, de façon générale, d'aucune source secrète. A la différence de certaines publications pseudo-marxistes, nous pouvons rendre compte à nos lecteurs de chaque centime que nous avons dépensé ; malheureusement, nous n'en avons pas beaucoup. Nos ressources proviennent des rédacteurs de la revue et de leurs amis. Convaincus que le nombre de ces amis ne va pas cesser d'augmenter, nous les prions, ou plutôt nous leur demandons de nous apporter leur aide morale et matérielle. Dans ces conditions, nous parviendrons, non seulement à agrandir le contenu de notre revue, mais aussi à améliorer considérablement son aspect typographique.

LES TACHES DU MOUVEMENT SYNDICAL EN AMÉRIQUE LATINE¹

(11 octobre 1938)

Il s'est tenu à Mexico, du 6 au 8 septembre, un congrès de représentants syndicaux de plusieurs pays d'Amérique latine, qui a abouti à la fondation d'une soi-disant Confédération des Travailleurs d'Amérique latine².

Nous, soussignés, considérons de notre devoir de déclarer aux travailleurs d'Amérique latine et du monde entier que ce congrès, préparé dans le dos des masses, a été convoqué de façon unilatérale, uniquement pour des objectifs qui n'ont rien à voir avec les intérêts du prolétariat latino-américain, mais qui, au contraire, sont fondamentalement hostiles à eux. La « Confédération » créée à ce congrès ne représente pas l'unification du prolétariat organisé de notre continent, mais une fraction politique étroitement liée à l'oligarchie de Moscou.

Rien que du seul Mexique, on n'a ni invité ni reçu à ce congrès la Casa del Pueblo, la C.R.O.M. et la C.G.T.³. Le camarade Mateo Fossa qui était venu d'Argentine avec un mandat de vingt-quatre syndicats argentins indépendants, n'a pas été admis au congrès simplement parce qu'il était un adversaire du stalinisme⁴. Nous pourrions indiquer des organisations syndi-

1. Projet d'adresse destinée à être signée (T 4439), traduit du russe avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agissait d'un congrès international, qui s'était tenu du 6 au 8 septembre, à l'initiative de la C.T.M. dont Lombardo Toledano était le dirigeant. Des syndicalistes connus comme L. Jouhaux et John L. Lewis y avaient participé.

3. La Casa del Pueblo était le local du syndicat des boulangers de la ville de Mexico, également centre de ralliement des syndicats de tendance révolutionnaire. La C.R.O.M. (Confederación Regional de Obreros Mexicanos) avait été constituée en 1918 et s'était affiliée à la F.S.I. ; elle avait également des liens avec l'A.F.L. C'est d'elle que s'étaient détachés les éléments qui avaient fondé la C.T.M. La C.G.T., elle, était née en 1920 de l'initiative de militants anarcho-syndicalistes inspirés par la C.N.T. espagnole. Elle était affiliée à l'A.I.T. Longtemps prépondérante, elle avait cédé le pas à la C.T.M. et ne jouait plus un rôle très important.

4. Mateo Fossa (1904-1973), vétéran du mouvement syndical et du mouvement communiste argentin qui avait rompu avec le stalinisme, avait été délégué

cales, dans tous les pays d'Amérique latine, qui ont été dès le début délibérément écartées des préparatifs de ce congrès afin de n'en pas troubler l'homogénéité politique, c'est-à-dire son entière subordination au stalinisme.

La majorité des délégués au congrès syndical ont également pris part au congrès contre la guerre et le fascisme⁵, où ils ont eu toute latitude pour révéler pleinement leur silhouette politique. Tous ont voté pour des résolutions creuses sur la lutte contre le fascisme, mais catégoriquement repoussé (sauf les délégués de Porto Rico et du Pérou) la lutte contre l'impérialisme⁶. Cette politique caractérise pleinement la bureaucratie de Moscou laquelle, devant la menace de Hitler, cherche à gagner la confiance et l'amitié des démocraties impérialistes, France, Grande-Bretagne et Etats-Unis. Les masses ouvrières d'Amérique latine, qui voient dans le fascisme leur ennemi mortel, ne peuvent cependant abandonner même un instant leur lutte révolutionnaire intransigeante contre l'impérialisme, même dissimulé sous le masque de la démocratie. C'est pourquoi le prolétariat et les peuples d'Amérique latine ne peuvent avoir aucun objectif en commun avec la bureaucratie stalinienne. Nous ne pourrions jamais oublier ni fermer les yeux sur le fait qu'au nom de l'amitié avec les bourgeoisies française et anglaise, la bureaucratie stalinienne a étranglé le mouvement révolutionnaire des ouvriers et paysans espagnols.

L'impérialisme « démocratique », qui est infiniment plus fort en Amérique latine que l'impérialisme fasciste, tente — non sans succès — par la corruption, les prébendes, l'octroi de privilèges, d'établir ses propres agents politiques dans nos pays, non seulement dans la bourgeoisie, la bureaucratie bourgeoise et l'intelligentsia petite-bourgeoise, mais aussi dans les couches supérieures de la classe ouvrière. De tels éléments corrompus de la bureaucratie ou de l'« aristocratie » ouvrières nourrissent à

au congrès syndical du Mexique par des syndicats indépendants et s'était vu refuser l'entrée du congrès et le billet de retour par les organisateurs. Il avait alors rencontré Trotsky qui l'avait gagné (Cf. *Œuvres*, 18, pp. 315-328). C'était le président Cárdenas qui lui avait fait payer des espadrilles neuves et le billet de retour dans son pays.

5. Ce congrès s'était tenu du 10 au 12 septembre.

6. A l'initiative, semble-t-il, de García Treviño, les délégués de Porto Rico et ceux de l'A.P.R.A. péruvienne avaient proposé au congrès d'adopter la déclaration anti-impérialiste que le président Cárdenas avait adressée au congrès. Mais cette déclaration, qui stigmatisait aussi le rôle des pétroliers anglais et américains, n'était pas du goût de ceux qui voulaient faire de ce congrès une des étapes de l'engagement de l'Amérique latine contre le « fascisme » dans la guerre qui venait, donc au côté de Londres et Washington.

l'égard de leurs protecteurs impérialistes des sentiments non prolétariens ou révolutionnaires, mais serviles. Les agents de l'oligarchie du Kremlin exploitent ces sentiments pour réconcilier le prolétariat latino-américain avec les propriétaires d'esclaves « démocratiques ».

Il faut ajouter à cela le fait qu'au Mexique, où les syndicats sont malheureusement dans la dépendance directe de l'Etat, les postes de la bureaucratie syndicale sont souvent occupés par des gens issus de l'intelligentsia bourgeoise, des avocats, des ingénieurs⁷, etc., qui n'ont rien de commun avec la classe ouvrière et cherchent seulement à utiliser les organisations syndicales dans l'intérêt de leur propre bien-être matériel ou de leur carrière politique. Afin de dissimuler aux ouvriers leur politique crûment égoïste, ces carriéristes bourgeois se présentent généralement comme des « antifascistes » et « amis de l'U.R.S.S. » alors que ce sont en réalité des agents de l'impérialisme anglo-saxon.

Pour garder les syndicats aux mains de leur fraction, ils piétinent férocelement la démocratie ouvrière et étouffent toute voix de critique, agissant en véritables gangsters contre des organisations qui combattent pour l'indépendance révolutionnaire du prolétariat vis-à-vis de l'Etat bourgeois et de l'impérialisme étranger. En scissionnant ainsi le mouvement syndical et en envenimant gravement la lutte entre ses diverses tendances, les agents de Staline affaiblissent le prolétariat, le corrompent, minent la démocratie dans notre pays et, en fait, ouvrent la voie au fascisme. L'avocat mexicain Lombardo Toledano, élu secrétaire de la Fédération latino-américaine qu'il a lui-même organisée, est le dirigeant le plus responsable de cette politique criminelle.

Nous, soussignés, sommes des partisans ardents et dévoués de l'unification du prolétariat latino-américain comme des liens les plus étroits possibles entre lui et le prolétariat des Etats-Unis d'Amérique du Nord. Mais cette tâche, comme il apparaît d'après ce qui vient d'être dit, reste entièrement à réaliser. L'organisation politique fractionnelle formée en septembre ne constitue pas une aide, mais un obstacle sur la route de sa réalisation.

Nous sommes fermement convaincus que l'unification véritable du prolétariat latino-américain peut être et sera réalisée sur la base des principes suivants :

7. Lombardo Toledano était avocat et professeur de droit, en même temps que secrétaire général de la centrale ouvrière.

1. Pleine indépendance du mouvement syndical vis-à-vis de son propre gouvernement bourgeois comme de l'impérialisme étranger, fasciste ou « démocratique ».

2. Un programme révolutionnaire de lutte de classe.

3. L'épuration du mouvement syndical des carriéristes petits-bourgeois étrangers à la classe ouvrière.

4. L'unification dans tous les pays de tous les syndicats de la classe ouvrière sur la base de la démocratie ouvrière, c'est-à-dire d'une lutte d'idées menée librement dans le syndicat et de façon fraternelle, la minorité se soumettant strictement à la majorité ; avec une discipline de fer dans l'action.

5. La préparation honnête d'un congrès latino-américain des syndicats avec la participation active de la masse des ouvriers eux-mêmes, c'est-à-dire avec une discussion libre et sérieuse des tâches du prolétariat latino-américain et de ses méthodes de lutte.

Notre prolétariat doit entrer en rangs solides dans l'arène de l'histoire afin de prendre en main la destinée de l'Amérique latine et d'assurer son avenir. Le prolétariat unifié attirera à ses côtés les dizaines de millions de paysans amérindiens, éliminera les frontières hostiles qui nous divisent et unira les deux douzaines de républiques et possessions coloniales sous le drapeau des Etats-Unis ouvriers et paysans d'Amérique latine.

Nous présentons ce programme à la discussion de toutes les organisations ouvrières de notre continent. Ouvriers révolutionnaires d'Amérique latine, à vous la parole !

LE PROBLÈME DE LA NOUVELLE INTERNATIONALE¹

(11 octobre 1938)

La faillite de la II^e et de la III^e Internationales en tant qu'organisations du prolétariat international est indiscutable pour les véritables marxistes. L'ex-Internationale communiste, suivant les traces de la social-démocratie, s'est transformée, d'instrument de l'émancipation des travailleurs et des exploités, en instrument de l'impérialisme « démocratique ». Aujourd'hui, le problème de la nouvelle Internationale est le plus important de ceux auxquels est confrontée l'avant-garde du prolétariat mondial.

Dans ce numéro de *Clave*, nous reproduisons plusieurs documents ayant trait à la récente conférence mondiale de la IV^e Internationale ou se rapportant à l'activité de quelques-unes de ses sections². Nous espérons que ces documents provoqueront un vivant échange d'idées entre marxistes mexicains, et, de façon général, marxistes de langue espagnole. La nouvelle Internationale ne peut être fondée par des encycliques. Tout pas en avant doit être le résultat d'une recherche scientifique, d'une libre critique et d'une réflexion collective.

Dans le premier numéro de *Clave*, nous avons reproduit le projet de thèses sur le problème du développement en Amérique latine³. Ces projets de thèse ont été préparés par le camarade

1. Article (T 4338), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cet article était destiné au n° 2 de *Clave* où il parut pp. 56-57 en « tribune libre », présentant l'entrevue entre Trotsky et Mateo Fossa mentionnée n. 4 p. 91, une revue du livre d'Isaacs (cf. n. 3 p. 87) et une information sur la naissance en Grande-Bretagne de la Revolutionary Socialist League.

3. Il s'agissait du texte reproduit dans ce numéro pp. 47-55, intitulé « El Desarrollo de America Latina. Proyecto para una Tesis sobre Latino-America » (Le Développement de l'Amérique latine. Projet pour une thèse sur l'Amérique latine).

Diego Rivera⁴, ce qui n'avait pas été indiqué. Il en est de même du projet sur les questions mexicaines⁵. La rédaction qui est d'accord en général avec ces deux thèses, invite ses lecteurs à étudier avec soin ces deux projets.

Clave n'est pas publié comme une distraction ni en tant que lecture facile. Le marxisme est une doctrine scientifique. Sa maîtrise exige un travail de réflexion constante et sérieuse. Nous recommandons aux ouvriers d'avant-garde la lecture, au cours de leurs réunions, des articles de notre revue : les groupes moins avancés devraient inviter les responsables. La lecture de chaque article devrait provoquer un échange d'opinions. Les conclusions, les remarques critiques, les questions et propositions, peuvent être communiquées aux éditeurs, par écrit ou oralement. Nous donnons à l'avance l'assurance que la rédaction étudiera attentivement toutes les critiques.

4. Diego Rivera (1884-1957) le grand peintre mexicain qui avait appartenu au P.C.M. et à son comité central, avait ensuite sympathisé avec l'opposition « lovestonienne », avant de rejoindre la Ligue mexicaine en 1936. C'était lui qui avait obtenu du président Cárdenas l'asile pour Trotsky à qui il avait prêté la « maison bleue » de Coyoacán.

5. Le numéro 2 comportait, pp. 17-29, une seconde série de thèses et l'indication qu'elle était de Rivera : « La Lucha de Clases y el Problema indigena. »

[LE PROBLÈME DE LA TRADUCTION]¹

(12 octobre 1938)

Cher Camarade Malamuth,

Je suis terriblement embarrassé par la situation qui s'est créée. Mon anglais est trop rudimentaire pour que je puisse avoir une appréciation définitive sur votre texte. Quelques amis américains qui ont lu le premier chapitre² ne le trouvent pas bon. J'ai demandé l'avis des éditeurs et découvert avec le plus grand déplaisir qu'ils sont du même avis que mes conseillers américains.

Sur la base d'une longue expérience, je sais très bien que la capacité de traduire n'est pas identique à la capacité d'écrivain ou de journaliste. Lénine, par exemple, était un excellent traducteur, mais Martov, auteur brillant, n'était qu'un piètre traducteur³. Je considère moi-même que mes traductions sont loin d'être parfaites. Pendant ma déportation en Asie centrale, j'ai essayé de traduire le pamphlet de Marx contre Karl Vogt⁴. J'ai rencontré les pires difficultés et j'ai abandonné.

Les difficultés doublent ou triplent d'habitude quand le style personnel de l'auteur et du traducteur n'ont aucune parenté.

1. Lettre à C. Malamuth (8971), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Charles Malamuth, qui avait traduit pour Trotsky des articles destinés à de grands journaux ou revues américaines, avait accepté de traduire aussi la biographie de Staline. C'est du premier chapitre de ce livre qu'il s'agit ici.

3. *Martov* était le pseudonyme de Iouli O. *Tsederbaum* (1873-1923), qui avait été le compagnon de Lénine dans l'*Iskra* et de Trotsky dans *Golos* mais avait finalement incarné la gauche menchevique. Grand écrivain, il n'était pas bon traducteur.

4. Le célèbre pamphlet de Marx, *Herr Vogt*, porte la date du 17 novembre 1860. Riazanov, qui dirigeait l'Institut Marx-Engels et donnait du travail aux déportés avait demandé à Trotsky de le traduire quand il était déporté à Alma-Ata. Leur correspondance de 1928 trahit à la fois son enthousiasme initial et ses difficultés croissantes. Karl *Vogt* (1871-1895), membre du courant démocrate allemand, était accusé par Marx d'être un agent de Napoléon III (un reçu de 40 000 francs fut produit) et traitait Marx de « chef de bandes d'expropriateurs et de faussaires ».

J'accorde généralement la plus grande attention au style de ce que j'écris. Je consacre une partie très importante du temps de mon travail à donner à chaque chapitre la forme littéraire nécessaire. C'est pourquoi j'ai des appréhensions en ce qui concerne la qualité de la traduction. Même si l'appréciation de mes amis américains et des experts de Harpers était juste, il est possible que la cause en soit qu'il vous faut travailler plus de chapitres pour trouver la forme littéraire nécessaire. C'est pourquoi j'espère que la « crise » trouvera une solution satisfaisante. En tout cas, je serais absolument désolé si notre collaboration devait être interrompue à la première difficulté.

J'ai reçu de vous un paquet de livres et votre amicale attention rend toute l'histoire plus insupportable encore pour moi.

LA FONDATION DE LA IV^e INTERNATIONALE¹

(18 octobre 1938)

J'espère que cette fois ma voix vous parviendra à temps et qu'il me sera ainsi permis de prendre part à votre double célébration. Les deux événements — le 10^e anniversaire de notre organisation américaine, comme le congrès de fondation de la IV^e Internationale — méritent d'attirer l'attention des ouvriers bien plus que les gestes belliqueux des chefs totalitaires, les intrigues diplomatiques ou les congrès pacifistes.

Les deux événements entreront dans l'Histoire comme des jalons importants, personne n'a le droit d'en douter.

Il faut remarquer que la naissance du groupe américain des bolcheviks-léninistes, grâce à la courageuse initiative des camarades Cannon, Shachtman et Abern² ne constituait pas un événement isolé. Elle coïncidait approximativement avec le début du travail international systématique de l'Opposition de gauche. Il est vrai que l'Opposition de gauche est apparue en U.R.S.S. en 1923, mais elle n'a commencé à travailler régulièrement à l'échelle internationale qu'avec le 6^e congrès de l'I.C.³

1. Discours enregistré (T 4442) pour le meeting du S.W.P. célébrant l'anniversaire de la fondation de l'Opposition aux Etats-Unis, traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. James P. Cannon, dirigeant d'une des fractions qui composaient le P.C.A., avait lu Moscou au 6^e congrès de l'I.C. la « Critique du projet de programme » rédigée par Trotsky à Alma-Ata. Convaincu, il avait réussi, avec le Canadien Spector, à sortir ce document. Avec Shachtman et Abern, il avait signé la première prise de position de l'Opposition de gauche américaine. Max Shachtman (1903-1972), né à Varsovie, venu aux Etats-Unis en 1904, communiste en 1921, membre de la direction des jeunesses (Y.W.L.) en avait été le secrétaire national puis avait collaboré avec Cannon à l'International Labor Defense. Martin Abern (1898-1949) militant socialiste chez les jeunesses (Y.P.S.L.) en 1912, secrétaire du S.P. du Minnesota en 1917, avait été l'un des premiers communistes, secrétaire des jeunesses de 1923 à 1925, puis adjoint de Cannon à l'I.L.D.

3. Le travail à l'étranger avait été surtout le fait de membres de l'Opposition affectés dans des postes à l'étranger. L'un des plus actifs fut l'économiste et

Sans nous être personnellement rencontrés, nous sommes arrivés à un accord avec les pionniers américains de la IV^e Internationale, avant tout sur la critique du programme de l'I.C.⁴. Puis, en 1928, a commencé ce travail collectif qui a abouti, dix ans après, à l'élaboration de notre propre programme, qui vient d'être adopté par notre conférence internationale.

Nous avons le droit de dire que le travail de cette décennie a été non seulement opiniâtre et patient, mais aussi *honnête*. Nos cadres, peu nombreux, pionniers internationaux, ont, en marxistes authentiques, cherché la voie de la révolution, non dans leurs propres sentiments et désirs, mais dans l'analyse de la marche objective des événements. Nous étions guidés avant tout par le souci de ne décevoir ni nous-mêmes ni les autres. Nous avons cherché honnêtement et sérieusement. Et nous avons trouvé plusieurs choses importantes. Les événements ont confirmé nos pronostics. Personne ne peut le nier.

Il nous faut maintenant rester fidèles à nous-mêmes et à notre programme. Ce n'est pas facile. La tâche est immense, nos ennemis innombrables. Nous n'avons le droit de consacrer notre temps et notre attention à la célébration de cet anniversaire que dans la mesure où c'est à partir des leçons du passé que nous pouvons nous préparer à l'avenir.

Chers amis, nous ne sommes pas un parti comme les autres. Notre ambition n'est pas seulement d'avoir plus d'adhérents, plus de journaux, plus d'argent en caisse, plus de députés. Il nous faut tout cela, mais ce ne sont que des moyens. Notre objectif, c'est la libération, matérielle et spirituelle, totale des opprimés et des exploités par la révolution socialiste. Personne d'autre que nous ne la préparera ni ne la dirigera.

Les vieilles Internationales — la II^e, la III^e, celle d'Amsterdam et nous y ajouterons aussi le bureau de Londres — sont totalement pourries. Les grands événements qui vont s'abattre

historien Eleazar B. Solntsev, qui séjourna aux Etats-Unis et y eut des contacts avant le 6^e congrès de l'I.C., puis sillonna l'Europe et eut des contacts avec l'Opposition en France, Belgique, Allemagne et Autriche (Voir *Cahiers Léon Trotsky* n°7/8, sa lettre à Trotsky sur ces contacts).

4. En fait, Cannon et Spector avaient, comme les autres délégués, trouvé le texte de la « Critique... » dans leur dossier de congrès. Leur premier contact « oppositionnel » se fit au cours de leur voyage de retour, à Berlin, avec l'Allemand Urbahns. Il semble que les trotskystes étaient bien placés dans l'appareil « technique » du congrès, puisqu'ils réussirent à interviewer Togliatti et Thorez et envoyèrent le résultat à Trotsky à Alma-Ata. Par ailleurs un délégué indonésien, dont nous ne savons s'il s'appelait Mohamed Tohir (selon V. Kahan) ou Dachjoedin (selon Sneevliet) prit la parole dans le débat sur la question chinoise et y développa les thèmes de l'Opposition de gauche.

sur l'humanité ne laisseront pas pierre sur pierre de ces organisations moribondes. Seule la IV^e Internationale regarde l'avenir avec confiance. Elle est le parti mondial de la révolution socialiste ! Il n'y a jamais eu sur cette terre de tâche plus grandiose.

Sur chacun de nous pèse une responsabilité historique. Notre parti exige chacun de nous, totalement, complètement. Que les philistins aillent dans le vide à la recherche de leur propre personnalité ! Pour un révolutionnaire, se donner entièrement à son parti, c'est se trouver soi-même. Oui, notre parti prend entièrement chacun d'entre nous. Mais, en échange, il nous donne la joie la plus haute, la conscience de participer à la construction d'un avenir meilleur, de porter sur nos épaules une parcelle du destin de l'humanité et de ne pas vivre notre vie en vain.

La fidélité à la cause des opprimés exige de chacun d'entre nous la dévotion la plus haute à notre parti international. Le parti, bien sûr, peut aussi se tromper. C'est par des efforts collectifs que nous corrigerons ses erreurs. Des éléments indignes peuvent se glisser dans nos rangs. C'est par des efforts collectifs que nous les éliminerons. Les meilleurs des nouveaux qui demain viendront à nous manqueront sans doute de l'éducation nécessaire. C'est par des efforts collectifs que nous élèverons leur niveau révolutionnaire. Mais nous n'oublierons jamais que notre parti est maintenant le levier le plus important de l'Histoire. Sans ce levier, aucun d'entre nous n'est rien. Ce levier en main, nous sommes tout.

Nous ne sommes pas un parti comme les autres. Ce n'est pas pour rien que la réaction impérialiste nous persécute et nous pourchasse furieusement. Les assassins à son service sont les agents de la clique bonapartiste de Moscou. Notre jeune Internationale compte déjà beaucoup de victimes. En Union soviétique, elles se comptent par milliers. En Espagne, par dizaines. Dans d'autres pays, par unités. C'est avec reconnaissance et affection que nous nous souvenons d'eux tous en ce moment. Leur esprit continue à lutter dans nos rangs.

Les bourreaux, dans leur stupidité et leur cynisme, pensent que l'on peut nous effrayer. Ils se trompent. Nous deviendrons plus forts sous les coups. La politique bestiale de Staline n'est qu'une politique de désespoir. On peut tuer individuellement des soldats de notre armée, mais on ne peut pas leur faire peur. Amis, nous le répéterons encore en ce jour anniversaire. *Il n'est pas possible de nous faire peur !*

Il a fallu dix ans à la clique du Kremlin pour étrangler le parti bolchevique et transformer le premier Etat ouvrier en sinistre caricature. Il a fallu dix ans à la III^e Internationale pour piétiner dans la boue son propre programme et devenir elle-même un cadavre puant. Dix ans. Dix ans seulement ! Permettez-moi de terminer par une prédiction ! Dans les dix années qui viennent, le programme de la IV^e Internationale deviendra le guide de millions d'hommes et ces millions de révolutionnaires sauront prendre d'assaut le ciel et la terre.

Vive le Socialist Workers Party des Etats-Unis !

Vive la IV^e Internationale !

[LE DROIT DE PUBLIER MES ARTICLES]¹

(22 octobre 1938)

Chers Camarades,

Tous les articles que j'écris pour la presse ouvrière sont destinés en France à vos trois publications². Aucune autre ne peut les reproduire sans votre permission. Je ne doute pas que vous ne l'accorderez avec joie à tout organe honnête de la presse ouvrière qui désirera reproduire mes articles afin de les faire connaître à ses lecteurs. Mais je proteste fermement contre la reproduction de mes articles par des organes qui les utilisent à des fins directement opposées à celles pour lesquelles ils ont été écrits. Ainsi *La Commune*³, que vous connaissez bien, reproduit systématiquement mes articles, non seulement sans ma permission, mais même malgré mon interdiction directe. *La Commune* est une publication dénuée de tout fondement idéologique, de tout principe. Elle reproduit mes articles non pour utiliser les idées qu'ils contiennent, mais seulement pour dissimuler leur propre manque total d'idées et pour embrouiller le lecteur. En liaison avec le sort tragique de Rudolf Klement, le véritable visage des aventuristes de *La Commune* a été pleinement dévoilé⁴. Ce ne sont pas nos alliés, ni des adversaires honnêtes, mais des ennemis enragés de la IV^e Internationale, qui ne s'arrêtent devant rien pour leur nuire. Je refuse catégoriquement de donner à *La Commune* une seule ligne de moi. La même règle

1. Lettre au *Biulleten Oppositsii*, à *La lutte ouvrière* et *Quatrième Internationale* (T 4444), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit des publications auxquelles la lettre était destinée (cf. n. 1).

3. *La Commune* était l'organe du P.C.I. dirigé par Raymond Molinier et Pierre Frank. Elle publiait parfois des articles de Trotsky empruntés aux autres publications.

4. La presse avait fait état d'un témoignage de Jeanne Molinier selon lequel le cadavre n'était pas celui de Klement. L'intéressée devait démentir (cf. *Cahiers Léon Trotsky* n° 4), mais Trotsky n'a jamais pris en considération ce démenti.

s'applique à *La Vérité* dont le nom même a été volé. S'ils reproduisent à nouveau mes articles, je vous prie de poursuivre en justice pour vol littéraire les éditeurs de *La Commune* et de *La Vérité*. Il faut parler à ces messieurs le langage qu'ils comprennent.

UNE IDÉE FAUSSE¹

(22 octobre 1938)

Nous avons reçu d'un de nos lecteurs une lettre dans laquelle il se plaint qu'en dépit de la guerre qui vient, nous continuons, comme il dit, à nous occuper de dénoncer Staline. Cette lettre a été écrite au moment le plus aigu de la crise tchécoslovaque. Mais, si cela constitue une explication psychologique de cette lettre, ce n'en est en rien une justification politique.

La guerre sera bien entendu une terrible catastrophe. Mais elle est néanmoins la continuation de la politique d'avant-guerre des impérialistes. On ne peut faire la guerre autrement qu'en continuant et en développant la politique révolutionnaire d'avant-guerre. Nous n'avons ni ne pouvons avoir d'autres moyens ou outils, pour combattre la guerre, que l'organisation révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne. L'obstacle principal à l'unification et à l'éducation de cette avant-garde est aujourd'hui le soi-disant Comintern². La lutte pour une nouvelle organisation révolutionnaire capable de résister à la guerre ne peut par conséquent consister en rien d'autre que la lutte contre le poison que Staline a introduit dans les rangs du mouvement ouvrier. Quiconque, sous le prétexte du danger de guerre, recommande d'arrêter notre guerre contre le stalinisme est en train de désertier en fait les tâches révolutionnaires, tout en se couvrant de grosses phrases sur la catastrophe mondiale. Nous n'avons rien de commun avec cette idée fondamentale.

1. Note pour le *Bulleten* (T 4448) traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library. Il s'agit vraisemblablement de la prise de position sollicitée par Burnham à qui Trotsky avait déjà répondu (cf. p. 84).

2. Relevons que, contrairement à une interprétation traditionnelle, Trotsky ne trace pas à cette période un signe « égale » entre stalinisme et social-démocratie. Comme nous l'avons déjà remarqué dans les volumes précédents, c'est le stalinisme qui constitue pour lui l'obstacle *principal*.

LÉON JOUHAUX ET LOMBARDO TOLEDANO¹

(22 octobre 1938)

Au congrès pacifiste de Mexico², l'inimitable Léon Jouhaux³ s'est écrié : « Nous nous sommes réunis pour lutter contre le fascisme, pas contre l'impérialisme. » Cela voulait dire : il faut empêcher Hitler d'envahir les colonies françaises, mais il ne faut pas empêcher les esclavagistes français de piller « pacifiquement » leurs propres esclaves coloniaux. Après que la France et l'Angleterre aient capitulé devant Hitler, Jouhaux a trouvé un moyen de salut nouveau, plus neuf et plus sûr : convoquer une conférence internationale... pour le désarmement. « Même Hitler n'est pas exclu », ajoute cet incomparable anarcho-impérialiste. Malheureusement, Jouhaux ressemble beaucoup à ce lapin rusé qui proposait au loup d'aller avec lui chez le dentiste pour se faire arracher les dents. C'est donc là le honteux final des nombreuses années de campagnes pacifistes de Moscou ! Combien de dizaines de millions de dollars ces banquets, ces congrès, ces parades, ces voyages de Jouhaux et ces lettres pastorales de Romain Rolland⁴ ont-ils coûté aux ouvriers russes ?

Toledano, dans *Futuro*⁵, a commencé à se dissocier poliment et prudemment de Jouhaux — après que les partisans mexicains de la IV^e Internationale, à la grande surprise de Toledano, aient publié les commentaires de Lénine sur Jouhaux (ce fut une

1. Article (T 4445), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit du congrès contre le fascisme et la guerre qui s'était tenu au mois de septembre.

3. Léon Jouhaux (cf. n. 2 p. 39), ancien dirigeant syndicaliste révolutionnaire, rallié à l'union sacrée en 1914, était secrétaire général de la centrale française la C.G.T. et avait participé aux deux congrès de Mexico en septembre.

4. Romain Rolland (1866-1944), écrivain français, pacifiste pendant la Première Guerre mondiale, était devenu l'une des figures de proue des représentations pacifistes de l'Internationale communiste et un compagnon de route du stalinisme.

5. *Futuro* était la revue mensuelle de la C.T.M.

surprise pour Toledano, car il ne comprend ni Lénine, ni Marx). Peut-être Toledano daignera-t-il maintenant répondre clairement et précisément aux ouvriers. Sur quoi et avec qui est-il précisément en désaccord ? Approuve-t-il la politique de Staline ? Quel est, de façon générale, son programme ?

Nous le garantissons d'avance : Toledano ne répondra à aucune de ces questions. Pourquoi ? Il n'a rien à dire. Il est nu. Comme l'empereur d'Andersen⁶.

6. Hans Christian Andersen (1806-1875), écrivain danois, est l'auteur de *Contes célèbres* : le roi était nu et les courtisans rivalisaient d'hyperboles sur son costume !

DES TRAITRES DANS LE RÔLE D'ACCUSATEURS¹

(22 octobre 1938)

Les dépêches de presse nous informent que *Solidaridad Obrera*² blâme le prolétariat mondial parce qu'il n'a pas apporté à la révolution espagnole un soutien suffisant. Quelle hypocrisie ! L'accusation vient des mêmes sires qui, non seulement ont refusé de soutenir la révolution prolétarienne, mais ont également participé indirectement à sa liquidation. On peut considérer qu'il s'agit d'une véritable loi : toute révolution développe une puissance d'attraction proportionnelle au programme social réalisé par les masses soulevées. Le prolétariat tout entier a suivi le cours de la révolution espagnole en retenant son souffle tant qu'il constituait un authentique mouvement des masses pour le socialisme. La sympathie des ouvriers s'est transformée en étonnement, indignation, et, pis encore, en indifférence, quand Staline, Negrín et leurs associés ont commencé à étouffer la révolution espagnole avec le soutien des anarchistes de *Solidaridad Obrera*.

L'hypocrisie des accusations lancées contre le prolétariat mondial devient particulièrement claire à la lumière du procès des poumistes à Barcelone³. Nous ne nous étendrons pas sur les accusations selon lesquelles les dirigeants du P.O.U.M. étaient en relation avec les fascistes. Aucun individu pensant dans le monde entier n'ajoute foi à une aussi répugnante falsification. La seule accusation *sérieuse* dans la bouche du procureur est que le

1. Article (T 4450), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. *Solidaridad Obrera*, organe ancien de la C.N.T., était depuis 1936 son quotidien de Barcelone et l'un des principaux porte-parole de la tendance anarcho-syndicaliste.

3. Le procès du P.O.U.M. s'était ouvert à Barcelone le 1^{er} octobre. Parmi les accusés, Juan Andrade, Julián Gorkin, Pere Bonet, Gironella, etc. Ils avaient installé la photo d'Andrés Nin, assassiné alors qu'il avait été arrêté, sur le banc des accusés.

P.O.U.M. par sa conduite révolutionnaire « extrémiste », a compromis la révolution espagnole aux yeux de la démocratie à l'étranger, c'est-à-dire l'Angleterre et la France. C'est ce que dit en propres termes l'acte d'accusation. Cela veut dire que le gouvernement de Barcelone voulait faire une révolution... avec la permission des impérialistes anglais et français. La tâche du G.P.U. était d'empêcher les masses de dépasser les limites de ce qui était acceptable pour le roi George, pour Chamberlain, le président Lebrun⁴, etc. Mais on ne pouvait atteindre un objectif de cette importance qu'en liquidant le mouvement ouvrier et paysan, en détruisant le parti révolutionnaire et en mettant sur pied des tribunaux d'exception. Le prolétariat mondial peut répondre à ses accusateurs de *Solidaridad Obrera* : « Fermez-la, traîtres ! »

4. Trotsky désigne ici les chefs d'Etat de Grande-Bretagne et de France, dont le rôle personnel était insignifiant. George VI (1895-1952), ancien duc d'York, était monté sur le trône le 11 décembre 1936, à la suite de l'abdication de son frère aîné Edward VIII. Albert Lebrun (1871-1950), ingénieur des mines, député en 1900, sénateur en 1920, président du Sénat en 1931, avait été élu président de la République en 1932. C'était un homme très effacé.

[ÉCRIRE DE FAÇON SIMPLE]¹

(24 octobre 1938)

Ma chère Sara²,

J'espère que vous êtes arrivée chez vous en bonne condition et avez trouvé Louis³ O.K. Natalia s'est bien reposée pendant le voyage et les gars sont revenus sains et saufs.

J'ai reçu ici une lettre de Plotkin pour vous et je la joins. Je crois qu'il serait bien de cultiver cette nouvelle amitié. Vous pouvez peut-être mettre quelques-uns de nos amis de Chicago en relation avec lui, mais Louis et vous saurez quoi faire.

En ce qui concerne le nouveau journal⁴, je le trouve excellent et j'espère qu'il pourra continuer. Je voudrais me permettre d'insister sur une chose, qu'il faut écrire le plus simplement possible. Pour chaque article, il ne faut concrètement développer qu'une seule question, une seule idée. Chacun de ceux qui collaborent devrait avoir devant les yeux l'image d'un ouvrier très simple, à moitié instruit, et s'adresser à lui sans faire attention aux « bureaucrates » intellectuels du parti, etc. Martin Luther⁵ disait : « Quand je parle dans l'église en pensant à mon érudit ami Melanchthon⁶, je deviens un pauvre orateur ; mais quand je me dis à moi-même « Martin, tu es la personne la plus

1. Lettre à S. Weber (10834), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Sara Jacobs, dite Sara *Weber* (1900-1976), qui était née en Pologne et était venue aux E.-U. en 1920, était la femme d'un dirigeant de la section américaine. Elle avait été secrétaire de Trotsky en 1933-1934 à Prinkipo puis en France et était venue « dépanner » pendant quelques mois. Elle venait de rentrer.

3. Louis *Jacobs*, dit Jack *Weber* (né en 1896) avait rejoint la C.L.A. au début des années 30 (et non en 1928, comme nous l'avons écrit par erreur dans le tome II).

4. Le *Socialist Appeal* paraissait deux fois par semaine.

5. Martin *Luther* (1483-1546) est le père de la Réforme protestante en Allemagne. *Melanchthon* était le surnom précisé de Philipp *Schwarzerd* (1497-1560) qui fut son proche collaborateur.

intelligente ici dans cette église et tu dois parler à ces gens stupides », alors je suis très bon. »

Ma chère Sara, vous nous manquez et, avec Natalia, nous pensons souvent à vous ; d'un autre côté nous sommes satisfaits que Louis ne soit plus seul. Remerciements cordiaux, cordiaux, cordiaux, à vous deux. Nous vous embrassons, vous et Louis, avec affection.

[PERSPECTIVES AMÉRICAINES]¹

(24 octobre 1938)

Cher Ami,

Merci beaucoup pour vos lettres, surtout l'important rapport sur le congrès². Je n'ai pas encore reçu quoi que ce soit en dehors de votre rapport, pas une seule lettre, pas un seul document.

Je vous envoie un long article sur la situation internationale, etc., également l'enregistrement d'un discours de quinze minutes. J'ai été très occupé et toute cette affaire avec le discours, je l'ai faite à la hâte. Dans une autre occasion, je promets de faire mieux.

Je suis maintenant entièrement absorbé par mon livre, au moins pour six semaines. Peut-être alors pourrai-je consacrer une semaine de plus aux questions du parti.

En ce qui concerne les documents, conservez-les, je vous prie, de façon absolument sûre. Quand les archives complètes arriveront, je demanderai à Glenner de les ranger³, mais il n'est pas nécessaire qu'il perde son temps à un travail partiel.

Je suis très heureux que votre appréciation de la situation dans le parti soit optimiste et j'espère avec vous que tout continuera de façon satisfaisante. Il semble que la conjoncture s'améliore. Pendant les deux derniers mois, je n'ai pas suivi de près la vie économique des États-Unis et je ne puis juger si cette amélioration est plus ou moins durable. En tout cas, même une amélioration économique de courte durée est positive pour notre parti. Nous sommes trop faibles pour une situation critique immédiate. Nous pouvons mettre à profit et nous mettrons à

1. Lettre à J. Cannon (7535), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit de la conférence internationale de septembre.

3. Glenner était le pseudonyme de Jan Frankel : lui et Van étaient les seuls à parfaitement connaître le contenu des archives, ainsi que les problèmes qui y étaient traités.

profit même un bref report de ce dénouement. D'un autre côté, l'adoucissement de la crise serait favorable à la trésorerie du parti et vous permettrait de créer votre propre imprimerie, ce qui est une condition élémentaire pour un travail sérieux.

[UN EFFONDREMENT TOTAL]¹

(24 octobre 1938)

Cher Camarade McDonald²,

Vous avez écrit un article excellent et je vous remercie beaucoup d'avoir rappelé le mien à cette occasion³.

Vous avez gardé le silence dans votre lettre sur les questions politiques. C'est un mauvais symptôme, surtout quand j'apprends que Solow a publié un article dans le *New Leader*⁴. C'est un effondrement total. On peut dans les conditions actuelles écrire dans le *Sun*⁵, dans la *Jewish Frontier*, même dans *Hearst*, mais pas dans le *New Leader*. J'ai l'impression que votre ancien groupe, y compris mademoiselle Anita Brenner⁶ est en train d'évoluer dans une direction très douteuse. Je serais heureux d'apprendre que vous faites exception.

1. Lettre à John McDonald (8962) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. John *McDonald* (né en 1906), d'abord sympathisant du P.C. américain s'en était séparé à cause de sa politique allemande. Avec son ami Solow, il avait adhéré à la C.L.A. à la veille de la constitution du W.P.U.S. Il avait travaillé pour la commission d'enquête et fréquenté en ami la maison de Coyoacán.

3. McDonald avait écrit un remarquable article sur « Le Droit d'asile », son histoire et sa remise en cause à l'époque contemporaine.

4. Herbert *Solow* (1903-1964) avait animé un groupe d'intellectuels juifs de New York, le groupe Menorah, à la fin des années vingt. Proche du P.C. il avait commencé à organiser la lutte contre lui à partir de 1933 et avait rejoint pour quelque temps la C.L.A. Il avait participé à la campagne des trotskystes américains à Minneapolis et à Sacramento (dans l'affaire Norman Mini). Il était personnellement hostile à Cannon et à ses proches comme Morrow. Trotsky appréciait beaucoup son intelligence et son talent de grand journaliste, mais pensait qu'il ne faisait dans le mouvement ouvrier qu'un petit tour avant de s'en aller. Le *New Leader* était un organe socialiste très proche des milieux centristes, dans lequel Solow allait effectivement écrire quelques articles précieux sur l'affaire Robinson-Rubens.

5. Le *Sun* de Baltimore, *Jewish Frontier*, journal pro-sioniste et évidemment la « chaîne » du magnat William Randolph *Hearst* (1863-1951), ultrar réactionnaire, ne « compromettaient » pas autant, selon Trotsky, que la collaboration à un journal avec qui l'auteur pouvait être confondu.

6. Anita *Brenner* (1905-1974) était aussi une ancienne du groupe Menorah — que Trotsky appelle « votre ancien groupe » — et n'avait pas rejoint les trotskystes après sa rupture avec le P.C.

[TOUJOURS LA BROCHURE D'OLMINSKY]¹

(26 octobre 1938)

Cher Camarade,

En 1921 a été publié à Moscou-Pétersbourg le livre d'Olminsky, *L'Époque de Zvezda et de la Pravda*². A la page 61, on y trouve la phrase suivante : « Il est du devoir des travailleurs conscients de faire entendre leur voix contre les tentatives scissionnistes à l'intérieur de la fraction, d'où qu'elles viennent. » Il s'agit d'une citation d'un article de Staline paru dans le n° 47 de la *Pravda*. Cette citation est extrêmement importante ; malheureusement, ne possédant pas l'article, je ne peux pas juger avec précision à quoi se rapporte cette phrase qui, à mon avis, est entièrement dirigée contre la politique de Lénine à cette époque. Je vous serais très reconnaissant de consulter le livre d'Olminsky ; notamment le passage qui comporte cette citation. J'ai beaucoup de notes sur mon livre, mais elles concernent l'histoire de la *Pravda* et la biographie de Lénine. Il serait important de voir *ce qu'écrit Olminsky sur Staline, si toutefois il en parle*.

J'espère que vous avez reçu le manuscrit de l'article « Une Leçon toute fraîche ». Il est destiné à *New International*. Le camarade Isaacs recevra, s'il ne l'a déjà reçue, la traduction française corrigée par moi. Cela vous permettra de vérifier la vôtre d'après celle d'Isaacs, afin de corriger les éventuelles incompréhensions.

Je serais heureux que vous me donniez des informations sur la situation dans le parti, notamment dans l'organisation de New York. Il semble que les problèmes de l'été soient terminés, que le moral soit meilleur et que le travail ait repris, plus intense et plus juste.

1. Lettre à J. Vanzler (10918), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. p. 86.

[L'ÉCLECTISME EN ART]¹

(27 octobre 1938)

Cher Camarade Breton²,

Le but de cette lettre est d'éclaircir un point qui pourrait donner lieu à des malentendus déplorables. Dans une de mes lettres à *Partisan Review*, je donnais le conseil d'avoir, envers les différentes tendances artistiques, une attitude critique, expectative et « éclectique »³. Cela pourrait vous paraître étrange, car généralement je ne suis guère le partisan de l'éclectisme. Mais il faut bien discerner le sens de ce conseil. *Partisan Review* n'est pas la revue d'une école artistique. C'est une revue marxiste consacrée aux problèmes de l'art. Je ne crois pas que le marxisme puisse s'identifier avec une école de l'art. Il doit avoir pour les différentes écoles artistiques une attitude critique et amicale. Mais chaque école artistique doit être fidèle à elle-même. Voilà pourquoi il serait absurde d'adresser, par exemple, aux surréalistes, le conseil de devenir éclectiques. Chaque tendance artistique a le droit absolu de disposer d'elle-même. C'est d'ailleurs le sens de votre manifeste⁴.

1. Lettre à A. Breton (7429), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. L'écrivain surréaliste français André Breton (1896-1966) avait séjourné plusieurs mois au Mexique, habité dans la maison de Rivera et beaucoup fréquenté Trotsky avec qui il avait écrit le Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant (cf. *œuvres*, 18, pp. 198-211).

3. Cf. *Œuvres*, 18, pp. 82-93. *Partisan Review*, dirigée depuis 1936 par des hommes qui avaient rompu avec le stalinisme au moment du premier procès de Moscou, avait fait bien des efforts pour obtenir la collaboration de Trotsky.

4. Il s'agit en réalité du « Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant » que Trotsky avait écrit avec Breton, mais qui était signé de Rivera. Cf. *Œuvres*, 18, pp. 198-211.

[PRÉCISIONS JURIDIQUES]¹

(27 octobre 1938)

Cher Camarade²,

J'ai reçu vos lettres concernant la question de Sieva³. Je dois apporter quelques précisions juridiques. Dans la déposition de Jeanne⁴, il se trouve l'affirmation que Léon Sedov était le fils naturel de Trotsky. Ce n'est pas correct au point de vue juridique. Mon mariage avec Natalia⁵ fut légalisé selon les lois soviétiques. J'ai pris le nom civil de ma femme et, dans les documents avec lesquels je suis sorti à l'étranger, mon nom est Léon Sedov. Léon Sedov est mon fils légal. Pour Sieva, la question est bien claire du point de vue juridique. Zinaïda était la fille de mon premier mariage⁶. Elle s'est mariée légalement avec le professeur Volkov dont elle portait le nom⁷. Sieva porte le nom de son père, c'est-à-dire Volkov⁸.

De quel conseil de famille peut-il être question ? Juridiquement, Jeanne n'appartient pas à la famille. Je suis donc le seul

1. Lettre à G. Rosenthal (9823), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Gérard *Rosenthal* (né en 1903), pionnier de l'opposition de gauche en France et dirigeant du P.O.I., était aussi l'avocat de Trotsky qui l'avait chargé de reprendre en son nom son petit-fils.

3. Sieva était le prénom familier de Vsiévolod P. *Volkov* (né en 1926), fils de la fille aînée de Trotsky, qui avait été élevé depuis la mort de sa mère par son oncle Léon Sedov et la compagne de celui-ci, Jeanne.

4. Jeanne *Martin des Pallières*, épouse *Molinier* (1897-1961) était devenue la compagne de Sedov après un séjour effectué à Prinkipo en 1930. Trotsky pensait à cette époque qu'elle cherchait à conserver légalement la garde de l'enfant qu'elle avait eue de fait.

5. *Natalia I. Sedova* (1882-1962) était devenue la compagne de Trotsky au cours de son premier exil : ils eurent deux garçons, Léon et Serge.

6. Trotsky s'était marié une première fois, en prison, avec Aleksandra Lvovna Sokolovskaïa. Zinaïda était née en 1901 et se suicida à Berlin en 1933.

7. Platon I. Volkov fut déporté en 1929 ; les dernières informations le concernant remontent à 1935. Il avait été tout près du suicide.

8. Devenu mexicain, il s'appelle aujourd'hui Esteban Volkow

parent de sang de Sieva à l'étranger et si j'avais la possibilité de me déplacer librement, c'est-à-dire d'aller à Paris pour prendre Sieva, il n'y aurait pas de question juridique du tout. Dans une lettre que Jeanne a envoyée peu après la mort de Léon, elle insistait pour que je décide aussi tôt que possible du sort de Sieva, c'est-à-dire que je le laisse avec elle ou que je le prenne avec moi. Elle n'a pas contesté un seul instant mon droit de disposer du sort de Sieva. Telle est la situation juridique, autant que je puisse l'apprécier.

J'attends depuis longtemps la réponse de Grasset⁹ sur mon nouveau livre. Grasset se tait. Ce sont peut-être les grands événements internationaux qui l'ont ébranlé ?

Quelques mots sur Breton. Je ne crois pas que nous puissions, en tant que parti, exiger de lui de faire sa revue littéraire comme une revue du bloc. Il représente l'école surréaliste. Nous ne portons pas la moindre responsabilité pour lui ; dans le domaine de l'art qui, pour lui, prime tout, il a naturellement le droit le plus absolu de disposer de lui-même. Il ne s'agit pas pour nous de mêler des tendances artistiques, mais de les grouper, telles qu'elles sont, pour une lutte commune contre les attentats totalitaires envers l'art. Toute tentative de notre part de subordonner les tendances artistiques comme telles à un intérêt politique ne pourrait que nous compromettre aux yeux des vrais artistes.

Il est vrai que j'ai donné à *Partisan Review* le conseil d'avoir dans les questions artistiques une attitude « éclectique ». Mais *Partisan Review* n'est pas la revue d'une école artistique. C'est une revue marxiste pour les questions de la littérature, de l'art, etc.

9. Bernard Grasset (1881-1955) avait édité récemment *La Révolution trahie* et Trotsky lui avait proposé *Staline*.

[UN TEST]¹
(27 octobre 1938)

Cher Ami²,

J'ai reçu votre lettre en deux copies, avec le conseil de m'adresser directement à Jeanne. Je dois avouer que toutes mes tentatives d'arranger les questions par la correspondance directe non seulement n'ont pas donné de résultats positifs, mais ont terriblement embrouillé les choses. Vous ne connaissez qu'une petite partie de notre correspondance avec Jeanne.

Cela ne veut pas dire que je me refuse à entrer éventuellement en correspondance avec elle, si je puis m'en promettre quelque avantage. En tout cas, j'attendrai la réponse de Sieva (j'espère bien qu'il a reçu une des copies de ma lettre³). Si je ne reçois pas de réponse de Sieva, cela signifierait à mes yeux que Jeanne a pris dans cette question la même attitude que dans la question des archives, c'est-à-dire celle de l'obstruction et des chicanes. En ce cas-là, le renouvellement de la correspondance personnelle ne pourrait que l'encourager. L'absence de réponse de Sieva signifierait la nécessité d'entreprendre une action légale.

Je ne parle pas ici des grands événements qui ont ébranlé la France et l'Europe. La guerre me paraît absolument inévitable, et dans un avenir assez proche.

1. Lettre à Rosmer (9901), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Alfred Griot, dit *Rosmer* (1877-1964), membre en 1914 du noyau internationaliste de *La Vie ouvrière*, était depuis cette époque un ami personnel de Trotsky. Les relations entre les deux hommes s'étaient interrompues entre 1930 et 1936. Rosmer jouissait de la confiance de Trotsky et l'avait représenté personnellement dans les difficiles négociations pour récupérer les archives confiées à Sedov et qui se trouvaient aux mains de Jeanne Martin.

3. Trotsky avait écrit à son petit-fils le 19 septembre ; ayant appris que l'enfant n'avait pas eu cette lettre, il en avait envoyé des copies à Marguerite Rosmer pour qu'elle lui en remette une.

[LE MÉCONTENTEMENT DE DIEGO]¹

(30 octobre 1938)

Cher Ami,

Je dois vous entretenir de la question de Diego Rivera. Il est extrêmement mécontent de la résolution du congrès².

1. Diego Rivera a protesté avec beaucoup d'insistance contre le dernier paragraphe de la motion qui recommande que Rivera n'appartienne pas à la section mexicaine et qu'il travaille directement sous le contrôle du sous-comité latino-américain. Comment cette décision est-elle arrivée ? Pendant un an, j'ai observé le travail de Diego Rivera dans la Ligue. Il représentait pour lui une série de sacrifices personnels inutiles et d'offenses personnelles. A plusieurs reprises, j'ai exprimé mon opinion que Diego ne devrait pas occuper de postes administratifs dans la Ligue. Mais, en tant que membre de la Ligue, il a toujours été proposé à des postes et il ne pouvait trouver la possibilité de refuser. Et alors, les conflits dont vous connaissez l'origine ont recommencé. C'est ainsi qu'est née l'idée qu'il ne faudrait pas considérer Diego comme un membre de la Ligue mexicaine, mais comme un membre de notre équipe latino-mexicaine. C'était mon idée personnelle. J'en ai discuté avec Diego lui-même. Il ne s'y est pas opposé. A cette époque il avait découvert pour sa part que le mieux pour lui, en tant que peintre et en tant que révolutionnaire, serait de ne pas être engagé dans le travail quotidien, la routine de la Ligue mexicaine. C'est dans ce sens que j'ai discuté cette question avec vous. Ma formulation,

1. Lettre à J. P. Cannon (7536), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. La conférence de septembre (« conférence de Lausanne ») avait voté une résolution sur la section mexicaine qui prévoyait la mise à l'écart pour un temps des deux protagonistes de la scission, Octavio Fernández et Luciano Galicia. Elle prévoyait également que Diego Rivera ne militerait pas dans la section mexicaine et le peintre y voyait une sanction inacceptable.

comme vous devez bien vous le rappeler, était : « Diego est une acquisition de la IV^e Internationale trop précieuse pour nous permettre de laisser son sort entre les mains de l'attitude de Galicia³ et compagnie ». Vous, Shachtman et Dunne⁴ étiez entièrement de cet avis.

Je suis absolument certain que c'est là l'origine du dernier paragraphe de la résolution.

Mais je dois reconnaître que la formulation n'est pas heureuse et peut donner prétexte à de mauvaises interprétations et des insinuations. Je ne crois pas personnellement qu'il était nécessaire de *publier* cette partie de la résolution. Mais c'est fait et il est maintenant nécessaire d'expliquer la véritable signification de cette décision, à savoir (a) le congrès n'a bien entendu pas interdit à Diego d'appartenir à la Ligue mexicaine. Une pareille décision serait évidemment réellement incompatible avec sa dignité révolutionnaire. En fait, chaque membre de la IV^e Internationale est obligé d'appartenir à sa section nationale. Le Congrès a fait *une exception* pour Diego, en lui donnant le droit et le conseil de ne pas appartenir à la section mexicaine mais de développer son activité sur une arène plus large : panaméricaine et internationale. La raison de cette décision était que quelques dirigeants mexicains ne comprenaient pas suffisamment l'importance, pour la IV^e Internationale dans son ensemble, d'une personnalité mondiale comme Diego Rivera. Je crois que, sous une forme ou sous une autre, cette idée, qui est le véritable sens de la décision du Congrès, devrait être exprimée dans notre presse internationale. Ce pourrait être fait par exemple sous la forme d'une déclaration du comité panaméricain en réponse à des questions sur le véritable sens de la décision concernant Diego Rivera. A mon avis il faut le faire aussi vite et aussi catégoriquement que possible.

2. Les autres objections que Diego Rivera a faites dans des discussions personnelles avant la publication de cette résolution

3. Luciano Galicia (né en 1915), enseignant, avait sympathisé avec l'Opposition de gauche alors qu'il était élève-maître et membre du P.C. Il l'avait rejointe en 1934. Depuis, il avait été à l'origine des bruyantes querelles fractionnelles dans la Ligue, qu'il avait commencé par quitter, qu'il avait dissoute, puis reconstituée. Il avait pris des positions publiques qui avaient conduit Trotsky à le désavouer. Il avait exclu Diego Rivera de la direction de la Ligue et était engagé dans une lutte de tous les instants contre le groupe Fernández et, d'une certaine manière contre Trotsky et le S.I.

4. Vincent R. Dunne (1889-1970), vétéran des I.W.W. à 17 ans, avait été un des pionniers du P.C. puis de l'Opposition de gauche, l'âme, avec Skoglund, des grèves de Minneapolis en 1934. Il faisait partie de la délégation qui avait séjourné au Mexique en mars précédent.

semblent être balayées par le texte de la résolution. (a) La Ligue de Galicia n'est pas reconnue comme notre section. (b) La nouvelle section devrait être reconstruite sur la base d'un véritable travail de chacun conformément aux décisions du congrès, surtout dans le travail syndical. Galicia et Fernández⁵ sont privés du droit d'occuper pendant un an un poste responsable dans la section mexicaine. (c) C[urtiss]⁶ est nommé représentant du bureau international au Mexique.

Toutes ces décisions correspondent à mes yeux aux propositions que nous avons élaborées ici avec Diego lui-même. (Pour ma part, je m'opposerais à ce que Fernández soit mis sur le même plan que Galicia : je préférerais par exemple qu'il ne soit relevé de fonctions que pour six mois, mais c'est sans importance).

Le camarade C[urtiss] dit que tous les anciens membres de la Ligue essaient maintenant de rétablir leur réputation. Nous ne devons pas être trop confiants. L'expérience passée est ici très mauvaise. Pour ma part, je suis totalement convaincu que Galicia recommencera ses manœuvres. La résolution du Congrès nous arme suffisamment pour empêcher de telles manœuvres et ne pas lui permettre de gagner de nouveau l'écrasante majorité de l'organisation. L'avenir montrera comment la sélection peut se poursuivre. Soin attentif et prudence sont obligatoires. Mais il est clair que toute l'expérience mexicaine commence maintenant à un niveau *nouveau, supérieur* et sous le contrôle de notre organisation internationale. Cette nouvelle expérience aura une grande valeur éducative pour les membres de la future section mexicaine.

En ce qui concerne la revue théorique, elle devrait, à mon avis, rester absolument indépendante de la future section mexicaine. *Clave* s'adresse à tous les partisans et sympathisants de la IV^e Internationale de langue espagnole. Ce n'est pas non plus un organe officiel de la IV^e Internationale. Le comité de rédaction est composé de trois membres de la IV^e Internationale (Diego Rivera, C[urtiss] et moi) et trois sympathisants (les frères

5. Octavio *Fernández Vilchis* (né en 1914) avait tenté de maintenir la Ligue communiste depuis des années au Mexique. En 1937, il avait été la cible de Galicia qui l'accusait d'être l'homme de paille de Trotsky. La conférence internationale l'avait également écarté, mais il collaborait étroitement avec Trotsky à la publication de *Clave*.

6. Charles *Curtiss* (né en 1908), qui avait appris le métier de linotypiste pour la presse de l'organisation, avait déjà passé presque une année au Mexique pour aider la section de ce pays en 1934. Il venait de revenir en qualité de représentant du comité panaméricain, avec sa femme Lillian, qui devait travailler au secrétariat de Trotsky.

Zamora et Ferrel⁷). Pour la période prochaine, je crois que la revue devrait continuer telle qu'elle est. C'est aussi l'opinion de Diego et de C[urtiss]. Ce serait bien que le comité panaméricain nous confirme dans la composition du comité de rédaction et le fait que nous dépendons tous les trois du comité panaméricain.

7. Adolfo *Zamora* Padilla (né en 1907) était le jeune frère de Francisco Zamora. Il avait fait ses études de droit en Europe où il était devenu marxiste. Il était avocat et la collaboration avec Trotsky allait le rapprocher beaucoup de lui. José *Ferrel* était un intellectuel qu'il avait amené à Trotsky mais qui restait plus éloigné sur le plan politique.

[PETITES NOUVELLES]¹

(31 octobre 1938)

Cher Camarade Emil²,

Nous avons reçu vos lettres et la photo excellente qui nous a fait une très bonne impression à nous tous. Joe m'a dit qu'il a répondu à votre première lettre. J'espère que vous avez déjà reçu sa réponse. Ces quelques lignes ne sont pas la véritable lettre que je souhaite écrire, mais sont simplement la reconnaissance de l'arrivée de votre lettre et de la photo.

Nous avons reçu aussi une lettre du camarade Ray [Rainbolt]³ et une copie d'une lettre d'un ouvrier parlant du mot d'ordre de Farmer-Labor Party. Je n'ai pas encore répondu au message de Ray parce que pour un temps je suis complètement absorbé par un travail très urgent.

Ray nous a parlé de votre activité énergique et fructueuse dans les syndicats. Inutile de dire que cette information nous a réjouis.

Natalia et moi nous rappelons souvent votre séjour ici avec une chaude amitié. Nous vous envoyons à vous et votre famille nos saluts de camarades.

1. Lettre à E. Hansen (8432), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Emil Hansen (né en 1906), surnommé « Le gros Danois » — il pesait 225 livres — était l'un des dirigeants du Local A.F.L. 344, vétéran des luttes syndicales : il avait séjourné à Coyoacán.

3. Ray Rainbolt (1896-1978), Indien américain, ancien combattant de la Première Guerre mondiale, avait été le principal organisateur des piquets de grève lors des grèves de Minneapolis en 1934. Il était « organizer » du Local 544, commandant de la milice ouvrière des Defense Guards, l'un des « spécialistes militaires » du S.W.P.

[REMERCIEMENTS POUR LE B.O.]¹

(3 novembre 1938)

Chère Raia²,

Vous êtes véritablement merveilleuse. Merci, merci infiniment de vous occuper du *Biulleten* et d'y travailler. Je vous prie de transmettre mon cordial salut et mes remerciements sincères à la camarade Sylvia Bleeker³ pour son travail pour le *Biulleten*. Actuellement, il m'est très difficile, presque impossible, d'écrire des articles spécialement pour le *Biulleten*, parce que, même sans cela, je ne me suis pas assez occupé du livre le mois dernier. Pour remplir le contrat, je dois consacrer les neuf dixièmes de mon temps au livre. Et, du point de vue politique, sa publication le plus tôt possible est absolument nécessaire.

Ici, à Coyoacán, tout est plus ou moins comme avant. La différence, c'est que nous consacrons plus de temps au jardin, nous y plantons des cactus, nous cultivons des légumes.

Nous pensons souvent à vous avec tendresse.

Cordial salut de N. I. et de moi, à vous et à Max⁴.

1. Lettre à R. Spiegel, archives Raia Dunaievskaia.

2. Rae Spiegel (née en 1910), plus tard connue sous le nom de Raia Dunaievskaia, avait été secrétaire de Trotsky pendant plusieurs mois et était restée en termes amicaux avec la famille après son départ de Coyoacán.

3. Sylvia Bleeker (née en 1901) était d'origine russe et avait milité tout jeune en Russie avant d'émigrer aux Etats-Unis avec sa famille. Membre du P.C., elle avait été sa candidate au congrès en 1930 ; elle avait eu d'importantes responsabilités à New York dans un syndicat, Needle Trades Workers Industrial Union, avant de rejoindre en 1930 l'Opposition de gauche. Elle se préparait à aider le *B.O.* notamment en animant le club des amis du *Biulleten Oppositsii*.

4. Max Shapiro dit Max Sterling (né en 1907) était le compagnon de Rae. Il avait visité Trotsky à Honefoss en 1935, puis à Coyoacán pendant le séjour de cette dernière.

[QUESTIONS MATÉRIELLES ET VISAS]¹

(3 novembre 1938)

Cher Ami,

J'ai « perdu » du temps pour l'article « Une Leçon toute fraîche » et pour d'autres, de sorte que je consacre maintenant tout mon temps au livre sur Staline. Je n'ai même pas trouvé de temps encore pour lire le matériel que vous m'avez envoyé du comité pan-américain².

Votre situation matérielle m'a beaucoup inquiété. Si la vente des archives se fait, votre existence sera assurée, pour un certain temps au moins. Ce n'est pas seulement que vous avez un droit indiscutable à une « commission », mais j'espère aussi que vous pourrez travailler pour l'institution en question. Ce serait excellent à tous égards.

La proposition de l'université de Chicago me semble très insuffisante, surtout si on considère non seulement les documents de l'Opposition russe mais aussi la préhistoire de la IV^e Internationale. Dans le dernier cas, ils devraient à mon avis payer le double. Cependant vous êtes assez familier avec cette question et je suis sûr que tout sera fait pour empêcher les « Yankees » de nous dépourvoir.

La situation ici est presque inchangée. Les staliniens continuent à acquérir une influence importante dans la bureaucratie. Dans la C.T.M., une lutte cachée se déroule entre tolédanistes et staliniens et on peut affirmer qu'il y aura bientôt une explosion. Je continue à me tenir très éloigné des affaires mexicaines.

1. Lettre à J. Frankel (8174) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Quelques mois après son arrivée au Mexique, Frankel (qui s'appelait Glenner dans le S.W.P.) avait pris en main l'animation du comité pan-américain où il figurait sous le nom de José López (nombre de lettres et articles, ainsi que des rapports signés de ce nom, figurant dans les « papiers d'exil » ne sont pas identifiés dans la première édition du catalogue comme émanant de lui).

Pour « l'administration » interne, tout va toujours bien. Nous consacrons beaucoup de temps au jardin. Même Van³, l'intellectuel pur, est devenu un peu jardinier.

J'ai reçu une lettre de Šolze⁴. Il demande si il peut venir au Mexique et si je suis prêt à écrire une préface à son livre sur la Tchécoslovaquie. Prière de lui transmettre le message suivant :

(1) Sauf dans le cas d'Otto Schüssler⁵ qui a été finalement réglé, nous n'avons eu aucun succès dans nos efforts pour obtenir des visas pour nos amis européens. La bureaucratie est ou bien réactionnaire ou bien prosoviétique. Cependant, cela n'exclut pas la possibilité que nous puissions y arriver dans ce cas exceptionnel, si nous nous adressons directement à la plus haute autorité du pays. Bien sûr, je suis prêt à faire tout mon possible, mais il faut que je sache qui Šolze est en réalité : un Allemand, un Juif, un citoyen tchèque, son âge, etc. Tout argument qui pourrait être avantageux pour lui devrait être communiqué.

(2) Bien entendu, je suis prêt à rédiger une préface pour le livre de Šolze⁶.

Je ne lui écris pas directement parce que personne dans la maison n'écrit l'allemand et parce que j'espère que vous pourrez plus facilement l'atteindre en lui écrivant.

3. Van est le nom familial de Jean van Heijenoort (né en 1912), qui avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo, en France, au début du séjour en Norvège et était arrivé via les États-Unis en même temps que lui au Mexique. C'était un mathématicien, mais ses responsabilités auprès de Trotsky l'avaient obligé à n'être pas qu'un « intellectuel » ! Mais Trotsky aimait le plaisanter là-dessus.

4. Šolze (ou Šolz, ou encore Scholze en allemand) était à l'époque le pseudonyme d'Alois Neurath (1886-1952), vieux-socialiste de langue allemande du pays sudète qui avait fondé la section de langue allemande du P.C.T. et ce parti lui-même. Il avait été secrétaire du parti, membre de l'exécutif de l'I.C. D'abord zinoviéviste, il avait rejoint en Tchécoslovaquie en 1928 l'opposition brandlérienne et avait rompu avec elle en juillet 1932. Son groupe, *Avant-Garde*, était en fraction dans le parti social-démocrate, et il avait été partie prenante au mois de mars précédant dans la fusion avec les groupes de *Jiskra* et de *Proletař*.

5. Otto Schüssler (1905-1982), ancien ouvrier emballeur de Leipzig, avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo. Puis, sous le nom d'Oscar Fischer, il avait dirigé la section allemande en exil, les I.K.D. et participé au S.I. Trotsky avait obtenu pour lui un visa en le revendiquant comme son secrétaire de langue allemande.

6. Sous le pseudonyme de Jaroslav Černý, Neurath venait de publier à Brno un livre en allemand sur la situation en Tchécoslovaquie (*Die Entscheidung entgegen*) : cf. *Œuvres*, 18, pp. 290-293.

[RÉPONSES ET CONSEILS]¹

(3 novembre 1938)

Cher Camarade²,

1) Je suis désolé qu'on ne vous ait pas indiqué avec précision les documents que nous avons reçus de votre part. J'espère que cela sera fait plus attentivement désormais. Il me semble que nous avons reçu tout ce que vous nous avez envoyé.

2) Bien évidemment, toutes les lettres que je vous écris s'adressent aussi pleinement au camarade Etienne³. Je sais l'importance du travail qu'il effectue. J'écris à votre adresse car c'est vous qui entretenez la correspondance.

3) Ce que vous notez au sujet de l'enquête judiciaire en critiquant ma lettre au juge d'instruction⁴ est très important en soi mais ne modifie pas mes conclusions sur l'inutilité totale de l'enquête. Vous vous basez sur vos témoignages honnêtes ; je m'appuie exclusivement sur les documents de l'enquête de police ; les faits y sont présentés tels que je les expose. Vous devez communiquer vos informations au juge d'instruction. Le fait qu'un policier ait suggéré à Simkov la thèse d'un meurtre des trotskystes⁵ revêt une extrême importance. Il faudrait le publier dans *Lutte ouvrière*.

4) Je vous envoie un long article sur la situation internationale. Je réagis aux événements au moment où ils se produisent, mais il faut tenir compte du retard important que prennent les articles pour vous parvenir. On ne peut rien y faire.

1. Lettre à L. Estrine (7724), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. En dépit de ce masculin de précaution, la lettre est bien adressée à Lola Estrine.

3. Etienne était le pseudonyme de parti de Mordka Zborowski (né en 1908), l'agent que le G.P.U. avait réussi à infiltrer auprès de Sedov et qui s'occupait du *Bulleten* avec L. Estrine.

4. *Œuvres*, 18, p. 246.

5. Les deux enfants du Dr Simkov, directeur de la clinique Mirabeau dans laquelle était mort Sedov, avaient péri dans une sablière et le médecin avait, selon certains journalistes, envisagé l'hypothèse d'une « vengeance » des trotskystes !

DISCUSSION SUR L'AMÉRIQUE LATINE¹

(4 novembre 1938)

Trotsky. — Plusieurs de nos camarades ont proposé une discussion générale sur la situation politique au Mexique et en Amérique latine, en fonction du retour du camarade Charles Curtiss². Ce sera une discussion de caractère général, avec l'unique objectif d'informer les camarades sur la situation.

Curtiss. — *J'ai passé les tout derniers jours à essayer de mettre un peu d'ordre et d'unité dans mes notes. Je connais mieux la situation locale au Mexique que dans le reste de l'Amérique latine.*

Il me semble que les camarades, à Porto-Rico, à Cuba, au Mexique et dans d'autres pays, autant que j'aie pu m'en rendre compte, abordent de façon très mécanique les problèmes de la révolution permanente. Ils prennent une idée, l'arrachent de son contexte et je pense que c'est en partie l'origine des difficultés dont vous avez entendu parler dans la situation au Mexique.

Avant tout, il y a une incompréhension de la question du saut par-dessus les étapes. La littérature du mouvement révolutionnaire est rédigée principalement du point de vue des pays industriels avancés, et n'est comprise qu'à la lumière de ces pays. Ainsi, par exemple, c'est de cette façon que nos camarades mexicains comprennent cette question de sauter par-dessus les étapes. Pourquoi, au Mexique, ne pas sauter par-dessus les prochaines étapes et arriver directement à celle de la révolution prolétarienne ?

On ne fait aucun effort pour considérer le mouvement du point

1. Compte rendu sténographique d'une discussion à Coyoacán avec Trotsky, Charles Curtiss et les gardes américains (T 4453), traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Charles Curtiss qui avait séjourné au Mexique était considéré comme un spécialiste. Les gardes souhaitaient une information concrète sur la situation politique au Mexique. Curtiss n'était au Mexique de nouveau que depuis quelques jours.

de vue de la réalisation des tâches démocratiques. On n'a pas l'habitude de les penser de cette façon et on donne ainsi naissance à de multiples malentendus et incompréhensions. Par exemple, c'est une vraie question que les rapports, au Mexique, entre la bourgeoisie libérale et notre mouvement, la IV^e Internationale. Quand on essaie de corriger les camarades mexicains, ils posent la révolution permanente comme une abstraction et reprennent leur refrain : « Le camarade Trotsky renie ses principes pour le Mexique, parce qu'il veut garder son asile. » Ce n'est pas toujours exprimé nettement, mais c'est dans la pensée des camarades.

Il n'est pas très difficile de discuter cette idée en utilisant le cas de la Chine, dans la mesure où il est très similaire. Notre attitude est en général identique dans le cas des autres pays à problèmes semi-coloniaux. Là, les camarades n'ont pas lu particulièrement et ils ne sont pas non plus particulièrement intéressés par ces problèmes. Ce qui les intéresse, c'est ce qui les frappe immédiatement.

Il faut donner une explication sur les relations entre notre mouvement et le mouvement démocratique général. Il faut mettre l'accent sur l'étude de chaque cas concret. Par exemple, si le socialisme était réalisé aux Etats-Unis, il serait possible pour tous les pays de sauter ces étapes intermédiaires. Il faut prendre en considération toutes les circonstances particulières et essayer de les télescoper dans un laps de temps plus court.

Trotsky. — Sur la question de la révolution permanente dans les pays coloniaux...

Curtiss. — Juste une minute, si c'est possible : je voudrais souligner une question supplémentaire. L'incompréhension par les camarades dirigeants de cette question concrète provoque des difficultés et des obstacles qui nous rendent pratiquement impossible au Mexique d'aborder le mouvement des masses, le mouvement populaire de façon générale.

Trotsky. — Oui, je crois que le camarade Curtiss a raison. La question a une énorme importance et le schématisme dans la formule de la révolution permanente peut devenir et devient, de temps en temps, extrêmement dangereux pour notre mouvement en Amérique latine.

Que l'histoire puisse sauter des étapes, c'est évident. Par exemple, si on construit un chemin de fer dans les jungles du Yucatán, c'est sauter les étapes. Cela au niveau du développe-

ment américain des communications. Et quand Toledano jure par Marx, c'est aussi sauter les étapes, parce que les Toledano d'Europe, au temps de Marx, juraient par d'autres prophètes. La Russie a sauté l'étape de la démocratie. Pas totalement, elle l'a comprimée. C'est bien connu. Le prolétariat peut sauter l'étape de la démocratie, mais nous ne pouvons pas sauter les étapes du développement du prolétariat.

Je crois que nos camarades, au Mexique et ailleurs, essaient de façon abstraite, en ce qui concerne le prolétariat, et même l'histoire en général, de sauter, pas avec les masses par-dessus certaines étapes, mais par-dessus l'histoire en général et surtout par-dessus le développement du prolétariat. La classe ouvrière du Mexique participe et ne peut que participer au mouvement, à la lutte pour l'indépendance du pays, pour la démocratisation des relations agraires, etc. De cette façon, le prolétariat peut arriver au pouvoir avant que l'indépendance du Mexique soit assurée et les rapports agraires réorganisés. Alors le gouvernement ouvrier pourra devenir un instrument de résolution de ces questions.

La société latino-américaine, comme toute société — développée ou arriérée — est composée de trois classes : la bourgeoisie, la petite bourgeoisie et le prolétariat. Dans la mesure où les tâches sont démocratiques au sens historique large, ce sont des tâches démocratiques bourgeoises, mais là ; la bourgeoisie est incapable de les résoudre, comme elle en a été incapable en Russie et en Chine.

En ce sens, pendant le cours de la lutte pour les tâches démocratiques, nous opposons le prolétariat à la bourgeoisie. L'indépendance du prolétariat, même au début de ce mouvement, est absolument nécessaire, et nous opposons particulièrement le prolétariat à la bourgeoisie dans la question agraire, car la classe qui gouvernera, au Mexique comme dans tous les autres pays latino-américains, sera celle qui aura avec elle les paysans. Si les paysans continuent de soutenir la classe bourgeoise comme actuellement, alors il y aura ce type d'Etat semi-bonapartiste, semi-démocratique, qui existe aujourd'hui dans tous les pays d'Amérique latine, avec des tendances vers les masses.

Nous sommes dans la période où la bourgeoisie nationale cherche à obtenir un peu plus d'indépendance vis-à-vis des impérialistes étrangers. La bourgeoisie nationale est obligée de flirter avec les ouvriers, avec les paysans, et nous avons alors l'homme fort du pays, orienté à gauche comme aujourd'hui au Mexique. Si la bourgeoisie nationale est obligée d'abandonner la lutte contre les capitalistes étrangers et de travailler sous leur

tutelle directe, nous aurons un régime fasciste, comme au Brésil, par exemple. Mais là, la bourgeoisie est absolument incapable de constituer sa domination démocratique, parce que, d'un côté il y a le capital impérialiste, et, de l'autre, elle a peur du prolétariat parce que l'histoire, là, a sauté une étape et parce que le prolétariat est devenu un facteur important avant qu'ait été réalisée l'organisation démocratique de l'ensemble de la société.

Même dans ces gouvernements semi-bonapartistes démocratiques, l'Etat a besoin du soutien des paysans et c'est grâce à leur poids qu'il discipline les ouvriers. C'est plus ou moins ce qui se passe au Mexique.

Maintenant, la IV^e Internationale reconnaît toutes les tâches démocratiques de l'Etat dans la lutte pour l'indépendance nationale, mais la section mexicaine de la IV^e Internationale est en compétition avec la bourgeoisie nationale devant les ouvriers, devant les paysans. Nous sommes perpétuellement en compétition avec la bourgeoisie nationale, en tant qu'unique direction capable d'assurer la victoire des masses dans le combat contre les impérialistes étrangers. Dans la question agraire, nous soutenons les expropriations. Cela ne signifie pas, bien entendu, que nous soutenons la bourgeoisie nationale. Dans tous les cas où elle affronte directement les impérialistes étrangers ou leurs agents réactionnaires fascistes, nous lui donnons notre plein soutien révolutionnaire, tout en conservant l'entière indépendance de notre organisation, de notre programme, de notre parti, et notre pleine liberté de critique. Le Guomindang en Chine, le P.R.M. au Mexique, l'A.P.R.A. au Pérou³, sont des organisations tout à fait analogues. C'est le front populaire sous la forme d'un parti.

Bien entendu, le Front populaire n'a pas en Amérique latine un caractère aussi réactionnaire qu'en France ou en Espagne. Il est à double face. Il peut avoir un contenu réactionnaire dans la mesure où il est dirigé contre les ouvriers, il peut avoir un caractère agressif dans la mesure où il est dirigé contre l'impérialisme. Mais, en appréciant le front populaire en Amérique latine sous la forme d'un parti politique national, nous faisons une

3. Le Guomindang (parfois orthographié Kuomintang) était le parti nationaliste chinois fondé par Sun Yat-sen et utilisé par Tchiang Kai-chek. L'A.P.R.A. (Alianza Popular Revolucionaria Americana) avait été fondée par le péruvien Haya de la Torre comme une formation nationaliste péruvienne qui visait à devenir continentale. Le parti nationaliste mexicain avait été fondé formellement en 1928 sous le titre de Partido Nacional Revolucionario (P.N.R.) par le général Plutarco Elias Calles. Cárdenas, qui dirigeait sa « gauche », l'avait réorganisé en 1938 et rebaptisé Partido de la Revolución Mexicana (P.R.M.).

distinction entre la France et l'Espagne. Mais cette différence historique d'appréciation et cette différence d'attitude ne sont permises qu'à la condition que notre organisation ne participe pas à l'A.P.R.A., au Guomindang ou au P.R.M., qu'elle conserve une liberté d'action et de critique absolue.

Il faut aussi rendre concrètes les questions de la prise du pouvoir et du socialisme. La première question est celle de la prise du pouvoir par le parti ouvrier au Mexique et dans les autres pays d'Amérique latine. La deuxième est celle de la construction du socialisme. Bien entendu, il serait plus difficile de construire le socialisme au Mexique que cela ne l'est en Russie. Mais il n'est pas du tout exclu que les travailleurs mexicains puissent prendre le pouvoir avant les ouvriers des Etats-Unis, si ces derniers continuent à avancer aussi lentement qu'aujourd'hui. Je dirai que c'est particulièrement possible si le mouvement impérialiste aux Etats-Unis pousse la bourgeoisie à dominer l'Amérique latine. L'Amérique latine est pour les Etats-Unis ce que l'Autriche et les Sudètes étaient pour Hitler.

Comme premier pas dans la nouvelle étape de l'impérialisme américain, Roosevelt ou son successeur devra montrer le poing à l'Amérique latine pour assurer sa tutelle économique-militaire sur elle et cela provoquera un mouvement révolutionnaire plus décisif qu'en Chine — et nous pensons que ce sera avec plus de succès. Dans ces conditions, les ouvriers du Mexique peuvent arriver au pouvoir avant ceux des Etats-Unis. Nous devons les encourager et les pousser dans cette direction.

Mais cela ne signifie pas pour autant qu'ils construiront leur propre socialisme. Ils devront se décider à combattre l'impérialisme américain et, bien entendu, ils réorganiseront les conditions agraires de leur pays et aboliront la société perfide et parasitaire qui joue un si grand rôle dans ces pays, en donnant le pouvoir aux soviets d'ouvriers et de paysans et en combattant contre l'impérialisme. L'avenir dépend des événements aux Etats-Unis et dans le reste du monde.

Curtiss. — Pendant que le camarade Trotsky parlait, beaucoup de questions que les camarades se posent les uns aux autres dans toute l'Amérique latine et ailleurs me revenaient à l'esprit.

Discutons le cas du Mexique. Il y a deux problèmes qui sont liés. Au début du mouvement ici, je crois que Morones⁴ était la

4. Luis Napoleón Morones (1890-1964), ancien typographe, puis employé des téléphones, avait été l'organisateur du congrès national ouvrier en 1916 et

figure la plus importante. L'argument de Morones était que les travailleurs pourraient prendre le pouvoir au Mexique, mais qu'ils ne s'y risqueraient pas à cause de l'inévitable intervention militaire des États-Unis. Indépendamment de sa propre opinion sur la nécessité du socialisme, Morones s'occupait avant tout de lui-même. Maintenant on trouve le même problème, posé à l'envers dans *El Popular*, le journal de Lombardo Toledano. Et il y a eu un article dans *Machete*, l'organe stalinien, que je n'ai pas étudié avec soin, qui posait la question de façon identique, de savoir s'il serait ou non possible de réaliser le socialisme au Mexique ou d'arriver à la prise du pouvoir par des voies pacifiques. Je crois que les ouvriers pensent un peu à cette question, qui est posée dans beaucoup d'articles. Les nouveaux socialistes sont tous intrigués par cette idée.

La voie actuelle vers la prise du pouvoir semble prendre la forme du contrôle syndical. Les syndicats luttent pour le contrôle. Les bouchers, par exemple, ont menacé de faire grève pour obtenir le contrôle des abattoirs. Les chemins de fer sont sous administration ouvrière. Je ne sais pas exactement quelle est la situation dans l'industrie du pétrole, mais il y a là quelques rapports. Dans l'immeuble anciennement occupé par un représentant de la compagnie pétrolière, ce dernier n'est plus là et c'est un bureaucrate syndical qui a pris sa place.

Il me semble que la question de la démocratie n'est pas seulement une question de forme de l'Etat, mais une question brûlante dans le mouvement ouvrier. Un problème concret auquel nos camarades se heurtent au Mexique, c'est de se trouver en face de la bureaucratie. Je pensais que la bureaucratie syndicale aux États-Unis n'était pas belle, mais je crois qu'elle a pris des leçons auprès de la bureaucratie mexicaine. c'est une main de fer. Celui qui n'obéit pas est exclu. Le progrès de notre mouvement bute sur cette question.

Il y a la bureaucratie de l'Etat et aussi une bureaucratie des syndicats et, à certains égards, elles ne sont pas tellement séparées au Mexique. C'est un problème qui devient très aigu dans ces deux domaines. Je pense que l'application concrète du programme de transition au Mexique devrait tenir compte de ces lois et de ces

devint secrétaire de la Central Regional de los Obreros Mexicanos (C.R.O.M.) en 1917, puis président en 1918. Il avait adhéré quelque temps au parti socialiste qui allait devenir le P.C.M. Il avait été l'un des partisans d'Obregon, fondant, pour l'appuyer le P.L.M. (Partido Laborista Mexicano) et avait été secrétaire à l'industrie, au commerce et au travail sous Calles de 1924 à 1928. Redevenu dirigeant de la C.R.O.M., il avait été exilé, avec Calles, par Cárdenas en 1936.

contextes. Lutter pour le contrôle ouvrier, lutter pour la démocratie dans le mouvement syndical. Je crois qu'il faut lancer un mot d'ordre des milices ouvrières armées, non seulement contre la bureaucratie, mais pour défendre les conquêtes des travailleurs contre les bureaucrates syndicaux.

Sur la question de gagner les paysans. Là, nous avons découvert que les instituteurs peuvent jouer un rôle clé... Les instituteurs et les cheminots sont le maillon entre la paysannerie et les ouvriers des villes.

Deux questions sur lesquelles je voudrais quelques commentaires du camarade Trotsky. Un, notre attitude vis-à-vis de l'expropriation du pétrole et de la bureaucratie montante, et de sa tentative de faire porter le fardeau aux ouvriers. Et deux, la raison exacte du virage à gauche de Cárdenas — pourquoi si décisif et si profond, parce que, de tous les présidents, il semble bien que ce soit Cárdenas qui soit allé le plus loin face au problème de la terre.

Une remarque sur l'A.P.R.A. C'est une organisation importante, mais financée actuellement par le gouvernement mexicain. Un des principaux arguments de l'A.P.R.A. et de ses dirigeants — et je pense que ce n'est pas une question seulement pour nos camarades d'Amérique latine, mais aussi pour nous, aux Etats-Unis — est la suivante : ils disent qu'il n'y a aucune chance ni aucun intérêt à avoir quoi que ce soit à faire avec les ouvriers des pays développés sur le plan industriel parce qu'ils ne s'intéressent pas aux pays coloniaux. Je pense que les efforts des camarades de la IV^e Internationale dans les pays avancés pour affronter le problème des pays coloniaux et semi-coloniaux porterait un rude coup à l'argument de l'A.P.R.A.

Lankin⁵. — J'aimerais un peu plus d'informations sur l'organisation mexicaine. Combien de membres a-t-elle ? Quelle est sa composition ? Ses publications, etc. ?

Curtiss. — Il est difficile de déterminer le nombre exact : on en est à la phase de la réorganisation. La composition sociale : formé de deux niveaux, des instituteurs et des ouvriers. Les ouvriers sont pour l'essentiel dans le bâtiment, pas des ouvriers d'industrie, mais des ouvriers du bâtiment⁶.

5. Sol Lankin avait rejoint les jeunesses communistes (Y.W.L.) en 1923 à Philadelphie et avait été l'organisateur des jeunes chômeurs et des activités sportives. Il avait été exclu en novembre 1928 pour son activité d'opposant de gauche. Il avait ensuite appris le métier de tapissier. C'était un vétéran ouvrier du S.W.P. venu comme « garde » et qui collabora utilement au secrétariat.

6. Entre 1936 (son apogée) et 1937 (sa crise) les effectifs de la section mexicaine étaient passés de plusieurs centaines à une quarantaine.

La publication officielle est un journal, la IV^a Internacional. Elle a une excellente diffusion. Le groupe a pas mal publié, mais il vend peu et distribue la plus grande partie. Bien entendu, Clave, une nouvelle revue théorique, sympathise avec nos idées. Du point de vue de la théorie, il y a un grand trou dans l'organisation. Les instituteurs ont lu beaucoup d'ouvrages marxistes. La majorité des autres connaît très peu le marxisme du point de vue théorique. On a fait avec quelque succès des tentatives d'éducation, mais pas sur une échelle nationale.

Lankin. — Vous disiez en parlant des syndicats que si on n'était pas d'accord avec les dirigeants syndicaux, on pouvait perdre son travail. Est-ce qu'un dirigeant syndical mexicain a ce pouvoir, comme un fonctionnaire du gouvernement, sur un groupe de travailleurs, ou bien jouissent-ils de la même démocratie que nous, nous sommes censés avoir aux Etats-Unis ?

Curtiss. — Dans tous les pays d'Amérique latine, les statuts des syndicats sont des modèles parfaits de démocratie, mais les dirigeants appliquent des méthodes dictatoriales. Tous les syndicats offrent des tas de garanties, mais elles ne valent rien. Un dirigeant peut exclure qui il veut du syndicat et l'exclu se trouve dans une position très, très désagréable. Ce n'est même pas la peine de faire appel de l'exclusion. Le seul appel véritable serait celui des poings. John L. Lewis, Green⁷ et tous nos autres dirigeants syndicaux américains n'ont rien à envier à la bureaucratie syndicale mexicaine.

Robinson⁸. — Je voudrais demander comment la section mexicaine de la IV^e Internationale prend la décision de la conférence qui a été publiée dans Socialist Appeal. Comment le parti communiste a-t-il grandi récemment ? A-t-il du succès ? Se renforce-t-il ? Quelles sont nos relations avec lui ?

Curtiss. — Le parti communiste au Mexique est une organisation puissante. Il contrôle de nombreuses charges publiques. Quand nos camarades donnent leurs publications au bureau de poste, si elles tombent aux mains du P.C., rien n'arrivera jamais à destination. Les staliniens du Mexique sont en train de faire

7. William Green (1873-1952), successeur de Gompers à la présidence de l'A.F.L., fier de n'avoir jamais fait ni déclenché une grève, était sans doute l'un des dirigeants ouvriers les plus conservateurs de son époque.

8. Robinson est un pseudonyme dont nous ignorons complètement quel « garde » américain il dissimulait.

campagne pour un effectif total de 75 000 membres. Aux Etats-Unis, ils font campagne pour 100 000. Cela peut vous donner une idée de la force organisationnelle du P.C. Il serait cependant erroné de le considérer comme un bloc incassable.

La décision du congrès international a été très, très mal prise par les camarades de Mexico-ville, surtout le groupe Galicia. Elle a provoqué l'apparition de nombreuses tendances et nous pouvons nous retrouver avec une organisation plus petite que nous ne l'imaginions. Ces camarades ont très mal pris la décision en question. Ils ont accepté de se soumettre, mais non sans protestations. La motion en ce sens a été adoptée avec seulement quelques voix contre.

[...]

Trotsky. — En ce qui concerne l'évaluation du nombre de membres du parti communiste par rapport à sa campagne pour les 75 000, j'ai bien des doutes. Les statistiques politiques du Mexique ne sont pas les plus exactes au monde. Par exemple, la C.T.M. donne le chiffre d'un million d'adhérents. Quand j'ai demandé à un ancien responsable de la C.T.M. si c'était exact⁹, il m'a répondu : « Non, c'est exagéré — Et combien, un demi-million ? — Non, quarante ou cinquante mille, surtout en ce qui concerne les ouvriers. »

Les chiffres du parti communiste ne sont vraiment pas très, très clairs. Diego Rivera — et il connaît la situation — croit que le parti est fort à Mexico-ville. Je crois qu'il nous a dit qu'il avait plus de 12 000 et pas plus de 14 000 membres, entre 11 600 et 11 700 bureaucrates et de 2 à 3 000 ouvriers.

En ce qui concerne les bureaucrates, on ne peut pas les considérer politiquement comme d'authentiques membres du parti. Le dirigeant officiel des syndicats est un communiste. Il oblige tous ses subordonnés à être communistes. S'ils n'assistent pas à une réunion ils peuvent subir une retenue de salaire de cinq jours.

Les syndicats au Mexique sont constitutionnellement étatisés. On ne peut obtenir un emploi si l'on n'est pas membre d'un syndicat, et les syndicats bureaucratiques perçoivent les cotisations par l'intermédiaire de l'Etat. Pour les enseignants, par exemple, les dirigeants ont décidé que chaque enseignant paierait 1,5 % de son salaire. Le secrétaire aux finances a ordonné que ce 1,5 % soit déduit pour les syndicats.

9. R. Garcia Treviño ou Franciso Zamora.

Dans le contexte général de la politique mexicaine, les syndicats sont maintenant dans une étape très intéressante. On peut constater une tendance générale à leur étatisation. Dans les pays fascistes, on trouve l'expression extrême de cette tendance. Dans les pays démocratiques, on transforme les anciens syndicats indépendants en instruments de l'Etat. Les syndicats en France sont en train d'être transformés en bureaucratie officielle d'Etat. Jouhaux est venu au Mexique pour protéger les intérêts français dans le pétrole¹⁰, etc.

La raison de cette tendance à l'étatisation est que le capitalisme déclinant ne peut tolérer de syndicats indépendants. Si les syndicats sont trop indépendants, les capitalistes poussent les fascistes à les détruire ou cherchent à effrayer leurs dirigeants par la menace fasciste afin de les mettre au pas. C'est ainsi que Jouhaux a été mis au pas. Il est certain que, s'il est le meilleur des républicains, alors la France n'établira pas un régime fasciste. Nous avons vu en Espagne, dans les syndicats les plus anarchistes, les dirigeants devenir ministres bourgeois au cours de la guerre civile.

En Allemagne et en Italie, c'est réalisé de façon totalitaire. Les syndicats sont directement intégrés à l'Etat, avec les propriétaires capitalistes. Ce n'est qu'une différence de degré, pas de nature.

On constate qu'au Mexique, comme dans les autres pays latino-américains, on a sauté par-dessus la plupart des étapes du développement. Au Mexique, cela a commencé par l'intégration des syndicats à l'Etat. Au Mexique, il y a une domination double. A savoir, le capital étranger, et la bourgeoisie nationale ou, comme dit Diego Rivera, une « sous-bourgeoisie » — une couche contrôlée par le capital étranger et en même temps opposée aux ouvriers. Au Mexique, un régime semi-bonapartiste entre le capital étranger et le capital national, le capital étranger et les travailleurs. Tout gouvernement peut créer, dans une situation semblable, une position dans laquelle il oscille, penchant tantôt vers la bourgeoisie nationale et les ouvriers et tantôt vers le capital étranger. Pour tenir les ouvriers, ils intègrent les syndicats à l'Etat. Ils sautent également par-dessus les rapports économiques, les étapes du développement, en ce sens qu'ils ont exproprié le pétrole, par exemple, en le prenant au capital

10. Trotsky fait allusion ici à la venue de Jouhaux au Mexique lors du congrès syndical de septembre 1938, qui suivait de quelques mois la nationalisation du pétrole et où le dirigeant syndical français avait soutenu qu'il n'était pas question de combattre « l'impérialisme », mais seulement le fascisme.

étranger et ne l'ont pas encore donné aux capitalistes nationaux. S'ils ne le distribuent ou ne le vendent pas à la bourgeoisie mexicaine, c'est surtout parce qu'ils ont peur de la lutte des classes des ouvriers et préfèrent donc donner les puits de pétrole à l'Etat. On a ainsi créé un capitalisme d'Etat qui n'a rien à voir avec le socialisme. C'est la forme la plus pure du capitalisme d'Etat. En même temps on intègre les ouvriers, les syndicats, qui sont déjà étatisés. On les incorpore donc dans l'administration des chemins de fer, de l'industrie pétrolière, etc. afin de transformer les directions syndicales en représentants du gouvernement. Le contremaître est en même temps le représentant des ouvriers, de leurs intérêts, sur le papier, mais en réalité, le représentant de l'Etat au-dessus d'eux. Et il a le droit — ou, pour mieux dire, la possibilité — d'enlever aux ouvriers toute chance de travailler parce que, au nom de la discipline syndicale, il peut le décider dans l'intérêt de la production.

En ce sens, bien entendu, quand nous disons « contrôle de la production par les ouvriers », cela ne peut signifier contrôle de la production par les bureaucrates des syndicats étatisés, mais contrôle par les ouvriers de leur propre bureaucratie et combat pour l'indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat. Au Mexique, c'est la tâche la plus importante : affranchir les syndicats de la tutelle de l'Etat bourgeois, libérer les ouvriers de la dictature des bureaucrates syndicaux. C'est la démocratie ouvrière. Il nous faut souligner le fait qu'aujourd'hui les syndicats ne peuvent pas être des syndicats démocratiques au sens ancien du terme. Les impérialistes ne peuvent pas le tolérer. Dans les vieux pays aussi bien qu'au Mexique, ils sont soit des instruments de la bourgeoisie impérialiste, soit des organisations révolutionnaires contre la bourgeoisie impérialiste. C'est évidemment pourquoi nous commençons au Mexique par des mots d'ordre comme indépendance vis-à-vis de l'Etat, démocratie ouvrière, libre discussion, etc. Mais ce ne sont que des mots d'ordre de transition, conduisant aux mots d'ordre plus importants de l'Etat ouvrier. Il ne s'agit que d'une étape qui peut nous donner la possibilité de remplacer les directions actuelles des syndicats par une direction révolutionnaire.

Les syndicats ne peuvent plus être indépendants comme au bon vieux temps où la bourgeoisie les tolérait parce qu'elle pouvait accorder aux syndicats cette liberté beaucoup plus grande. Il n'est plus possible désormais de rétablir dans les syndicats l'ancienne démocratie, pas plus qu'il n'est possible de rétablir la démocratie dans l'Etat. C'est un développement absolument parallèle.

Au Mexique, Lombardo Toledano n'utilise cette situation que pour assurer sa domination sur les travailleurs, de même que tous les Etats latino-américains l'utilisent pour assurer leur propre domination. C'est une domination semi-bonapartiste, qui incline aujourd'hui à gauche, demain à droite, en fonction de l'étape historique concrète dans chaque pays. Mais ici nous ne pouvons pas sauter par-dessus les étapes : nous ne pouvons pas dire aux ouvriers : « Donnez-nous la direction et nous vous montrerons ce qu'il faut faire ! »

Il est tout à fait certain que la IV^e Internationale est capable d'assurer aux syndicats une direction révolutionnaire au cours des étapes de transition au Mexique. La IV^e Internationale défendra cette étape au Mexique contre toute intervention étrangère. Ce n'est pas comme en France ou aux Etats-Unis. Nous combattons pour que ce pays ne soit pas colonisé, réduit en esclavage.

Mais, en tant que section mexicaine de la IV^e Internationale, ce n'est pas là notre Etat et nous devons être indépendants vis-à-vis de lui. En ce sens, nous ne sommes pas opposés au capitalisme d'Etat au Mexique ; mais la première chose que nous revendiquons, c'est notre propre représentation des travailleurs face à l'Etat. Essayer de s'emparer de l'Etat de cette façon, c'est tout à fait idiot. On ne peut pas prendre le pouvoir par cette voie pacifique. C'est un rêve de petit bourgeois.

C'était le plan de Staline avec le Guomindang et c'est à cause de cette idiotie de Staline que le Guomindang gouverne aujourd'hui la Chine. Nous entrerons dans le Guomindang, disait Staline, puis nous éliminerons poliment la droite, puis le centre, enfin la gauche. Ainsi nous prendrons le pouvoir sans difficulté. Nous, de l'Opposition de gauche, nous soulignons que la droite du Guomindang était impérialiste. Elle tenait l'armée. On ne peut prendre le pouvoir sans s'opposer à cette machine. Si on est entre les mains du Guomindang, on est entre les mains des véritables patrons du pays. Absolument.

L'A.P.R.A. affirme maintenant qu'il est le parti le plus révolutionnaire au Pérou. Ce n'est que parce qu'il est dans l'opposition, mais, même dans l'opposition, il est plus prudent que l'administration Cárdenas. Autant que je puisse en juger d'après la dernière lettre programmatique du dirigeant apriste, ce parti est contrôlé par des dirigeants liés au capital étranger. Ils ont intérêt, comme tous les généraux réactionnaires, à bâtir une clique dominante en tant qu'instrument du capital étranger en

œuvrant, si possible, pour l'augmentation du capital national.

Bien entendu, les intérêts du capital étranger et ceux du capital national ne sont pas toujours les mêmes et ils entrent parfois en conflit de façon aiguë. Aussi est-il possible que, dans des conditions favorables, le capital national s'oppose aux exigences du capital étranger. A l'époque de la « politique de bon voisinage »¹¹ de Roosevelt, Cárdenas a jaugé les possibilités d'une intervention militaire et a réussi, dans une certaine mesure, à enlever quelques positions, en commençant par le capital anglais, puis américain, et ainsi de suite. Il semble que, maintenant, il recommence à faire des concessions. Il a atteint les limites de ses possibilités.

La bourgeoisie nationale a besoin d'un marché intérieur et ce dernier, c'est une paysannerie plus ou moins satisfaite. C'est pourquoi la révolution agraire, surtout aux dépens des propriétaires étrangers, constitue un gain direct pour la bourgeoisie nationale. Les paysans achèteront plus de produits et ainsi de suite. Cette politique a un caractère politique. On ne voit pas bien au début jusqu'où vont ses limites. L'administration ne peut pas dire jusqu'à quel point la bourgeoisie va la tolérer, jusqu'à quel point la bourgeoisie américaine va la tolérer ou jusqu'où on peut aller sans intervention britannique, etc. D'où son caractère aventuriste. Tantôt tâtonnant et tantôt bondissant et ensuite en recul.

Je crois qu'il nous faut combattre avec la plus grande énergie l'idée qu'on peut s'emparer de l'Etat en lui dérobant des bribes de pouvoir. C'est l'histoire du Guomindang. Au Mexique, le pouvoir est aux mains de la bourgeoisie nationale et nous ne pouvons nous en emparer qu'en gagnant la majorité des ouvriers et une grande partie de la paysannerie, et alors, en renversant la bourgeoisie. Il n'existe pas d'autre possibilité.

L'A.P.R.A. dit qu'il n'y a aucun intérêt à marcher la main dans la main avec les ouvriers des Etats-Unis, parce qu'ils n'ont aucun intérêt pour les questions coloniales, qu'il en est de même du prolétariat européen, etc. La véritable raison de cette attitude, c'est leur recherche de la protection de la Maison Blanche. Il ne s'agit pas d'une faute idéologique, voire d'une erreur. C'est un calcul politique de la bourgeoisie nationale du Pérou.

11. A la politique dite « du gros bâton » de ses prédécesseurs, Roosevelt avait annoncé qu'il substituait une politique de « bon voisinage » avec tous les peuples américains.

Ils savent qu'ils ont besoin de la confiance de la Maison Blanche, surtout de Wall Street. S'ils l'emportent au Pérou, ils auront besoin de la protection de Wall Street¹², comme tous les gouvernements actuels en Amérique latine, et, s'ils se lient aux ouvriers, pour les gagner à la lutte, cela signifie qu'il leur faudra rompre toutes les relations avec la Maison Blanche.

Pendant quelque temps, je n'arrivais pas à me faire une idée claire du programme de l'A.P.R.A. Mais la dernière lettre du chef de ce parti est claire. Il dit que les Etats-Unis sont le gardien de la liberté latino-américaine; et si une puissance étrangère menace cette liberté, l'A.P.R.A. en appellera immédiatement aux Etats-Unis et ainsi de suite; pas un mot sur les ouvriers.

C'est un parti front populaire. Un front populaire est inclus dans le parti, comme dans toute combinaison de cette nature. La direction est aux mains de la bourgeoisie et la bourgeoisie craint ses propres ouvriers. C'est pourquoi ce parti, bien qu'il soit suffisamment fort pour prendre le pouvoir par la révolution, a peur de s'engager dans cette voie. Il n'a ni le courage, ni l'intérêt de classe pour mobiliser les paysans et les ouvriers et il les remplacera par des manœuvres militaires ou une intervention directe des Etats-Unis.

Bien entendu, nous ne pouvons entrer dans un tel parti, mais nous pouvons y constituer un noyau pour gagner des ouvriers et les séparer de la bourgeoisie. Mais en aucune circonstance nous ne devons répéter l'idiotie de Staline avec le Guomindang en Chine.

Curtiss. — Sur la question de l'étatisation des syndicats, je pense qu'un de ses aspects importants, c'est le National Labor Relations Board¹³ établi aux Etats-Unis, qui a beaucoup nui à l'esprit de combativité des ouvriers.

Je pense que, si nous avons à caractériser la tendance au Mexique — la tentative de réaliser une paix théorique, une transition pacifique au socialisme —, on pourrait l'appeler un rêve bureaucratique des dirigeants syndicaux qui ont obtenu par cette méthode un travail agréable et facile, ce qui fait qu'elle leur semble le comble de la marche au socialisme.

12. Wall Street est le nom de la rue de New York où se concentrent les grandes affaires et la Bourse.

13. Le National Labor Relations Board (N.L.R.B.) était un des organismes gouvernementaux nés de la politique rooseveltienne du New Deal : « bureau pour le règlement des relations du travail », il était un organisme gouvernemental d'arbitrage qui avait pour mission d'associer à ses décisions, au nom des nécessités « de la société », les directions syndicales.

Trotsky. — Il serait bon de demander à nos camarades du Mexique de vérifier les statistiques du parti communiste. Diego Rivera estime qu'il y a en réalité 12 000 membres engagés dans la campagne centrale pour les 75 000. Il n'exagère pas. Le parti communiste ne s'attribue pas lui-même plus de 24 000 membres.

« UNE NOUVELLE ÉPOQUE DE PAIX » ?¹

(4 novembre 1938)

Chamberlain a proclamé que l'accord de Munich ouvrait « une nouvelle époque de paix »². Jamais encore peut-être la grande politique n'avait été aussi empirique, aussi aveugle, jamais elle ne s'était ainsi contentée de « vivre au jour le jour », jamais elle ne s'était si rapidement satisfaite de résultats éphémères, comme elle le fait aujourd'hui. L'explication en est que ceux qui ont entre leurs mains les destinées du monde, surtout en Europe, ont peur de se trouver face à ce que sera demain. Toute formule consolante, si creuse soit-elle, répond à une exigence immédiate et reconnaissante. « Une nouvelle époque de paix ? » Il semble donc que toutes les querelles et les convulsions de la politique européenne n'aient eu pour cause que l'existence de cette Tchécoslovaquie faite de pièces et de morceaux ou l'absence de conversations cordiales entre gouvernements allemands et anglais. A la vérité, il est presque effrayant de constater la crédulité et la passivité d'une opinion publique à laquelle on peut servir des banalités aussi sucrées du haut des tribunes les plus autorisées !

Revenons à l'ABC. L'essence de la crise mondiale actuelle est conditionnée par deux circonstances fondamentales. D'abord le capitalisme classique de libre entreprise est devenu un capitalisme de monopole et il a depuis longtemps débordé les frontières de l'Etat national. D'où la course aux marchés étrangers pour les marchandises et les capitaux, d'où la lutte pour

1. Article (T 4554) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le premier ministre conservateur britannique Neville Chamberlain (1869-1940), à son retour de Munich, assura à la Chambre des Communes qu'il avait assuré « peace in our time », généralement traduit en français par « la paix pour notre époque ». Nous avons retenu une traduction plus proche de l'expression employée par Trotsky (N.d.T.).

les sources de matières premières et, couronnant le tout, la politique coloniale. Le second facteur historique est l'inégalité du développement économique, politique et militaire des différents pays. Le développement des vieilles métropoles du capital, comme l'Angleterre et la France, s'est arrêté. Les nouveaux venus, comme l'Allemagne, les Etats-Unis, le Japon, ont beaucoup avancé. Le résultat de cette altération profonde et fiévreuse du rapport de forces est qu'il faut plus souvent réviser la carte du monde. L'accord de Munich n'a rien changé dans ces conditions fondamentales.

La dernière guerre a été commencée par l'Allemagne sous le mot d'ordre : « Le monde a été divisé ? Il faut le rediviser ! » Les vingt années écoulées depuis la guerre ont révélé avec une force nouvelle la disparité entre le poids spécifique des principaux Etats européens et leur part dans le pillage du monde sur la base du traité de Versailles. L'opinion publique a été surprise dans sa naïveté par la faiblesse qu'ont manifestée les démocraties européennes au cours de la dernière crise ; le prestige international du fascisme a incontestablement grandi. Mais cela n'a rien à voir avec la « démocratie » en soi, mais avec le poids économique spécifique de l'Angleterre et surtout de la France dans l'économie nationale. Les bases économiques actuelles de ces deux « démocraties » n'ont absolument aucun rapport avec la dimension et la richesse de leurs empires coloniaux. Par ailleurs, la dynamique de l'économie allemande temporairement paralysée par la paix de Versailles, a été rétablie et commence à s'étendre et à effacer les tracés des frontières. Nous ne parlons pas particulièrement de l'Italie, car la guerre et la paix ne sont pas entre ses mains : jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir, Mussolini était aussi tranquille qu'une souris. Dans la lutte pour la suprématie mondiale, il est par conséquent voué au rôle du satellite.

L'Angleterre et la France redoutent toute secousse mondiale, parce qu'elles n'ont rien à gagner et tout à perdre. D'où leur disposition panique à faire des concessions. Mais les concessions partielles n'assurent que des répit, sans éliminer ni diminuer la source fondamentale des conflits. Le résultat de l'accord de Munich, c'est que la base européenne de l'Allemagne s'est agrandie, alors que celle de ses adversaires a diminué. Si l'on prenait au sérieux les paroles de Chamberlain, cela voudrait dire que l'affaiblissement des démocraties et le renforcement des Etats fascistes ouvre « une ère de paix ». Le chef du gouvernement conservateur ne voulait évidemment pas dire cela. D'ail-

leurs, ce qu'il voulait dire n'est pas très clair, apparemment même pour lui.

On pourrait parler avec quelque raison de cette « nouvelle époque de paix », si les exigences du capitalisme allemand en matières premières et en marchés étaient satisfaites par l'annexion des « frères de sang » de l'Allemagne ou par l'accroissement de son influence en Europe du centre et du sud-est. Mais en fait l'annexion de la Sarre, de l'Autriche ou du pays des Sudètes ne fait qu'attiser les tendances agressives de l'économie mondiale. C'est sur l'arène mondiale que l'impérialisme allemand est contraint de rechercher la solution de ses contradictions. Ce n'est donc pas par hasard que le général von Epp³, le futur ministre des colonies, sur instructions de Hitler, a présenté, tout de suite après l'ouverture de « la nouvelle époque de paix », l'exigence du retour à l'Allemagne de ses anciennes possessions coloniales. Comme l'indiquent plusieurs sources, Chamberlain a l'intention de faire un geste « symbolique », à savoir de rendre à l'Allemagne non pas *toutes* — bien sûr que non ! — mais quelques-unes au moins de ses anciennes possessions et de satisfaire l'ambition de Hitler en restaurant l'Allemagne au rang de puissance coloniale.

Tout cela semble bien puéril, sinon ridicule. L'Allemagne avait, avant la guerre, des colonies insignifiantes, mais elle était tellement à l'étroit dans ses frontières qu'elle a cherché à en sortir sur l'arène réelle de l'exploitation mondiale, par une guerre. Le fait de lui restituer ses anciennes possessions d'outre-mer ne résoudrait donc pas un seul des problèmes du capitalisme allemand. Hitler n'a besoin des lopins de terre du territoire colonial des Hohenzollern que comme points d'appui dans la lutte pour de « vraies » colonies, c'est-à-dire pour un nouveau partage du monde. Mais ce nouveau partage ne peut être mené à bien si on ne liquide pas les empires britannique et français.

Dans le cours de ce processus, les puissances coloniales de seconde et de troisième zone seront éliminées. La loi destructrice de la concentration s'applique de la même manière aux petits Etats esclavagistes qu'aux petits capitalistes à l'intérieur des Etats. Il est donc infiniment probable que la prochaine tentative d'accord à quatre se fera aux dépens des colonies de la Hollande,

3. Franz von Epp (1868-1947), d'une famille de militaires bavarois, officier en 1887, avait servi en Chine, puis dans le Sud-Est africain. Après la guerre, il servit dans les Corps francs, fut commandant militaire de Munich, protecteur du mouvement hitlérien à ses débuts. Hitler le nomme *Statthalter* (gouverneur) de Bavière et chef du « département de politique coloniale » du N.S.D.A.P., le parti nazi.

de la Belgique, de l'Espagne et du Portugal. Mais cela n'assurera encore qu'un bref répit.

Que se passera-t-il ensuite ? Il est impossible de qualifier de « lent » et de « patient » le rythme auquel l'Allemagne présente ses exigences. Même si l'Angleterre et la France décidaient de se liquider elles-mêmes à échéance, cela ne ferait que donner à l'offensive allemande une force renouvelée. De plus, les Etats-Unis ne pourraient rester des témoins passifs d'un bouleversement aussi évident de « l'équilibre des forces dans le monde ». Le colosse nord-américain ne se réjouit nullement de la perspective de se retrouver face à face avec une Allemagne qui serait maîtresse de colonies mondiales et des principales routes maritimes. C'est pourquoi il s'emploiera de toutes ses forces à pousser l'Angleterre et la France non à reculer, mais à résister. Pendant ce temps, le prince Konoye⁴ a proclamé de Tokyo « la nécessité de réviser tous les traités dans l'intérêt de la justice », c'est-à-dire dans l'intérêt du Japon⁵. L'Océan pacifique ne promet guère d'être une fontaine de paix dans les dix années qui viennent.

Au bon vieux temps, l'Angleterre était la seule à penser en termes de continents. Et elle pensait lentement : en siècles. A l'époque actuelle, tous les Etats impérialistes ont appris à penser de cette façon. Mais le temps ne se mesure plus désormais en siècles, mais en décennies, voire en années. C'est là le caractère véritable de notre époque, laquelle, après la rencontre de Munich, demeure une époque d'impérialisme débridé, frénétique et violent. Jusqu'à ce que les peuples en soient venus à bout, il devra toujours et encore tailler et retailler notre planète ensanglantée.

L'état de l'économie allemande commande à Hitler d'utiliser aussi vite que possible sa puissance militaire. Par ailleurs, son armée a besoin d'un délai car elle n'est pas encore prête à la guerre : c'est une armée nouvelle, dans laquelle tout n'est pas encore coordonné ou ajusté dans de bonnes proportions. Mais la contradiction entre ces deux exigences peut se mesurer en termes, non de décennies, mais peut-être d'un ou deux ans, voire peut-être de mois. Les mesures de mobilisation effectuées par Hitler pendant la crise tchécoslovaque avec un tel éclat avaient pour objectif d'éprouver les classes dominantes d'Angleterre et de France. Du point de vue de Hitler, cette épreuve a été un

4. Fuminaro Konoyé (1891-1945) était depuis environ une année premier ministre du Japon. Il n'était que le prête-nom des chefs militaires.

5. Le gouvernement japonais exigeait entre autres une révision du traité qui lui aurait donné une part plus importante à l'exploitation de la Chine.

succès glorieux. Les forces qui le freinaient ont été affaiblies de façon décisive. L'opposition des généraux allemands et des dirigeants de l'économie a été minée, et un pas décisif a été franchi vers la guerre.

Hitler ne pourra répéter son bluff une deuxième fois. Mais il exploitera certainement les effets de cette expérience si réussie pour produire le résultat inverse. Dans le cours d'une nouvelle crise, quand il mobilisera, il essaiera de donner l'impression qu'il se contente de menacer, et, se donnant toute l'allure d'un homme qui bluffe encore, il tombera en réalité sur ses adversaires avec la force combinée de toutes ses armées.

Pendant ce temps, ces messieurs les diplomates sont une fois de plus en train de réchauffer l'idée de... la limitation des armements. Les pacifistes (conformément à leur rôle fondamental de social-impérialistes) de l'espèce Jouhaux et compagnie, filent le train aux diplomates en réclamant le désarmement général. Ce n'est pas sans raison que le poète russe écrivait :

*« L'illusion qui nous soulève
nous est plus chère
que l'ombre des vérités amères »⁶*

Mais ces messieurs trompent plus le peuple qu'eux-mêmes.

Les hommes d'Etat avaient baptisé la guerre de 1914-1918 la « dernière guerre », pour consoler les peuples du monde. Depuis, cette phrase a pris un petit caractère d'ironie. Il ne fait pas de doute que la même note d'ironie demeurera attachée à la phrase de Chamberlain sur « la nouvelle époque de paix ». Pour nous, nous regardons l'avenir les yeux grand ouverts. L'Europe marche à la guerre, et, avec elle, l'humanité tout entière.

6. Ces vers sont d'Alexandre Pouchkine.

[AU COMPTE DU G.P.U.]¹

(8 novembre 1938)

Pendant les vingt mois où j'ai joui de l'hospitalité de ce pays, M. Toledano, ses conseillers et ses auxiliaires ont lancé publiquement toute une série d'assertions fantastiques :

Que j'avais collaboré avec les fascistes, dans ce pays ou dans d'autres pays ;

Que je préparais la grève générale pour renverser le gouvernement du général Cárdenas ;

Que j'étais entré dans un complot avec Cedillo ;

Que j'avais des contacts secrets avec le Dr Atl ;

Que j'inspirais les articles du général Abelardo Rodríguez² en vue de... la prochaine campagne électorale.

Etc., etc.

Après la première affirmation de ce genre, je me suis adressé par lettre au gouvernement en lui demandant d'enquêter officiellement. Mais le gouvernement estima qu'il n'avait aucune raison d'effectuer semblable enquête.

A maintes reprises, par voie de presse, j'ai qualifié les déclarations de M. Toledano et de ses conseillers (Laborde, etc.) comme calomnies conscientes et faux témoignages. L'objectif de ces campagnes de calomnies est de me priver du droit d'asile et de donner au G.P.U. la possibilité de s'emparer de moi.

Récemment — dans *Hoy* du 5 novembre — j'ai une fois de plus proposé publiquement à M. Toledano de présenter les preuves de ses affirmations devant une commission impartiale

1. Article (T 4357), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Abelardo L. Rodríguez (1889-1967), qui avait fait des études primaires, s'engagea en 1913 dans l'armée constitutionnaliste : il était lieutenant-colonel en 1915 et général en 1920, collaborateur de Calles. Il fut secrétaire à la Guerre puis au Travail et de nouveau à la Guerre, restant dans le gouvernement en 1931 et 1932, devenant président par intérim en septembre 1932 (en remplacement d'Ortiz Rubio) et cédant la place à Cárdenas en décembre 1934.

qui pourrait être désignée par le gouvernement mexicain, ou, par exemple, par la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam. Au lieu de répondre de façon claire et précise à mon défi, M. Toledano, dans le meeting du 8 novembre au Bellas Artes, a proféré un torrent d'injures grossières et ajouté aux anciennes de nouvelles calomnies.

Je ne m'engagerai pas ici dans une polémique politique contre M. Toledano. Je dirai simplement que si on considère des gens comme Kerensky-Toledano comme des « révolutionnaires », alors il est bien évident que je serais un « contre-révolutionnaire ». Mais la question n'est pas là, d'aucune manière. La question est de savoir si j'ai préparé la grève contre le gouvernement du général Cárdenas, si je suis entré dans un complot avec les fascistes, si j'ai eu des liaisons avec Cedillo, si j'ai secrètement rencontré le Dr Atl, etc. Oui ou non ?

Si j'ai fait réellement tout cela, je n'ai aucun droit à l'hospitalité de ce pays. Si je n'en ai rien fait, Toledano est un calomniateur perfide qui trompe systématiquement l'opinion publique de ce pays, au compte du G.P.U.

C'est ainsi et ainsi seulement que se pose la question. Les injures publiques ne témoignent que de l'absence de vergogne de ceux qui les lancent. Elles ne peuvent tenir lieu de preuves.

Je le dis une fois de plus aux ouvriers, aux paysans, à tous les citoyens de ce magnifique pays :

Ce que Toledano vous raconte sur moi, c'est un mensonge conscient. Ne le croyez pas !

[LE MANUSCRIT
DU « TESTAMENT »]¹

(8 novembre 1938)

Chère Sara,

Je vous avais indiqué un jour qu'Eastman² devait posséder le manuscrit de mon article « Le Testament de Lénine »³ publié dans l'ancien *New Internationalist*⁴. La copie de cet article n'existe qu'à Paris et j'ignore quand je pourrai l'obtenir. Peut-être Eastman a-t-il conservé ce manuscrit qu'il avait utilisé pour la traduction. Pourriez-vous le contacter? Cela me faciliterait considérablement la tâche pour l'un des chapitres les plus importants de mon livre.

Natacha a reçu votre lettre que j'ai lue également. Merci pour vos paroles réconfortantes.

1. Lettre à S. Waber (10835), traduite en russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Max *Eastman* (1883-1969), fils de pasteur, professeur de philosophie, avait, avec la revue *Masses*, été le chef de file des intellectuels révolutionnaires pendant la guerre et, avec John Reed, au moment de la Révolution russe. Il s'était rendu en Russie et avait noué des liens personnels avec Trotsky.

3. L'affaire de Max Eastman et du « testament » de Lénine — sa « lettre au congrès » — était particulièrement pénible. Eastman avait parlé de ce texte à Eastman et ce dernier, encouragé par Rakovsky, en avait donné le contenu dans son livre *Since Lenin died* paru en 1925. Mais Trotsky, sous le chantage de la direction, avait démenti l'existence de ce texte. En 1926, avec l'encouragement des camarades de Trotsky à l'étranger, Eastman publia cette fois une traduction du document lui-même, dans le *New York Times*. Lié par le compromis du 26 octobre 1926, Trotsky désavoua à nouveau.

4. Il s'agit de l'article « Le Testament de Lénine » daté du 31 décembre 1932 et publié par *New Internationalist* dans ses numéros 7 et 8 de 1934, dans une traduction de Max Eastman.

[SUR LES TÉMOIGNAGES AU PROCÈS PLEVITSKAIA ?]¹

(8 novembre 1938)

J'ai reçu la biographie de Staline écrite par « le Tatar Imam ». Je suppose que ce Tatar est Bessedovsky² (aidé peut-être par Krivitsky ou Barmine³?). Merci beaucoup pour le livre. La lettre n° 33 A et les documents qui l'accompagnent me sont parvenus aujourd'hui.

En ce qui concerne le procès de la femme du général Miller⁴, nos amis ne peuvent ni ne doivent intervenir d'aucune façon dans cette affaire. Il est possible que certaines personnes soient conviées isolément à fournir un témoignage officiel. La loi, autant que je sache, interdit dans ce cas de se dérober. Mais le contenu du témoignage devra être soigneusement préparé à

1. Note à L. Estrine (7725), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Grigori Z. Bessedovsky (1896-?) avait été chargé d'affaires soviétique à Tokyo puis à Varsovie et passa à l'Occident en sautant par la fenêtre de l'ambassade soviétique de Paris, où il était premier conseiller, en 1929. Il se consacra apparemment à une activité éditoriale anti-communiste, écrivant sous des pseudonymes, ce qui explique l'hypothèse de Trotsky.

3. Aleksandr Graff dit *Barmine* (1899-19??), également diplomate après avoir servi dans l'Armée rouge était diplomate quand il avait en 1937 refusé d'obtempérer à l'ordre de rappel qui lui avait été envoyé à Athènes. Walter *Krivitsky* était le pseudonyme de Samuel Ginzburg (1899-1940), un haut fonctionnaire du G.P.U. qui avait fait défection en 1937 après l'assassinat de son vieux camarade Ignace Reiss.

4. Trotsky commet ici une grosse erreur de plume. Le général Evgenii K. Miller, (1867-1937) ancien commandant d'une armée blanche pendant la guerre civile, était devenu en émigration le président de la fédération des anciens combattants russes et l'un des principaux personnages de l'émigration blanche. Il avait été enlevé le 2 novembre 1937 et ne reparut jamais. L'enquête s'orientait vers son principal collaborateur, Nikolai V. *Skobline* (1894-?) ancien officier, général, à 26 ans, dans l'armée Wrangel, qui avait disparu au même moment et semble bien avoir été un agent du G.P.U. : il aurait succédé à Miller et donné ainsi au G.P.U. le contrôle d'une des plus importantes organisations blanches. La police française ne réussit qu'à mettre la main sur sa femme, une chanteuse populaire bien connue dans les milieux de l'émigration blanche, Nadia V. Vinokova, dite *la Plévitkaia* (1884-1940) qui était sur le point d'être jugée à Paris.

l'avance. Il faut avant tout déclarer que *nous ignorons les arrangements internes entre les Blancs et le G.P.U.*, qu'il y a des tueurs parmi les Blancs et qu'il est difficile de distinguer la limite entre la provocation et « l'opposition » blanche⁵. Je pense par ailleurs qu'il faut refuser de répondre aux demandes de témoignages concrets sur l'assassinat des nôtres, en arguant du fait que l'enquête n'est pas terminée et que nos informations restent encore sous le secret de l'instruction. A mon avis, ce comportement est tout à fait possible, ne contrevenant ni aux faits, ni aux lois. Il faudra évidemment étudier la question avec des avocats. En ce qui concerne la préparation du procès, il faut refuser catégoriquement tout accord, quel qu'il soit, avec les Blancs, en le spécifiant, si possible, par écrit. J'en ai la ferme conviction.

5. La position de Trotsky était solide. Les enquêtes récentes, notamment celle qui avait été menée sur l'assassinat de Reiss, démontraient que les tueurs du G.P.U. étaient recrutés parmi les militaires de l'émigration blanche. On peut, outre le général Skobline, mentionner Sergéï Efron — le mari de la poétesse Tsvitaieva — meurtrier de l'agent secret Ignace Reiss, ou encore, si l'on croit Aleksandr Orlov, Anton V. Turkul qui tenta précisément d'assassiner... Trotsky, au temps de son séjour en Turquie.

KARL KAUTSKY¹

(8 novembre 1938)

La mort de Karl Kautsky² est passée presque inaperçue. Ce nom ne dit plus grand-chose à la jeune génération. Il fut pourtant un temps où Kautsky était, au véritable sens du terme, le maître qui instruisait l'avant-garde prolétarienne. Il est vrai que son influence fut moins considérable dans les pays anglo-saxons et particulièrement aussi en France, mais cela s'explique par la faible influence du marxisme en général dans ces pays. En revanche, en Allemagne, en Autriche, en Russie et dans les autres pays slaves, Kautsky était devenu une autorité marxiste indiscutable. Les tentatives de l'actuelle historiographie de l'I.C. pour présenter les choses comme si Lénine, dès sa jeunesse, avait décelé en lui un opportuniste et lui avait déclaré la guerre, sont radicalement fausses. Presque jusqu'à l'époque de la guerre mondiale, Lénine considéra Kautsky comme l'authentique continuateur de la cause de Marx et d'Engels.

Cette anomalie s'expliquait par le caractère de l'époque, qui fut une ère d'ascension capitaliste, de démocratie, d'adaptation du prolétariat. Le côté révolutionnaire du marxisme s'était changé en une perspective indéfinie et en tout cas lointaine. C'était la lutte pour les réformes et la propagande qui étaient à l'ordre du jour. Kautsky s'occupait de commenter et de justifier la politique de réformes du point de vue de la perspective révolutionnaire. Il allait de soi qu'avec le changement des conditions objectives, Kautsky saurait armer le parti d'autres méthodes. Il n'en fut pas ainsi. L'apparition d'une époque de grandes crises et de grandes secousses révéla le caractère

1. Article (T 4457), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Sur Kautsky, qui venait de mourir à Amsterdam le 17 octobre 1938, cf. n. 5 p. 55.

3. Rappelons que Kautsky avait mené le combat contre le « révisionnisme » de Bernstein.

fondamentalement réformiste de la social-démocratie et de son théoricien Kautsky. Lénine rompit résolument avec Kautsky au début de la guerre. Après la révolution d'Octobre, il publia un livre impitoyable sur « le renégat Kautsky »⁴. Du point de vue du marxisme, Kautsky, dès le début de la guerre, se comporta incontestablement en renégat. Mais par rapport à lui-même, à son propre passé, il ne fut pour ainsi dire qu'à moitié renégat : quand les problèmes de la lutte de classes se posèrent dans toute leur acuité, Kautsky se trouva contraint de tirer les ultimes conclusions de son opportunisme organique.

Kautsky laisse indubitablement de nombreux travaux de valeur dans le champ de la théorie marxiste qu'il appliqua avec succès dans les domaines les plus variés. Sa pensée analytique se distinguait par sa force exceptionnelle. Mais ce n'était pas l'intelligence universelle créatrice de Marx, d'Engels ou de Lénine : toute sa vie, Kautsky a été au fond un commentateur de talent. Son caractère comme sa pensée manquaient de l'audace et de l'élan sans lesquels il n'y a pas de politique révolutionnaire possible. Dès le premier coup de canon, il prit une position pacifiste mal définie, devint ensuite l'un des dirigeants du parti social-démocrate indépendant⁵, qui tenta de créer une Internationale 2 1/2, puis, avec les débris du parti indépendant, reentra sous l'aile de la social-démocratie. Kautsky ne comprit rien à la révolution d'Octobre, éprouvant devant elle l'effroi du petit-bourgeois savant, et lui consacra pas mal de travaux empreints d'une hostilité acharnée. Ses œuvres du dernier quart de siècle sont caractérisées par un déclin théorique et politique total.

L'effondrement de la social-démocratie allemande et autrichienne fut aussi l'effondrement de toutes les conceptions réformistes de Kautsky. Il continuait certes encore dans les derniers temps à assurer qu'il croyait en un « avenir meilleur », une « régénérescence de la démocratie », etc., mais cet optimisme passif n'était que l'inertie d'une longue vie laborieuse et honnête à sa façon, et ne contenait aucune perspective indépendante. Nous nous souvenons de Kautsky comme de notre vieux maître à qui nous devons beaucoup pour ce qu'il a apporté en son temps mais qui s'est séparé de la révolution prolétarienne et de qui, par conséquent, nous avons dû nous séparer.

4. Il s'agit de *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*.

5. Kautsky fut plutôt le dirigeant de la droite du parti social-démocrate indépendant (U.S.P.D.) qu'il quitta d'ailleurs au moment de la révolution allemande pour revenir à la social-démocratie. La majorité de ce parti adhéra en 1920 à la III^e Internationale à la suite du congrès de Halle.

[AUCUN LIEN AVEC RUSSELL BLACKWELL]¹

(8 novembre 1938)

Monsieur,

Par la presse et la correspondance personnelle, j'apprends qu'un citoyen américain, Russell Blackwell², qui a été volontaire dans l'armée républicaine espagnole, était en train de revenir aux Etats-Unis quand il a été ou arrêté ou kidnappé sur un bateau et il est maintenant accusé, entre autres crimes, d'avoir été mon secrétaire. Je juge nécessaire de déclarer ici que je n'ai jamais rencontré M. Blackwell. Je n'ai avec lui aucun lien. En outre il n'a jamais été mon secrétaire. Mes amis m'informent qu'il appartient à un groupe politique américain qui est totalement opposé à la IV^e Internationale à laquelle je suis lié³.

J'ignore si les autres accusations contre M. Blackwell sont de la même espèce que celle que je viens de mentionner.

1. Lettre au consul général des Etats-Unis au Mexique (10732) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Russel *Blackwell*, dit Rosalio *Negrete* (1904-1969), militant du P.C. américain, avait constitué au Mexique, où il s'occupait des Pioneros (organisation communiste des enfants), l'Opposition de gauche à la fin des années vingt, avec l'ex-représentant de l'I.C.J., Abraham Golod, dit ensuite Alberto González. Il avait quitté le W.P.U.S. en 1935 et militait dans la Revolutionary Workers League de Hugo Oehler qui l'avait envoyé en Espagne. Il y avait eu des liens en 1937 avec l'opposition du P.O.U.M. Il avait été arrêté à Cuenca une première fois le 17 mars 1938, était resté deux mois en prison, puis avait été libéré et conduit par le consul américain sur un bateau britannique en partance de Valence. Le consul parti, il avait de nouveau été arrêté. Sa femme et ses amis organisèrent un comité de défense où se retrouvaient bien des anciens du comité de défense de Trotsky ou de la commission Dewey, l'avocat Finerty, Norman Thomas, le Dr Dewey, Carlo Tresca, James T. Farrell, Suzanne LaFollette, Eastman, Cannon, E. Lyons, Liston Oak, etc.

3. Blackwell appartenait effectivement à la R.W.L. de Hugo Oehler. Pourquoi ce démenti qui ne tient pas compte du fait que Blackwell avait appartenu au même mouvement que Trotsky, qu'ils avaient correspondu en 1930, etc. ? On pourrait imaginer que Trotsky l'avait oublié, mais ce n'était pas le cas de Curtiss, ni des dirigeants américains qui lui avaient demandé cette lettre. Il faut donc supposer que cette dénégation brutale avait été jugée plus efficace pour la cause de la liberté de Blackwell.

J'espère que cette information que je vous donne ici et que je suis prêt à répéter devant n'importe quelle autorité des Etats-Unis et d'Espagne peut avoir quelque influence sur l'affaire de M. Blackwell.

PROGRAMME DE LUTTE OU ADAPTATION ?¹

A PROPOS D'UNE LETTRE
DE HAYA DE LA TORRE

(9 novembre 1938)

La revue argentine *Claridad* publie dans son numéro d'août 1938 une lettre de Haya de la Torre² sur la situation au Pérou. Nous ne voulons pas appliquer à ce document un critère socialiste ou marxiste : Haya de la Torre a rédigé cette lettre en tant que démocrate, aussi la considérerons-nous sous cet angle, essentiellement du point de vue démocratique. Un bon démocrate vaut mieux qu'un mauvais socialiste, mais, malheureusement, c'est précisément de ce point de vue que la lettre de Haya de la Torre n'est pas satisfaisante.

Il semble que Haya de la Torre limite les dangers qui menacent les pays latino-américains uniquement à l'Italie, l'Allemagne et le Japon. Il ne considère pas l'impérialisme en général, mais seulement une de ses variétés, le fascisme. Il déclare catégoriquement : « Nous pensons tous certainement qu'en cas d'agression, nous avons les Etats-Unis du Nord — tuteurs de notre liberté — pour nous défendre ». Serait-ce ironique ? Nullement. Parlant de la possibilité d'une intervention des « agresseurs » fascistes contre le continent latino-américain, l'auteur déclare : « Tant que les Etats-Unis sont en alerte et forts, ces risques ne sont pas immédiats, mais... ce sont malgré tout des risques. » Il est impossible de parler plus clairement. Le chef de l'A.P.R.A.³ cherche un puissant protecteur.

Pour Haya de la Torre, les Etats-Unis n'existent qu'en tant que « tuteurs de la liberté » : nous, nous voyons en eux le péril le

1. Article (T 4460) signé de Diego Rivera mais rédigé par Trotsky pour être publié par *Clave*.

2. Victor Raúl *Haya de la Torre* (1895-1979) théoricien du nationalisme latino-américain, avait fondé l'A.P.R.A. en 1924 et avait été candidat à la présidence du Pérou en 1931.

3. L'*Alianza Popular Revolucionaria Americana* (A.P.R.A.) reconnaissait Haya de la Torre pour son chef ; elle était pourtant très dépendante de certains gouvernements, comme celui du Mexique.

plus proche, et, au sens historique, le plus menaçant. Nous ne voulons pas dire par là que les gouvernements des pays de l'Amérique latine n'ont pas le droit, pour se défendre, d'utiliser les antagonismes entre les divers pays et groupes impérialistes. Mais l'utilisation tactique de tels antagonismes dans des occasions déterminées, suivant les circonstances concrètes, est une chose, fonder un calcul stratégique sur les Etats-Unis comme défenseurs permanents en est une autre. Nous considérons que cette position opportuniste est non seulement erronée, mais profondément dangereuse, parce qu'elle crée une perspective fautive et empêche l'éducation révolutionnaire du peuple qui est la véritable tâche.

En quel sens peut-on qualifier les Etats-Unis de « tuteurs de la liberté » des peuples même qu'ils exploitent ? Seulement en ce sens que Washington est prêt à « défendre » les pays de l'Amérique latine contre la domination européenne ou japonaise, mais tout acte de « défense » semblable impliquerait la réduction en esclavage du pays « défendu » par les Etats-Unis. L'exemple du Brésil montre que les « tuteurs » suprêmes ne sont en rien intéressés par la « liberté ». Après le coup d'Etat au Brésil, les rapports entre Washington et Rio de Janeiro n'ont pas empiré et au contraire se sont resserrés. La cause en est que Washington considère la dictature de Vargas⁴ comme un instrument des intérêts du capital américain plus docile et plus sûr que la démocratie révolutionnaire. C'est là, au fond, la position de la Maison Blanche en ce qui concerne tout le continent du Sud.

Peut-être Haya de la Torre part-il simplement de l'idée que la domination impérialiste des Etats-Unis est un « moindre mal » ? Mais, dans ce cas, il faut le dire ouvertement : la politique démocratique exige la clarté. En outre, jusqu'à quand ce mal continuera-t-il à être *le moindre* ? Ignorer ce problème, c'est prendre à ce jeu trop de risques. Les Etats-Unis sont régis par l'action des mêmes lois historiques que les métropoles européennes du capitalisme. La « démocratie » des Etats-Unis n'est rien d'autre actuellement qu'une forme de son impérialisme. Devant le pourrissement épouvantable du capitalisme nord-américain, la « démocratie » n'empêchera pas les « tuteurs » de la liberté de déployer dans un avenir proche une

4. Getulio Vargas (1883-1954), avocat, gouverneur du Rio Grande do Sul en 1928, avait été président provisoire du Brésil de 1930 à 1934, puis président à partir du coup d'Etat de 1934. Son régime avait de fortes colorations fascistes (l'*Estado Novo*).

politique impérialiste extrêmement agressive, dirigée particulièrement contre les pays d'Amérique latine. Il faut dire cela clairement, précisément et fermement, et cette perspective, il faut la placer à la base du programme révolutionnaire.

Quelques-uns des chefs de l'A.P.R.A. déclarent, aussi invraisemblable que cela paraisse, que l'alliance de l'A.P.R.A. et, en général, des partis nationaux-révolutionnaires latino-américains avec le prolétariat révolutionnaire des Etats-Unis et des autres pays impérialistes, n'a aucune signification pratique, puisque les ouvriers des autres pays ne « s'intéresseraient pas » à la situation des pays coloniaux et semi-coloniaux. Nous considérons pour notre part ce point de vue comme suicidaire, au plein sens du mot. Les peuples coloniaux ne pourront se libérer tant que l'impérialisme vit et les peuples opprimés ne pourront en finir avec la bourgeoisie impérialiste sans s'allier au prolétariat international. Il est impossible de ne pas voir que la position des chefs les plus opportunistes de l'A.P.R.A., dans cette question fondamentale, se trouve corroborée par la lettre de Haya de la Torre. Celui qui considère la bourgeoisie impérialiste nord-américaine comme « tutrice » de la liberté des peuples coloniaux, il est clair qu'il ne peut chercher l'alliance avec les ouvriers nord-américains. Cette appréciation méfiante du prolétariat international dans la question coloniale découle inévitablement de l'effort pour *ne pas effrayer la bourgeoisie impérialiste « démocratique »*, avant tout la bourgeoisie des Etats-Unis. Celui qui compte trouver un allié en Roosevelt, il est clair qu'il ne peut devenir un allié de l'avant-garde du prolétariat international. C'est là la ligne fondamentale de clivage entre la politique de lutte révolutionnaire et la politique d'adaptation sans principe.

Haya de la Torre insiste sur la nécessité de l'union des pays d'Amérique latine et termine sa lettre par cette formule : « Nous, les représentants des Provinces-Unies d'Amérique du Sud. » En soi, l'idée est tout à fait juste. La lutte pour les Etats-Unis de l'Amérique latine est inséparable de la lutte pour l'indépendance nationale de chacun des pays latino-américains. Néanmoins il faut répondre clairement et précisément à la question de savoir quels sont les chemins qui peuvent conduire à cette unification. Des formules extrêmement vagues de Haya de la Torre on peut conclure qu'il espère convaincre les actuels gouvernements de l'Amérique latine de s'unir volontairement... sous la tutelle des Etats-Unis ? En réalité, on ne peut atteindre cet objectif élevé qu'avec le mouvement révolutionnaire des masses populaires contre l'impérialisme, y compris l'impéria-

lisme « démocratique » et ses agents intérieurs. C'est un chemin difficile, nous l'admettons, mais il n'y en a pas d'autre.

Notons également que, dans cette lettre de caractère programmatique, il n'est pas dit un mot de l'Union soviétique. Pour Haya de la Torre, l'U.R.S.S. est-elle défenseur des pays coloniaux et semi-coloniaux, leur amie et alliée, ou considère-t-il avec nous que, sous son régime actuel, l'U.R.S.S. représente le pire danger pour les peuples faibles, arriérés et dont l'indépendance est très loin d'être complète ? En ce cas, le silence de Haya de la Torre est également déterminé par des considérations manifestement opportunistes. Il semble que Haya de la Torre veuille garder l'U.R.S.S. en « réserve » pour le cas où les Etats-Unis ne l'aideraient pas. Mais celui qui veut avoir beaucoup d'amis risque de perdre le peu qu'il a.

Voilà les idées que nous suggère la lettre du chef de l'A.P.R.A., même en nous tenant aux critères simplement démocratiques. Nos conclusions sont fausses ? Nous écouterons avec plaisir les réponses des représentants de l'A.P.R.A. Nous souhaitons simplement que ces répliques soient plus précises, plus concrètes, moins évasives et diplomatiques que la lettre de Haya de la Torre.

MOINS PAR MOINS ÉGALE PLUS¹

(10 novembre 1938)

Dans son discours au Palais de Bellas Artes le 8 novembre, Lombardo Toledano a déclaré : « Quelque chose que je n'ai pas affirmé, parce que je ne suis pas fou, c'est que Trotsky avait proposé une grève générale pendant le conflit du pétrole ». On peut supposer que le compte rendu de son discours dans *El Popular* a été publié par l'orateur lui-même avec le soin nécessaire. On ne peut pas souhaiter plus catégorique démenti que celui qui vient d'être reproduit ; « parce que je ne suis pas fou » !!! Nous allons pourtant vérifier ce que dit M. Toledano.

Dans les journaux du 31 mai 1937 (*El Universal*, première section, page 8 ; *Excelsior*, 1^{re} section, page 6 ; *El Nacional*, 1^{re} section, p. 6 ; *La Prensa*, p. 6) il était dit dans le compte rendu du discours de Toledano au meeting tenu le 30 mai 1937 au théâtre du Peuple : « Nous n'allons pas suivre ceux qui s'affirment d'extrême gauche et veulent nous entraîner dans une grève générale dans la république. Nous ne ferons pas le jeu de Trotsky qui représente la contre-révolution. La grève générale est contre le gouvernement ».

On trouve la même phrase dans les quatre journaux. Il est clair que le texte a un caractère, sinon officiel, du moins officieux. M. Toledano n'a jamais démenti, ni le discours dans son ensemble, ni la phrase qui nous intéresse. Les mêmes journaux ont publié ma déclaration du 26 juin 1937 dans laquelle je disais : « M. Toledano, dans une série de déclarations publiques, m'a attribué différentes interventions dans la vie intérieure du Mexique (notamment, par exemple, un appel à la grève générale). Il n'y a pas un seul mot de vrai dans de telles affirmations ».

1. Article (T 4462) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

Même après cela, M. Toledano n'a pas publié un seul rectificatif à son discours. Il a fallu attendre un an et demi pour que Toledano juge nécessaire de déclarer dans un autre discours qu'il « n'est pas fou » et qu'il n'a jamais fait semblables déclarations. Cette fois non plus, il n'a pas raison. Les faits et les textes parlent d'une autre manière. Les démentis de M. Toledano, comme on le voit, se distinguent par la même exactitude que ses affirmations. Mais moins par moins égale plus.

M. Toledano ne veut pas d'une enquête sur ses accusations, faite par une commission impartiale. Au lieu de cela, il a commencé à se réfuter lui-même. Personnellement, je n'ai pas d'objection contre cette méthode et j'accepte avec gratitude son témoignage que seuls des fous peuvent m'accuser de vouloir provoquer une grève générale contre le gouvernement Cárdenas, selon lui. J'ajoute seulement que les autres accusations également lancées contre moi ont la même valeur.

[L'INTRIGUE STALINIENNE]¹

13 novembre 1938

Cher Ami,

Je voudrais vous demander votre aide dans l'intrigue compliquée que l'agence stalinienne est en train de nouer autour de moi. Vous savez que le périodique new-yorkais *Daily News* publie — pour la troisième fois, je pense — des éditoriaux dans lesquels il dit que la politique d'expropriation du général Cárdenas est... le produit de mes conseils. Inutile de dire à quel point cette affirmation est absurde. Mais, au cas où cette affaire irait jusque devant le tribunal, je vous communique ce qui suit : je n'ai eu aucune conversation ni avec lui ni avec les membres de son gouvernement, ni directement, ni par des intermédiaires, et ma correspondance avec les autorités s'est limitée à des questions formelles en rapport avec ma résidence au Mexique. Les auteurs des insinuations dans *Daily News* et d'autres publications connaissent parfaitement le caractère résolu et indépendant du général Cárdenas, qui n'a aucun besoin de *mes* « conseils » pour mener *sa propre politique*. Il est par ailleurs inutile de dire que le programme qui est le mien se trouve très éloigné du programme du gouvernement mexicain. Tout homme qui n'est pas un analphabète sait cela. Aucun homme honnête ne se risquerait à le discuter. Mais nous sommes en présence de gens qui, bien que n'étant pas analphabètes, sont manifestement dépourvus d'honneur.

Ma première idée a été que cette intrigue provenait des propriétaires lésés qui tentaient par ce moyen de « compromettre » d'une façon ou d'une autre le gouvernement mexicain. Aujourd'hui encore je pense que ce fil-là est bien dans l'intrigue.

1. Lettre à A. Goldman (8297), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Mais il y en a un autre, le principal, et qui conduit jusqu'aux staliniens. Ces messieurs développent leur jeu simultanément dans deux directions. Les agents locaux du G.P.U. ont commencé par m'accuser, dans des discours publics et des articles (Toledano, Laborde) de préparer un soulèvement contre le général Cárdenas, allié à des généraux fascistes, etc. Le caractère absurde de telles inventions était cependant trop évident pour tout le monde, et l'intrigue commencée dans cette direction s'est vite révélée stérile. (Dans un moment de lucidité ou d'imprudence, Toledano lui-même a reconnu que semblable accusation ne pouvait être lancée sinon par... des fous). Bien entendu, des gens qui n'ont pas grand-chose à perdre ont continué à répéter cette insanité. Mais l'attention principale du G.P.U. s'est tournée dans une autre direction. Il semble aujourd'hui, si l'on en croit Toledano, que je m'efforce *moi-même* de donner l'impression que je suis le... conseiller intime du gouvernement du général Cárdenas. La bassesse et la stupidité ne connaissent, comme vous le voyez, aucune limite. Il est inutile de vous expliquer à quel point j'apprécie l'asile que m'a offert le Mexique et à quel point j'ai intérêt à ce que le gouvernement ne doute pas un instant de ma totale loyauté. Pour quelle raison me serais-je mis à prétendre être ce que je ne suis pas et que je ne veux d'aucune manière devenir ? Evidemment pour des raisons... d'orgueil. Les calomniateurs révèlent ici toute leur mesure intellectuelle et morale.

J'ai reçu de source bien informée l'information selon laquelle l'inspirateur des articles du *Daily News* était un certain [...] ², membre du parti stalinien des Etats-Unis et collaborateur de la Federated Press. En annexe à la présente lettre, je vous envoie un témoignage écrit sur cet individu qui, jusqu'à maintenant, n'a pas été publié. La mécanique de la provocation est tout à fait claire : d'un côté, les agences staliniennes donnent au *Daily News* des informations manifestement fausses, utilisant ainsi la mauvaise foi d'un périodique réactionnaire appartenant à de grands propriétaires ; de l'autre, la publication de ces articles est utilisée (par l'intermédiaire de Toledano et compagnie) pour donner l'impression que je serais moi-même leur inspirateur. Enfin, un « profit » supplémentaire pour ces messieurs consiste en ce qu'ils interprètent immédiatement mes répliques et mes réfutations comme une « intervention » de ma part dans la vie

2. Il y a un blanc dans la copie de la Houghton et la lettre originale n'est pas dans les papiers de Goldman.

intérieure du Mexique. La bassesse n'a pas de limites ! Toute la mécanique de cette provocation porte une marque tout à fait spécifique qui consiste dans trois lettres : G.P.U. On peut facilement distinguer cette même marque sur le front de mes-sieurs les calomniateurs.

L'objet de cette lettre est de vous poser, cher ami, la question juridique : la législation des Etats-Unis me donne-t-elle la possibilité de faire un procès au *Daily News*, et, ce faisant, de démasquer les provocateurs ? J'espère qu'il existe des dispositions qui sanctionnent les journalistes qui diffusent sciemment des nouvelles fausses afin de causer à une personne déterminée des dommages matériels et moraux. Et il s'agit ici d'un dommage qui n'est pas de peu d'importance : tout ce complot a pour objectif de nous priver, ma femme et moi, de l'hospitalité du Mexique et de nous livrer aux mains des bourreaux du G.P.U. J'ajoute que, dans le dernier article du *Daily News*, du 29 octobre 1938, il est affirmé que la vente de pétrole mexicain au Japon et à l'Italie se fait sur ma recommandation et qu'en outre mon objectif est de causer à l'Union soviétique un préjudice militaire. Cette affirmation vise clairement à me déshonorer politiquement et, comme je le suppose, elle tombe sous le coup de la loi pénale nord-américaine qui préserve les intérêts moraux et matériels de l'homme et du citoyen.

VINGT ET UNIÈME ANNIVERSAIRE ¹

(14 novembre 1938)

La révolution de février a été déclenchée par les ouvriers et les soldats, c'est-à-dire les paysans sous les armes. Le coup mortel a été porté au tsarisme par les ouvriers de Saint-Pétersbourg. Mais ils ne savaient pas que ce coup était mortel. Il arrive souvent que les opprimés ne puissent jouir des fruits de leur victoire parce qu'ils ne réalisent pas son importance. Le pouvoir, que les masses révoltées ont été incapables de prendre, tomba entre les mains d'une coalition de libéraux, de mencheviks et de « socialistes révolutionnaires », c'est-à-dire de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. C'était le « Front populaire » classique de l'époque.

Staline disait et écrivait : « Il nous faut soutenir le Gouvernement provisoire parce que... » Lénine arriva de l'étranger et déclara : « Le moindre soutien au Gouvernement provisoire est une trahison. » Staline dit à la conférence bolchevique de mars : « Il faut nous unifier avec le parti de Tséreteli (les mencheviks². » Lénine déclara : « Toute idée d'union avec les mencheviks défensistes et une trahison. »

La véritable politique bolchevique commença après l'arrivée de Lénine (4 avril 1917), avec son opposition irréductible au « Front populaire » de février. L'idée en était d'unir tous les opprimés, tous les exploités, contre la bourgeoisie impérialiste « démocratique », soutenue par les mencheviks et les « socialistes révolutionnaires » (social-patriotes). Lénine cherchait l'unité

1. Article (T 4466), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library. Il s'agit du 21^e anniversaire de la révolution d'Octobre.

2. Irakli G. Tséreteli (1882-1959), Géorgien, social-démocrate après son premier exil en 1902 avait été aux travaux forcés en Sibérie de 1907 en 1912, puis en déportation jusqu'en 1917 ; il était en 1917 ministre des postes et télégraphes dans le gouvernement du prince Lvov en tant que dirigeant des mencheviks. Il devait émigrer en 1921.

des masses révolutionnaires sur la base de la lutte des classes, pas l'unité de phraseurs « socialistes » avec les capitalistes libéraux pour duper les masses. Celui qui ne comprend pas la différence entre ces deux formes d' « unité » doit être balayé du mouvement ouvrier.

Pendant les mois critiques de la révolution, les partis du « Front populaire », écrasés par la pression des masses révolutionnaires, les libéraux, mencheviks et « socialistes révolutionnaires » ne trouvèrent pas d'autre moyen de se défendre que la calomnie la plus basse contre les bolcheviks. Les accusations de relations avec l'état-major allemand, de liens avec les Cent-Noirs et les pogromistes (les fascistes de l'époque) pleuvaient comme d'une corne d'abondance. La racaille du Kremlin et ses agents internationaux n'ont rien inventé : ils n'ont fait que développer dans des proportions gigantesques les calomnies de Milioukov, Kerensky et Tséreteli³.

La révolution d'Octobre fut la victoire du bolchevisme, c'est-à-dire du parti des ouvriers et des paysans les plus pauvres, sur le « Front populaire », c'est-à-dire les partis de la bourgeoisie libérale, les mencheviks et les « socialistes révolutionnaires », qui étaient indissolublement liés à l'impérialisme « démocratique » de l'Entente.

Aujourd'hui, tout philistin qui se considère comme un « ami de l'U.R.S.S. » traite de « contre-révolutionnaire » la coalition de février. Mais les cadets, les mencheviks et les « socialistes révolutionnaires » n'étaient contre-révolutionnaires qu'en référence à la révolution bolchevique, c'est-à-dire socialiste, mais ne l'étaient pas en référence à la monarchie, au fascisme de l'époque ou à la dictature des généraux⁴. Si on traduit les concepts politiques de cette époque en termes contemporains, il faudra dire que Lombardo Toledano est, au mieux, une caricature de Kerensky et que Laborde est beaucoup plus loin du marxisme que les mencheviks ne l'étaient pendant la révolution de février.

Les Kerensky du monde entier étaient les ennemis irréconciliables de la révolution d'Octobre. Les ouvriers révolutionnaires du monde entier étaient ses amis. Des amis salariés, il n'en existait pas. Il n'était pas possible de faire carrière grâce aux relations amicales qu'on pouvait entretenir avec l'U.R.S.S. Il

3. Trotsky, pendant toute cette période souligne la continuité des calomnies : Lénine et lui-même accusés d'être « agents de l'état-major allemand », lui-même « agent de Hitler », etc.

4. Les cadets (K.D.), constitutionnels, démocrates, le parti de Milioukov, sont appelés plus haut les « libéraux ».

n'était pas possible de se rendre en U.R.S.S. autrement que de façon clandestine. Certains qui s'y essayèrent trouvèrent la mort, abattus par les garde-frontières ou noyés pour avoir tenté la traversée, la nuit, sur une simple barque⁵. C'étaient de véritables amis.

Pour pouvoir faire de Lombardo Toledano et de ses pareils des « amis » stipendiés de l'U.R.S.S., il a fallu que la bureaucratie soviétique opprime les masses et s'empare de la totalité du pouvoir et des moyens de contrôle de toutes les richesses du pays ; il a fallu, en d'autres termes, que la révolution prolétarienne fasse place à la réaction thermidorienne. En France, les carriéristes thermidoriens qui s'étaient enrichis dans la révolution haïssaient les Jacobins honnêtes. L'actuelle bureaucratie, ainsi que ses amis étrangers, hait les véritables révolutionnaires prolétariens. Pour justifier cette haine devant les masses, ces carriéristes doivent calomnier ceux qui sont restés fidèles au programme de la révolution d'Octobre. La bureaucratie soviétique paie ces calomnies en soutien, en publicité, et souvent aussi en or pur. Le résultat est que Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Rykov, Boukharine, Piatakov, Sokolnikov, Sérébriakov, Smirnov — tous camarades de combat de Lénine —, Toukhatchevsky, Egorov, Blucher, Mouralov, Iakir, Mratchkovsky, Ouborévitch, Gamarnik⁶ — tous héros de la guerre civile — sont des

5. La disparition des trois Français Raymond Lefebvre, Vergeat et Lepetit, au lendemain du deuxième congrès de l'I.C. entrainait pour Trotsky dans cette catégorie ; l'un des fondateurs du P.C. grec, Demosthenes Lygdopoulos, fut assassiné par ses passeurs.

6. Trotsky regroupe dans cette énumération les plus connues des victimes de Staline dans les dernières années. Victimes du premier procès (août 1936) : Grigori E. Radomylsky, dit *Zinoviev* (1883-1936), ancien collaborateur de Lénine en exil, président du soviet de Petrograd, président de l'I.C., membre du bureau politique, Lev B. *Kamenev* (1883-1936), ancien dirigeant de la fraction bolchevique à la Douma, ancien président de l'exécutif des soviets, lui aussi ancien membre du bureau politique, Ivan N. *Smirnov* (1881-1936), vieux-bolchevik, héros de la guerre civile, membre du comité central et commissaire du peuple, avait été jusqu'en 1929 un des porte-drapeaux de l'Opposition de gauche comme Sergei V. *Mratchkovsky* (1883-1936), un des chefs de l'Armée rouge jusqu'en 1927. Au second procès public, en janvier 1937, avaient figuré Iouri L. *Piatakov* (1890-1937), ancien chef du gouvernement ukrainien, commissaire du peuple, membre du C.C., Grigori I. Brillant, dit *Sokolnikov* (1888-1939), financier et diplomate, Nikolai I. *Mouralov* (1877-1937), ancien chef de l'insurrection de Moscou en 1917 puis inspecteur général de l'Armée rouge. Aleksei I. *Rykov* (1881-1938) avait succédé à Lénine à la tête du gouvernement et son ami Nikolai I. *Boukharine* (1888-1938), ancien membre également du bureau politique, ancien président de l'Internationale communiste, avaient été fusillés à l'issue du troisième procès. Jan B. *Gamarnik* (1897-1937), clandestin en Ukraine pendant la guerre civile, commissaire politique, était chef de l'administration politique de l'armée quand il s'était suicidé pour éviter l'arrestation. Mikhail N. *Toukhatchev-*

traîtres, et qu'il s'avère que les fidèles défenseurs de la révolution d'Octobre sont le procureur de Moscou Vychinsky et l'avocat mexicain Toledo.

A la veille du 21^e anniversaire, la politique soviétique à l'intérieur et à l'extérieur, la politique du Comintern se sont révélées dans toute leur pourriture et leur folie. A l'intérieur, il a fallu exterminer entièrement le parti bolchevique et organiser une déification honteuse du Chef Adolf Staline pour soutenir le régime instable de la dictature bureaucratique. En politique extérieure, après des capitulations injustifiées et humiliantes, l'U.R.S.S. est plus isolée que jamais. Enfin, la politique internationale du « Front populaire » a mené la révolution espagnole à la ruine et la France au bord du fascisme. Aux yeux du prolétariat international, le Comintern est une méprisable et lamentable faillite.

Comme on pouvait s'y attendre, Moscou est en train d'essayer d'opérer une nouvelle volte-face. A la grandiose, mais parfaitement obligatoire, manifestation sur la Plage Rouge le 7 novembre, les journalistes étrangers présents ont été surpris d'entendre des clameurs, depuis longtemps oubliées, en faveur de la révolution mondiale... Staline veut terroriser ses ennemis par ses hurlements. Comme il n'a pu rien obtenir par la flatterie la plus grossière, il espère prendre les impérialistes par la peur. Pauvre tentative d'un intrigant sans honneur ! Pour faire une politique révolutionnaire, il faut des partis révolutionnaires. Il n'y en a pas. Il n'a pas été facile de transformer les sections des jeunesses du Comintern en cliques de carriéristes complètement dépravés, par les moyens de la pression bureaucratique, de la tromperie, de la calomnie, de la violence, de la corruption et de l'assassinat. Mais ce travail a été fait. En quinze ans on peut transformer une organisation révolutionnaire en un tas de fumier. Mais on ne peut en sens inverse transformer un tas de fumier en un précieux métal révolutionnaire, simplement parce

sky (1893-1937), jeune officier passé à l'Armée rouge, commandant d'armée en 1918, maréchal de l'Union soviétique, Hieronym P. *Ouborévitch* (1896-1937), jeune officier d'artillerie, commandant d'armée en 1919, Iona E. *Iakir* (1896-1937), étudiant bolchevique, garde rouge, commandant d'armée en 1918, trois des officiers généraux les plus remarquables de l'armée rouge avaient été condamnés à mort dans un procès à huis clos et exécutés en juin 1937. Aleksandr I. *Egorov* (1883-1939), lieutenant-colonel en 1917, s.r. rallié aux bolcheviks, maréchal, avait été arrêté en 1938 et ne devait être abattu qu'en février 1939. Vassili K. *Blucher* (1890-1938), ouvrier, bolchevik en 1916, sous-officier pendant la guerre, était passé des Gardes rouges au commandement d'une division, était également maréchal en 1935. Arrêté le 22 octobre 1938, il venait d'être exécuté, le 9 novembre à la prison de Lefortovo...

qu'on le désire. Après la « troisième période » de grimaces ultra-gauchistes, nous nous sommes trouvés devant la « quatrième période » de servilité honteuse devant l'impérialisme « démocratique ». La tentative actuelle d'entamer une « cinquième période » — de gesticulations révolutionnaires et de bluff à retardement — s'achèvera par un fiasco plus cruel encore. Le terrible dictateur commencera bientôt à avoir l'air d'un épouvantail d'arrière-cour.

Sur la voie de la bureaucratie et du Comintern, il n'y a pas d'issue, aucun rayon d'espoir. L'avant-garde ouvrière doit en finir avec la bureaucratie soviétique et le Comintern. Seule une insurrection du prolétariat soviétique contre la tyrannie infâme des nouveaux parasites peut sauver ce qui subsiste encore, dans les fondations de la société, des conquêtes d'Octobre. Seule la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes avancés peut aider les travailleurs russes à construire une véritable société sur les fondations jetées en Octobre. C'est en ce sens, et en ce sens seulement, que nous défendons la révolution d'Octobre contre l'impérialisme, fasciste ou démocratique, contre la bureaucratie stalinienne et contre ses « amis » appointés.

L'ASSASSINAT DE RASPOUTINE ET L'EXÉCUTION DE NICOLAS II¹

(14 novembre 1938)

Vous me demandez quel rôle j'ai personnellement joué dans l'assassinat de Raspoutine² et l'exécution de Nicolas II. Je m'étonne que cette question, qui appartient depuis longtemps à l'histoire, puisse intéresser la presse ; elle a trait à des jours déjà lointains.

Je n'ai absolument rien à voir, bien entendu, avec l'assassinat de Raspoutine. Raspoutine a été tué le 30 décembre 1916. A cette époque, j'étais à bord d'un bateau qui nous transportait, ma famille et moi, d'Espagne aux Etats-Unis³. Cette distance géographique prouve à elle seule que je ne pouvais pas participer à cette entreprise. Mais il existe aussi de sérieuses raisons politiques. Les marxistes russes n'avaient rien de commun avec le terrorisme individuel : ils étaient les organisateurs du mouvement révolutionnaire de masses. En fait, l'assassinat de Raspoutine a été réalisé par des éléments de l'entourage de la cour impériale. Ceux qui ont trempé personnellement dans cet assassinat sont Pourichkiévitch, le député monarchiste ultra-réactionnaire à la Douma⁴, le prince Youssouпов⁵, qui avait des liens avec la famille du tsar, et d'autres personnes de ce genre : il semble que l'un des grands ducs, Dimitri Pavlovitch⁶ ait été mêlé étroitement à la préparation de l'assassinat.

1. Réponse à des questions d'un journaliste américain (T 4468) traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Grigori E. *Raspoutine* (1871 ?-1916), pope, fils de paysan, qui avait acquis une grande influence sur la tsarine et, du coup, sur la politique du tsar, fut assassiné le 31 décembre 1916.

3. Cf. José Gutierrez, « Les Péripiéties de Trotsky en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 10.

4. Vladimir M. *Pourichkiévitch* (1870-1920), grand propriétaire, fut le leader de la droite dans les 2^e, 3^e et 4^e Douma et plus tard anti-bolchevik acharné.

5. Le prince Feliks *Youssouпов* (1887-1967), fils d'un gouverneur général de Moscou, était marié à une nièce du tsar.

6. Le grand duc *Dmitri Pavlovitch* (1891-1942) était le neveu favori du tsar, lié d'amitié à Feliks Youssouпов, et tous deux étaient du complot contre Raspoutine.

L'objectif des conspirateurs était de sauver la monarchie en la débarrassant d'un « mauvais conseiller ». Notre objectif à nous était d'en finir avec la monarchie et tous ses conseillers. Nous ne nous occupions pas d'aventureux assassinats individuels, nous préparions la révolution. On sait que l'assassinat de Raspoutine n'a pas sauvé la monarchie ; la révolution l'a suivi, deux mois plus tard.

L'exécution du tsar est une affaire tout à fait différente. Nicolas II avait déjà été arrêté par le gouvernement provisoire ; il avait d'abord été détenu à Pétrograd, puis envoyé à Tobolsk. Mais Tobolsk est une petite ville sans industrie ni prolétariat et ne constituait pas une résidence sûre pour le tsar ; on pouvait s'attendre à ce que les contre-révolutionnaires essaient de le libérer pour le mettre à la tête des Gardes blancs. Les autorités soviétiques le firent transférer de Tobolsk à Ekaterinburg, dans l'Oural, qui était l'un des centres industriels les plus importants. Il était possible de penser que là, la garde du tsar serait bien assurée. La famille impériale vivait dans une demeure privée et jouissait d'une certaine liberté. On proposa d'organiser un procès public du tsar et de la tsarine, mais l'idée n'aboutit pas. Dans l'intervalle, le développement de la guerre civile en avait tranché autrement.

Des bandes de Gardes blancs encerclèrent Ekaterinburg ; ils pouvaient, d'un instant à l'autre, pénétrer dans la ville. Leur objectif principal était de libérer la famille impériale. C'est dans ces conditions que le soviet local décida l'exécution du tsar et de sa famille.

Personnellement je me trouvais à ce moment sur une autre partie du front et, aussi étrange que cela puisse paraître, je n'ai pas entendu parler de cette exécution avant une semaine, sinon plus. Dans le tourbillon des événements, ce fait ne m'a pas beaucoup impressionné et je n'ai jamais cherché à savoir « comment » c'était arrivé. Je dois ajouter que l'intérêt spécifique pour le sort des individus couronnés ou ex-couronnés renferme une part considérable d'instincts serviles. Pendant la guerre civile, qui avait été provoquée exclusivement par les capitalistes et propriétaires fonciers russes, avec la collaboration de l'impérialisme étranger, des centaines de milliers de personnes

7. Trotsky mentionne dans d'autres textes que l'un des responsables bolcheviques qui prirent la décision de faire exécuter le tsar et sa famille était son camarade de l'Opposition de gauche (jusqu'en 1928), Aleksandr G. *Beloborodov* (1891-1938), un mécanicien de l'Oural.

ont péri. Si les membres de la dynastie des Romanov sont tombés parmi eux, il est impossible de ne pas y voir une juste compensation de tous les crimes de la monarchie tsariste. Les Mexicains, qui se sont débarrassés de l'empereur Maximilien⁸, possèdent à cet égard une tradition qui n'est pas mauvaise.

8. *Maximilien* (1832-1867), frère de François-Joseph, empereur d'Autriche, archiduc, officier de marine, avait été vice-roi en Lombardo-Vénétie quand une assemblée de notables inspirée par l'occupant français lui propose le trône mexicain. Il accepta et devint en 1864 Empereur du Mexique. Abandonné par les Français qui avaient reculé devant la menace américaine, il fut vaincu dans la guerre civile, obligé de se rendre à Queretaro, condamné à mort et fusillé le 19 juin 1867.

[RÉPONSES
À DES QUESTIONS]¹
(14 novembre 1938)

Chère Amie,

J'ai reçu votre lettre n° 34 ainsi que les informations concernant Ciliga². L'accusation portée contre Ciliga d'être le responsable de la section balkanique du centre trotskyste de Paris est des plus absurdes. Comme vous le savez, Ciliga n'est aucunement trotskyste. Ni mon fils, Léon Sedov, ni moi, ne l'avons jamais considéré comme tel. Je possède à ce sujet une abondante correspondance. J'ai même refusé de publier ses articles dans le *Bulleten* en raison de son désaccord total avec notre ligne³. Par ailleurs, le livre consacré à l'Union soviétique qu'il a publié en France comporte notamment dans sa deuxième partie une série de remarques extrêmement hostiles à l'adresse de l'organisation à laquelle j'appartiens⁴. Les auteurs de l'article paru dans *Inprekorr* sont non seulement malhonnêtes mais ignares. Il faut bien sûr aider Ciliga à démonter cette accusation. Les lettres que Liova a écrites à cette époque seraient très utiles car elles démontreraient sans difficulté qu'il n'était pas en Yougoslavie. Je crains cependant que nous n'ayons pas le temps

1. Lettre à L. Estrine (7726), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Anté *Ciliga* (né en 1896), Yougoslave, mais de nationalité italienne, dirigeant du P.C.Y., avait rejoint en 1929 en U.R.S.S. l'Opposition de gauche clandestine. Arrêté en 1930, emprisonné à Verkhnéouralsk, puis déporté, il avait été libéré en 1935, probablement à cause de sa nationalité italienne.

3. Ciliga avait pris contact avec Frankel à Prague, puis donné plusieurs articles au *Bulleten Oppositii* : Trotsky y mit un terme quand il apprit que Ciliga collaborait également à des publications mencheviques, au début de 1936 (voir *Œuvres*, 9).

4. Il s'agit de *Au Pays du Mensonge triomphant*. Trotsky avait peu apprécié en particulier des pointes lancées contre ses camarades emprisonnés en U.R.S.S., comme Solntsev ou son gendre Nevelson.

de les réunir. Serait-il possible de demander le report du procès pour cette raison⁵ ?

Les citations que vous m'avez envoyées sur Cronstadt (relevées par Souvarine) nécessitent une recherche complémentaire. L'ordre de réprimer le soulèvement a été évidemment signé par moi et publié à Leningrad.

Il est même possible que de tels bruits aient été lancés délibérément, afin d'effrayer les mutins. Je ne me souviens absolument pas d'être allé à Leningrad le 5 mars. Mais cela n'a pas la moindre importance. C'est le 16 mars que la répression du soulèvement a commencé effectivement. J'étais alors à Moscou, ce qui peut être prouvé par le procès-verbal du congrès et les journaux moscovites. Par conséquent, l'affirmation selon laquelle j'aurais participé personnellement à la répression est mensongère, indépendamment du fait que je me sois ou non trouvé à Pétersbourg le 5 mars. Même lorsque l'assaut des troupes de l'Armée rouge a commencé le 8 mars — incontestablement en mon absence — il ne s'est rien produit, ni répression, ni « brutalité ». La répression, qui a commencé le 16 mars, a été menée sans ma participation. La seule question reste donc de savoir si je suis ou non passé à Leningrad *lors de mon voyage de l'Oural à Moscou* et si j'ai signé l'ordre de reddition de Cronstadt à Moscou ou à Pétersbourg. Cette question n'a aucune importance politique. Mais elle est à vérifier. Il est tout à fait possible que la remarque citée repose sur un malentendu (vous pouvez, en cas de besoin, publier cela dans le *Biulleten*).

Peut-être la première partie de cette lettre sera-t-elle utile à Gérard⁷.

5. Le bulletin de presse de l'I.C. (*Correspondance internationale*) avait publié une attaque dans le style stalinien habituel dans son numéro du 18 juin 1938. Ciliga l'avait poursuivi en diffamation et le procès était fixé au 28 novembre.

6. Boris Lifshitz, dit Boris *Souvarine* (1893-1984) était un émigré russe qui avait été l'un des pionniers du mouvement communiste en France et partisan de Trotsky, exclu de l'I.C. et du P.C. en 1924. Il avait rompu avec Trotsky en 1929 et souligné la responsabilité de ce dernier dans la répression de l'insurrection de Cronstadt.

7. Gérard Rosenthal, du noyau de l'Opposition en France et dirigeant du P.O.I., était aussi l'avocat de Trotsky.

[LE JEU DU G.P.U.]¹

(14 novembre 1938)

Cher Camarade Goldman,

Je vous envoie ci-joint une lettre « officielle »² destinée à la publication. Je sais que vous êtes très sceptique concernant la possibilité d'un procès de presse contre le *Daily News*. Bien entendu la décision demeure entre vos mains. Indépendamment de cette décision cependant, je considère ma lettre comme une action politique qui peut avoir un certain effet ici au Mexique. Elle sera publiée dans le plus grand hebdomadaire du pays³.

Il me semble que les journaux soviétiques sont très intéressés par le procès d'espionnage américain⁴. Ils affirment que ce procès va convaincre ceux qui en doutent que Trotsky et Boukharine sont liés aux espions. Cela suggère l'idée que certains des accusés soient des agents du G.P.U. qui essaient de prouver leurs rapports avec les Trotskystes et les boukhariniens. A cet égard, le cas de cet homme (j'ai oublié son nom⁵) qui a témoigné devant la commission du Sénat sur mes « liens » avec les Chemises dorées mexicaines est très significatif. A mon avis, nous devrions suivre de très près cette affaire.

Une remarque de plus. Il semble qu'un autre procès soit en préparation à Moscou, dirigé cette fois contre la France et impliquant les trotskystes français comme agents de l'Allemagne ou de la France, je ne suis pas sûr de laquelle.

1. Lettre à A. Goldman (8298), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. pp. 164-166.

3. La lettre sera publiée en effet dans *Hoy*.

4. En octobre et novembre 1938 se déroula aux Etats-Unis le procès d'un groupe d'espions allemands. Voir à ce sujet P. Broué, « L'Affaire Robinson-Rubens », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3.

5. Il s'agit de John C. Metcalfe (cf. n. 2 p. 85).

DANS LA LITTÉRATURE DU CENTRISME¹

(16 novembre 1938)

Rodrigo García Treviño, *El Pacto de Munich y la Tercera Internacional* (Una conferencia y cuatro artículos). Ed. de la Sociedad de Estudiantes Marxistas de la Escuela Nacional de Economía, México. 66 p.

Cette brochure est éditée par la Société des étudiants marxistes. Comme son nom l'indique, cette société s'est assigné comme tâche l'étude du marxisme. On ne pourrait que se féliciter d'un objectif aussi louable en ces temps de prostitution complète de la doctrine marxiste, si cette société abordait sa tâche avec le sérieux nécessaire. Malheureusement, la préface de cette brochure, écrite et signée de tous les membres de la société, ne donne pas les preuves d'un tel sérieux. Il serait inadmissible de chercher à polémiquer avec des jeunes qui ne sont pas encore familiarisés avec l'A B C du marxisme, s'ils se rendaient aux-mêmes compte de l'état de leurs connaissances. L'ignorance est naturelle à un certain âge et on peut la vaincre en étudiant. Mais le malheur est quand l'ignorance se joint à la prétention, quand, au lieu de s'instruire avec application, on veut instruire les autres. C'est malheureusement ce qui caractérise la préface des éditeurs. Nous notons ici leurs principales erreurs, car il n'est pas possible de *toutes* les énumérer !

La préface tente d'établir un rapport entre le développement de la théorie révolutionnaire et les différentes étapes du développement de la société bourgeoise. L'intention est tout à fait louable, mais il faut, pour la réaliser, connaître l'histoire de la société bourgeoise et celle des idéologies et nos auteurs ne connaissent ni l'un ni l'autre. Ils commencent par affirmer qu'au

1. Article (T 4470) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library. Il est signé Amago L.

milieu du siècle dernier, la bourgeoisie « a consolidé son pouvoir politique à l'échelle mondiale et ouvert l'étape de l'impérialisme », et que c'est de là qu'est sortie l'œuvre de Marx et d'Engels dans le domaine de la politique et de la doctrine. Tout est faux de A à Z. Au milieu du siècle dernier, la bourgeoisie était encore très éloignée du « pouvoir politique à l'échelle mondiale ». N'oublions pas que *Le Manifeste communiste* a été écrit à la veille de la révolution de 1848. Après sa défaite, la bourgeoisie allemande est restée nationalement éparpillée, sous l'oppression de nombreuses dynasties. L'Italie bourgeoise n'était ni libre, ni unifiée. Aux Etats-Unis, la bourgeoisie devait encore traverser la guerre civile pour parvenir à l'unification de l'Etat national (bourgeois). En Russie, l'absolutisme et le servage dominaient entièrement, etc.

Dire, par ailleurs, que l'époque de *l'impérialisme* a commencé au milieu du siècle dernier, c'est n'avoir pas la moindre notion, ni du siècle passé, ni de l'impérialisme. L'impérialisme est le système économique et la politique intérieure et extérieure du capital *monopoliste* (financier). Au milieu du siècle dernier n'existait que le capitalisme « libéral », c'est-à-dire le capitalisme de libre concurrence qui n'avait que des tendances à créer à son profit la forme politique de la démocratie. Les *trusts*, les syndicats, les *konzern* ne se sont formés à grande échelle qu'à partir de l'année 80 du siècle dernier et ont rapidement occupé une position de prépondérance. La politique de l'impérialisme au sens scientifique du terme a commencé au tournant du siècle passé au siècle actuel. Si les auteurs avaient lu le livre bien connu de Lénine sur l'impérialisme², ils n'auraient pas commis d'erreurs aussi inquiétantes. Ils invoquent pourtant Lénine. Que signifie tout cela ?

Ce n'est pourtant que le début d'une série d'erreurs. Citant apparemment de seconde main l'affirmation de Lénine selon laquelle l'impérialisme est « le stade suprême du capitalisme », nos auteurs essaient de compléter Lénine et de l'approfondir... « Notre génération, écrivent-ils, peut, à son tour, interprétant Lénine, établir sur le plan doctrinal que le fascisme est la phase ultime, le stade suprême du capitalisme, l'ultime étape du régime bourgeois. » Les cheveux se dressent sur la tête à lire ces lignes prétentieuses. « Notre génération » doit étudier avant d'enseigner. L'impérialisme est le stade suprême du capitalisme au sens objectif, économique : l'impérialisme a amené les forces produc-

2. Il s'agit de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*.

tives au point le plus élevé concevable sur la base de la propriété privée et a fermé la voie de leur développement ultérieur ; par là même, il a ouvert une ère de décomposition du capitalisme. D'autre part, ayant centralisé la production, l'impérialisme a créé une pré-condition économique très importante pour *l'économie socialiste*. Ainsi, la caractérisation de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme s'appuie sur la dialectique du développement des forces productives, et ce avec un caractère strictement scientifique.

La conclusion par analogie qu'essaient de faire nos auteurs : « Le fascisme est le stade suprême de l'impérialisme » n'a absolument aucun contenu économique. Le fascisme est avant tout le régime politique qui couronne la décomposition économique. Issu du déclin des forces productives, le fascisme ne leur ouvre aucune possibilité de développement ultérieur. L'impérialisme a été une nécessité historique. Marx a *prévu* l'instauration d'un régime de monopole. Il était impossible de prévoir le fascisme, parce qu'il n'était pas déterminé par la nécessité économique, au sens dialectique et non mécanique du terme. Le prolétariat, du fait de causes historiques, ne s'étant pas trouvé capable de prendre à temps le pouvoir et de prendre l'économie en mains afin de la reconstruire sur les principes socialistes, la société capitaliste pourrissante n'a pu continuer à vivre qu'en substituant à la démocratie bourgeoise la dictature fasciste. Alors que l'impérialisme est apparu comme forme *suprême* du capitalisme, le fascisme est apparu comme *un pas en arrière*, un recul politique, le début de la chute de la société dans la barbarie.

Nos auteurs se trompent complètement quand, voulant démontrer leur découverte que « le fascisme est l'ultime étape de l'impérialisme », ils citent Marx qui disait qu'une société ne disparaît pas de la scène avant d'avoir épuisé jusqu'au bout ses possibilités de production. Car, précisément, l'impérialisme avait épuisé, dès avant la guerre, ses possibilités créatrices. La société bourgeoise n'a pas quitté la scène *à temps*, parce qu'aucune société qui se survit ne disparaît *d'elle-même* : il faut qu'une classe révolutionnaire la chasse. La II^e, puis la III^e Internationale ont *empêché* que cela se fasse. C'est pour cette raison, et exclusivement pour cette raison, que le fascisme a surgi. La crise actuelle de la civilisation humaine est le résultat de la crise de la direction prolétarienne. La classe révolutionnaire ne possède pas encore le parti qui puisse assurer par sa direction la solution du problème fondamental de notre époque : la prise du pouvoir par le prolétariat.

Du fait que l'impérialisme a atteint son stade « suprême » (?!), le fascisme, nos auteurs tirent la conclusion de la nécessité de rénover la doctrine révolutionnaire. Et ils se proposent cette tâche à eux-mêmes. Ils se proposent de commencer par la critique de la doctrine de la III^e Internationale. Il semble qu'ils ignorent totalement l'énorme travail critique effectué dans ce domaine, au cours des quinze dernières années, par la fraction internationale des bolcheviks-léninistes, particulièrement à partir de la révolution chinoise, c'est-à-dire depuis 1925-1927. Les auteurs de la préface se permettent une légèreté et une désinvolture inadmissibles vis-à-vis de l'unique tendance marxiste de notre époque. Voici ce qu'ils disent à propos de la IV^e Internationale :

« Il nous paraît indiscutable que dans les questions internationales [la IV^e Internationale] a commis des erreurs — appelons-les ainsi — qui l'ont privée de sa capacité en tant que groupe d'avant-garde. Nous citerons, juste à titre de rappel, les éloges de Trotsky sur nos célèbres avocats Cabrera et De la Fuente³. »

Et c'est tout. Une appréciation de ce genre ne peut germer que dans des têtes qui ont été infectées par les microbes du stalinisme. La IV^e Internationale est l'unique organisation qui ait fait une analyse marxiste de tous les événements et processus de la dernière période historique : la dégénérescence thermidorienne en U.R.S.S., la révolution chinoise, le coup d'Etat de Pilsudski⁴ en Pologne, le coup d'Etat de Hitler en Allemagne, la défaite de la social-démocratie autrichienne, la politique de la troisième période du Comintern⁵, la politique des « fronts

3. *Luis Cabrera* (1876-1954), avocat et journaliste était devenu en 1912 directeur de l'École de Jurisprudence et fut un proche collaborateur de Madero, puis Carranza, qui en fit deux fois son secrétaire aux finances. Il avait évolué à droite. *Fernando De La Fuente* (1889-1965), licencié en droit, juge en 1924, fut membre du tribunal suprême de Justice des territoires fédéraux et du district fédéral, puis de la Cour suprême du Mexique.

4. *Josef Pilsudski* (1867-1935), nationaliste et socialiste (un des fondateurs du P.P.S.) avait ressuscité avec l'aide alliée la Pologne indépendante dont il fut le premier chef de l'Etat, devenant maréchal en 1920. Il dirigea le 12 mai 1926 le coup d'Etat militaire qui le porta au pouvoir : le P.C. polonais l'avait soutenu et fut pour cela critiqué par Trotsky puis condamné par Staline.

5. Trotsky a appelé « troisième période d'erreurs de l'I.C. » la période 1928-1934 d'ultra-gauchisme où l'ennemi principal est la social-démocratie, où le front unique doit se faire « à la base », où l'on est toujours à la veille de la « conquête de la rue » et où la scission syndicale est la règle. C'est cette politique qui pava la voie à Hitler.

populaires », la révolution espagnole, etc. Qu'est-ce que nos auteurs connaissent de tout cela ? Apparemment rien. Pour démontrer la « carence » de la IV^e Internationale, ils citent les « éloges » adressés par Trotsky à Cabrera et De la Fuente. L'épisode avec Cabrera a consisté dans le fait que cet intelligent avocat conservateur a discerné la fabrication des procès de Moscou cependant que quelques imbéciles « de gauche » y croyaient. Trotsky a attiré l'attention de l'opinion publique sur l'analyse *juridique* absolument exacte de Cabrera⁶. Rien de plus ! Il serait parfaitement absurde d'y voir une *solidarité* politique quelconque. Nos étudiants « marxistes » n'ont rien dit jusqu'à présent — absolument rien sur les procès de Moscou dont le parti de Lénine a été victime. N'est-il pas honteux, dans ces conditions, de se dissimuler derrière Cabrera ? Le stalinisme a fabriqué consciemment des épouvantails de ce genre pour faire peur aux petits enfants. Cabrera ! Quelle horreur ! Pourtant, d'un point de vue marxiste révolutionnaire, la différence n'est pas grande entre Cabrera et Toledano. Tous les deux restent sur le terrain de la société bourgeoise et en conservent les caractéristiques. Toledano est plus dangereux et plus méprisable parce qu'il se couvre du masque du socialisme. Quant à De la Fuente, nous ne savons pas de qui il s'agit. Nos désinvoltés auteurs pourraient-ils nous l'expliquer ?

En tout cas, on ne peut rien faire de plus léger, de plus indigne, qu'apprécier le rôle historique d'une organisation internationale au moyen d'un épisode journalistique de dixième ordre. Sur le fond, les auteurs de la préface s'adaptent au stalinisme. Tout est là : ils permettent de faire une critique « indépendante » de toutes les doctrines, mais, en fait, ils sont à genoux devant les méthodes pourries et nauséabondes de la bureaucratie stalinienne. Pour avaliser leurs lamentables exercices en marxisme, ils jugent opportun de se tourner contre le trotskysme. Il faut dire que cette « méthode » pour se rassurer soi-même est par ailleurs caractéristique de tous les intellectuels petits-bourgeois de notre époque⁷.

6. Cabrera avait écrit le 25 janvier 1937 dans *El Universal* un article sur les procès de Moscou intitulé « Le Carnaval sanglant ». Trotsky écrivit au journal pour le féliciter de sa pénétration et sa réponse parut le 28 janvier (cf. *Œuvres*, 12, p. 194).

7. Sans doute vaut-il la peine de signaler ici les résultats positifs de la méthode de la volée de bois vert employée ici par Trotsky : deux des dirigeants de la société des étudiants marxistes mis ici en cause, Luis Yañez et Manuel Alvarado furent les clefs de file d'une nouvelle génération de trotskytes au Mexique.

En ce qui concerne le travail de Treviño⁸ — la conférence et les articles —, son trait positif est l'effort qu'il constitue pour se débarrasser des toiles d'araignée du stalinisme et du toledanisme, lequel représente la pire forme du stalinisme, la pire parce que la plus superficielle, la plus insaisissable, la plus creuse. Le malheur, avec Treviño, c'est qu'il pense et écrit comme si l'histoire commençait avec lui. Le marxiste aborde tous les phénomènes, y compris les idées, dans leur développement. Dire « revenir à Lénine », « revenir à Marx », c'est ne pas dire grand-chose. Actuellement, il est impossible de revenir à Marx en laissant de côté Lénine, c'est-à-dire en fermant les yeux sur l'énorme travail d'application, d'explication et de développement du marxisme qui a été réalisé sous la direction de Lénine. Après que Lénine eut cessé ce travail, il s'est écoulé quinze années, toute une période historique pleine d'événements mondiaux formidables ! Pendant ce temps, le « léninisme », si on en traite de façon formelle, s'est divisé en deux : le stalinisme, l'idéologie et la pratique officielles de la bureaucratie soviétique parasitaire, et le marxisme révolutionnaire que ses adversaires appellent « trotskysme ». Tous les événements mondiaux ont été passés à travers ces deux « filtres » théoriques. Treviño considère pourtant qu'il a le droit — celui du subjectiviste, pas du marxiste — d'ignorer le développement idéologique réel qui s'est exprimé dans la lutte implacable entre ces deux tendances. Lui-même, sans en être conscient, se nourrit, avec bien du retard, des débris de notre critique qui se sont répandus. Il ne s'agit évidemment pas du retard en lui-même : toute la jeune génération doit passer avec un certain retard par l'école de la IV^e Internationale. Le malheur n'est pas là. Le malheur, c'est que Treviño essaie d'adapter sa critique à la « doctrine » officielle du stalinisme. Il essaie de faire des idées révolutionnaires et des « remarques amicales » sur les lieux communs et les banalités pacifistes et social-impérialistes. Il veut convaincre le Comintern de ses bonnes intentions et des avantages du marxisme dilué (le

8. Rodrigo *García Treviño* (né en 1899) avait combattu pendant la révolution mexicaine. Capitaine, il fut révoqué en 1924, devint libraire et milita au syndicat du Livre, puis rejoignit le P.C.M. Déporté en 1932 aux îles Marias, il refusa de signer une déclaration anti-trotskyiste. Libéré en 1935, il appartient à la direction initiale de la C.T.M., puis rompit avec Lombardo Toledano. Professeur d'économie à l'École de Mexico, il était en liaison avec les partisans américains de Lovestone et recrutait des adeptes parmi ses étudiants. A partir du congrès contre le fascisme, il commença des discussions avec Trotsky.

centrisme) sur l'opportunisme ouvert. Mais la tâche du révolutionnaire n'est pas de rééduquer la bureaucratie stalinienne (c'est sans espoir), mais d'éduquer les ouvriers dans un esprit de méfiance intransigeante à son égard à elle.

Nous n'allons pas nous engager ici dans une évaluation détaillée de la brochure de Treviño, parce qu'il nous faudrait faire des remarques à chaque page et chaque ligne. Treviño a tort même quand il a raison. Nous voulons dire par là que même certaines observations justes — et il n'en manque pas — sont intégrées par lui dans le cadre d'une conception incorrecte, d'une perspective inexacte, parce que l'auteur demeure fondamentalement un centriste. Et il est impossible de garder une telle position. Le devoir immédiat de Treviño est d'effectuer une révision radicale de son bagage politique en comparant les corrections hybrides qu'il a voulu apporter au stalinisme avec les critiques clairement et précisément formulés de la IV^e Internationale. Ce n'est que de cette façon qu'il pourra quitter le terrain du centrisme.

Lorsque Treviño énumère les erreurs de la IV^e Internationale, découvertes occasionnellement ici ou là, pour apprécier le mouvement dans son ensemble et en arriver à la conclusion monstrueuse qu'il joue un rôle « contre-révolutionnaire », il essaie au fond de faire la même chose que les malheureux auteurs de la préface, de s'adapter à ses alliés et camarades d'hier. Jetant un coup d'œil terrorisé sur les bonapartistes du Kremlin, il se vêt d'une couleur susceptible de le protéger. Ses diverses critiques sur quelques épisodes secondaires sur la vie de certaines sections de la IV^e Internationale peuvent être ou non exactes (en général, elles sont inexactes). Mais c'est avant tout sa façon d'aborder les problèmes qui est fautive. La tâche et le devoir d'un marxiste sérieux consistent à distinguer ce qui est fondamental, principal, collectif, et à faire reposer son jugement sur ces bases. Nous craignons cependant que la question ne soit pas, en réalité, que Treviño soit simplement peu au courant de la littérature de la IV^e Internationale. Le dilettantisme, le caractère superficiel et l'absence de préoccupations théoriques sont très répandus actuellement dans les rangs des intellectuels, notamment de ceux qui se croient « marxistes ». C'est le résultat de l'oppression de la réaction mondiale, celle du stalinisme y compris. Mais il est impossible de faire un pas en avant sans revenir à la tradition de la conscience marxiste scientifique.

Quand Lombardo Toledano, avec la grâce qui lui est propre,

demande quand et où les représentants de la IV^e Internationale ont écrit quelque chose sur le fascisme, on ne peut que hausser les épaules avec pitié. La IV^e Internationale est née et a grandi dans la lutte contre le fascisme. Depuis 1929, nous avons prédit la victoire de Hitler, si le Comintern continuait sa politique de la « troisième période ». Les bolcheviks-léninistes ont écrit sur ce thème un grand nombre d'articles, de brochures et de livres en des langues différentes. Si Lombardo Toledano ignore tout cela, c'est dans l'ordre des choses. Mais García Treviño ? Est-ce possible qu'il parle de ce qu'il ne connaît pas ?

Nous avons déclaré publiquement en 1933 : si la victoire de Hitler, assurée par la politique du Kremlin, n'apprend rien au Comintern, cela veut dire qu'il est mort. Et comme la victoire de Hitler n'a rien appris au Comintern, nous en avons tiré toutes les conclusions : nous avons fondé la IV^e Internationale. Les pseudo-marxistes petits-bourgeois qui ne sont bons à rien, même comme démocrates, s'imaginent que la lutte contre le fascisme consiste en discours dans les réunions et les congrès. La véritable lutte contre le fascisme est inséparable de la lutte de classes du prolétariat contre les bases de la société capitaliste. Le fascisme n'est pas une étape économiquement inévitable. Mais il n'est pas non plus un simple « hasard ». Il est le résultat de l'incapacité des partis dégénérés et profondément pourris du prolétariat à assurer la victoire du socialisme. La lutte contre le fascisme est par conséquent avant tout la lutte pour une direction révolutionnaire du prolétariat international. C'est en cela que réside la signification historique du travail de la IV^e Internationale. Ce n'est que de ce point de vue qu'il est possible de la comprendre et de la juger.

L'aspect gnoséologique du marxisme est indissolublement lié à son aspect d'action. A notre époque de réaction débridée, aggravée par la décomposition de ce qui fut autrefois le Comintern, il n'est pas possible d'être marxiste sans une volonté inébranlable, sans un courage idéologique et politique, sans la capacité de nager contre le courant. Nous souhaitons sincèrement que Treviño possède tout cela. S'il en finit avec l'indécision et les hésitations, il aura la possibilité de rendre de sérieux services à la cause du marxisme révolutionnaire.

[VERS UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE¹]

(18 novembre 1938)

Trotsky. — Je crois que personne ne peut proposer de programme achevé ni de méthode pour conquérir la jeunesse dans la situation critique actuelle dans le monde comme aux Etats-Unis. Il n'y a aucun précédent. Nous n'avons aucune expérience de ce genre, et il nous faut en faire. Le fait qu'au cours de l'année écoulée notre organisation de jeunesse ait perdu un tiers de ses adhérents n'est pas une épouvantable catastrophe² mais démontre que nous n'avons pas encore trouvé les méthodes justes et que nous devons à l'avenir être très inventifs et ne pas chaque fois incriminer le centre parce qu'il ne donne pas de directives. Je crois que cet état d'esprit est dangereux. On peut en dire autant du parti ou de l'organisation de jeunesse. Le C.N. s'est contenté de résumer l'expérience des groupes locaux. Je crois qu'il est très important que les comités locaux du parti, au moins au début, fassent plus pour l'organisation de jeunesse locale que le centre à New York, parce que les conditions locales sont les mêmes, que les adultes peuvent observer les jeunes, et, sans prétendre à les commander, peuvent leur donner de bons conseils. Je le répète, nous n'avons ni programme ni méthodes définis. Nous ne devons pas fermer les portes aux diverses propositions et, à cet égard, il nous faut les ouvrir.

Mais on peut néanmoins tracer quelques lignes d'un point de

1. Compte rendu sténographique d'une discussion sur les problèmes de l'organisation de jeunesse (4770-9) traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. La Young People Socialist League (Y.P.S.L.) était l'organisation de jeunesse du Socialist Party et les trotskystes en avaient conservé l'appareil et la direction lors de la rupture où ils avaient été suivis par plus de 1 000 militants, une grosse majorité. L'effectif de l'Y.P.S.L. à cette époque était de 700 selon les chiffres donnés à leur congrès. En réalité, il y avait eu un gros remue-ménage depuis la rupture, entrées et sorties et notamment 175 militants « jeunes » se consacraient désormais au S.W.P.

vue général. Nous avons proposé — et maintenant adopté lors de la conférence internationale — un *Programme de Transition* qui remplace l'ancien programme minimum de la social-démocratie et l'empirisme de nos sections nationales, lesquelles, de temps en temps, inventaient un mot d'ordre sans avoir de perspective générale ni de combinaison de mots d'ordre conduisant à la révolution socialiste. La différence entre le programme minimum et le *Programme de Transition* est que ce dernier est une introduction à la révolution socialiste. Une telle introduction est nécessaire partout, particulièrement aux Etats-Unis, parce que les ouvriers y sont empreints de traditions conservatrices très néfastes, et qu'il nous faut commencer là où elles finissent, et montrer la voie de la révolution socialiste.

Mais les choses sont différentes avec les jeunes, car, d'une part, ils ne subissent pas autant le poids de ces traditions, et de l'autre leur situation est plus terrible et plus aiguë. Je parle de la jeunesse prolétarienne, mais la jeunesse bourgeoise est elle aussi dans une situation terrible. Ce caractère critique de la situation de la jeune génération, avec l'absence de traditions, d'éducation syndicale, d'élections démocratiques, d'adhésion à un ou l'autre parti — tous ces facteurs font de la jeunesse, comme on l'a vu dans l'expérience européenne, de la chair à canon pour les fascistes. Qu'est-ce que cela montre ? Que la jeunesse aspire à une solution radicale. Je crois que c'est un fait très important — le plus important — que, socialement, les jeunes sont devenus des parias, qui ne peuvent avoir pour le régime aucun attachement social ou politique, qui ont plus d'audace du fait même de leur jeunesse, et qui n'ont aucune tradition conservatrice. Cette jeunesse attend une direction révolutionnaire. Qui la lui apportera ? Nous, ou les fascistes ? Hier, nous avons fait la proposition, mi-sérieusement, mi à titre d'hypothèse, d'appeler notre organisation « Légion de la révolution socialiste ». Je ne crois pas avoir trouvé le soutien nécessaire. Je le répète aujourd'hui avec plus d'insistance : « Légion de la révolution socialiste ». C'est un programme. Nous disons aux jeunes : « Nous voulons renverser la société existante. Nous voulons créer une société nouvelle. C'est notre but. » Cela ne veut pas dire que nous excluons un programme de transition. Les jeunes appartiennent à des couches différentes, se trouvent dans des conditions différentes. L'état d'esprit du même jeune travailleur change. A un moment, il est très révolutionnaire et, à un autre, un peu opportuniste. Il faut trouver le moyen d'entrer en contact avec lui, même en organisant un bal. Mais je crois que les staliniens et les fascistes

danseront mieux que nous. Ils sont plus riches que nous, jouissent de bien des avantages. Nos avantages à nous ne se situent pas dans le domaine de la danse, mais dans celui de la révolution mondiale. Mieux, nous *sommes* la « Légion de la révolution socialiste ». Personne ne peut nous imiter. Aucun autre parti ne peut y prétendre.

La question de la légalité se pose. Beaucoup vont nous dire bien sûr qu'un tel parti peut tomber tout de suite sous les coups de la loi qui réprime les activités non-américaines. Oui, il faut prendre cet argument en considération et combiner en ce domaine travail légal et travail illégal, fournir à la perspective révolutionnaire et même au parti révolutionnaire une explication très adroite en ce sens : c'est très bien, mais il y a Hague³, le nazisme allemand, le fascisme italien... Il faut nous défendre. On a bien vu en Europe que, dès que les ouvriers approchaient du but, le grand capital armait aussitôt les fascistes. Il nous faut être prêts à déclencher la lutte contre la réaction. Il faut nous préparer à la révolution. Sur le plan juridique, il faut nous y préparer, non comme à une révolution directement contre la démocratie, mais comme à un combat contre les méchantes gens qui nous empêchent d'utiliser la démocratie pour notre émancipation. Mais, je le répète, ce n'est qu'un aspect secondaire. L'important, c'est que nous sommes la « Légion de la révolution socialiste ».

Ce n'est pas une proposition ferme, mais il me semble que nous pourrions aussi l'appeler la « Légion de Lénine, Liebknecht, Luxemburg », les « trois L. »⁴. Ce ne serait pas mal pour notre emblème. Il pourrait former trois L. Peut-être est-ce trop personnel, et il faudrait l'expliquer à tout le monde. « Légion de la révolution socialiste », c'est mieux. Je suis certain également que Luxemburg, Lénine et Liebknecht le préféreraient aussi. Bien sûr, une telle organisation devrait avoir des organisations annexes de types divers.

Maintenant, la résolution parle de l'idéalisme et d'enthousiasme, qu'elle oppose au cynisme. Je ne suis pas du tout sûr qu'il s'agisse d'un authentique cynisme. C'est souvent le faux cynisme du jeune qui combat pour son indépendance, contre la tutelle de l'appareil, etc. Peut-être y a-t-il d'authentiques cyniques, mais si

3. Frank Hague (1876-1956) était maire démocrate de Jersey City où il s'employait par des méthodes typiquement fascistes à empêcher l'organisation ouvrière et notamment la création de *locals* du C.I.O.

4. L'Internationale avait pris l'habitude de faire commémorer tous les ans en janvier par les Jeunesses les « trois L » — ses martyrs.

L'on veut provoquer ces tendances idéalistes, il faudrait commencer par le nom de l'organisation elle-même. A un jeune travailleur, au chômeur, au Nègre, au Juif persécuté, donnez-lui le sentiment que, comme tous les persécutés, il est membre de la « Légion pour la révolution socialiste ». Je crois que c'est un sentiment très positif. Il vous faut l'exprimer. Pourquoi pas ? La première chose, c'est une opinion claire, une expression très nette de l'objectif révolutionnaire.

La seconde, c'est la démocratie. Je crois que la démocratie est en train de périr partout aux Etats-Unis, dans les syndicats, dans les vieux partis. Il nous suffit de permettre une authentique honnête démocratie, telle qu'un jeune travailleur, un étudiant, puisse se sentir libre d'exprimer son opinion sans être aussitôt persécuté. L'ironie, de la part de quelqu'un qui est dans une position d'autorité, c'est aussi de la persécution. Nous ne pouvons attirer de nouveaux membres à la jeunesse comme au parti que par une démocratie intelligente, authentique. Tout le monde est las du manque de démocratie. Cette question est liée aux rapports entre parti et jeunesse. Il est clair que la jeunesse ne peut ni remplacer, ni doubler le parti. Mais cela ne signifie pas que nous ayons la possibilité technique d'empêcher la jeunesse d'essayer de remplacer le parti chaque fois qu'elle pense qu'il suit une ligne erronée. Il n'est pas possible d'établir d'un coup ou dans une unique résolution l'autorité du parti. On ne peut pas créer l'autorité du parti par une résolution. Si les jeunes camarades ont fait deux, trois, cinq ou dix expériences qui leur ont prouvé que le parti est plus avisé, plus expérimenté, alors ils deviendront plus prudents dans leur opposition au parti, plus modérés dans les formes de leur opposition. Quiconque parlera alors avec mépris du parti sentira tout de suite autour de lui vide et ironie et cela éduquera les gens. Mais si nous abordons les jeunes camarades avec une conception d'ensemble du genre « Garçons et filles, vous vous êtes très bien conduits contre le parti socialiste parce que c'était un mauvais parti, mais nous sommes un bon parti, ne l'oubliez pas : il ne faut pas vous dresser contre nous », comment pouvez-vous les convaincre avec une telle conception ? C'est très dangereux : « Vous croyez que c'est un bon parti, mais nous, nous ne le croyons pas. »

— « Oui, nous sommes contre l'avant-gardisme dans la mesure où il est dirigé contre nous ! »

Ils répondront alors : « Vous n'êtes que des bureaucrates, ni plus, ni moins ! » C'est très dangereux. Théoriquement, c'est correct comme la question de la discipline. La discipline de fer,

d'acier, est absolument nécessaire, mais si l'appareil du jeune parti commence le premier jour par l'exiger, cela peut perdre notre parti. Il faut éduquer la confiance dans les dirigeants du parti et dans le parti en général, parce que la direction n'est qu'une expression du parti.

Nous pouvons aujourd'hui connaître l'échec dans deux directions. Dans celle de la centralisation, et dans celle de la démocratie. Je pense qu'aujourd'hui il nous faut exagérer la démocratie et être très, très patients avec le centralisme dans cette époque de transition. Il nous faut éduquer ces jeunes pour qu'ils comprennent la nécessité du centralisme. Je ne suis pas sûr que les pertes n'aient pas été dans une certaine mesure dues à l'impatience centraliste ou au manque d'indulgence vis-à-vis de ces éléments qui n'ont eu que la fâcheuse expérience du parti socialiste, qui voudraient respirer librement, et qui ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils veulent. Ils répondent : « Et maintenant, vous dites que vous allez nous étrangler par des méthodes bolcheviques authentiquement révolutionnaires ? » Ils prennent peur et disent : « Non. Je quitte le parti. » Non, je suis pour la démocratie qui peut constituer la base du centralisme, mais le centralisme dans le vide ne peut créer aucune démocratie, il peut seulement détruire ce qui existe.

Je crois qu'il faut absolument faire un recensement du parti et de la jeunesse afin de savoir ce dont nous disposons, car le terme d'« ouvrier » est très élastique : il nous faut connaître leur répartition par métier, par syndicats, par localités, par districts, etc., et quand nous aurons des diagrammes sous les yeux, le C.N. pourra agir dans une plus grande clarté et avec plus de sens de l'opportunité.

S'il existe une tendance du genre de celle d'étudiants qui se croient plus aptes à la révolution, je suis pour proposer à chacun de devenir *candidat*⁵. Il est également tout à fait possible qu'il soit bon d'introduire la « candidature » sous la forme d'une période de probation, ou de la rétrogradation de la qualité de membre à part entière à celle de candidat, surtout pour un manque de courage ou de dévouement. S'il est clair pour tous qu'un membre du parti n'a pas rempli ses obligations, surtout si ce n'est pas la première, mais la deuxième ou troisième fois, alors dites-lui « Tu dois choisir, mon ami, entre devenir candidat ou quitter l'organisation ! ». Je pense qu'un tel stage de candidat

5. Le « candidat » est en quelque sorte un « stagiaire » associé à toutes les activités et discussions, mais sans droit de vote.

pourrait durer six mois, mais il serait possible de regagner la qualité de membre en recrutant pour l'organisation au moins deux jeunes travailleurs pendant cette période.

Je crois qu'il faut fixer à tous les étudiants comme une tâche obligatoire d'avoir à gagner en six mois leur place dans le mouvement ouvrier : sinon, ils seront l'un après l'autre ramenés au statut de candidats, de façon à leur faire comprendre que nous sommes un parti prolétarien de lutte de classes, et non de débats d'intellectuels. A cet égard, on peut être moins indulgents⁶.

En ce qui concerne les rapports entre le parti et la jeunesse. Je ne connais pas vos projets pour le nouveau C.N., ni vos discussions à son sujet, mais je propose que, si vous devez choisir un C.N. de 19 membres, vous n'y mettiez pas plus de sept membres du parti⁷. S'ils militent dans la jeunesse, nous ne pouvons pas leur donner le droit d'y voter contre les décisions du C.N. Bien entendu, le C.N. ne devrait pas commettre l'erreur de prendre de façon prématurée des décisions obligatoires, surtout touchant la jeunesse, mais si on votait une telle résolution en pleine connaissance de cause, les membres du parti devraient évidemment voter dans le sens conforme aux décisions du parti. Il est tout à fait évident qu'il est du devoir des sept de convaincre les douze autres, et de les gagner à cette décision. S'ils sont battus, la décision demeure ; le parti ne peut pas simplement changer une décision.

J'ai aussi autre chose à dire, sur l'organisation paramilitaire. Sur le papier, c'est bien, mais pas facile à organiser. C'est lié à la question de la discipline, du dévouement, etc. Le principe est juste, mais peut-être faudrait-il avancer pas à pas en créant un véritable groupe militaire au moyen d'une milice de jeunes, personne n'étant obligé immédiatement d'entrer dans la milice avec uniforme, discipline. Je suis sûr que c'est très clair : ils deviendront les meilleurs pour apprendre parce qu'ils ont l'esprit de combattants. Ils deviendront les membres modèles de l'organisation, et c'est par leur intermédiaire que vous éduquerez les autres.

L'uniforme. C'est aussi une question d'argent. Les étudiants

6. La composition sociale de l'Y.P.S.L. n'était pas bonne, eu égard au nombre de jeunes travailleurs. Nous n'avons pas trouvé de pourcentages sauf pour les 70 délégués du congrès suivant dont 25 étaient étudiants, 27 employés et 12 seulement ouvriers. Le fait que l'organisation était encore marginale est également indiqué par la proportion de Juifs : 47 au total.

7. La remarque de Trotsky se fondait peut-être déjà sur une analyse du rapport numérique : au congrès des Y.P.S.L., sur 70 délégués, 49 étaient membres du S.W.P.

auront des réticences, mais ils acceptent plus volontiers l'uniforme que les ouvriers. Je ne connais pas bien les mœurs américaines, mais je pense qu'un jeune chômeur peut se dire « Ce n'est pas pour moi ». En voyant un jeune magnifique, bien habillé, qui chante, etc. il peut se sentir très pauvre type en face d'un élève-officier. C'est une question très importante. Si on pouvait donner des uniformes identiques à tous ceux qui veulent adhérer, ce ne serait pas pareil, mais il se peut très bien que des ouvriers disent : « Si j'entre là-dedans, je me trouverai en position d'infériorité. » Il faut voir cette question sous tous les angles. Un insigne, c'est très bien, une cravate, un brassard, etc. Ce n'est pas cher. Mais un uniforme... Je ne vois rien sur la question matérielle (dans le projet de résolution) : c'est une question à laquelle j'aimerais avoir une réponse.

Je voudrais rectifier ce que j'ai dit hier sur les méthodes conspiratives. Ce n'est pas vrai pour les jeunes. Hier, on me disait qu'on pouvait comprendre mon opposition aux méthodes conspiratives par rapport à la correspondance, au danger du G.P.U., etc. Pour ma part, je soulignais un seul domaine, à savoir, notre activité à l'intérieur du P.C., à l'intérieur des J.C., avec les fascistes. C'est très important, mais ce n'est pas tout. Nous ne pouvons pas inviter notre petite jeunesse à entamer tout de suite le combat contre les forces unies de l'Etat, des fascistes, du G.P.U., etc. Personne ne le propose. Mais ce qui est tout à fait nécessaire pour les luttes à venir, c'est une connaissance parfaite de nos ennemis. Et une connaissance pas seulement théorique — je crois qu'elle est nécessaire — mais aussi concrète. Cette étude n'est mentionnée qu'en passant dans votre résolution. L'uniforme y tient trop de place. Il nous faut souligner la nécessité — pour combattre des forces aussi puissantes, il faut les connaître du point de vue du socialisme scientifique. Il nous faut les connaître de façon pratique, l'endroit où ils sont, où sont les quartiers généraux des staliniens, des nazis, etc. Quand on arrive dans une nouvelle ville, il faut demander : « Montrez-moi votre carte, s'il vous plaît, votre carte d'état-major avec des cercles et des points pour la ville, la cité, le comté, l'état, vos amis et vos forces. » Pour l'éducation militaire, c'est très important. Il vous faudrait pénétrer dans toutes les organisations ennemies, obtenir autant que possible leurs effectifs exacts, des coupures de leurs journaux permettant de comprendre les caractères essentiels de leurs forces et de leurs objectifs, etc. C'est là le travail de l'état-major de l'armée. Il faut qu'il soit fait par chaque comité local de l'organisation de jeunesse.

Je voudrais aussi qu'on change *Challenge*⁸, il n'est pas mauvais, mais *Révolution* est sans doute le meilleur. Mais c'est une question secondaire. Toutes les sections européennes, belge, française, etc. utilisent *Révolution*.

Une question : à propos du mot « révolution » dans le titre de l'organisation, ne pensez-vous pas que cela pourrait servir de prétexte à l'expulsion de militants d'origine étrangère ?

*Gould*⁹. — *Je ne connais pas l'aspect juridique, mais toute organisation ayant des liens avec l'étranger doit remettre au gouvernement les noms, les dossiers, et subir une enquête serrée.*

Je suis heureux que la question de la nouvelle organisation de jeunesse ait été discutée à partir de l'idée selon laquelle nous n'avons pas une idée précise, à partir des traditions passées, mais au contraire que notre problème aujourd'hui est d'expérimenter, d'apprendre à partir de ces expériences relativement modestes que nous avons pu faire auparavant. Mais je ne pense pas pouvoir être d'accord sur le fait qu'il y aurait dans l'organisation de jeunesse une tendance excessive à la critique directe du centre. Cela, camarades, c'est précisément la critique de tous nos camarades à la base. C'est une faute dont nous portons tous la responsabilité, mais c'est un fait. Et l'expérience que nous avons faite avec cette résolution atteste de sa validité. Toute notre optique doit être d'encourager l'initiative locale, et la résolution y insiste : à long terme, plus d'initiative, plus d'autonomie pour les unités locales. Mais, en l'absence de toute initiative du centre, ces dernières n'ont pas pu effectuer le changement dont elles éprouvent toutes le besoin, et c'est seulement à partir des directives du centre qu'elles ont commencé à fonctionner. Quiconque a vu fonctionner le centre cette année ne peut pas hésiter à le critiquer sévèrement. Et, si on ne le critique pas, on va assister à la répétition de l'expérience passée.

Sur le nom de l'organisation, de nouveau, je ne pense pas pouvoir être d'accord. Je n'ai pas une opinion bien arrêtée, mais j'y accorderai plus d'attention. Pourtant, je ne crois pas que le nom de « Légion de la révolution socialiste » serait attirant pour la jeunesse américaine. Je ne pense pas que son contenu soit conforme à ce

8. *Challenge of Youth* (Le Défi de la Jeunesse) était le titre de l'organisation hérité de son passé social-démocrate.

9. Nathan Gould (né en 1913) avait rejoint les « Pionniers » en 1922, la Y.C.L. en 1928. Exclu pour trotskysme en 1931, il avait rejoint la C.L.A. et organisé la Spartacus Youth League, révélant à Chicago d'exceptionnelles qualités. Entré en 1936 dans la Y.P.S.L. il en avait été élu « national organizer » (secrétaire à l'organisation) lors de la rupture. Il était le futur secrétaire national.

qu'ils attendent. Il comprend un programme, certes mais qui sera immédiatement teinté de colorations que les jeunes Américains tiennent pour étrangères. C'est mon impression, mon opinion. Je crois qu'il nous faut trouver un nom qui traduise le caractère révolutionnaire de notre mouvement, son courage, sa détermination, mais qui soit acceptable pour les jeunes. Je proposerai pourtant ce nom au congrès¹⁰, et nous laisserons trancher les délégués. Nous les laisserons discuter et décider, là-dessus, sur ce nom que je ne proposerai pas mais qui sera l'un de ceux que nous suggérons, sauf si, bien sûr, on m'a convaincu d'ici là. Je suis également d'accord avec le camarade Trotsky que staliniens et fascistes peuvent danser mieux que nous et nous surpasser en élégance parce qu'ils ont beaucoup plus de ressources, et la résolution le montre bien. Ce qu'ils ne peuvent pas donner à la jeunesse, ce que nous sommes seuls à pouvoir lui donner, c'est le programme révolutionnaire, c'est la lutte pour le programme révolutionnaire qui gagnera les jeunes. Quant aux expressions externes du caractère de combat de l'organisation, c'est autre chose.

Maintenant sur la question du C.N. avec sept camarades au plus membres du parti. Comme l'a dit lui-même le camarade Trotsky, c'est ainsi que cela devrait être théoriquement; mais introduisez cette méthode aujourd'hui, ce procédé demain, et vous n'aurez plus de direction parce que tous les cadres avancés sont des membres du parti. Demandez à tous les camarades de n'importe quelle section, qui sont les dirigeants jeunes : ce sont des membres du parti. C'est parce que l'organisation de jeunesse n'est pas idéale, mais les militants les plus avancés sont au parti. De la même manière, il y a dans la résolution une clause qui prescrit que tous les membres de l'organisation de jeunesse, quand ils ont dépassé vingt et un ans, passent des jeunesses au parti. Comme idée, c'est juste, et, au bout du compte, on le fera. Mais l'expliquer demain, je ne crois pas que ce serait juste pour l'organisation. Il faut y arriver petit à petit et c'est pareil pour le C.N.

La question de l'argent pour l'uniforme, c'est un point très important. Soit dit en passant, la résolution ne prévoit pas un uniforme complet, avec vareuse, bottes, etc., mais un uniforme très simple, chemise, cravate, casquette, etc., lequel est non seulement accessible, mais accepté avec enthousiasme par les jeunes et à la portée financière d'un jeune ordinaire, chemise bleue, cravate rouge — la cravate à 10 cents, la chemise entre 50 cents et un dollar, la casquette à 15 ou 20 cents. Mais nous avons toujours eu

10. Le congrès de la Y.P.S.L. allait se tenir à Chicago en décembre.

l'habitude, dans notre expérience à nous au moins, quand un camarade ne peut les acheter lui-même, de les lui acheter collectivement. D'un point de vue financier, c'est tout à fait réaliste.

Et enfin la question de l'éducation. C'est vrai que la résolution l'éclaire bien. Pas seulement là-dessus, sur toutes les questions. On a le programme d'action, qui entre dans le détail quant aux moyens d'appliquer cette résolution, en suggérant les voies et moyens de son application. Notre organisation de jeunesse a un immense besoin d'être éduquée. Et l'une des parties les plus importantes du programme d'action, c'est, comme je l'ai dit, celle qui traite de l'éducation. Et la future organisation se propose de la leur donner.

Trotsky. — « Nous ne sommes pas une organisation de jeunes, nous sommes une organisation du parti! » ... Alors je vous propose d'enlever du C.N. les bureaucrates du parti et d'y faire venir des éléments neufs... « Non, non, non ! C'est dangereux ! Que des jeunes puissent se diriger eux-mêmes, c'est dangereux ! » C'est du bureaucratisme. Le bureaucratisme, c'est le manque de confiance dans la capacité de compréhension limitée des masses. Je vous assure que le C.N. est l'université la plus élevée de l'organisation. C'est très important. S'il y a sept bons enseignants — et du parti — alors ils seront les meilleurs et les douze seront de bons éléments. Ils seront sensibles aux bons arguments et, au prochain congrès, vous en éliminerez la moitié. Il sera clair qu'ils ne sont pas aptes. Mais les six autres se développeront très bien et remplaceront les membres du parti éliminés. De façon générale, je crois que, sur la question de l'éducation et du développement de l'organisation à cet égard, nous devons tourner très brutalement au prochain congrès. Je me contenterai de proposer cinq membres du parti et quatorze militants de base de l'organisation de jeunes, et je vous garantis que ce sera excellent. Pourtant je peux vous faire une concession et répéter ma proposition de sept et douze.

Quel est actuellement le rapport entre ces membres du parti et les jeunes ? Aucune souplesse, aucune. Le C.N. décide ce que doivent faire les jeunes. Dans cette chaîne, le C.N. de la jeunesse est aussi un chaînon entre celui du parti et la base de la jeunesse. Et ainsi, on a le deuxième parti. Une édition jeune du parti, c'est une organisation de jeunesse indépendante. S'ils sont douze, la majorité, on peut être certain qu'ils représentent mieux l'état d'esprit des jeunes que les principes du marxisme : mais si vous n'êtes pas capables de les convaincre, pour votre décision, c'est

qu'elle est mauvaise, ou bien prématurée pour cette organisation, et qu'il faut la reporter. Il vaut mieux reporter que de régenter par des décisions bureaucratiques. C'est là une proposition très, très importante, plus que les autres. Au cours d'une discussion avec d'autres camarades, j'ai été amené à mentionner ce fait que, dans notre combat dans l'illégalité contre le tsarisme, chaque fois que la direction était arrêtée, tous ceux de ses membres qui se retrouvaient en prison pensaient toujours que tout était perdu. Pourtant, chaque fois, l'organisation en ressortait plus solide qu'avant, parce que les jeunes étaient bien, capables, mais un peu opprimés par l'autorité du comité illégal, puisque personne ne pouvait le contrôler. Je suis certain que notre problème le plus important est de renouveler notre organisation à partir des sources de la jeunesse.

Oui, la proposition du nom. Si vous en avez un meilleur, un nom prolétarien, révolutionnaire, il peut provoquer l'enthousiasme, mais pas la révolution socialiste. Je crois que la révolution attire les jeunes. « Légion de la révolution socialiste », c'est un bon nom. Le camarade Gould propose de le proposer au congrès, mais pas en homme convaincu de proposer un bon nom. Mais ce que je demande, c'est de le proposer pas comme un mauvais nom, mais comme un bon.

Sur le travail conspiratif, je crois que même dans les syndicats, même à Minneapolis¹¹, il peut se produire un tournant et que les réformistes s'emparent de la majorité et excluent nos camarades des syndicats. Nous devons avoir des camarades qui n'agissent pas ouvertement, mais en secret et qui pourront rester en cas d'exclusion. C'est une nécessité absolue.

Sur l'éducation, c'est une phase importante que d'habituer les camarades à être exacts en tout. Arriver à l'heure aux réunions, donner des chiffres exacts pour la composition, etc. et sans exagération, parce que, souvent, là où manquent enthousiasme et activité, on exprime l'enthousiasme en exagérant les nombres, les activités, etc. Cela fait partie aussi de l'éducation bolchevique.

11. Minneapolis était depuis 1934 le bastion des trotskystes dans les syndicats.

STALINE CONTRE STALINE¹

(19 novembre 1938)

Le mensonge est une fonction sociale. Il reflète les contradictions entre les individus et les classes. Il est nécessaire là où il faut cacher, adoucir, masquer la contradiction. Là où les antagonismes sociaux ont une longue histoire, le mensonge prend un caractère équilibré, traditionnel, respectable. A l'époque actuelle d'exacerbation sans précédent de la lutte entre les classes et les nations, le mensonge a pris au contraire un aspect tumultueux, tendu, explosif. Depuis l'époque de Caïn, on n'a jamais menti comme on ment de nos jours. De plus, le mensonge a maintenant à son service les rotatives, la radio, le cinéma. Dans le chœur mondial du mensonge, le Kremlin n'occupe pas la dernière place.

Les fascistes mentent certes beaucoup. Il y a en Allemagne un metteur en scène pour les falsifications : Goebbels. L'appareil de Mussolini ne demeure pas non plus inactif. Mais le mensonge du fascisme a un caractère pour ainsi dire statique. Il est presque monotone. Cela s'explique par le fait qu'entre la politique quotidienne de la bureaucratie fasciste et ses formules abstraites, il n'y a pas l'effroyable contradiction qui se développe toujours davantage entre le programme de la bureaucratie soviétique et sa politique réelle. En U.R.S.S., des contradictions sociales d'une espèce nouvelle ont surgi sous les yeux d'une génération qui vit encore. Une puissante caste parasitaire s'est élevée au-dessus des masses. Son existence même est un défi à tous les principes au nom desquels a été faite la Révolution d'Octobre. C'est pourquoi cette caste « communiste » (!) est obligée de mentir plus que n'importe quelle classe dirigeante de l'histoire de l'humanité.

Les mensonges officiels de la bureaucratie soviétique changent d'une année sur l'autre, reflétant les étapes différentes de sa

1. Article (T 4472) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

montée. Les couches successives de mensonges ont créé un chaos extraordinaire dans l'idéologie officielle. Hier la bureaucratie disait autre chose que ce qu'elle disait la veille et elle dit aujourd'hui autre chose qu'hier. Les bibliothèques soviétiques sont devenues la source d'une infection terrible. Etudiants, enseignants et professeurs qui font de la recherche dans de vieux journaux ou revues découvrent à chaque pas qu'à de brefs intervalles le même dirigeant s'est exprimé de façon tout à fait contradictoire sur le même sujet — pas seulement sur des sujets théoriques, mais aussi à propos de faits concrets. En d'autres termes, qu'il a menti en fonction des besoins variables du moment.

C'est pourquoi le besoin de ré-arranger les mensonges, de rendre conciliables les faux et de codifier les fraudes devenait pressant. Après un gros travail, ils ont publié une *Histoire du Parti communiste* sous la rédaction du C.C., plus exactement de Staline lui-même². Il n'y a dans cette *Histoire* ni références, ni citations, ni documents : elle est le produit de la pure inspiration bureaucratique. Pour seulement réfuter les principales falsifications contenues dans les 350 pages de ce livre incroyable, il faudrait plusieurs milliers de pages. Nous essaierons de donner au lecteur une idée de l'amplitude du mensonge par un seul exemple, certes le plus clair : la question de la direction de l'insurrection d'Octobre. Nous lançons par avance le défi à « MM. les amis de l'U.R.S.S. » de réfuter ne fût-ce qu'une seule de nos citations, une seule de nos dates, une seule phrase d'une seule de nos citations, un seul mot d'une seule de nos phrases.

Qui dirigea l'insurrection ? La nouvelle *Histoire* répond à cette question de façon tout à fait catégorique : « le centre du parti pour la direction de l'insurrection dirigée par le camarade Staline ». Il est remarquable pourtant que personne n'ait rien su de ce centre jusqu'en 1924. Nulle part, ni dans les journaux, ni dans les mémoires et les actes officiels, on ne trouve mention de l'activité du centre du parti « avec Staline à sa tête ». La légende du « centre du parti » commença à être fabriquée en 1924 seulement et atteignit son développement définitif l'an passé avec la réalisation d'un film spécial, *Lénine en Octobre*.

Quelqu'un a-t-il pris part à la direction, outre Staline ? « Les camarades Vorochilov, Molotov, Dzerjinsky, Ordjonikidzé

2. Il s'agit du célèbre *Abrégé de l'Histoire du P.C.U.S.* qui parut effectivement en 1938, dont G. Malenkov devait indiquer en 1947 qu'il avait déjà été tiré à dix millions d'exemplaires, en dépit de la guerre, de la pénurie du papier, etc.

Kirov, Kaganovitch, Kouibychev, Frounzé, Iaroslavsky³ et autres — dit l'*Histoire* — reçurent des tâches spéciales du parti dans la direction de l'insurrection en différents endroits ». Plus loin, on leur ajoute encore Jdanov et Ejov⁴. Voilà complètement nommé l'état-major de Staline. Il s'avère qu'il n'y eut pas d'autre dirigeant. C'est ce que dit l'*Histoire* de Staline.

Prenons en main la première édition des *Œuvres complètes* de Lénine, publiées par le comité central du parti encore du vivant de Lénine. Au sujet de l'insurrection d'Octobre, dans une note spéciale sur Trotsky, il est dit ce qui suit : « Après que le soviet de Pétrograd fut passé aux mains des bolcheviks, Trotsky en fut élu président et en cette qualité il organisa et dirigea l'insurrection du 25 octobre ». Pas un mot sur le « centre du parti ». Pas un mot sur Staline. Ces lignes furent écrites alors que toute l'histoire de la révolution d'Octobre était encore tout à fait fraîche, que les principaux participants étaient encore vivants, que les documents, les procès-verbaux, les journaux étaient encore accessibles à tous. Du vivant de Lénine, jamais personne, y compris Staline lui-même, ne s'éleva contre cette caractéristique de la direction de l'insurrection d'Octobre, qui fut répétée dans des milliers de journaux locaux, dans les recueils officiels et entra dans les manuels scolaires d'alors.

3. Klementi E. *Vorochilov* (1881-1969), vieux bolchevik, métallo, s'était lié à Staline pendant la guerre civile. C'est sous son autorité qu'avaient été massacrés les cadres de l'Armée rouge. Viatcheslav M. Skriabine, dit *Molotov* (né en 1890) était devenu l'homme à tout faire de Staline depuis 1922. Feliks E. *Dzerjinsky* (1877-1926) était mort d'une crise cardiaque; ce vieux révolutionnaire polonais, placé à la tête de la Tchèque par Lénine, n'aurait pas été un homme à tout faire de Staline. Grigori K. *Ordjonikidzé* (1886-1937), vieux bolchevik géorgien, partisan fidèle de Staline, n'était pas mort de mort naturelle mais s'était suicidé à cause de son conflit avec Staline sur la terreur contre le parti au lendemain du procès Piatakov. Sergei M. Kostrikov dit *Kirov* (1886-1934) avait été assassiné le 1^{er} décembre 1934 alors qu'il était le second personnage du parti. On sait maintenant qu'il était partisan de l'apaisement et que le G.P.U. manipula très probablement son assassin. Lazar M. *Kaganovitch* (né en 1893), fidèle de Staline dont il était le beau-frère, avait épuré sauvagement l'Ukraine. Valerian V. *Kouibychev* (1883-1935), lui aussi lié à Staline pendant la guerre civile, mourut peut-être de maladie. Mikhaïl V. *Frounzé* (1885-1925), vieux bolchevik venu au métier militaire, avait succédé à Trotsky au commissariat à la guerre et mourut dans des conditions suspectes soulignées par un conte de Boris Pilniak et plusieurs textes de Trotsky. Mineï I. Gubelman, dit Emilian M. *Iaroslavsky* (1878-1943), vieux bolchevik, avait été l'homme à tout faire de Staline contre l'Opposition et enseignait l'« histoire » à l'école du P.C.U.S.

4. Andréï A. *Jdanov* (1896-1948) avait remplacé Kirov à Leningrad et apparut alors comme l'homme le plus puissant de la seconde génération stalinienne. Nikolai I. *Ejov* (1895-1939), longtemps apparatchik obscur, était entré au C.C. en 1934, avait succédé à Iagoda en 1936 et effectué la purge et le grand massacre que ses contemporains ont appelé « Ejoytchina ». Il approchait de sa chute à la date où Trotsky écrivait cet article.

« On créa un centre militaire révolutionnaire attaché au soviet de Petrograd qui devint l'état-major légal de l'insurrection », dit l'*Histoire*. Elle oublie seulement d'ajouter que le président du comité militaire révolutionnaire était Trotsky et non Staline. « Smolny... devint l'état-major de la révolution et c'est de là que partirent les ordres militaires », dit l'*Histoire*. Elle oublie seulement d'ajouter que Staline ne travailla jamais à Smolny, ne faisait pas partie du comité militaire révolutionnaire, ne prit aucune part à la direction militaire ; il se trouvait dans son bureau à la rédaction du journal et ne parut à Smolny qu'après la victoire définitive de l'insurrection.

Dans la multiplicité des témoignages sur la question qui nous intéresse, nous en choisisons un, le plus convaincant dans le cas présent : le témoignage de Staline lui-même. Lors du premier anniversaire de la révolution, il consacra dans la *Pravda* de Moscou un article particulier à l'insurrection d'Octobre et à ses dirigeants. Le but caché de l'article était de dire au parti que l'insurrection d'Octobre avait été dirigée non seulement par Trotsky mais aussi par le C.C. Cependant Staline ne pouvait pas encore se permettre alors des falsifications déclarées. Voilà ce qu'il écrivit sur la direction de l'insurrection : « Tout le travail de l'organisation pratique de l'insurrection fut mené sous la direction immédiate du président du soviet de Pétrograd, le camarade Trotsky. On peut dire avec assurance que le rapide passage de la garnison du côté du soviet et le succès du travail dans le comité militaire révolutionnaire, le parti les doit avant tout et surtout au camarade Trotsky. Les camarades Antonov et Podvoisky⁵ furent les principaux auxiliaires du camarade Trotsky. » Ces lignes, que nous citons littéralement, furent écrites par Staline non pas vingt ans après l'insurrection, mais un an après. Dans l'article, spécialement consacré à la direction de l'insurrection, il n'y a pas un mot sur le soi-disant « centre du parti ». En revanche, on y cite des personnes qui ont complètement disparu de l'*Histoire* officielle.

Ce n'est qu'en 1924, après la mort de Lénine, alors que l'on avait déjà oublié bien des choses, que Staline, pour la première

5. Vladimir A. *Antonov-Ovseenko* (1884-1938), officier de carrière et menchevik, avait entraîné ses troupes dans l'insurrection en 1906 et avait été condamné à mort. Il était proche collaborateur de Trotsky en émigration à Paris, puis au soviet de Pétrograd et dirigea l'assaut du Palais d'Hiver. Plus tard oppositionnel, tôt repent, il fut exécuté sans jugement en 1938. Nikolai I. *Podvoisky* (1880-1948), historien et vieux-bolchevik, fut le président du comité militaire révolutionnaire et contribua aux révisions de l'histoire officielle jusqu'à sa retraite en 1935 au moins.

fois, proclama à voix haute que la tâche des historiens était de détruire « la légende (!) du rôle particulier de Trotsky dans l'insurrection d'Octobre ». « Il faut dire, déclara-t-il publiquement, que Trotsky n'a joué et ne pouvait jouer aucun rôle particulier dans l'insurrection d'Octobre. » Comment Staline concilia-t-il pourtant cette nouvelle version avec son propre article de 1918 ? Très simplement : il interdit de citer son propre article. Toute tentative de s'y référer dans la presse soviétique eût provoqué pour le malheureux auteur les conséquences les plus graves. Cependant, dans les bibliothèques publiques de nombreuses capitales du monde, il n'est pas difficile de trouver ce numéro de la *Pravda* du 7 novembre 1918 qui constitue une réfutation mortelle de Staline et de son école de falsification.

J'ai sur ma table des dizaines, des centaines de documents qui réfutent chaque falsification de l'Histoire stalinienne. Mais c'est assez pour cette fois. Ajoutons seulement que, peu de temps avant sa mort, la fameuse révolutionnaire Rosa Luxemburg écrivit :

« Lénine et Trotsky, avec leurs amis, ont été les premiers qui ont donné l'exemple au prolétariat mondial. Maintenant encore, ils restent les seuls à pouvoir avec Hütten s'écrier « J'ai osé »⁶. »

Il n'y a pas de falsificateur qui puisse changer ce fait, eût-il à sa disposition les presses rotatives et les stations de radio les plus puissantes.

6. Il s'agit de la célèbre conclusion de sa fameuse brochure, inédite de son vivant, *La Révolution russe*, publiée par Paul Levi.

**[SUR L'HISTOIRE
DE LA GUERRE CIVILE]¹**
(21 novembre 1938)

Chère Amie,

Parmi les précieux documents que vous m'avez envoyés se trouve une bibliographie concernant la guerre civile. C'est en fait l'unique question sur laquelle je suis très peu armé. Dans l'*Histoire du parti communiste*² que vous m'avez envoyée (je vous en remercie), on trouve un grand nombre d'inventions et de légendes nouvelles et complètement fantaisistes. Il me faudra consacrer à la guerre civile un long chapitre sinon deux. Je souhaiterais vivement que vous lisiez vous-même les chapitres de l'*Histoire* qui s'y rapportent et que vous notiez les inventions les plus apparentes et que vous recherchiez les documents permettant de les réfuter. Je sais que c'est un travail considérable. Mais je n'ai pas d'autre moyen de venir à bout de cette entreprise. Je crois que c'est la *dernière* demande que je me permets de vous adresser. J'ai suffisamment de documents pour tous les autres chapitres. Votre petit répertoire bibliographique contient des indications sur différents livres et articles consacrés à la guerre civile : *rien sur Staline, beaucoup de choses sur Trotsky*. Je souhaiterais que vous me donniez quelques précisions là-dessus.

1. Lettre à L. Estrine (7727), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit vraisemblablement de l'Abrégé de l'Histoire du P.C.U.S.

LES ACCUSATIONS DU FASCISTE COUGHLIN¹

(28 novembre 1938)

Le nom de Jakob Schiff ne me dit rien². M. Schiff est-il aux Etats-Unis ?

En 1917, j'étais aux Etats-Unis de janvier à mars. Après le début de la révolution, j'ai tenu des réunions. On collectionnait de l'argent pour le retour des exilés en Russie. Je n'avais personnellement rien à voir avec cet argent. J'ignore, parmi ceux qui ont versé, il y avait quelqu'un du nom de Jakob Schiff ou non ; mais ce n'est qu'une possibilité théorique. Personnellement, je n'ai jamais reçu d'argent de Jakob Schiff.

Pour éviter tout malentendu, je dois ajouter que si quelque personne, inconnue de moi, avait fait passer par moi cinq ou dix dollars pour les exilés, je pourrais l'avoir oublié. S'il s'était agi cependant de 100 ou de 500 dollars, je n'aurais pas pu l'oublier, car, à cette époque, une telle somme était à mes yeux une affaire importante. Si M. Coughlin a mentionné une somme importante, alors ce doit être une pure invention.

1. Déclaration (T 4473) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library. Charles E. *Coughlin* (né en 1891), d'origine irlandaise, ordonné prêtre catholique en 1916 devint, à la fin des années vingt, un agitateur radiophonique très écouté qui appelait à la croisade contre « les capitalistes sans-Dieu, les Juifs, les communistes, les banquiers internationaux et les ploutocrates ». Il présidait la National Union for Social Justice, et recevait trois millions de lettres par an. Il venait d'accuser Trotsky d'avoir reçu en 1917 une somme importante d'un capitaliste juif.

2. Jakob *Schiff* (1847-1920) était né à Frankfurt/Main, avait émigré aux Etats-Unis en 1865 et avait été naturalisé en 1870. Il avait dirigé la banque Kuhn, Loeb and C^o, puis s'était allié à Harriman contre Morgan pour le contrôle du Northern Pacific Railroad. C'était non seulement un banquier avisé, mais un mécène fastueux.

[DÉFENSE DU « STALINE »¹]

(29 novembre 1938)

Cher M. Canfield²,

Je n'ai pas reçu le troisième chapitre de la traduction, mais j'accepte avec plaisir votre proposition de conserver M. Malamuth comme traducteur.

En principe, je ne suis pas opposé à l'idée de transférer à l'appendice une partie de la discussion des sources, mais cela ne pourrait être fait avec succès qu'une fois l'ensemble du travail terminé.

Je vois avec regret qu'en dépit de ma « discussion détaillée des sources », vous, personnellement, avez l'impression que je suis partial — que je ne souligne pas l'aspect « positif » de l'œuvre de Staline. Je vous assure que vous vous trompez. Je cherche avec le plus grand zèle chaque source, même la plus douteuse, pour ses activités. Je serais prêt à payer un prix élevé à quiconque m'indiquerait un oubli de ma part dans ce domaine. J'ai maintenant les mêmes difficultés en liaison avec sa participation au travail terroriste (soi-disant expropriations, etc.). Vous vous souviendrez certainement que jusqu'en 1923 Staline était absolument inconnu, même du parti russe. L'énigme de sa destinée, c'est le contraste entre la première et la seconde partie de sa vie. Expliquer cette énigme, c'est la tâche de la biographie. Pourtant le plus impartial des biographes ne peut améliorer la première période de l'activité politique de Staline.

1. Lettre à C. Canfield (7485), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cass Canfield (né en 1897) était entré en 1924 dans la maison d'édition Harper de New York et en était devenu le président en 1935 : auparavant il avait fait des études à Harvard, puis Oxford et travaillé comme journaliste notamment à l'*Evening Post*.

[UNE QUESTION IMPORTANTE]¹

(29 novembre 1938)

Cher Camarade Vanzler²,

La revue *Krasnaia Letopis'* avait publié dans son numéro 1 (10) de 1924 une correspondance de Lénine avec différentes personnes, sur la *Pravda*, intitulée « Lénine et la *Pravda*, 1912-1913 ». Cette correspondance est extrêmement importante et intéressante. J'en possède quelques extraits qui m'amènent à penser que cette correspondance est infiniment précieuse. N'existe-t-il pas des notes se rapportant à cette correspondance, donne-t-on la clé des pseudonymes, etc. ? Je serais heureux d'avoir pour une semaine, ou même pour un seul jour, *Krasnaia Letopis'* à ma disposition — mais bien sûr, c'est impensable. J'aimerais que vous relisiez toute cette correspondance en prenant, avec l'aide de Rae, les notes indispensables. A mon avis, cette correspondance est pour une bonne part dirigée, sans qu'il soit nommé, contre Staline. Est-il possible de tirer les conclusions qui s'imposent, soit à partir de l'élucidation des pseudonymes, soit du fait que leur secret est préservé, etc. ? Je sais que vous êtes très occupé, et je ne veux pas vous tourmenter, mais, en l'occurrence, il s'agit d'une question d'une importance exceptionnelle.

J'ai encore un autre renseignement important et urgent à vous demander. Dans *Proletarskaia Revolutsia* (n° 8 (43), 1925, p. 124), on a publié une lettre de Kroupskaia à Chklovsky³. Elle

1. Lettre à J. Vanzler (10919), traduite du russe ; avec la permission de la Houghton Library.

2. Joseph Vanzler (1904-1956) était un chimiste d'origine russe qui se consacrait aux traductions en américain des articles de Trotsky et l'aida dans la documentation pour le livre sur Staline.

3. Grigori L. Chklovsky (1875-1937) avait été membre du P.O.S.D.R. dès 1898. Après plusieurs arrestations et déportations, il avait émigré en Suisse en 1909 et fut délégué au congrès de Bâle de 1912, où il représentait les bolcheviks.

dit : évidemment, la *Pravda* est très mauvaise, etc. J'ai besoin de connaître la date exacte de cette lettre : est-ce le 1^{er} février ou le 2 janvier ? Est-ce que cette correspondance ne contient pas aussi des souvenirs sur la direction de la *Pravda* et sur ses rédacteurs ?

Je vous prie de bien vouloir m'envoyer ces renseignements par la poste aérienne.

Lié à Lénine et Kroupskaia, il était aussi l'ami personnel de Zinoviev. Membre de la commission de contrôle dans les années 20, inspirateur du groupe-tampon de 1927, il avait travaillé ensuite pour le trust de la chimie et voyagé à l'étranger où il avait gardé pour Zinoviev le contact avec Ruth Fischer et Maslow. Il avait été exécuté en prison.

[L'INDÉPENDANCE DE L'ORGANISATION DE JEUNESSE]¹

(30 novembre 1938)

Chère Amie²,

Je suis un peu inquiet au sujet de ma correspondance avec l'Europe et particulièrement la France. Les camarades qui travaillent au *Biulleten* russe³ se plaignent que ma correspondance leur arrive avec beaucoup de retard ce qui rend difficile la publication régulière de *Biulleten*. J'envoie presque tout par avion d'ici, mais alors il est essentiel que les lettres partent tout de suite par le bateau le plus direct et le plus rapide. Cela ne peut être fait que par quelqu'un qui suit de très près les itinéraires et qui comprend l'importance de cette affaire.

Si je ne me trompe pas, l'affaire est aujourd'hui entre les mains du camarade Isaacs⁴, qui s'occupe de trop de choses et ne peut par conséquent guère effectuer ce travail technique avec l'efficacité nécessaire. Ne serait-il pas possible de trouver un camarade dont le temps soit moins occupé et de régler cette question ?

J'attends avec beaucoup d'intérêt des nouvelles de la conférence des jeunes. Il me semble que les jeunes sont dirigés de façon un peu trop ferme, qu'ils ne sentent pas leur indépendance et leur droit, pas seulement d'obéir, mais aussi de commettre leurs propres erreurs et de faire des bêtises, ne laissant pas cette

1. Lettre à R. Karsner (8620), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Rose Karsner (1890-1968) était née en Roumanie et avait immigré avec ses parents ; en 1908 elle entra au S.P. et en 1909 était secrétaire à *Masses*. Elle avait été une des premières recrues du P.C. et avait lié sa vie à celle de Cannon.

3. Les deux responsables du *Biulleten* russe qui étaient en correspondance avec Trotsky étaient Lola Estrine et l'espion du G.P.U. infiltré, Mordka Zborowski.

4. Isaacs avait été chargé du contact et de la réexpédition des lettres de Trotsky parce qu'il venait de l'extérieur et n'était pas un trotskyste connu entré au S.P. Mais c'était en 1936...

prérogative à nous autres, les vieux. Je pense que la direction, excessivement ferme, n'encourage pas suffisamment l'initiative personnelle et locale, et c'est l'une des raisons pour les pertes des jeunesses pendant l'année écoulée. Mon opinion est que, dans les divers organismes dirigeants de la jeunesse, sur le plan national aussi bien que local, il ne devrait pas y avoir plus d'un tiers de membres du parti. Ces camarades devraient alors imposer les décisions du parti non pas par la prépondérance arithmétique, mais par la discussion et par la conviction. Nous n'aurons jamais un bon mouvement de jeunesse si nous le privons de la possibilité d'un développement indépendant.

[UN ÉPISODE DE LA VIE DE STALINE¹] (1^{er} décembre 1938)

Chers Amis,

Je possède la citation suivante du livre d'Olminsky, *Esquisse générale d'une époque (l'époque de Zvezda et la Pravda)* paru en 1921 :

« Le n^o 47 de la *Pravda* publie un article de K. Staline :
« Le devoir des ouvriers conscients est de s'élever contre les tentatives de schisme dans les fractions, d'où qu'elles viennent. »

et cette note :

« K. Staline, I. M. Sverdlov² ont séjourné à Pétersbourg à différents moments après leur évasion de leur exil sibérien. Ils ne restèrent que peu de temps à Pétersbourg avant d'être de nouveau arrêtés, mais suffisamment pour que leur présence se fasse sentir dans le travail des journaux, de la fraction, etc. »

Cela doit avoir été publié dans le recueil d'Olminsky en 1921, page 61. J'ai reçu de Paris l'information selon laquelle il n'y avait rien sur Staline dans le livre d'Olminsky. Cependant, cette citation a une grande importance. Elle montre à l'évidence que Staline a mené le combat contre la scission et demandé qu'on

1. Lettre à L. Estrine (7728), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Iakov M. *Sverdlov* (1885-1919) avait été à la fois le premier secrétaire du parti et le chef de l'Etat soviétique après une longue carrière de révolutionnaire professionnel à travers prison et déportation. Il était en déportation à Kolpatchevo avec I. N. Smirnov et Lachévitch quand Staline y arriva en septembre 1912.

s'oppose aux efforts de Lénine pour engager la fraction à la rupture³.

Le n° 47 de la *Pravda* dont ma citation est extraite a paru à l'époque où Staline était *en exil*. Alors, cette citation est-elle exacte ? Autrement dit, Staline a-t-il fait parvenir son article d'exil ? Eclaircir cet épisode est très important pour moi. Peut-être d'ailleurs que le n° 47 est sorti non en 1912, année de la naissance de la *Pravda*, mais en 1913. Dans ce cas, ce numéro se situe à la mi-février. Après une période d'activité à Pétersbourg, Staline était alors parti à l'étranger. Je vous prie d'éclaircir cet épisode sous tous ses aspects, avec le plus grand soin.

3. En gros, Staline collabora à la *Pravda* d'avril 1912 à février 1913, dans une période où Lénine insistait pour la séparation définitive d'avec les mencheviks « liquidateurs » ; Trotsky pense, non sans arguments, que Staline faisait partie des « conciliateurs ».

[A PROPOS DU LIVRE DE WINSTON CHURCHILL]¹

(1^{er} décembre 1938)

Cher Camarade Hughes²,

Je viens de recevoir votre lettre du 15 novembre dans laquelle vous m'écrivez que vous m'envoyez un exemplaire du livre de Churchill³.

Je saisis cette occasion de vous dire que mon proche ami Jim Cannon m'a écrit pour me dire la sincère admiration qu'il a pour vous en dépit de la profonde divergence des conceptions politiques⁴. D'après votre lettre à Hansen⁵, je vois avec plaisir que vous avez eu également une bonne impression de Cannon.

P.-S. : Quand j'aurai reçu le livre, j'examinerai ce que je peux faire avec le « nouveau dirigeant de la démocratie occidentale ».

1. Lettre à E. Hughes (8536), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Emrys Hughes (1884-1969) était professeur à Leeds et éditait le *Forward* qui était souvent proche des positions trotskystes. Il avait demandé des articles à Trotsky.

3. Il s'agit du livre intitulé *Great Contemporaries*, paru l'année précédente à Londres, dans lequel se trouvait un chapitre venimeux, significativement intitulé « Leon Trotsky alias Bronstein », dont nous avons donné des extraits dans les *Cahiers Léon Trotsky* n° 12. Winston Churchill (1874-1965), homme politique conservateur, violemment anti-communiste avait tracé de Trotsky un portrait inspiré par la haine. Par ailleurs, partisan de la « fermeté » contre Hitler, il faisait figure de leader des « démocrates ».

4. Cannon, dans son voyage en Europe, avait rendu visite à Hughes.

5. Joseph Hansen (1910-1979), recruté à la C.L.A. en 1934 à l'Université de l'Utah par un de ses professeurs, avait milité à San Francisco dans la presse syndicale des marins. Il avait été envoyé comme secrétaire en septembre 1937 par les Américains.

LETTRE OUVERTE AU SÉNATEUR HENRY J. ALLEN¹

(2 décembre 1938)

Cher Monsieur,²

Le 27 juillet, vous m'avez fait l'honneur de me rendre visite à Coyoacán. Je ne l'avais pas demandé. J'avoue même que j'ai essayé d'y échapper. Mais vous avez été tenace. Comme je n'étais pas disponible avant votre départ de Mexico, vous vous êtes joint à un groupe de touristes de la Société pour les relations culturelles avec l'Amérique latine³. C'est ainsi qu'apparut de façon inattendue au milieu d'amis du Mexique un de ses ennemis actifs.

Je me permets de dire que la personnalité du sénateur Allen ne tarda pas à émerger dans notre modeste veillée de l'avenida Londres. Par chacune de ses remarques, par l'expression de son visage, par le ton de sa voix, il apparaissait évident que cet homme manquait totalement même de la plus infime capacité à sentir la misère des classes et nations opprimées, qu'il était totalement imprégné des intérêts de la couche supérieure de la société capitaliste et par la haine impérialiste pour tout mouvement libérateur.

Vous avez participé à la discussion générale, M. le sénateur. De retour aux Etats-Unis, vous avez adressé à plusieurs journaux des articles consacrés à votre visite au Mexique et particulière-

1. Lettre ouverte à Henry J. Allen (T4477) traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Henry J. Allen (1866-1950) avait été gouverneur républicain du Kansas de 1919 à 1923, directeur de la publicité pour la campagne présidentielle de Hoover en 1928, sénateur à partir de 1929. Depuis la nationalisation des sociétés pétrolières au Mexique, il se dépensait dans la presse pour démontrer que le gouvernement Cárdenas était « ultra-bolchevique » et inspiré par... Trotsky.

3. Cette société, animée par le professeur Hubert C. Herring, envoyait chaque année un certain nombre de visiteurs en groupe pour une discussion avec Trotsky dans le cadre d'un voyage d'études. En échange, le professeur mettait sa villa de Taxco à la disposition des Trotsky.

ment à moi. Le 22 novembre, vous êtes revenu une fois de plus sur les mêmes problèmes dans votre discours au banquet annuel de la Chambre de commerce de New York. Je ne doute pas que vous ne poursuiviez vos objectifs avec persévérance. Quel est cet objectif ? Je commencerai par les articles.

Vous avez trouvé — selon vos propres termes — mon *patio* très humide (c'était la saison des pluies) et mes paroles très sèches. Je suis bien éloigné de vouloir discuter de telles appréciations. Mais vous êtes allé bien au-delà. Vous avez essayé de déformer de façon tendancieuse ce que j'avais dit en présence de quarante personnes. Cela, je ne puis vous le permettre. Vous indiquez ironiquement que les questions qui m'ont été posées par les participants de l'excursion relevaient du domaine « où l'on coupe en quatre les cheveux de la doctrine de Marx ». « Aucune de ces questions ne concernait le Mexique », ajoutez-vous de façon ambiguë. Parfaitement exact : j'avais auparavant prié le dirigeant du groupe, le Dr Hubert Herring⁴ de laisser la politique mexicaine en dehors de la discussion. Pas, bien entendu, parce que j'aurais voulu de cette façon dissimuler — comme vous l'insinuez — une « conspiration » de ma part mais seulement parce que je ne voulais pas donner à mes ennemis prétexte à des insinuations inutiles (il y en a déjà assez). Mais vous, M. le sénateur, vous avez pris courageusement le taureau par les cornes, et m'avez posé la question pour laquelle, selon vos propres paroles, vous étiez venu me rendre visite, à savoir : « M. Trotsky, quelle est votre opinion sur le nouveau dirigeant communiste, le président Cárdenas, par rapport aux dirigeants communistes de Russie ? », ce à quoi j'aurais prétendument répondu : « Il est en réalité plus progressiste que certains d'entre eux. » Permettez-moi de dire, monsieur, que ce n'est pas vrai. Si vous m'aviez posé semblable question en présence de quarante personnes intelligentes et réfléchies, il est probable qu'elles auraient toutes éclaté de rire de bon cœur et que je me serais joint à ce rire général. Mais vous ne vous êtes pas compromis à poser une telle question. Et je ne vous ai pas fait semblable réponse.

Ce qui s'est réellement passé, c'est que j'ai essayé dans le cours de cette discussion de rendre au mot « communisme » son véritable sens. Actuellement les réactionnaires et les impérialistes appellent « communisme » (parfois « trotskysme ») tout ce

4. Hubert Clinton *Herring* (1889-1967), professeur d'université et auteur très connu d'une histoire de l'Amérique latine, était l'animateur de cette société.

qui leur déplâit. De son côté, la bureaucratie de Moscou appelle « communisme » tout ce qui sert ses intérêts. A titre d'exemple, j'ai dit au passage : « Bien que Staline porte le nom de communiste, il fait en réalité une politique réactionnaire ; le gouvernement du Mexique, qui n'est pas communiste, même dans la plus petite mesure, fait une politique progressiste. » Telle est la seule phrase que j'aie prononcée sur ce point précis. Votre tentative de m'imputer la caractérisation comme « communiste » du gouvernement mexicain est mensongère et dénuée de sens, bien que peut-être utile aux fins que vous poursuivez⁵.

Les pays coloniaux et semi-coloniaux ou les pays d'origine coloniale passent à retardement à travers une période de formation nationale et démocratique, et non « communiste ». L'Histoire ne se répète évidemment pas. Le Mexique est entré dans la révolution démocratique à une autre époque et dans d'autres circonstances que les premiers-nés de l'Histoire. On pourrait bien entendu dire, à titre d'analogie historique, que le Mexique est en train de traverser la même phase de développement que les Etats-Unis ont traversée, à partir de la guerre révolutionnaire d'Indépendance et qui s'est terminée par la guerre civile contre l'esclavage et le séparatisme⁶. Au cours de ces trois quarts de siècle, la nation nord-américaine s'est formée sur des bases démocratiques bourgeoises. L'affranchissement des Noirs, c'est-à-dire l'expropriation des esclavagistes, fut tenue et proclamée par tous les Allen de cette époque comme un défi aux commandements de Dieu et — chose infiniment plus grave — comme une atteinte aux droits de propriété, c'est-à-dire du communisme ou de l'anarchisme. Pourtant, du point de vue scientifique, il est indiscutable que la guerre civile, sous la direction de Lincoln⁷ ne fut pas le commencement d'une révolution communiste, mais le terme de la révolution démocratique bourgeoise.

Cependant l'analyse scientifique de l'histoire est bien ce qui vous intéresse le moins, M. le Sénateur. Vous vous être présenté à moi dans l'intention avouée — cela résulte de vos propres phrases — de trouver dans mes paroles quelque chose qui

5. Le sénateur Allen avait écrit dans le *New York Herald Tribune* du 29 août 1938 que, selon Trotsky, Cárdenas était « un meilleur communiste que les Russes ».

6. Trotsky fait allusion à la Guerre de Sécession (1861-1865).

7. Abraham Lincoln (1809-1865), qui avait gagné la guerre, mis fin à la sécession des Etats du Sud et émancipé les esclaves, fut assassiné peu après la victoire.

pouvait cadrer avec votre campagne contre le gouvernement mexicain. Comme vous n'avez rien trouvé qui vous convienne, vous vous lancez dans des inventions. La main dans la main avec le journal *Daily News*, vous développez l'idée que je suis l'inspirateur des mesures d'expropriation des possessions étrangères et que je suis en train de préparer... la reconstruction du Mexique sur des bases communistes. Vous parlez même d'un « Etat trotskyste-communiste » ! Pendant votre séjour dans ce pays, vous auriez pu facilement apprendre des gens qui sympathisent avec vos idées (vous mentionnez vous-même vos rencontres « secrètes » avec eux) combien je me tiens à l'écart de la politique mexicaine. Mais cela ne vous arrête pas. Pour démontrer que le Mexique est en train de se transformer en un « Etat trotskyste », vous prenez appui sur l'importance grandissante des syndicats ouvriers du Mexique et sur le rôle personnel de Lombardo Toledano, et concluez votre article (*Herald Tribune*, 29 octobre) par ces propos significatifs : « Toledano a passé un certain temps en Russie et il est partisan de Trotsky. » Toledano partisan de Trotsky ! On ne peut aller plus loin ! Tout homme qui sait lire au Mexique et des hommes innombrables dans d'autres pays éclateraient de rire en lisant cette phrase — comme je l'ai fait et comme l'ont fait mes amis à qui je l'ai lue. Le général Cárdenas comme « nouveau dirigeant communiste », Trotsky comme inspirateur de la politique mexicaine, Toledano comme partisan de Trotsky... Il faut seulement ajouter : le sénateur Allen comme autorité sur les problèmes mexicains !

Vous êtes apparu dans ma maison, M. le Sénateur, en qualité d'espion du capital pétrolier. Nous ne nous demanderons pas jusqu'à quel point ce rôle est digne. Nous avons, vous et moi, des critères trop différents. Mais il existe aussi des catégories différentes d'espions. Il y a ceux qui cherchent avec précision, avec soin, de bonne foi — à leur manière — les informations nécessaires et les communiquent à leur patron. Vous procédez différemment. Vous inventez les informations qui vous manquent. Vous agissez comme un espion *de mauvaise foi*.

Vous avez avancé cette théorie sur mon rôle sinistre dans la vie intérieure du Mexique, dans un triple objectif : d'abord, exciter les cercles impérialistes des Etats-Unis contre le gouvernement mexicain prétendument « communiste » ; deuxièmement, porter un coup à l'orgueil national du Mexique au moyen d'une légende absurde sur l'influence d'un réfugié étranger dans la politique du pays ; troisièmement, compliquer ma situation personnelle au Mexique. En impérialiste arrogant jusque dans la

moelle de vos os, vous partez implicitement de ce postulat que le Mexique n'est pas capable de réaliser ses propres tâches sans aide étrangère. Vous vous trompez lourdement, M. le Sénateur !

Les dirigeants des pays bourgeois à l'époque révolutionnaire étaient, en règle générale, bien supérieurs aux dirigeants actuels. Dans le plus ancien des pays civilisés, Olivier Cromwell⁸ est remplacé aujourd'hui par Neville Chamberlain : c'est tout dire. En revanche, les pays arriérés et opprimés qui doivent lutter pour leur indépendance sont capables dans une mesure bien plus grande de produire des dirigeants de talent. Vous-même, M. le Sénateur, vous paraissez vous considérer comme prédestiné à diriger les pays latino-américains. Mais vos articles et vos discours font preuve d'une telle étroitesse d'horizon, et d'une telle stupidité réactionnaire qu'ils font presque pitié.

Au début de votre banquet, l'évêque William Manning⁹ pria le Tout-Puissant d'envoyer à tous les membres de la Chambre de Commerce la sympathie pour les persécutés, et de les délivrer de leurs préjugés racistes (*New York Times*, 23 novembre). Et cela me conduisit à m'interroger : est-il possible que vous écriviez un article plein d'insinuations aussi douteuses sur, par exemple, le Canada ? Je réponds : non, c'est impossible. Vous seriez plus prudent, plus attentif et par conséquent plus consciencieux. Mais il vous paraît tout à fait licite d'envoyer une série d'absurdités à propos du Mexique. Comment expliquer la différence de votre attitude vis-à-vis du Canada et du Mexique ? Je me permets de penser qu'elle s'explique par l'arrogance raciste d'un impérialiste. De toute évidence, M. le Sénateur, les prières de l'évêque n'ont pas été d'un grand profit pour vous !

Les réactionnaires croient que les révolutions surgissent provoquées artificiellement par les révolutionnaires. Monstrueuse erreur ! Ceux qui poussent les classes exploitées et les peuples opprimés dans la voie de la révolution, ce sont les esclavagistes du genre de M. Allen. Ce sont ces messieurs qui, avec beaucoup de bonheur, sont en train de saper l'état de choses actuel.

8. Olivier *Cromwell* (1599-1658) avait organisé, contre le roi Charles I^{er}, l'armée du Parlement britannique autour de ses fameuses « Côtes de Fer ». Il devint Lord-Protecteur en 1653.

9. William Thomas *Manning* (1866-1949) était depuis 1921 évêque épiscopalien de New York.

VICTOR SERGE ET LA IV^e INTERNATIONALE¹

(2 décembre 1938)

Quelques amis nous ont demandé quel est l'état des relations de Victor Serge² avec la IV^e Internationale. Nous sommes obligés de répondre que ce sont celles d'un adversaire. Depuis sa sortie d'Union soviétique, Victor Serge n'a pas cessé de changer de position. On ne peut définir son attitude politique autrement que par « le changement permanent ». Sur aucune question il n'a présenté de positions claires ou distinctes, de répliques ou d'arguments. En revanche, il a invariablement soutenu ceux qui quittaient la IV^e Internationale, que ce soit à droite ou à gauche.

A la surprise générale, Victor Serge a déclaré dans une lettre officielle qu'il rejoignait le P.O.U.M. sans avoir jamais essayé de répondre à notre critique du P.O.U.M. comme une organisation centriste qui avait joué un rôle misérable dans la révolution espagnole. Dans les coulisses, il soutenait le malheureux héros du syndicalisme « de gauche »³, Sneevliet, sans jamais se décider à défendre ouvertement la politique sans principes de l'opportuniste hollandais. En même temps, il a répété à diverses occasions que ses divergences avec nous n'avaient qu'un caractère « secondaire ». A la question directe, pourquoi alors ne collaborait-il pas avec la IV^e Internationale plutôt qu'avec ses opposants enragés, Victor Serge n'a jamais donné de réponse. Tout cela, ensemble, a privé de toute consistance sa propre « politique » et

1. Article (T 4479), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Victor L. Kibaltchitch, dit Victor *Serge* (1890-1947), né en Belgique de parents russes, anarchiste, puis bolchevik, puis membre de l'Opposition, avait été déporté en 1933 et libéré à la suite d'une campagne en Occident. Il avait soutenu la plupart des adversaires de Trotsky dans le mouvement ou sur ses bords et leurs rapports, chaleureux en 36, s'étaient refroidis.

3. Trotsky fait allusion à ce qui était selon lui la source des divergences avec Sneevliet, président d'un petit syndicat « de gauche », le N.A.S., et dépendant de ce point de vue des subventions gouvernementales.

l'a transformée en une série de combinaisons personnelles sinon d'intrigues.

Si Victor Serge parle, aujourd'hui encore, de ses « sympathies » pour la IV^e Internationale, ce n'est pas autrement que les Vereeken, Molinier, Sneevliet, Maslow⁴, etc., en ayant en tête non l'Internationale réelle, mais une Internationale mythique, née de leur imagination et à leur image, qui leur est nécessaire seulement comme couverture pour leur politique opportuniste ou aventuriste. Notre Internationale, qui fonctionne réellement, n'a rien à voir avec cette Internationale qui n'existe pas : la section russe et l'Internationale dans son ensemble ne prennent aucune responsabilité pour la politique de Victor Serge.

4. Trotsky énumère ici un certain nombre d'hommes qui avaient joué un rôle important dans le mouvement : Raymond *Molinier* (né en 1904) avait été à partir de 1929 un des dirigeants de la section française que Trotsky avait défendu contre toutes les critiques. Il avait été exclu en 1935 après la parution de *La Commune*. Il avait fondé en 1936 le parti communiste internationaliste. Il était en liaison avec Vereeken. Isaac Tchéréminski dit Arkadi *Maslow* (1891-1945) qui avait été le dirigeant du K.P.D. sous l'aile de Zinoviev, avait travaillé avec le S.I. et rompu en 1936, à peu près au moment où Sneevliet s'éloignait. Georges *Vereeken* (1898-1978), chauffeur de taxi bruxellois, ancien du C.C. du P.C.B. avait commencé à rompre des lances contre la politique « entriste » : il avait fait scission de 1935 à 1936. Revenu en 1936, membre de la direction du P.S.R. belge, il avait défendu le P.O.U.M. et Sneevliet et, finalement démissionné en juin. Il était en contact avec Molinier (le P.C.I.) et Sneevliet (le R.S.A.P.).

[UNE AFFAIRE SÉRIEUSE]¹

(2 décembre 1938)

Chers Amis,

J'ai reçu les documents en russe et en allemand que vous m'avez envoyés et qui concernent l'importante affaire que vous savez². Il est difficile, même en s'appuyant sur vos documents, de se faire une idée tant soit peu concrète. Il y a en tout cas pour moi deux conclusions à en tirer, avec plus ou moins de netteté. Premièrement, le camarade E[tienne] doit à mon avis s'adresser tout de suite à Sn[eevliet] et à V[ictor] S[erge] en leur demandant de porter leurs accusations devant la commission compétente. Le camarade E[tienne] doit faire ce pas en accord avec le S.I. Plus vite il le fera, plus il se montrera ferme et résolu, mieux ce sera. Je ne vois pas d'inconvénient à ce que Sneev[liet] s'occupe de l'autre affaire. La personne qui est concernée par l'enquête n'est pas membre de notre organisation et par conséquent nous n'avons aucune raison de garder toute cette affaire entre nos mains. Bien entendu, nous devons sans réserve prêter notre concours à la commission d'enquête, étant donné son sérieux et sa fermeté. Mais faire la lumière sur toutes les « accusations » portées par ces messieurs contre E[tienne] est politiquement beaucoup plus important. Il faut ici faire preuve d'initiative, agir avec la plus grande énergie, afin de mettre le plus vite possible les accusateurs au pied du mur.

P.-S. Ci-joint une note sur V[ictor] S[erge] pour le prochain numéro de *Bulleten*. Il y a longtemps que je voulais le faire.

1. Lettre à L. Estrine (7729), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agissait de la crise qui secouait le « groupe russe » de Paris et particulièrement des accusations portées par Victor Serge, allié à Sneevliet, contre Etienne qu'ils soupçonnaient fortement d'être au service du G.P.U.

3. Trotsky semble ne pas douter de la sincérité et du dévouement de Zborowski, que Naville au même moment, accusait formellement. Il est vrai qu'il était question de réunir une commission et que l'enquête n'était pas commencée ; elle ne fut jamais faite en réalité, car de simples filatures auraient confirmé les soupçons de Serge et Sneevliet et les accusations de Naville.

LA DÉCLARATION DE GALICIA ET COMPAGNIE

LES PROBLÈMES DE LA SECTION MEXICAINE¹
(5 décembre 1938)

Dans sa déclaration, Galicia dit qu'il « s'incline » devant la décision de la IV^e Internationale. Mais cela signifie seulement ou bien qu'il n'a pas compris cette décision, ou bien qu'il est hypocrite, ou bien qu'il combine incompréhension et hypocrisie. La décision de la IV^e Internationale réclame un changement complet et radical de politique. Si Galicia avait compris la nécessité d'un nouveau cours, il n'aurait pas écrit cette déclaration absurde et criminelle.

Comme tous les petits bourgeois individualistes de tendance anarchiste, Galicia revendique la *démocratie*. Il exige que l'Internationale lui garantisse une liberté totale pour son individualité. Il oublie complètement le *centralisme*. Mais, pour un révolutionnaire, la démocratie n'est qu'un des éléments de l'organisation ; l'autre, non moins important, c'est le centralisme, car, sans lui, l'activité révolutionnaire est impossible. La *démocratie* garantit la *liberté de discussion*, le *centralisme*, l'*unité dans l'action*. Les bavards petits-bourgeois se cantonnent dans la critique, les protestations, les conversations. C'est pourquoi ils revendiquent la démocratie illimitée et absolue et ignorent les droits du centralisme.

Où est la violation de la démocratie en ce qui concerne Galicia ? Pendant une longue période, Galicia et son groupe ont défié les principes fondamentaux de la IV^e Internationale sur les syndicats. Si l'Internationale est coupable, c'est d'un excès de patience. Quand Galicia comprit clairement que l'Internationale ne tolérerait pas plus longtemps une politique de dilettantisme petit-bourgeois et d'intrigue, il a *dissous* la section de la

1. Article interne (T 4481) sur la déclaration faite par la L.C. (groupe Galicia) après la résolution de la conférence mondiale sur la question mexicaine, traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

IV^e Internationale². Ni plus, ni moins ! Dissoudre une organisation révolutionnaire signifie capituler honteusement devant ses adversaires et ses ennemis, trahir notre drapeau. Qu'a fait l'Internationale dans cette affaire ? Elle a envoyé une délégation de trois camarades nord-américains³ faisant autorité et internationalement respectés, au Mexique, afin d'étudier la question de première main et de tenter de persuader les membres de la section mexicaine de la nécessité de changer de politique. Quand Galicia a vu qu'en dépit des activités criminelles qu'il avait menées, la IV^e Internationale était encore disposée à lui accorder un crédit de confiance, il a immédiatement proclamé la « reconstitution » de la Ligue mexicaine⁴. Ce faisant, il démontrait une fois de plus que, pour lui, l'organisation n'est pas un instrument pour la lutte de classes, mais un instrument pour ses combinaisons personnelles ; il a révélé sa nature d'aventuriste petit-bourgeois.

Des délégués de douze sections se sont réunis au congrès international. Ils connaissaient depuis longtemps, par notre presse, les faits concernant la lutte interne dans la section mexicaine. Pour eux, ces faits n'apportaient rien de nouveau. On l'a déjà dit, Galicia ne fait que répéter sous une forme caricaturale les activités de Vereeken, Molinier, Eiffel⁵ et leurs semblables. Le congrès avait devant lui tous les documents de Galicia et le rapport de la délégation du Socialist Workers Party des Etats-Unis. Rien n'a été dissimulé au congrès. Les meilleurs délégués de la IV^e Internationale ont formulé leur opinion sur la base de ce matériel. « C'est du bureaucratisme ! », s'écrie Galicia. Pourquoi du bureaucratisme ? Comment pouvait-on, dans ces circonstan-

2. Le 12 mars 1937, lors d'une assemblée générale, Rodolfo Blanno (L. Galicia) avait proposé la dissolution de la L.C.I. mexicaine et son remplacement par un « centre d'études ». Sa résolution avait été votée par 30 voix contre 7 sur 42 présents.

3. Cette délégation était composée de Cannon, Shachtman et Dunne.

4. Le 28 avril, immédiatement après les premières rencontres de la délégation du S.I. avec des militants mexicains, le « centre d'études » avait décidé la reconstitution de la L.C.I.

5. *Eiffel* était le pseudonyme de l'ethnologue allemand Paul Kirchhoff (1900-1972), ancien du K.P.D. et de l'O.G. qui avait émigré aux Etats-Unis, soutenu Bauer en Europe et Oehler en Amérique contre l'« entrisme ». Il était arrivé à Mexico en novembre 1936 et presque aussitôt après l'arrivée de Trotsky, avait accusé celui-ci de « ménager » le gouvernement Cárdenas pour conserver son asile, et animé une scission gauchiste de la L.C.I. Il semble que ses arguments contre Trotsky avaient influencé Galicia. Diego Rivera l'accusait d'être un agent du G.P.U. — accusation sur laquelle Trotsky demeurait réservé — et cette accusation avait soulevé une vague d'indignation, notamment celle de Vereeken qui a pourtant, au cours de sa vie, lancé cette accusation à tort et à travers.

ces prononcer autrement un jugement ? Ou bien Galicia n'est-il pas en train de prétendre que, de façon générale, l'Internationale n'aurait pas dû examiner les problèmes du mouvement mexicain ? L'accusation de bureaucratisme est dans cette affaire la calomnie d'une clique sectaire qui ne tient compte ni du marxisme, ni de l'expérience collective de la IV^e Internationale, ni de l'autorité de ses congrès internationaux.

Galicia s'efforce de présenter l'affaire de façon à prétendre qu'il mène, lui, une politique révolutionnaire, alors que la « bureaucratie » de la IV^e Internationale entrave ses efforts, qu'elle veut éteindre la lutte de classes au Mexique, qu'elle emploie dans ce but des méthodes d'étranglement, piétinant la « démocratie », n'écoutant pas Galicia ni ses amis, et ainsi de suite. Tout est faux du début à la fin. Galicia a démontré par l'ensemble de son comportement qu'il n'est pas un révolutionnaire, car un révolutionnaire est avant tout un *homme d'action*. Galicia n'a pas la moindre compréhension de l'action, il n'essaie même pas de la commencer, mais, tout au contraire, s'abstient de participer à toute lutte sérieuse. Dans les réunions que staliniens et toledanistes organisent pour lutter contre les prétendus « trotskystes », Galicia brille toujours par son absence. En fait, pourquoi s'infligerait-il le risque d'une lutte ouverte ? Pourquoi chercher à organiser des groupes de militants pour se défendre, protester et faire connaître leur existence ? Il est bien plus simple de rester sur la touche et d'attaquer les « bureaucrates » de la IV^e Internationale. L'intrigue sectaire va toujours de pair avec la passivité politique. L'exemple de Galicia et de son groupe le vérifie une fois de plus.

Galicia affirme que la IV^e Internationale cherche prétendument à le pousser à s'allier avec la bourgeoisie et le gouvernement du Mexique. Il répète les commérages odieux d'Eiffel. Les « révolutionnaires » comme Eiffel se distinguent principalement parce qu'ils « s'abstiennent » de toute lutte révolutionnaire. Ils mènent une existence de parasites. Ils ont toujours mille explications et considérations pour justifier leur passivité. Leur vie politique, c'est de calomnier les révolutionnaires qui participent à la lutte des classes. C'est à cette école-là que Galicia appartient.

Admettons cependant un instant que, sous la contrainte de circonstances particulières, l'Internationale ait décidé d'appliquer au Mexique des méthodes plus « conciliantes », plus « prudentes », dans l'intérêt de la lutte internationale. Dans ce cas, comment agirait un révolutionnaire mexicain ? Il devrait se demander si les directives de l'Internationale dictées par le souci

des intérêts généraux du mouvement, sont justes ou non, c'est-à-dire si elles répondent au but fixé. Mais Galicia et son groupe ne font même pas l'effort d'expliquer pourquoi l'Internationale leur « impose » une politique qu'ils considèrent comme opportuniste. Ou alors, ils veulent dire, à l'instar d'Eiffel, Oehler⁶ et compagnie, que notre Internationale est dans son ensemble opportuniste ? Non, ils disent seulement que l'Internationale fait une exception pour le Mexique. Cependant ils n'analysent pas cette « exception », ils n'indiquent pas si celle-ci est réellement nécessitée par les intérêts internationaux. En d'autres termes, ils *n'essaient pas de partir d'un point de vue internationaliste*. Même sur cette question, ils demeurent des nationalistes petits-bourgeois et non des marxistes révolutionnaires.

Est-il vrai toutefois que l'Internationale prescrive une autre méthode de lutte au Mexique ? Qu'elle exige l'alliance avec la bourgeoisie et le gouvernement ? Non, c'est un mensonge du début à la fin, un mensonge inventé, non par Galicia, mais par Eiffel, Oehler et autres intrigants et sectaires semblables. Le malheur est que Galicia ne comprenne pas ce qu'est la lutte de classe contre la bourgeoisie et le gouvernement. Il estime qu'il est amplement suffisant de publier une ou deux fois par mois un journal superficiel où l'on accuse le gouvernement, pour remplir son devoir de marxiste. C'est ça qui a jusqu'à maintenant constitué toute son activité révolutionnaire. Pourtant, au Mexique plus qu'ailleurs, la lutte contre la bourgeoisie et son gouvernement consiste avant tout à *libérer les syndicats de leur dépendance vis-à-vis du gouvernement*. Les syndicats au Mexique embrassent théoriquement le prolétariat tout entier. Le marxisme consiste à fournir une direction pour la lutte de classes du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie. Par conséquent, la lutte de classes au Mexique doit avoir pour objectif d'arracher l'indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat bourgeois. Cela exige des marxistes qu'ils *concentrent tous leurs efforts à l'intérieur des syndicats* contre les staliniens et les tolédanistes. Tout le reste n'est que vétilles, bavardages, intrigues, trahisons petites-bourgeoises et auto-illusion. Et Galicia n'est pas le premier dans ce type de trahison et d'auto-illusion.

Le travail à l'intérieur des syndicats signifie le travail dans les

6. Edward Oler, dit Hugo *Oehler* (né en 1903) avait été l'un des meilleurs organisateurs ouvriers du C.P.A., puis le chef de la « fraction » clandestine de l'Opposition. En 1934, il avait commencé à combattre l'entrisme ; exclu en 1935 pour avoir édité un bulletin fractionnel, il avait fondé la Revolutionary Workers League et incarnait aux yeux de Trotsky le sectarisme ultra-gauchiste.

syndicats *prolétariens*. Il est bien entendu nécessaire de participer au syndicat des enseignants, mais c'est une organisation de l'intelligentsia petite-bourgeoise, incapable de jouer un rôle indépendant. Ceux qui ne jouent pas systématiquement un rôle dans le travail des syndicats *prolétariens* constituent un poids mort pour la IV^e Internationale.

Quand Galicia insinue d'un air énigmatique qu'on l'a empêché de mener une politique révolutionnaire contre la bourgeoisie, il pense évidemment à sa pathétique expérience de « lutte » contre la hausse des prix. Comme on sait, Galicia a publié une affiche stupide appelant à une « grève générale », au « sabotage » et à l'« action directe », sans expliquer comment il pensait qu'on pouvait organiser une grève générale sans avoir la moindre influence sur les syndicats et sans expliquer ce que signifiait ce « sabotage » ou précisément quel type d'« action directe » il appelait⁷. Dans la mesure où les ouvriers étaient concernés, l'ensemble de cet appel ressemblait fort à une provocation. Mais cette provocation n'a pas exercé la moindre influence et personne ne s'en est préoccupé : cette provocation a donc pris un caractère comique et non tragique. Pour Galicia, tout se résume non à engager un secteur ou un autre des masses dans la lutte active, mais à clamer quelques phrases ultra-gauches sans rapport avec la vie réelle des masses. Un mélange de sectarisme, d'aventurisme et de cynisme est tout à fait caractéristique d'une certaine catégorie de pseudo-révolutionnaires petits-bourgeois. Mais qu'est-ce que cela a à voir avec le marxisme ? Qu'est-ce que cela a à voir avec la IV^e Internationale ?

Jusqu'à présent, il n'existe pas de question-clé sur laquelle Galicia ait présenté ses propres thèses, contre-thèses ou amendement. Avec le parasitisme idéologique qui lui est propre, il se contente de ramasser des rumeurs et de gloser ici et là, traduisant en espagnol des articles ultra-gauches contre la IV^e Internationale, provenant de tous les coins du monde, entrant en pourparlers avec les ennemis de la IV^e Internationale, ne prenant aucune responsabilité pour rien ni pour personne, mais jouant simplement le rôle de trublion offensé. Ce type d'homme a-t-il quelque chose de commun avec un combattant révolutionnaire ?

Les attaques brutales et injustes de Galicia contre Diego Rivera⁸ forment nécessairement partie de sa politique de petit-

7. Cf. *Œuvres* 14, pp. 125-126.

8. Galicia avait fait exclure Diego Rivera du bureau politique dès le mois de février 1937. Galicia insiste aujourd'hui beaucoup sur le fait que ses attaques

bourgeois. Le fait qu'un artiste d'importance mondiale appartienne entièrement et totalement à notre mouvement a pour nous une valeur immense. On sait combien Marx appréciait le fait que le poète allemand Freiligrath⁹ était membre de l'Internationale, bien que Freiligrath, ni par son engagement révolutionnaire, ni par son talent artistique, ne soit comparable à Rivera. On peut dire la même chose de l'attitude de Lénine vis-à-vis de Gorky¹⁰, qui, dans son attitude révolutionnaire, a été confus. Marx et Lénine partageaient du fait que Freiligrath et Gorky, par leur création artistique, rendaient à la cause du prolétariat un immense service et, par leur soutien au parti, rehaussaient son autorité dans le monde. Nous pouvons d'autant plus apprécier la participation de Diego Rivera à la IV^e Internationale. Il serait ridicule et criminel d'assigner à un grand artiste le travail quotidien superficiel qui le couperait de sa création artistique ; il est plus criminel encore de dissimuler les fautes de sa propre organisation par des attaques personnelles constantes contre Rivera. Cela caractérise pleinement la psychologie envieuse, comploteuse, petite bourgeoisie, de Galicia et de ses pareils.

Qui soutient Galicia sur l'arène internationale ? Molinier, qui reproduit les documents de Galicia et donne les siens à Galicia pour qu'il les imprime en échange ; Vereeken, qui s'appuie sur Galicia pour toutes ses déclarations ; Oehler, qui encourage Galicia et compagnie en leur tapant amicalement sur l'épaule et en leur conseillant d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la rupture ouverte avec l'Internationale. A quel camp Galicia appartient-il en dernière analyse ? Au camp de la IV^e Internationale ou à celui de ses ennemis ? Galicia fait des déclarations de « soumission » à la décision, de toute évidence avec l'unique objectif de demeurer à l'intérieur de la IV^e Internationale et d'y poursuivre sa politique de désorganisation.

Galicia croit possible de suggérer que le congrès de la IV^e Internationale a été guidé par quelques considérations personnelles ou de couloir. La majorité de nos organisations mènent une existence illégale ou semi-légale qui exige des sacrifices

étaient concentrées sur Diego Rivera et ne visaient pas Trotsky. Mais les rapports des deux hommes étaient tels, à l'époque, qu'attaquer Rivera était évidemment une façon d'attaquer Trotsky.

9. Ferdinand *Freiligrath* (1810-1876) poète et traducteur en allemand de Shakespeare et Victor Hugo était membre de la Ligue des communistes.

10. L'écrivain Maksim Pechkov, dit *Gorky* (1868-1936) le célèbre romancier, avait été membre du P.O.S.D.R. et de ses différentes fractions. Lénine avait toujours cherché à le gagner, sans avoir une grande considération pourtant pour ses qualités de politique.

énormes et en conséquence un idéalisme et un héroïsme exceptionnels. Et il apparaît maintenant que ces organisations ont envoyé leurs délégués pour condamner Galicia sur la base de ce genre de considérations ignobles ? Est-il possible de trahir plus nettement sa propre nature ? Galicia ne démontre-t-il pas qu'il n'est plus qu'un petit-bourgeois exaspéré ?

Galicia prend la liberté de comparer la IV^e Internationale à l'Internationale stalinienne. En fait, il est lui-même le produit légitime de l'Internationale de Staline. Les bureaucrates et aspirants bureaucrates peuvent en règle générale se diviser en satisfaits et insatisfaits. Les premiers utilisent la répression la plus enragée pour conserver leurs places. Les seconds dissimulent leur ambition blessée derrière une phraséologie gauchiste frénétique. L'un se transforme en l'autre aussi facilement qu'un braconnier en garde-chasse. Si Galicia croit possible de suspecter le congrès de la IV^e Internationale de motifs indignes, qu'est-ce donc qui, de façon générale, l'attache à l'organisation ?

Quelles conclusions découlent de ce qui vient d'être dit ? De toute évidence, Galicia n'a pas compris le sens des décisions de notre congrès international, de même qu'il n'a pas réussi à comprendre le sens et l'esprit de la IV^e Internationale. Il n'est donc pas étonnant qu'il n'ait pas compris la signification de ses propres fautes. Il continue en les aggravant. Il ignore notre Internationale au nom de la solidarité avec toutes les cliques centristes et ultra-gauches. C'est pourquoi, à notre avis, la décision du congrès international le concernant est aujourd'hui déjà insuffisante. Il faut la compléter. Il est impossible d'admettre Galicia dans l'organisation sur la base de sa « reconnaissance » de toute évidence mensongère des décisions du congrès. Ces décisions signifient qu'il ne faut plus désormais permettre la vieille politique de Galicia et de son groupe. On peut donner à Galicia six mois de réflexion de plus en le laissant sur le seuil de la section mexicaine de la IV^e Internationale. Si, au cours de ces six mois, Galicia arrive à comprendre que la IV^e Internationale est une organisation révolutionnaire basée sur des principes d'action définis, et non un club de discussion créé pour des intellectuels petits-bourgeois, il reviendra de nouveau à l'organisation. Dans le cas contraire, il restera toujours à la porte. En ce qui concerne les autres membres de son groupe, ils ne peuvent rejoindre l'organisation que sur la base d'une reconnaissance réelle — et non diplomatique — des décisions du congrès. Autrement, l'organisation sera construite sans eux. Telle est notre proposition.

[FAUT-IL ENTRER DANS LE P.S.O.P. ?]¹

(5 décembre 1938)

Cher Ami,

Je suis réellement embarrassé pour formuler mon opinion sur cette question aussi complexe qu'importante, sans disposer du matériel nécessaire. Depuis longtemps, j'ai abandonné la lecture des journaux français et je ne lis pas suffisamment les publications de notre propre parti. C'est pourquoi mon appréciation ne peut avoir qu'un caractère très général et abstrait, absolument insuffisant pour des décisions pratiques.

J'ai entendu parler de la tendance à entrer dans le P.S.O.P. pour la première fois juste avant la crise des Sudètes². Ma position a été la suivante : si la guerre éclate, les événements peuvent trouver notre parti dissous au moment le plus critique dans le brouillard du P.S.O.P. Dans de telles situations, il est absolument nécessaire de jouir d'une indépendance complète de décision et d'action. Dix internationalistes peuvent faire du bon travail tandis que des milliers de centristes ne peuvent qu'aggraver la confusion. C'est dans ce sens que j'ai exprimé mon opinion par l'intermédiaire de Van.

La crise mondiale est passée — pour quelque temps — mais aujourd'hui la crise interne en France se déchaîne. Quelle est

1. Lettre à J. P. Cannon (7537), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le P.S.O.P. était le nouveau « parti socialiste ouvrier et paysan », né au mois de juin de la scission de la majorité de la Fédération S.F.I.O. de la Seine et de leurs camarades de l'ancienne Gauche révolutionnaire. Ce parti, que dirigeait Marceau Pivert, comptait à cette époque environ 10 000 membres. La question de l'entrée des trotskystes du P.O.I. s'était en effet posée un peu avant la conférence de Munich, que Trotsky appelle ici « la crise des Sudètes ». Le 8 octobre, le C.C. du P.O.I. s'était adressé à la C.A.P. du P.S.O.P. en lui proposant une fusion sur quatre points. Une rencontre avait eu lieu le 17 mais la C.A.P. du P.S.O.P., le 29 avait refusé les quatre points et renvoyé l'affaire devant le conseil national des 17 et 18 décembre. Les partisans de l'entrée dans le P.S.O.P. étaient pour une entrée individuelle immédiate.

l'influence de cette crise sur notre organisation et sur le P.S.O.P. ? C'est la question.

En 1936, nous avons observé en France une authentique situation pré-révolutionnaire et même plus, un soulèvement de masse qui aurait pu et aurait dû se transformer, avec un minimum de direction révolutionnaire, en bataille pour le pouvoir. Mais toute révolution, même avec des gens qui en font une dizaine³, commence par une sorte d'étape de « février ». Elle a des illusions, une confiance stupide et ainsi de suite. La coalition du Front populaire, totalement impuissante contre le fascisme, la guerre, la réaction, etc. s'est révélée un frein contre-révolutionnaire formidable pour le mouvement de masse, incomparablement plus puissant que la coalition de février en Russie, parce que a) nous n'avions pas une semblable bureaucratie ouvrière omnipotente, y compris la bureaucratie syndicale, b) nous avions un parti bolchevique. Pendant presque trois ans, l'appareil du Front populaire a empêché que la situation pré-révolutionnaire devienne révolutionnaire. Quelles sont aujourd'hui les conséquences de cet ignoble travail sur l'état d'esprit des masses, voilà ce qu'il est absolument impossible de dire de loin. Une partie des masses devrait être devenue plus impatiente et plus agressive, une autre partie a dû se démoraliser et une large fraction intermédiaire doit être désorientée. Quel est le rapport des forces entre elles trois ? C'est une question décisive qui ne peut être résolue, même en France, que par l'action ou la tentative pour agir.

Quelle est l'influence de ce tournant brutal (l'effondrement du Front populaire) sur le P.S.O.P. ? Je ne connais même pas la composition sociale du P.S.O.P. Je doute beaucoup qu'elle soit bonne. A-t-il des liens avec les syndicats ? N'y a-t-il pas le risque que notre entrée dans le P.S.O.P. puisse, à un moment critique, nous couper des syndicats en nous impliquant dans une discussion sans fin avec des socialistes petits-bourgeois ? Je ne sais pas.

La question purement formelle — par un congrès ou un accord de sommet — a une importance secondaire, et même tertiaire. La composition sociale du P.S.O.P. et les possibilités pour nous sont décisives.

Rous⁴ menace de faire scission. Je suis tout à fait d'accord

3. Allusion à toutes les « révolutions françaises ».

4. Jean Rous (né en 1908), dirigeant du P.O.I. et du S.I. considérait qu'il n'existait aucune autre issue que l'entrée dans le P.S.O.P. et refusait de se laisser paralyser par la légalité du P.O.I. où les adversaires de l'entrée étaient appuyés surtout sur Pierre Naville.

avec vous qu'il faut mener immédiatement une politique active, agressive ; je suis même tellement d'accord que je préférerais une scission à la stagnation actuelle. La scission sur une question aussi pratique — comment gagner le P.S.O.P. — ne pourrait être que de brève durée. La fraction dirigée par Rous pourrait démontrer ce dont elle est capable à l'intérieur du P.S.O.P. et, en cas de succès, elle gagnerait immédiatement les autres. Vous avez proposé à Paris que notre partie envoie une fraction importante dans le P.S.O.P. La scission signifierait une pénétration semblable dans le P.S.O.P. d'une partie de nos camarades. Je ne néglige pas le danger inhérent à toute scission, mais j'essaie d'analyser cette variante comme un moindre mal par rapport à l'inaction totale.

*Il n'est pas nécessaire de dire que votre présence aujourd'hui en France serait de la plus grande importance*⁵. C'est la France qui est aujourd'hui le champ de bataille immédiat, pas les Etats-Unis. Il faudrait voir aussi les choses sous un angle financier. Si vous allez en France — et je suis absolument en faveur d'une telle décision —, vous devriez disposer d'une trésorerie modeste pour les besoins du parti français dans la période qui vient.

Je crois que Rosmer pourrait beaucoup vous aider, surtout dans les conversations avec le P.S.O.P., l'information, les conseils et ainsi de suite, mais je ne crois pas qu'il serait prêt à militer activement dans le mouvement⁶. Il n'est pas très jeune..., malade et fatigué. Pivert est une réédition très, très détériorée, de Karl Liebknecht⁷. Le fait qu'après de longues oscillations, il ait accompli une scission, parle en sa faveur, au moins en faveur de son honnêteté, mais c'est une honnêteté centriste. Jusqu'où est-il capable d'aller sous la pression des événements ? Je ne le sais pas.

Voilà, cher ami, tout ce que je peux vous dire en toute hâte sur cette question ; j'espère pouvoir expédier cette lettre demain matin par avion. Peut-être écrirai-je à nouveau dans un jour ou deux.

5. Pour Trotsky, seul Cannon est capable de mener à bien en Europe les initiatives qui s'imposent.

6. Rosmer acceptera d'être intermédiaire de Trotsky auprès de Marceau Pivert.

7. Etant donné l'opinion générale de Trotsky sur M. Pivert, ce jugement peut apparaître comme particulièrement sévère pour Karl Liebknecht.

[DES DIFFICULTÉS AVEC DIEGO]¹

(6 décembre 1938)

Mes chers Amis²,

Je suis vraiment bien embarrassé. Le mutisme de Diego n'a absolument rien de commun avec quelque indifférence ou mécontentement contre vous deux, comme vous le supposez un peu dans votre dernière lettre. Je sais aussi que Frieda a été bien contente de votre préface qu'elle a reçue à la veille de son départ pour les Etats-Unis³. Le mutisme épistolaire de Diego est un élément invariable de son caractère. Il a passé aussi par de longues semaines de fatigue, de maladie, de nervosité. J'ai eu moi-même de grandes difficultés à me rencontrer avec lui durant ces semaines-là. Il évitait un peu tout le monde, la F.I.A.R.I. y compris. Il va maintenant beaucoup mieux physiquement. Il est parti, il y a une heure, pour Patzcuaro pour peindre. Avant de partir il m'a transmis, par l'intermédiaire de Van, votre dernière lettre, celle d'André Gide et la coupure concernant Malacki⁴. Malheureusement, l'affaire Malacki est venue juste au moment du départ de Diego et ne sera prise en mains par lui qu'après son retour, c'est-à-dire dans une semaine. Espérons que cette semaine-là ne sera pas trop longue. En tout cas, Diego fera le nécessaire pour arranger l'affaire.

Sur la F.I.A.R.I., Van vous donnera des renseignements,

1. Lettre à A. Breton (7430), dictée en Français, avec la permission de la Houghton Library.

2. La lettre est adressée à André Breton, mais aussi à sa compagne Jacqueline *Lamba* (née en 1910), que Trotsky avait beaucoup appréciée.

3. Frida *Kahlo de Rivera* (1910-1944), peintre de très grand talent, était l'épouse de Diego. Elle était partie pour les E.-U. puis l'Europe.

4. André *Gide* (1869-1951) était considéré à l'époque comme l'un des plus grands écrivains français. Longtemps « compagnon de route » du stalinisme il avait rompu avec la publication de son *Retour de l'U.R.S.S.* Trotsky avait espéré le gagner à la commission d'enquête ou le recevoir. Nous ignorons de quelle lettre il s'agit. Vladimir Malacki, dit Jean *Malaquais* (né en 1908) était un jeune écrivain, protégé de Gide et que Trotsky estimait énormément.

qui ne sont d'ailleurs pas très abondants à cause des circonstances indiquées plus haut. Je vous assure, cher ami, que les tentatives de mettre la roue en marche n'ont pas manqué. Mais elles se sont heurtées à une fatalité passive, aussi invincible que lors de la période de conception de la F.I.A.R.I. (vous vous en souvenez ?) J'écrivis simultanément à *Partisan Review*. Vous savez peut-être que, de mensuelle, la revue est devenue trimestrielle. Cet échec est le résultat, pour moi évident, de l'esprit d'adaptation, des louvoiements, du manque d'audace dans l'attaque et autres péchés originels des intellectuels petits-bourgeois, même s'ils se disent révolutionnaires. Vous avez certainement reçu le dernier numéro de la revue contenant le Manifeste et une courte déclaration en première place. Je vais leur demander de donner les renseignements les plus exacts sur le côté organisationnel.

Ne considérez pas ces lignes comme une plainte contre Diego. Il faut le prendre comme il est et, malgré sa répugnance pour le métier épistolaire, il est magnifique.

Je suis bien touché par votre intention de faire publier mon livre sur la littérature, qui m'apparaît maintenant appartenir à une époque presque préhistorique⁵. De votre lettre, je ne vois pas bien si les éditeurs éventuels demandent une copie *française* pour se décider ? En ce cas-là, la tâche serait insoluble pour moi. Mais il existe une traduction anglaise et Van m'assure aussi des traductions allemande et espagnole. Les éditeurs ne pourraient-ils pas se former une opinion sur la base des éditions étrangères, la russe y compris ?

Pour le reste, on continue. Physiquement, Natalia et moi sommes un peu moins bien que lors de votre séjour. Toute la maison (sauf peut-être Van, qui reste dans la carrière diplomatique⁶) est occupée maintenant par les cactus dont nous recherchons les plus rares et les plus magnifiques pour le jardin. Vous ne le reconnaîtriez sûrement pas maintenant.

5. Il s'agit de *Littérature et Révolution*, initialement publié en 1924.

6. Un euphémisme pour indiquer que van Heijenoort était chargé de toutes les relations extérieures, c'est-à-dire avec les autorités, la presse, etc. ce qui ne lui laissait guère de loisirs

**[DES NOUVELLES
DE LA F.I.A.R.I. ?]¹**
(6 décembre 1938)

Mon cher Comité de rédaction,

J'ai encore reçu une lettre d'André Breton qui attend impatiemment des nouvelles du développement de la F.I.A.R.I.² aux Etats-Unis. Il se plaint de n'avoir reçu de vous aucune information quant au nombre des adhérents de la nouvelle organisation, ce qui l'empêche de publier la liste du comité international de la F.I.A.R.I.

Breton lui-même et ses amis semblent être très actifs et recrutent avec succès des membres d'autres organisations. Il semble qu'ici au Mexique et en Amérique latine en général, après une période d'une certaine stagnation due à la maladie de Diego Rivera, les choses commencent à bouger.

Je vous serais très reconnaissant de toute information sur l'état de la F.I.A.R.I. aux Etats-Unis.

1. Lettre à *Partisan Review* (9463), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Rappelons que le sigle F.I.A.R.I. désigne la Fédération internationale de l'Art révolutionnaire indépendant.

S.O.S.

LA SITUATION EN FRANCE¹ (Décembre 1938)

La France impérialiste est entrée définitivement dans une phase critique. Le régime parlementaire est manifestement condamné. La France doit devenir ou bien un pays de dictature fasciste ou bien une république socialiste. Il n'y a pas de troisième possibilité.

En 1936, le mouvement révolutionnaire des ouvriers français a pris de vastes proportions. Les imbéciles pensaient que ce mouvement résultait de l'activité du « Front populaire ». C'était exactement le contraire : la pression croissante des masses et le « danger » révolutionnaire qui en résultait ont provoqué, comme en Espagne, la création du Front populaire.

Toute révolution, même dans un pays qui en a traversé une dizaine, commence avec des illusions naïves et une confiance simple : les nouvelles générations doivent apprendre de nouveau. Le Front populaire, en France, a assumé la même tâche que ce qu'on appelait la « coalition » des cadets, des mencheviks et des socialistes révolutionnaires en Russie en mars 1917 : contenir la révolution à sa première étape. La différence est que la bureaucratie réformiste en France (socialistes, communistes, syndicalistes) est infiniment plus puissante qu'elle n'était en Russie en 1917. En outre, le Kremlin a soutenu le Front populaire français au nom de la révolution d'Octobre, qui avait gagné contre le Front populaire. Enfin, le parti révolutionnaire en France est infiniment plus faible qu'il ne l'était en Russie.

Dans ces conditions, la coalition française est incontestablement parvenue à freiner et, dans une certaine mesure, à démoraliser le mouvement révolutionnaire de 1936. Jusqu'à quel point et pour combien de temps ? Il est impossible de le dire

1. Appel (T 4483) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

d'avance. Si c'est profondément et pour longtemps, le Front populaire, déjà désespérément scindé, sera définitivement balayé et une dictature réactionnaire accédera au trône en France. Mais si, comme on peut fermement l'espérer, le mouvement temporairement brisé par le Front populaire trouve une issue lui-même, il peut réaliser, et il réalisera la victoire du socialisme. Il n'y a pas de troisième possibilité.

Les chefs actuels du prolétariat, les organisateurs du Front populaire, les Jouhaux, Léon Blum, Thorez² et Cie, sont les véritables fossoyeurs de la démocratie parlementaire. Actuellement, personne n'aide aussi efficacement le fascisme que ces « piliers » complètement pourris de la III^e République. Il est trop tard pour parler du « danger » qui menace la démocratie impérialiste : elle est déjà condamnée et va à sa destruction. Mais la classe ouvrière court à un danger extrême.

Il serait criminel de sous-estimer ce danger. Mais il serait tout aussi criminel de minimiser la force du prolétariat français, de ses traditions de lutte, de son talent pour l'improvisation révolutionnaire. Des milliers et des milliers d'éléments révolutionnaires sont disséminés dans ses profondeurs. La section française de la IV^e Internationale est parvenue à éduquer des cadres sérieux. Le danger qui menace poussera inévitablement à gauche une couche de la classe ouvrière après l'autre. Le congrès de la IV^e Internationale a donné aux éléments progressistes un programme révolutionnaire. Ce qui leur manque, ce sont des liens entre eux, une organisation centralisée, des moyens techniques et matériels. Il faut entourer les ouvriers révolutionnaires de France d'une atmosphère de sympathie internationale et d'un soutien actif. Le fascisme préparer la guerre civile. L'argent est le nerf important de toute guerre. Il faut aider la section française de la IV^e Internationale financièrement. Cette obligation ne doit pas retomber sur les seuls membres de la IV^e Internationale. Tous les amis de la liberté et du socialisme ont le devoir de venir en aide aux ouvriers progressistes de France.

N'est-il pas trop tard ? Non, tout montre qu'il n'est pas trop tard. En France, il n'y a pas de parti fasciste puissant et, en vérité, il n'y aura pas d'organisation aussi importante que le parti de Hitler, même avant la prise du pouvoir : c'est contraire aux traditions et aux habitudes du pays. Une organisation beaucoup

2. Léon Jouhaux était le secrétaire de la C.G.T. Léon Blum (1872-1950), maître à penser de la S.F.I.O. avait été le premier chef de gouvernement du Front populaire de 1936 à 1937. Maurice Thorez (1960-1964) était, lui, secrétaire général du parti communiste.

plus petite est en France capable d'attirer les masses désespérées et découragées de petits bourgeois dans un coup d'Etat réactionnaire. Malgré tout, la faiblesse actuelle du fascisme français en tant qu'organisation constitue un net avantage pour le parti de la révolution. Jusqu'à ce qu'ait complètement mûri le moment d'un coup fasciste, nous aurons à coup sûr un certain répit, plusieurs mois, peut-être un an, peut-être deux.

Pendant ce répit, même un jeune parti révolutionnaire peut accomplir des miracles. Il faut tirer le signal d'alarme. Il faut ouvrir une campagne internationale sur la catastrophe fasciste en France. Il faut comprendre et expliquer aux masses que cette catastrophe comme celle d'Allemagne est préparée par les partis de la II^e et de la III^e Internationale. Il faut inspirer le courage, l'audace, l'initiative à l'avant-garde révolutionnaire en France. Il faut lancer une campagne internationale pour constituer un fonds révolutionnaire du prolétariat français. Les éléments d'avant-garde des Etats-Unis doivent en prendre l'initiative. Il faut regarder en avant et voir tel qu'il est le danger qui approche. C'est en France que se décide maintenant le destin du prolétariat mondial, y compris celui du prolétariat des Etats-Unis. Il nous faut tendre tous nos efforts sans perdre un seul jour. Des tâches héroïques exigent des moyens héroïques.

[LES NOUVELLES DE NORVÈGE]¹

(8 décembre 1938)

Chère Hjørdis²,

Natalia et moi avons été très heureux de recevoir vos deux lettres : une de Norvège concernant votre vie en général et l'autre de Londres concernant le camarade qui est aujourd'hui au Mexique³.

Après que j'aie reçu votre lettre, il nous a rendu visite, et nous avons eu une petite discussion sur les affaires suédoises et autres. Vous me demandez mon opinion. Elle est difficile à donner après une discussion assez courte, mais en tout cas ses idées ne me paraissent pas très claires. Il a dit à Van que vous examiniez la possibilité de venir au Mexique en capacité « de diplomate ». Ce serait très bien, chère Hjørdis. Natalia et moi serions très heureux de vous voir chez nous. Est-ce réellement faisable ?

J'ai été très touché en recevant il y a quelques mois un salut cordial de la sœur de notre inoubliable Erwin⁴. Etes-vous en contact avec elle ? Transmettez-lui, s'il vous plaît, mes salutations les plus chaleureuses.

J'espère que tout va bien pour votre famille. Nous conservons le meilleur sentiment de notre séjour à Hønefoss. Nos salutations amicales à toute la famille et à tous les amis.

1. Lettre à H. Knudsen (8693), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Hjørdis *Knudsen* (née en 1914) était la fille du couple Knudsen qui avait donné asile aux Trotsky dans leur maison de Hønefoss. Elle y avait uni sa vie à celle de leur secrétaire, Erwin Wolf, qui avait été enlevé et assassiné en Espagne.

3. Le « camarade » en question était un Roumain, Adi Stachlovici, qui était à Barcelone en 1937 et était lié à la jeune Grethe Finnstadt, de Hønefoss aussi, compagne du Dr Tioli qui avait disparu en même temps que Wolf et que Trotsky avait soupçonné d'avoir joué un rôle dans l'enlèvement.

4. Erwin *Wolf* (1902-1937), fils d'un riche grossiste de Reichenberg (Liberec) en pays sudète, avait d'abord milité dans la section allemande, puis, après 1933 à Paris. Il avait été secrétaire de Trotsky en Norvège d'octobre 1935 à juillet 1936.

[HISTORIQUE DE L'AFFAIRE SIEVA]¹ (8 décembre 1938)

Cher maître et ami,

Cette lettre représente un plein pouvoir pour vous permettre de vous occuper en mon nom de l'affaire de mon petit-fils Vsiévolod (Sieva) Volkov, qui se trouve actuellement chez M^{me} Jeanne Martin des Pallières. Je veux vous retracer brièvement l'historique de cette affaire.

Après la mort de ma fille Zinaïda, mère de Sieva, à Berlin en janvier 1933, Sieva fut recueilli par mon fils aujourd'hui défunt (le 16 février 1938), Léon Sedov, qui vivait alors maritalement avec M^{me} Martin des Pallières à Berlin. Après diverses vicissitudes liées à l'avènement du régime nazi en Allemagne, durant lesquelles Sieva se trouva momentanément séparé de mon fils, il se retrouva de nouveau avec lui à Paris en 1934. Depuis le décès de mon fils, la question s'est naturellement posée de savoir où Sieva allait vivre. M^{me} Martin m'écrivit le 17 mars de cette année au sujet de Sieva : « Je n'ai aucun droit légal sur lui, mais beaucoup de droits moraux, peut-être. N'importe, si vous le demandez, je vous le donnerai. Mais sachez une chose, j'ai beau être dure quand il le faut, il faut tout de même savoir que j'ai un cœur et qu'il ne faut pas inutilement jouer sur lui ni avec lui. Si vous me prenez Sieva, ce sera pour toujours » etc. Et elle insista beaucoup que la réponse soit rapide et définitive.

En réponse, j'ai invité M^{me} Martin des Pallières à venir au Mexique pour discuter avec ma femme et moi-même toutes les questions pendantes et éventuellement pour vivre avec nous ensemble avec Sieva. Je ne voyais pas d'autre voie pour régler la question. Elle a pu bien écrire avec cette brutalité exaltée un peu

1. Lettre à G. Rosenthal (9824), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library. Il s'agit de la lettre officielle donnant pouvoir à l'avocat d'engager l'action en justice pour récupérer Sieva.

outrée qui lui est propre : « Vous me le donnez ou vous me le prenez, mais tout de suite et pour toujours. » Je connais très peu M^{me} Martin des Pallières et ce peu que je connais ne m'a pas inspiré la confiance illimitée qu'elle a demandée de moi. Il s'agit du sort d'un enfant dont le père, disparu depuis bientôt cinq ans, peut-être encore vivant dans quelque prison de Staline, pourra présenter un jour ses droits. En son absence, tous les droits formels sont dans mes mains. M^{me} Martin les connaît d'ailleurs elle-même. J'étais bien disposé de reconnaître les droits moraux qu'elle ne possédait d'ailleurs que comme compagne de mon fils, mais je ne puis nullement considérer mon petit-fils, le seul être qui me reste de toute ma famille, comme un objet dont je puis faire cadeau « tout de suite et pour toujours » à M^{me} Martin, qui, depuis le moment où elle a écrit sa lettre, a tout fait pour m'inspirer la plus grande méfiance pour son caractère et son attitude.

Le 19 septembre, j'ai envoyé à Sieva une lettre, par l'intermédiaire de M^{me} Martin. Elle a déclaré à mes amis Marguerite et Alfred Rosmer ne pas l'avoir reçue. Ce n'est pas vrai. La lettre, recommandée, n'est jamais revenue. D'ailleurs la copie transmise à M^{me} Martin par M^{me} Marguerite Rosmer a eu le même sort. Je n'ai jamais reçu de réponse. Je vous joins ici quelques copies de cette lettre pour votre usage éventuel. Du vivant de notre fils, nous avons toujours des renseignements réguliers sur Sieva et des lettres de lui. Maintenant, il s'agit pratiquement d'une séquestration de l'enfant par M^{me} Martin, laquelle n'a sur lui, selon sa propre formule, « aucun droit légal ». Toutes mes tentatives de régler cette question à l'amiable, mes propositions réitérées de venir au Mexique, mes insistances de plus en plus impératives de venir ici avec le garçonnet ou de l'envoyer avec mes amis — tout cela n'a pas donné le moindre résultat.

Malgré tout, je suis prêt, même maintenant, à faire tout mon possible pour satisfaire les droits moraux de M^{me} Martin à côté de mes droits légaux et moraux. Mais je ne lui « donne » pas le garçonnet, maintenant moins que jamais. Si M^{me} Martin vient avec le garçonnet ici, elle aura sur lui les droits d'un membre de notre famille, pas moins, mais pas plus. Sinon, Sieva doit venir ici aussitôt que possible, c'est-à-dire dès que vous aurez réglé les formalités juridiques. Si M^{me} Martin continue à saboter la décision par des tergiversations, des fausses promesses, comme jusqu'à aujourd'hui, je vous prie, cher Maître, d'entreprendre une action judiciaire immédiate.

LÉON TROTSKY

Les démarches nécessaires pour le visa mexicain de Sieva sont entreprises et vont facilement aboutir dans quelques jours. Les dispositions matérielles pour son voyage doivent être arrangées par Marguerite et Alfred Rosmer, en accord avec M^{me} Martin, si elle y consent immédiatement, indépendamment d'elle si elle s'y oppose.

Avec le prochain courrier, je vous envoie la copie photostatique de la lettre citée de M^{me} Martin.

P.-S. Je vous envoie une copie supplémentaire de cette lettre pour que vous puissiez la faire parvenir à M^{me} Martin en lui donnant un délai de 24 ou au plus 48 heures pour répondre définitivement avant d'entreprendre la procédure légale.

[IL FAUT INFORMER SIEVA]¹

(8 décembre 1938)

Chers Amis,

Nous avons bien reçu vos lettres, la seconde aujourd'hui annonçant que, durant les quelques semaines passées, Jeanne n'a pas envoyé Sieva chez vous. Il ne reste que la procédure légale comme vous le voyez de ma lettre adressée à Gérard. Je joins une nouvelle copie de ma lettre à Sieva². J'espère qu'avec les jeunes amis vous trouverez la possibilité de la transmettre directement à Sieva.

J'attends l'initiative nécessaire de la part de Gérard ou de quelque autre camarade que vous trouverez indiqué pour cette affaire délicate, mais c'est absolument nécessaire. Jeanne peut bien tromper le garçonnet systématiquement. Il faut qu'il sache que nous voulons vivre ensemble avec lui et avec Jeanne, que c'est Jeanne qui ne le veut pas et qui foule ainsi aux pieds non seulement mes droits, mais aussi ceux du père de Sieva et de sa sœur qui présenteront un jour leurs droits. Il est assez grand garçon pour comprendre cela si on le lui explique bien, une fois, deux fois, trois fois, maintes fois. Je crois que quelque camarade pourrait bien se présenter chez Jeanne et expliquer la situation à Sieva en présence de Jeanne.

Il faut qu'elle comprenne qu'elle ne gagnera rien par de petites ruses et des mensonges. Mais la procédure légale doit suivre son cours parallèlement. Puisqu'elle reconnaît elle-même n'avoir pas de droits légaux, sa manière d'agir représente un acte criminel, la séquestration par violence, mensonges, etc. Il faut qu'elle comprenne qu'il s'agit là d'une grande responsabilité.

1. Lettre aux Rosmer (9902), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Trotsky avait écrit à son petit-fils par l'intermédiaire de Jeanne une lettre en recommandé. Jeanne avait affirmé ne pas l'avoir reçue. Trotsky avait adressé un double aux Rosmer, que Marguerite avait remis à Jeanne, pour Sieva. Trotsky n'ayant pas de réponse du jeune garçon, pensait à juste titre que Jeanne ne lui avait pas remis la lettre. La nouvelle copie était destinée à être remise à Sieva directement mais apparemment non à l'insu de Jeanne.

[IL FAUT UN NOM RÉVOLUTIONNAIRE]¹

(10 décembre 1938)

Chers Amis,

On me dit que ma proposition d'appeler l'organisation de jeunesse la Légion de la Révolution socialiste a rencontré de l'opposition sur la base de l'argument que l'ouvrier américain n'aime pas du tout ce qui sonne la révolution, l'action illégale, l'hostilité à la démocratie, etc. Ces arguments sont infiniment plus importants que la question du nom lui-même. C'est une vieille expérience historique que celui qui ne juge pas opportun de porter ouvertement son nom politique n'a pas le courage nécessaire pour défendre ouvertement ses idées, car le nom n'est pas quelque chose d'accidentel mais un condensé des idées. C'est pour cette raison que Marx et Engels s'intitulaient communistes et qu'ils n'ont jamais aimé le nom de social-démocrates. C'était pour la même raison que Lénine changea la chemise sale de la social-démocratie et adopta le nom de communiste comme plus intransigeant et plus militant. Et maintenant il nous faut de nouveau jeter les noms qui ont été compromis et en choisir un nouveau. Il nous faut le trouver non pas en nous adaptant aux préjugés des masses, mais au contraire, nous devons opposer à ces préjugés un nom adéquat pour les tâches historiques nouvelles.

L'argument ci-dessus est faux dans ses aspects théoriques, politiques et psychologiques. La mentalité conservatrice d'une couche importante d'ouvriers est un héritage du passé et partie intégrante de l'« américanisme » (espèce Hoover comme espèce Roosevelt). La nouvelle situation économique est en opposition totale à cette mentalité. Que devrions-nous tenir pour décisif : la stupidité traditionnelle ou les faits révolutionnaires objectifs ?

1. Lettre à J. P. Cannon (7538), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Regardez M. Hague, de l'autre côté de la barricade. Il n'a pas peur, lui, de fouler aux pieds la « démocratie » traditionnelle. Il proclame : « La loi, c'est moi ! » Du point de vue de la tradition, cela peut paraître très imprudent, très provoquant, déraisonnable, mais c'est tout à fait juste du point de vue de la classe capitaliste. Ce n'est qu'en procédant ainsi qu'un parti réactionnaire, militant, peut être formé et se montrer à la hauteur de la situation objective.

N'avons-nous pas au moins autant de courage que ceux qui sont de l'autre côté de la barricade ?

La crise du capitalisme américain a un rythme très rapide. Les gens qui ont peur aujourd'hui d'un nom militant comprendront sa signification demain. Un nom politique, ce n'est pas pour un jour ou pour un an, mais pour une période historique.

Notre organisation de jeunesse n'a que 700 membres. Aux Etats, il existe certainement des dizaines et des centaines de milliers de jeunes garçons et filles qui sont profondément dégoûtés par une société qui les prive de la possibilité de travailler. Si notre nom n'est pas compréhensible ou « agréable » aux millions d'éléments arriérés, il peut devenir très attirant pour des dizaines de milliers d'éléments actifs. Nous sommes un parti d'avant-garde. Pendant que nous assimilerons les milliers et dizaines de milliers, les millions apprendront la signification réelle des coups économiques qu'ils doivent encaisser.

Un nom incolore passe sans qu'on le remarque et c'est le pire en politique, surtout pour des révolutionnaires. L'atmosphère politique est actuellement extrêmement confuse. Dans une réunion publique, quand tout le monde parle et que personne n'entend ce que dit l'autre, le président doit donner sur la tribune de vigoureux coups de marteau. Le nom du parti devrait résonner maintenant comme un grand coup sur la tribune.

L'organisation de jeunesse pourrait et devrait avoir autour d'elle des organisations auxiliaires avec des objectifs variés et des noms différents, mais l'organisme politique dirigeant devrait avoir un caractère révolutionnaire ouvert et clairement défini un drapeau et un nom correspondants.

D'après les premières informations, il me semble que le danger ne réside pas dans ce que la jeunesse aspire à être un second parti, mais plutôt dans ce que le premier parti domine trop directement et trop fermement la jeunesse par des moyens d'organisation. Les cadres du parti dans la jeunesse donnent naturellement un niveau élevé aux discussions dans les congrès et

au comité national, mais ce niveau élevé exprime le côté négatif de la situation. Comment peut-on éduquer la jeunesse sans une certaine mesure de confusion, d'erreurs et de combats internes qui n'y aient pas été injectés par de « vieux messieurs » mais soient nés du développement naturel de la jeunesse elle-même. J'ai maintenant l'impression que les membres du parti bien éduqués dans l'organisation de la jeunesse, pensent, parlent, discutent et décident au nom de la jeunesse et cela pourrait être l'une des raisons pour lesquelles nous avons perdu du monde l'année dernière. La jeunesse n'a pas le droit d'être trop intelligente ou trop mûre, mieux, elle a le droit d'être jeune. Cet aspect de la question est plus important encore que celle des couleurs, des rites, etc. Le pire qui pourrait nous arriver serait de créer à l'intérieur de l'organisation de jeunesse une division du travail : les jeunes de la base jouent avec des couleurs et des trompettes et les cadres sélectionnés font de la politique.

[LE NOM EST PARTIE DU DRAPEAU]¹

(10 décembre 1938)

Cher Camarade Sterling²,

Merci beaucoup pour votre lettre concernant le congrès des jeunes. En dehors de quelques lignes du camarade Abern, je n'ai encore reçu aucune information. Votre lettre est la première et elle est pour moi très précieuse.

Je ne puis être d'accord avec l'argument contre un nom révolutionnaire. L'argument est imprégné de l'esprit de ce qu'on appelle le « suivisme ». C'est l'esprit d'adaptation aux préjugés arriérés et pas à celui d'exprimer les tendances et besoins révolutionnaires. Le nom est la partie la plus importante du drapeau. Nous ne pouvons remplacer le rouge par le vert, ni le 4 par 3 1/2 pour démontrer aux gens arriérés que nous ne sommes pas des tigres féroces mais de paisibles animaux domestiques. Demain, même les gens arriérés demanderont : « Où est le tigre ? » et tourneront le dos aux animaux pacifiques. Il nous faut penser à demain aussi bien qu'à aujourd'hui.

1. Lettre à M. Sterling (10528), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Max Shapiro, dit Max Sterling (cf. n. 4 p. 125), mari de l'ancienne secrétaire de Trotsky, Rae Spiegel, lui avait écrit pour l'informer du déroulement du congrès de l'Y.P.S.L.

[UNE SUGGESTION POUR LE B.O.]¹

(10 décembre 1938)

Chers Amis,

J'ai une proposition à vous faire : il serait bon d'insérer dans un des prochains numéros du *Biulleten* un article qui serait un exposé des faits donnant un tableau d'ensemble de l'extermination des Vieux Bolcheviks et des personnalités soviétiques de premier plan. Cela a été fait en partie, dans diverses publications et à différentes époques. Mais il n'y a pas eu jusqu'ici de bilan d'ensemble systématique de l'extermination de la « vieille Garde », des acteurs de la guerre civile et des éléments les plus éminents de la jeunesse soviétique. Vous avez tous deux une connaissance parfaite des faits et des matériaux. Il serait souhaitable de consulter les vieux protocoles des congrès du parti et les journaux (listes des membres du C.C., du conseil des commissaires du peuple, des comités exécutifs centraux, etc.) et de donner la liste la plus précise possible des militants assassinés les plus connus, et aussi une statistique générale (en pourcentage, etc.).

Vous m'avez déjà envoyé les listes des membres du C.C. à différentes époques ; ces listes peuvent être l'un des éléments sur lesquels cette enquête s'appuiera. Je vous serais, pour ma part, très reconnaissant de donner ces informations. Outre le fait qu'elles pourraient passer dans le *Biulleten*, elles me seraient d'une grande utilité pour les derniers chapitres de mon livre sur Staline.

1. Lettre à L. Estrine (7730), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library. Elle est tacitement adressée également à M. Zborowski.

[TRAVAIL ET SANTÉ]¹

(11 décembre 1938)

Chère Sara,

Je viens de recevoir votre lettre du 5 décembre et les extraits de *Proletarskaia Revoliutsia* ; j'ai reçu en même temps du camarade Malamuth des extraits de *Krasnaia Letopis*. Je vous remercie beaucoup. J'ai besoin de tout cela : c'est d'un très grand intérêt et je l'ai reçu juste au bon moment, car je travaille en ce moment à ce chapitre. A l'occasion, je vous prie de faire part au camarade Alekseiev² de mes chaleureux remerciements pour sa collaboration.

Vous me demandez des nouvelles de ma santé. Elle s'est effectivement détériorée ces derniers temps. Ma maladie d'Europe a reparu, après m'avoir laissé deux ans en paix. Mais mon état n'est cependant pas si mauvais que je ne puisse travailler. J'ai reçu le numéro de votre journal³, mais j'ai pu à peine y jeter un coup d'œil, car les jeunes⁴ s'en sont emparés : ils sont tous très fiers d'avoir un journal « provincial ».

Je vous salue cordialement tous deux. N[atalia] I[vanovna] a été souffrante tout le temps (les dents), c'est pourquoi elle n'a pas répondu jusqu'à présent. Maintenant elle va mieux.

P.-S. : Je viens de recevoir de nouveaux extraits avec la lettre du 8.XIII.

1. Lettre à S. Weber (10836), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Nous n'avons aucune information sur ce collaborateur de Sara Weber.

3. Il s'agit de l'organe du S.W.P. de Newark, publié par Weber, *Workers voice*.

4. « Les jeunes » sont les secrétaires et surtout gardes américains.

[ENQUÊTER SUR LES FASCISTES AUX ÉTATS-UNIS]¹

(12 décembre 1938)

Chers Amis,

Ce serait bien de commencer le *Socialist Appeal* deux fois par semaine avec une enquête détaillée dans tout le pays sur les organisations fascistes, semi-fascistes et réactionnaires en général. Il est possible que les staliniens aient déjà essayé une chose de ce genre. Cependant la situation change, les vieilles organisations disparaissent et de nouvelles apparaissent. En tout cas, ce serait un travail excellent pour nos organisations locales, surtout les jeunes.

Bien sûr, ce serait bon d'inclure non seulement les branches du parti mais aussi les syndicats locaux, organisations sympathisantes et autres. Il nous faut installer à l'avant-garde du prolétariat une compréhension de la menace grandissante du fascisme. C'est l'arme la meilleure au moyen de laquelle détruire les préjugés de l'américanisme : « démocratie », « légalité », etc.

Avec un journal deux fois par semaine, la question d'une campagne politique systématique deviendra encore plus importante que maintenant.

1. Lettre aux dirigeants du S.W.P. (7539), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

[LES PROBLÈMES DES CURTISS]

(13 décembre 1938)

Cher Ami,

J'apprécie hautement et je soutiens de tout mon cœur l'initiative que vous et le comité national avez prise dans la question française. Comme vous le dites dans votre lettre à Vincent Dunne, elle signifiera un pas en avant pour le parti américain lui-même. Dans quelques jours, je vous écrirai peut-être un peu plus sur la question française, mais pour le moment je veux vous parler un peu de la question mexicaine, plus concrètement de Charlie et Lillian².

Comme je l'ai découvert hier dans une discussion avec Charlie, la situation est devenue critique. Le peu d'argent qu'ils avaient a été épuisé. Plus encore, j'ai appris avec stupeur que Charlie a dépensé une partie de son propre argent dans la revue³. Que faire maintenant? L'accord au sujet du séjour de ces camarades au Mexique n'a jamais été très clair pour moi. Je croyais que vous discutiez les questions pratiques avec Diego en mon absence.

Maintenant Diego se tient à l'écart de l'organisation mexicaine et ne participe qu'à la revue. Je ne connais pas son actuelle situation financière et ne suis nullement certain qu'elle soit bonne. Après une longue période de mauvaise santé et de passivité, Diego est revenu à la peinture. Il semble qu'il préfère peindre et évite questions et discussions politiques. Il ne serait pas facile pour nous de lui poser maintenant cette question

1. Lettre à J. P. Cannon (7540), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Lillian *Ilstein* (née en 1911) était secrétaire de profession et elle avait rencontré Charlie Curtiss en 1936. Elle l'avait accompagné au Mexique quand il y était arrivé comme représentant du comité pan-américain et avait travaillé au secrétariat de Trotsky.

3. Curtiss s'occupait beaucoup de *Clare*.

délicate. Je crois que le mieux serait que vous écriviez immédiatement à Diego, lui expliquant toute la situation et lui demandant conseil ou aide. Il faut absolument régler la question avant votre départ pour l'Europe.

L'HEURE DE LA DÉCISION

APPROCHE

A PROPOS DE LA SITUATION EN FRANCE¹
(18 décembre 1938)

Chaque jour, que nous le voulions ou non, nous sommes certains que la terre tourne autour de son axe. De même, les lois de la lutte des classes existent indépendamment du fait que nous reconnaissons ou non leur existence. Elles continuent d'exister malgré la politique du Front populaire. La lutte des classes fait du Front populaire son instrument. Après l'expérience de la Tchécoslovaquie, c'est le tour de la France : même les esprits les plus bornés et les plus arriérés ont une nouvelle occasion d'apprendre quelque chose. Le Front populaire, c'est une coalition de partis. Toute coalition, c'est-à-dire toute alliance sur une large base, a nécessairement le programme du plus modéré des partis unis. Le Front politique en France signifiait dès le début que socialistes et communistes plaçaient leur activité politique sous le contrôle des radicaux. Les radicaux français constituent le flanc gauche de la bourgeoisie impérialiste. Sur le drapeau du parti radical, on lit : « patriotisme », « démocratie ». Le « patriotisme », c'est la défense de l'empire colonial français ; la « démocratie » ne représente rien de réel, mais sert simplement à accrocher les classes petites-bourgeoises au char de l'impérialisme. Et précisément parce que les radicaux lient l'impérialisme pillard à un démocratisme de façade, ils sont dans l'obligation de mentir, de tromper les masses populaires, bien plus que tout autre parti. On peut dire sans exagération que le parti de Herriot-Daladier² est

1. Article (T 4485), dans une traduction nouvelle de l'original russe, avec la permission de la Houghton Library. Il s'agit d'un bilan de la situation française au lendemain de l'accord de Munich et de la grève générale du 30 novembre.

2. Il s'agit du parti radical et radical-socialiste, membre du Front populaire. Edouard *Herriot* (1872-1957), maire de Lyon depuis 1905, était président de la Chambre des députés. Sans être formellement opposé au Front populaire, il avait manifesté des réserves. Au contraire, Edouard *Daladier* (1884-1970), d'une génération plus jeune, avait été l'homme du Front populaire dans son parti. Il avait aussi la confiance de l'état-major.

le plus dépravé de tous les partis français, représentant une sorte de bouillon de culture pour les carriéristes, les individus vénaux, les affaires de la Bourse et, en général, les aventuriers de toute espèce³. Comme les partis du Front populaire ne pouvaient pas aller au-delà du programme des radicaux, cela a abouti, dans la pratique, à subordonner les ouvriers et les paysans au programme impérialiste de l'aile la plus corrompue de la bourgeoisie.

Le Front populaire justifie sa politique par la nécessité de l'union du prolétariat et de la « petite-bourgeoisie ». On ne peut imaginer mensonge plus grossier ! Le parti radical représente les intérêts de la grande bourgeoisie, et non ceux de la petite-bourgeoisie. Il est fondamentalement l'appareil politique de l'exploitation de la petite-bourgeoisie par l'impérialisme. C'est pourquoi l'union avec le parti radical n'est pas une alliance avec la petite-bourgeoisie, mais avec ses exploités. On ne peut réaliser une véritable alliance des ouvriers et paysans avec la petite-bourgeoisie qu'en apprenant à la petite-bourgeoisie comment se libérer du parti radical, comment s'affranchir une fois pour toutes de son joug. Mais c'est le contraire que fait le Front populaire ; en entrant dans ce « front », socialistes et communistes endossent la responsabilité de la politique du parti radical, et l'aident ainsi à exploiter et à tromper les masses populaires.

En 1936, socialistes, communistes et anarcho-syndicalistes ont aidé le parti radical à freiner et à atomiser le puissant mouvement révolutionnaire. Le grand capital a réussi, au cours des deux ans et demi écoulés, à se remettre quelque peu de sa frayeur. Le Front populaire, ayant joué son rôle de frein, était devenu embarrassant pour la bourgeoisie. L'orientation de la politique internationale de l'impérialisme français s'était également modifiée. L'alliance avec l'U.R.S.S. était considérée comme peu rentable et risquée, alors que l'entente avec l'Allemagne était indispensable. Les radicaux ont reçu l'ordre du capital financier de rompre avec leurs alliés socialistes et communistes. Comme toujours, ils ont exécuté l'ordre sans un murmure⁴. L'absence d'opposition au sein du parti radical face à ce

3. Des parlementaires radicaux ont été mêlés à tous les scandales de la III^e République de Panama à l'affaire Stavisky.

4. Le gouvernement d'Edouard Daladier, constitué le 10 avril 1938, comprenait des radicaux à tous les postes clés et quelques représentants du centre droit, Paul Reynaud et Georges Mandel notamment. Il avait été investi par 575 voix contre 5, communistes et socialistes votant pour lui. Lors du vote sur Munich, il avait obtenu 535 voix contre 75 (les députés communistes votant contre). Sur les pleins pouvoirs économiques, il n'avait obtenu que 331 voix, les

revirement a montré une fois de plus que ce parti est impérialiste par essence et « démocratique » seulement en paroles. Le gouvernement radical, rejetant toutes les leçons de l'Internationale Communiste sur « le front unique des démocraties », se rapproche de l'Allemagne fasciste et, chemin faisant, comme il se doit, se débarrasse de toutes ces « lois sociales » qui furent le sous-produit du mouvement ouvrier en 1936⁵. Tout cela est conforme aux dures lois de la lutte des classes, cela était donc prévisible — et était prévu.

Mais socialistes et communistes, en petits-bourgeois aveugles qu'ils sont, se sont trouvés pris au dépourvu et ont manifesté leur désarroi dans des déclarations hypocrites : comment, nous, les patriotes, les démocrates, qui avons aidé à rétablir l'ordre, à dompter le mouvement ouvrier et rendu des services inestimables à la « République », c'est-à-dire à la bourgeoisie impérialiste, voilà que maintenant on nous met à la porte sans cérémonie ! En fait, c'est précisément parce qu'ils ont rendu à la bourgeoisie tous les services possibles et au-delà, qu'on se débarrasse d'eux. La reconnaissance n'a encore jamais joué le moindre rôle dans la lutte des classes.

L'indignation des masses trompées est grande. Jouhaux, Blum, Thorez⁶ sont obligés de faire quelque chose pour ne pas perdre définitivement tout crédit. En réponse au mouvement spontané des ouvriers, Jouhaux proclame la « grève générale », la protestation des « bras croisés ». Protestation légale, pacifique, et tout à fait inoffensive. « Une grève de 24 heures ! » explique-t-il avec un sourire de révérence à l'adresse de la bourgeoisie⁷. L'ordre ne sera pas troublé, les travailleurs garderont calme et dignité, ils ne toucheront pas à un seul cheveu des

communistes votant contre et les socialistes s'abstenant. Le 10 novembre, les radicaux avaient fait connaître leur refus de siéger dorénavant à côté des représentants du P.C. au comité du Rassemblement populaire : le Front populaire avait reçu le coup de grâce.

5. Le 13 novembre, le ministre des Finances de Daladier, Paul Reynaud, présentait des « décrets-lois » comprenant notamment le rétablissement de la semaine de six jours, la réintroduction du travail aux pièces, des sanctions pour refus des heures supplémentaires, la suppression des majorations pour les 150 premières heures supplémentaires et... le recrutement de 1500 gendarmes de plus. Présentant ses décrets-lois, Reynaud disait : « Nous vivons un régime capitaliste. Le régime capitaliste étant ce qu'il est, il faut obéir à ses lois. »

6. La trilogie est symbolique : Jouhaux, c'est la C.G.T., Blum, la S.F.I.O. et Thorez, le P.C.

7. Le communiqué de la C.G.T. annonçant la grève précisait que le travail devait reprendre le 1^{er} décembre, « quels que soient les circonstances ou les événements » et qu'il n'y aurait ni occupation, ni manifestation, ni réunions publiques.

classes dirigeantes. « Est-il possible que vous ne me connaissiez pas, messieurs les banquiers, les industriels, et les généraux ? Avez-vous donc oublié que j'ai assuré votre salut pendant la guerre de 1914-1918 ? » Blum et Thorez font écho au secrétaire général de la C.G.T. « La protestation doit être pacifique, ce ne doit être qu'une protestation modeste, sympathique, patriotique ! » Sur ces entrefaites, Daladier militarise d'importantes catégories d'ouvriers, et organise la préparation des troupes. Face au prolétariat bras croisés, la bourgeoisie, remise de sa panique grâce au Front populaire, ne s'apprête nullement à croiser les bras : elle est certaine de bénéficier de la démoralisation engendrée par le Front populaire dans les rangs ouvriers pour porter un coup décisif. Dans de telles conditions, la grève ne pouvait se terminer autrement que par un échec.

Les travailleurs français viennent de passer par une période de grèves orageuses, avec occupations d'usines. La prochaine étape qu'ils franchiront ne peut être que la grève générale authentiquement révolutionnaire, qui met à l'ordre du jour la conquête du pouvoir. Personne n'est en mesure d'indiquer aux masses ouvrières, et personne ne leur indique d'autre issue à cette crise interne, d'autre moyen de combattre l'approche du fascisme et de la guerre. Tout prolétaire doué de raison comprend qu'au lendemain de la grève de 24 heures « des bras croisés », la situation ne sera pas meilleure, mais pire. En particulier, de nombreuses catégories de travailleurs risquent de payer cruellement — en perdant leur travail, en payant des amendes, en allant en prison⁸. Au nom de quoi ? « En aucun cas, jure solennellement Jouhaux, l'ordre ne sera troublé. » Tout restera en l'état : la propriété, la démocratie, les colonies, et avec elles : la misère, la vie chère, la réaction et le danger de guerre. Les masses sont capables de grands sacrifices, à condition d'avoir devant elles de grandes perspectives politiques. Elles doivent savoir clairement quel est le but, quelles sont les méthodes, qui est l'ami, qui est l'ennemi. Au contraire, les dirigeants des organisations ouvrières ont tout fait pour semer la confusion et la désorganisation dans le prolétariat.

Hier encore, le parti radical se vantait d'être le pivot du

8. Maurice Thorez devait décompter 40 000 licenciés dans l'aviation, 32 000 lock-outés chez Renault, des dizaines de milliers de licenciés dans la région parisienne, 100 000 à Marseille, 80 000 mineurs dans le bassin du Nord-Pas-de-Calais, 100 000 dans le textile, etc. De nombreux fonctionnaires, enseignants notamment, furent mutés d'office et il y eut beaucoup de condamnations pour « atteinte à la liberté du travail ».

Front populaire, de porter le flambeau du progrès, de la démocratie, de la paix... Les travailleurs n'avaient à vrai dire guère confiance dans les radicaux. Mais ils ont *toléré* les radicaux, dans la mesure où ils *faisaient confiance* aux partis socialiste et communiste et à l'organisation syndicale. La rupture au sommet s'est produite, comme toujours en pareil cas, de manière inattendue. On a tenu les masses dans l'ignorance jusqu'au dernier moment. Pire : c'est la manière dont on a constamment « informé » les masses qui a permis à la bourgeoisie de les prendre au dépourvu. Et malgré cela, les travailleurs ont commencé de leur propre chef à s'organiser pour la lutte. Pris à leurs propres rêts, les « chefs » appellent les masses — ne riez pas! — à la « grève générale ». Contre qui? Contre les « amis » de la veille. Au nom de quoi? Nul ne le sait au juste. L'opportunisme s'accompagne toujours de pareils accès d'aventurisme.

La grève générale est par nature un moyen de lutte révolutionnaire. Le prolétariat, en tant que classe, se rallie à la grève générale contre l'ennemi de classe. Décréter la grève générale, voilà qui est absolument incompatible avec le Front populaire, qui signifie l'alliance avec la bourgeoisie. Les méprisables bureaucrates des partis socialiste et communiste et des syndicats, ne voient dans le prolétariat que l'instrument servant à leurs arrangements secrets avec la bourgeoisie. On proposait aux travailleurs de payer fort cher une simple manifestation ; tant de victimes, cela n'aurait eu de sens que s'il s'était agi d'une lutte décisive. Comme si on pouvait, arbitrairement, orienter des millions d'hommes à droite et à gauche, au gré des combinaisons parlementaires ! Fondamentalement, Jouhaux, Blum et Thorez ont tout fait pour assurer l'échec de la grève générale. Ils ont eux-mêmes peur de la lutte, autant que la bourgeoisie ; et en même temps, ils se sont efforcés de se forger un alibi aux yeux du prolétariat. C'est une ruse de guerre classique des réformistes : préparer l'échec de l'action de masse et faire porter aux masses la responsabilité de l'échec, ou, ce qui ne vaut pas mieux, se vanter d'une victoire qui n'a pas eu lieu. Il n'est pas surprenant que l'opportunisme, agrémenté d'aventurisme à doses homéopathiques, n'apporte aux masses que la défaite et l'humiliation !

Le 9 juin 1936, nous écrivions : « La révolution française a commencé »⁹. On peut penser que ce diagnostic a été démenti. En réalité la question est plus complexe. Que la situation

9. *Œuvres*, 10, pp. 78-84.

politique objective en France ait été alors et demeure révolutionnaire, cela ne fait pas de doute : il y a crise de la position internationale de l'impérialisme français, et conjointement, crise interne du capitalisme français, crise financière de l'Etat, crise politique de la démocratie ; il y a l'extraordinaire désarroi de la bourgeoisie, l'absence évidente d'issue d'après les vieux schémas traditionnels. Cependant, comme l'a montré Lénine, encore, en 1915 : « Toute situation révolutionnaire ne produit pas une révolution. Cela ne se produit... que si, aux transformations objectives vient s'ajouter le changement subjectif, c'est-à-dire si la classe révolutionnaire se montre capable de mener l'action révolutionnaire de masse avec suffisamment de force... pour abattre le vieux gouvernement, qui jamais, même en période de crise, ne « tombe » si on ne le « fait tomber ». L'Histoire toute récente a tragiquement confirmé que « toute situation révolutionnaire ne produit pas une révolution » et que la situation révolutionnaire se change en contre-révolution, si, aux facteurs objectifs, ne s'ajoutent, dans le même temps, les facteurs subjectifs, c'est-à-dire l'offensive révolutionnaire de la classe révolutionnaire.

Le flot grandiose de la grève de 1936 a montré que le prolétariat français était prêt à la lutte révolutionnaire, et qu'il était déjà engagé sur la voie du combat. En ce sens, nous avons le plein droit d'écrire : « La révolution française a commencé. » Mais si « toute situation révolutionnaire ne produit pas une révolution », il va de soi que toute révolution *qui a commencé* n'est pas assurée de progresser ensuite d'un pas uni. Le début de la révolution, qui jette dans l'arène politique les jeunes générations, est toujours marqué d'illusions, d'espairs naïfs et de confiance. Il faut en général que la révolution subisse une violente attaque de la part de la réaction pour faire un pas en avant avec plus de résolution. Si la bourgeoisie française répondait aux grèves et aux manifestations par des mesures policières et militaires — et cela se produirait inévitablement si elle n'avait à son service Blum, Jouhaux, Thorez et Cie, le mouvement passerait rapidement à un stade plus élevé, la lutte pour le pouvoir viendrait inévitablement à l'ordre du jour. Mais le recours de la bourgeoisie aux services du Front populaire est un faux recul, une concession temporaire. A la pression des grévistes, elle a opposé le ministère Blum qui est apparu aux travailleurs comme leur gouvernement, ou presque. La C.G.T. et l'Internationale communiste ont de toutes leurs forces apporté leur soutien à cette tromperie.

Pour mener le combat révolutionnaire pour le pouvoir, il

faut avoir une claire vision de la classe à laquelle il faut arracher le pouvoir. Les travailleurs n'ont pas reconnu leur ennemi, car il portait le masque d'un autre. De plus, les instruments de combat pour le pouvoir : parti, syndicats, conseils ouvriers sont nécessaires. Ces instruments ont été confisqués aux travailleurs, les chefs des organisations ouvrières ont formé un mur opaque autour du pouvoir de la bourgeoisie pour la masquer, la rendre méconnaissable. C'est ainsi que *la révolution qui commençait a été freinée, interrompue, démoralisée.*

Les deux années et demie qui se sont écoulées ont montré pas après pas la faiblesse, le caractère mensonger, hypocrite du Front populaire. Ce que les travailleurs ont pris pour un gouvernement « populaire » s'est avéré simplement le masque temporaire de la bourgeoisie. Ce masque est maintenant tombé. La bourgeoisie juge, visiblement, que les travailleurs ont été suffisamment trompés et affaiblis, que le danger immédiat de révolution est passé. Le gouvernement Daladier n'est, dans l'esprit de la bourgeoisie, qu'un petit pas vers un gouvernement plus fort, plus sérieux, de la dictature impérialiste.

Le diagnostic de la bourgeoisie est-il juste ? Le danger *immédiat* est-il réellement passé pour elle ? Autrement dit : la révolution est-elle repoussée à un avenir indéterminé, c'est-à-dire lointain ? Absolument rien ne le prouve. Une pareille assurance est pour le moins hâtive et prématurée. La crise *actuelle* n'a pas encore dit son dernier mot. En tout cas, se montrer optimiste pour le compte de la bourgeoisie ne sied pas du tout au parti révolutionnaire, qui est le premier à descendre sur le champ de bataille et le dernier à le quitter.

La « démocratie » est aujourd'hui le privilège de quelques nations extrêmement puissantes et riches, exploiteuses et esclavagistes. La France est de celles-ci, mais elle en est le maillon le plus faible. Son poids particulier dans l'économie n'est plus depuis longtemps en rapport avec sa position dans le monde, héritée du passé. Voilà pourquoi la France impérialiste est aujourd'hui victime de l'Histoire et ne peut se soustraire à son destin. La démocratie parlementaire en France est condamnée. Les éléments qui fondent une situation révolutionnaire non seulement n'ont pas disparu au cours des deux ou trois dernières années, mais se sont, au contraire, renforcés à l'extrême. La situation internationale et intérieure du pays a extraordinairement empiré. Le danger de guerre s'est rapproché. Si la peur de la bourgeoisie s'est apaisée, la conscience générale qu'il n'y a pas d'issue est, en revanche, devenue beaucoup plus aiguë.

Mais comment se présente la situation du point de vue des « facteurs subjectifs », c'est-à-dire de la préparation du prolétariat au combat ? Ce problème, justement parce qu'il concerne le domaine *subjectif* et non *objectif*, ne reçoit pas de réponse précise a priori. Ce qui est décisif, c'est la réalité vivante, c'est-à-dire le cours réel de la lutte. Mais nous avons des points de repère, qui sont certains aspects très importants de la situation, pour apprécier le facteur subjectif : nous pouvons constater qu'ils tiennent une grande place dans l'expérience de la dernière « grève générale ».

Nous ne pouvons malheureusement pas analyser ici en détail la lutte des travailleurs français de la deuxième quinzaine de novembre aux premiers jours de décembre. Mais pour la question qui nous intéresse, il suffit des données les plus générales. La participation à la grève avec manifestations de 2 millions de travailleurs environ, en regard des 5 millions de membres de la C.G.T. (du moins sur le papier) est une défaite. Mais si on considère les conditions politiques décrites plus haut, et en particulier le fait que les principaux « organisateurs » de la grève étaient en même temps les principaux briseurs de grève, le chiffre de deux millions témoigne du haut degré de combativité du prolétariat français. A la lumière des événements antérieurs, cette conclusion apparaît encore plus évidente. L'agitation, les meetings et manifestations, les échauffourées avec la police et la troupe, les grèves, les occupations d'usine commencent le 17 novembre et s'amplifient avec l'entrée en action de communistes, de socialistes et d'anarchistes de base¹⁰ ! Il est clair que la C.G.T. est dépassée par les événements. Le 25 novembre, les bureaucrates syndicaux annoncent une grève pacifique, « non politique » pour le 30 novembre, c'est-à-dire cinq jours plus tard. Autrement dit, *au lieu de développer, d'élargir, de généraliser le mouvement réel qui prenait de plus en plus une forme combative, Jouhaux et Cie opposent à ce mouvement révolutionnaire l'idée sans vie d'une protestation platonique.* Les bureaucrates avaient besoin de ce délai de cinq jours, alors que, dans un pareil moment, chaque journée vaut un mois, pour mettre au point leur collaboration secrète avec le pouvoir, afin de paralyser et casser le mouvement qui se développait de manière autonome et qui les

10. Il y eut une grève des dockers de Marseille, une grève du bâtiment dans tout le pays, un assaut contre Renault occupé et fortifié par ses ouvriers en dépit des appels à la modération du maire socialiste et du député communiste.

effrayait autant qu'il effrayait la bourgeoisie¹¹. C'est uniquement parce que Jouhaux et Cie ont poussé le mouvement dans l'impasse, que les mesures militaro-policières prises par Daladier ont eu une efficacité réelle.

Le fait que les cheminots, les ouvriers de l'industrie d'armement, les métallos et d'autres couches de l'avant-garde du prolétariat n'aient pas pris part à la « grève générale » n'est pas une preuve d'indifférence : au cours des deux semaines précédentes, ces travailleurs avaient pris une part active à la lutte. Mais ces couches d'avant-garde avaient compris mieux que les autres, surtout après les mesures prises par Daladier, que le problème n'était plus de manifester, ni d'élever des protestations platoniques, mais d'engager la lutte pour le pouvoir. La participation à la grève avec manifestations de couches de travailleurs plus arriérées, ou occupant une place moins importante dans les relations sociales, témoigne d'autre part de la profondeur de la crise dans le pays, et de ce que l'énergie révolutionnaire des masses ouvrières était restée intacte malgré la politique de démoralisation du Front populaire.

L'Histoire nous enseigne, il est vrai, que même après une défaite décisive, qui met un terme à la révolution, les couches les plus arriérées de travailleurs peuvent continuer d'agir, alors que les cheminots, métallos, etc. demeurent passifs. Ce fut le cas en Russie après l'écrasement de l'insurrection de 1905. Mais cette situation résultait du fait que les couches d'avant-garde avaient déjà épuisé leurs forces au cours des longs combats qui avaient précédé : grèves, lock-outs, manifestations, heurts avec la police et la troupe, insurrections. Il n'en va pas de même du prolétariat français : le mouvement de 1936 n'a nullement épuisé les forces de l'avant-garde. La désillusion sur le compte du Front populaire a pu, bien sûr, provoquer une démoralisation passagère dans certaines couches ; elle a dû, en revanche, aiguïser l'impatience et l'indignation des autres couches. En même temps, en 1936, comme en 1938, les mouvements ont enrichi le prolétariat tout entier d'une expérience inestimable et révélé des milliers de dirigeants ouvriers locaux qui méprisent la bureaucratie officielle. Il nous faut être capables d'arriver jusqu'à eux, de les rassembler, de les armer du programme de la révolution.

11. Le journal du P.O. belge, *Le Peuple*, écrit : « La C.G.T. a pris la décision de canaliser, discipliner et enrayer le mouvement en proclamant pour mercredi prochain une grève générale de protestation de 24 heures. Après quoi, le travail doit être repris dans l'ordre. »

Nous n'allons pas donner, de l'extérieur, des conseils de tactique à nos amis français qui se trouvent sur les lieux de l'action, et qui peuvent mieux que nous prendre le pouls des masses. Cependant, aujourd'hui plus que jamais, il est clair pour tout révolutionnaire marxiste que le seul moyen sûr de mesurer parfaitement le rapport de forces, et en particulier le degré de préparation des masses au combat, est *l'action*. La critique sans concessions de la II^e et de la III^e Internationale n'a de valeur révolutionnaire que dans la mesure où elle aide l'avant-garde à se mobiliser pour prendre part aux événements. Les mots d'ordre fondamentaux, nécessaires à la mobilisation, sont donnés par le programme de la IV^e Internationale, qui revêt aujourd'hui en France un caractère plus actuel que jamais dans aucun autre pays. Une immense responsabilité politique repose sur les épaules de nos camarades. Aider la section française de la IV^e Internationale de toutes ses forces et par tous les moyens moraux et matériels est le devoir le plus important et le plus impérieux de l'avant-garde révolutionnaire.

[LE TRAVAIL VA BIEN]¹

(19 décembre 1938)

Cher Camarade Vanzler,

Grâce à vos magnifiques efforts, je crois que je suis suffisamment équipé pour mon chapitre sur la *Pravda* que je suis en train de finir. Le tableau est tout à fait clair, comme vous le verrez par le texte. Conformément à votre souhait, je vous envoie la première partie du manuscrit en même temps que cette lettre, mais par le courrier ordinaire. Ne la montrez, s'il vous plaît, à personne. Je serai heureux de connaître vos remarques. Vous verrez d'après le texte que quelques-unes de vos recommandations n'ont pas été perdues.

Merci pour le livre de Wollenberg² sur l'Armée rouge. Maintenant le maillon le plus faible dans ma chaîne, c'est l'Armée rouge et la guerre civile, parce que je n'ai pas les publications les plus importantes sur la guerre civile et que c'est sur cette question qu'il y a les falsifications les plus éclatantes³.

1. Lettre à J. Vanzler (10920), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Erich Wollenberg (1892-1975), officier en 14-18, avait commandé une « armée rouge » de Bavière en 1919, participé à la préparation de l'insurrection de 1923, puis servi dans l'Armée rouge comme « commandant de division ». Il avait été exclu en 1933 et collaborait avec les trotskystes. Il venait de publier un livre sur l'Armée rouge.

3. Il s'agit bien entendu des falsifications concernant le rôle de Staline.

[DES ARGUMENTS TROUBLANTS]¹

(20 décembre 1938)

Cher Camarade Abern,

(1) Je n'ai rien reçu des jeunes sur le congrès. Max Sterling m'a envoyé une lettre très intéressante sur cette question, mais ce fut tout.

(2) Je n'ai pas le moindre reproche à l'adresse de quiconque parce que le congrès n'a pas accepté un nom nouveau et particulièrement celui que je proposais. Je comprends très bien que cela ne devrait être fait qu'après avoir sérieusement discuté et étudié tout cela sous chaque angle. J'ai été cependant un peu troublé par quelques-uns des arguments [avancés] contre le nom que je proposais ; les arguments m'ont semblé plus importants que la question du nom lui-même.

N'oubliez pas, je vous prie, que le parti international porte le nom de « parti mondial de la révolution socialiste ». La logique politique exige que chaque section porte le même nom : « parti français de la révolution socialiste », « parti américain, etc. » Je comprends qu'il puisse y avoir des objections du point de vue légal ou psychologique. C'est pourquoi je propose de commencer avec l'organisation de jeunesse ; nous pourrions ainsi faire l'expérience sans faire reposer la responsabilité directe sur le parti. On verra plus tard.

Je joins une copie d'une lettre de James Farrell². La plus grande partie est consacrée à l'Irlande. Ne serait-il pas possible d'utiliser cette partie pour *The New International*, avec bien entendu la permission de l'auteur ? Vous pourriez dire à Farrell

1. Lettre à M. Abern (7257), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. James T. Farrell (1904-1979), d'origine irlandaise, était devenu un écrivain connu avec sa fameuse trilogie, *Studs Lonigan*. Il avait travaillé au Mexique avec la commission Dewey et continuait à être proche du S.W.P.

LÉON TROTSKY

que, du fait de l'intérêt de cette correspondance, j'ai envoyé sa lettre à *The New Internationalist* en suggérant que vous discutiez avec lui la possibilité de donner à cette lettre la forme d'une contribution littéraire. Peut-être ce prétexte serait-il un bon moyen de gagner Farrell à une collaboration permanente.

[ACCUSÉ DE RÉCEPTION]¹

(20 décembre 1938)

Cher James Farrell,

Beaucoup de remerciements pour votre excellente lettre. Mais vous me mettez dans une position trop « aristocratique » en m'envoyant à moi personnellement des informations aussi intéressantes sur l'Irlande. Ne les jugez-vous pas dignes d'être publiées? Cependant pas dans le rachitique *Call*², qui semble entrer dans son agonie mortelle naturelle.

Je suis très heureux d'apprendre que Hortense³ ne nous est pas du tout hostile. J'espère que dans la prochaine période nous aurons une grande satisfaction morale après la période de persécution stalinienne, parce que leur domination sur les intellectuels aux Etats ne durera pas longtemps.

Rosmer aussi m'a écrit le plaisir qu'il a eu de ses rencontres avec vous⁴.

1. Lettre à James T. Farrell (7752), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. *The Call* était l'organe de la fraction centriste du parti socialiste, un hebdomadaire dans lequel Farrell publiait des contributions sur des sujets littéraires.

3. Il s'agit de Hortense Alden (née en 1903), une actrice qui avait commencé dès 1919 une carrière au théâtre à Washington, puis New York. Très connue, elle avait épousé James T. Farrell au sommet de sa gloire littéraire et l'avait accompagné à Mexico chez Trotsky. Ce dernier — dans une lettre que nous n'avons pas publiée où il le remerciait de l'envoi de son roman *No Star is Lost*, le 1^{er} décembre — l'avait interrogé, dans une parenthèse : « Ce qu'on m'a dit est-il exact, que M^{me} Farrell soit une terrible ennemie de la IV^e Internationale? », ajoutant : « Je ne peux le croire. »

4. Il était né de ces rencontres un lien amical entre Farrell et Rosmer que seule la mort devait interrompre.

UN DIALOGUE POLITIQUE

ALLIANCE DE LA GAUCHE AVEC LA DROITE CONTRE LE CENTRE ?¹

(20 décembre 1938)

(Cette conversation se tient à Paris, mais elle pourrait aussi bien se tenir à Bruxelles. A. est un de ces « socialistes » qui ne se sentent solides sur leurs pieds que quand ils peuvent s'appuyer sur une puissance quelconque. A. est naturellement un « ami de l'Union soviétique » et, naturellement, un partisan du « Front populaire ». L'auteur a du mal à caractériser B. qui est son ami et son compagnon de pensée.)

A. — *Vous ne pouvez nier que les fascistes utilisent vos critiques. Tous les réactionnaires hurlent de joie lorsque vous démasquez l'U.R.S.S. Bien entendu, je ne crois nullement toutes les calomnies au sujet de vos relations amicales avec les fascistes ou de votre collaboration avec les nazis, etc. Elles sont destinées aux imbéciles. Subjectivement, il ne fait aucun doute que vous conservez un point de vue révolutionnaire. Mais ce ne sont pas les intentions subjectives qui comptent en politique, ce sont les conséquences objectives. La droite utilise vos critiques contre votre volonté. Dans ce cas, on peut dire que vous formez avec les réactionnaires un bloc objectif.*

B. — Merci de votre brillant subjectivisme. Mais vous venez de découvrir une Amérique qui fut découverte il y a bien longtemps déjà. Le *Manifeste Communiste* nous disait déjà que la réaction féodale essayait d'exploiter pour son propre usage les critiques socialistes dirigées contre la bourgeoisie libérale. C'est pourquoi les libéraux et les « démocrates » ont toujours invariablement accusé les socialistes d'avoir formé des alliances avec la réaction. Des gens honnêtes, mais, disons le mot, un peu limités,

1. Article (7 4487) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

ont parlé d'une alliance « objective » et d'une collaboration « effective » ; au contraire, de véritables canailles ont accusé les révolutionnaires d'avoir passé des accords directs avec les réactionnaires, répandant des rumeurs au sujet de l'utilisation par les socialistes de subsides de provenances étrangères, etc. En vérité, mon ami, vous n'avez pas inventé la poudre.

A. — *On peut faire deux objections contre votre analogie. Premièrement, dans la mesure où cela concerne la démocratie bourgeoise...*

B. — Impérialiste !

A. — *Oui ; je parle de la démocratie bourgeoise qui — personne ne l'ignore — court actuellement un danger mortel. C'est une chose que de dévoiler les défauts de la démocratie bourgeoise lorsqu'elle est forte et solide, mais de miner ses bases par la gauche au moment où les fascistes essayent de la renverser par la droite, cela veut dire...*

B. — Inutile de continuer, je connais trop bien la chanson !

A. — *Je vous demande pardon, je n'ai pas encore terminé. Ma seconde objection est celle-ci : cette fois, il ne s'agit pas seulement de la démocratie bourgeoise. Il y a l'U.R.S.S., que vous reconnaissez et reconnaissez toujours comme un Etat ouvrier. Cet Etat est menacé d'un total isolement. En dénôçant les maladies de l'U.R.S.S. et uniquement ses maladies, en détruisant le prestige du premier Etat ouvrier aux yeux des travailleurs du monde entier, vous aidez objectivement le fascisme.*

B. — Merci encore de votre objectivité ! En d'autres termes, vous voulez dire qu'il ne faut critiquer la « démocratie » que lorsque la critique ne constitue aucun danger pour elle. Selon vous, les socialistes doivent se taire justement lorsque la démocratie impérialiste bourgeoise (et non pas seulement la « démocratie bourgeoise » en général !) en décomposition a démontré dans les faits son incapacité à régler les tâches de l'histoire (et cette incapacité est précisément la raison pour laquelle la « démocratie » croule si facilement sous les coups de la réaction). Vous réduisez le socialisme au rôle d'ornement « critique » sur l'architecture de la démocratie bourgeoise. Vous ne voulez pas lui reconnaître son rôle d'héritier de la démocratie. En

réalité, vous n'êtes qu'un démocrate conservateur effrayé et rien d'autre. Et votre phraséologie « socialiste » n'est rien d'autre qu'un ornement bon marché plaqué sur votre conservatisme.

A. — *Et qu'en est-il de l'U.R.S.S. qui est sans aucun doute l'héritière de la démocratie et constitue l'embryon d'une nouvelle société ? Attention, je ne nie pas les erreurs et les déficiences de l'U.R.S.S. L'erreur est humaine ; les imperfections inévitables. Mais ce n'est pas par hasard que la réaction mondiale tout entière attaque l'U.R.S.S.*

B. — Ne vous sentez-vous pas gêné de toujours répéter semblables banalités ? Oui, malgré l'attitude volontairement mais inutilement rampante du Kremlin, la réaction mondiale continue de lutter contre l'U.R.S.S. Pourquoi ? Parce que l'U.R.S.S. a, jusqu'ici, maintenu la nationalisation des moyens de production et le monopole du commerce extérieur. Nous, les révolutionnaires, nous attaquons la *bureaucratie* de l'U.R.S.S. justement parce que sa politique parasitaire et répressive mine les bases de la nationalisation des moyens de production et du monopole du commerce extérieur qui sont les composantes essentielles de la construction socialiste. C'est là la petite, la très petite différence entre nous et la réaction. L'impérialisme mondial appelle l'oligarchie du Kremlin à achever son travail, et maintenant qu'ont été réintroduits la hiérarchie militaire avec ses distinctions et ses décorations, les privilèges, l'emploi de domestiques, le mariage d'intérêt, la prostitution, la répression de l'avortement, etc., il lui demande de réintroduire la propriété privée des moyens de production. Nous, en revanche, nous appelons les travailleurs d'U.R.S.S. à renverser l'oligarchie du Kremlin et à construire une véritable démocratie des soviets comme un préalable nécessaire à la construction du socialisme. Là est la petite, la très petite différence.

A. — *Mais vous ne pouvez nier que l'U.R.S.S. ne soit, malgré toutes ses imperfections, un progrès ?*

B. — Seuls les touristes superficiels que leurs hôtes de Moscou ont honorés de leur hospitalité peuvent considérer « l'U.R.S.S. » comme une entité unique. A côté des tendances extrêmement progressistes subsistent en U.R.S.S. aussi des tendances réactionnaires malignes. Il faut savoir faire la différence entre elles et se défendre contre les dernières. Les purges

incessantes montrent, même à un aveugle, la puissance de ces nouveaux antagonismes et les tensions qu'elle provoque. La contradiction sociale la plus fondamentale est celle qui existe entre les masses trahies et la nouvelle caste aristocratique qui s'apprête à restaurer la société de classes. C'est pourquoi je ne peux pas être « pour l'U.R.S.S. » en général. Je suis avec les masses laborieuses qui ont bâti l'U.R.S.S. et contre la bureaucratie qui a usurpé les acquis de la révolution.

A. — *Mais vous voulez dire que vous demandez l'introduction immédiate de l'égalité totale en U.R.S.S. ? Mais Marx lui-même...*

B. — Pour l'amour du ciel, ne reprenez pas ces mêmes vieilles phrases usées que remâchent tous les mercenaires de Staline ! Je vous assure que, moi aussi, j'ai lu que, au cours des premières étapes du socialisme, il ne peut y avoir d'égalité totale et que c'est la tâche du communisme. Mais là n'est pas la question. Le fait est que, au cours de ces dernières années, comme la bureaucratie devenait de plus en plus omnipotente, les inégalités ont *augmenté* de façon colossale. Ce n'est pas la situation statique mais la dynamique, la direction générale de la progression qui a une importance décisive. Loin de s'atténuer, les inégalités s'accroissent et s'aiguisent de jour en jour, d'heure en heure. La croissance des inégalités sociales ne peut être arrêtée que par des mesures révolutionnaires contre la nouvelle aristocratie. Cela seul détermine notre position.

A. — *Oui, mais les réactionnaires impérialistes utilisent vos critiques contre l'U.R.S.S. dans son ensemble. Il s'ensuit, n'est-ce pas, qu'elles sont également utilisées contre les gains de la révolution ?*

B. — Bien sûr, ils *essayent* de les utiliser. Dans la lutte politique, chaque classe tente d'utiliser les contradictions qui existent dans les rangs de ses opposants. Deux exemples : Lénine, comme vous le savez peut-être, n'a jamais été pour l'unité par amour de l'unité, il a essayé de séparer les bolcheviks des mencheviks. Ainsi que nous l'avons appris par la suite, en dépouillant les archives tsaristes, les services de la police, aidés de leurs provocateurs, ont encore aggravé la cassure entre les bolcheviks et les mencheviks. Après la révolution de février 1917, les mencheviks ont maintenu que les buts et les méthodes de Lénine coïncidaient avec ceux de la police tsariste. Quel piètre

argument ! La police espérait que la scission affaiblirait les social-démocrates. De son côté, Lénine était convaincu que la scission permettrait aux bolcheviks de développer une politique véritablement révolutionnaire et de gagner les masses. Qui avait raison ? Deuxième exemple : Guillaume II² et son général Ludendorff ont essayé d'utiliser Lénine pendant la guerre à leurs propres fins et ont ainsi mis à sa disposition un train qui devait le ramener en Russie. Les Cadets russes et Kerensky n'ont pas qualifié Lénine autrement que d'agent de l'impérialisme allemand. Ludendorff a admis — lisez ses mémoires — qu'il avait fait là la plus grosse erreur de sa vie. Selon ses affirmatives, l'armée allemande fut détruite non pas par les armées de l'Entente, mais par les bolcheviks et la Révolution d'Octobre.

A. — *Bien. Et qu'en est-il de la sécurité militaire de l'U.R.S.S. ? Du danger d'affaiblir ses défenses ?*

B. — Vous ferez mieux de ne pas en parler ! Après avoir aboli la règle de la simplicité spartiate dans l'Armée Rouge, Staline a couronné le corps des officiers de cinq maréchaux. Mais il ne put ainsi corrompre l'Etat-Major. Il décida alors de le détruire. Trois des cinq maréchaux — justement ceux qui possédaient un certain talent — furent fusillés, et, avec eux, la fleur du haut commandement militaire. Une hiérarchie d'espions personnels de Staline fut créée au-dessus de l'armée. Celle-ci a été secouée jusqu'à la moelle. L'Union Soviétique s'est trouvée affaiblie, la dislocation de l'armée continue. Les touristes parasites peuvent se satisfaire des spectacles et parades militaires sur la Place Rouge. Mais le devoir d'un vrai révolutionnaire est de déclarer ouvertement : Staline prépare la défaite de l'U.R.S.S.

A. — *Quelles sont donc vos conclusions ?*

B. — C'est très simple : les petits pickpockets de la politique croient qu'un grand problème historique peut être résolu par l'utilisation de l'éloquence, de la ruse, de l'intrigue menée en coulisses, en trompant les masses. Les rangs de la bureaucratie ouvrière internationale fourmillent de canailles de cette sorte. Je crois cependant que les problèmes sociaux ne peuvent être

2. *Guillaume* (Wilhelm) II de Hohenzollern (1859-1941), empereur d'Allemagne en 1888, était le chef de l'Etat et des armées pendant la Première Guerre mondiale.

résolus que par la classe ouvrière qui connaît la vérité. L'éducation socialiste, c'est dire *la vérité aux masses*. Le plus souvent, la vérité a un goût amer et les « amis de l'Union Soviétique » aiment les sucreries. Mais les amateurs de sucreries sont les éléments de la réaction et non du progrès. Nous continuerons à dire la vérité aux masses. Nous devons nous préparer pour l'avenir. La politique révolutionnaire est une politique à long terme.

[ÉCHANGE RAPIDE]¹

(22 décembre 1938)

Bonne année !

Chers Amis,

J'ai la triste certitude de ne pas avoir en ma possession la brochure de Choumiatsky², *Touroukhanska (esquisses sur la vie des déportés de la région de Touroukhansk, 1908-1916)*. Cette brochure est sortie en 1925 ou 1924. Je ne possède qu'un extrait d'une critique de cette brochure, mais pas de la brochure elle-même. Or il semble, pour autant qu'on puisse en juger, qu'elle présente un grand intérêt. Pourriez-vous la chercher à New York ou à Paris ? Je vous en serais très reconnaissant, c'est extrêmement urgent.

Vous allez aussi recevoir des articles qui n'ont pas été écrits pour le *Biulleten* (à tout hasard). L'article sur la France peut servir d'éditorial (en tant que traduction de *La Lutte ouvrière*, peut-être, par précaution).

J'ai lu la lettre d'Aleksandrova³ publiée dans la revue menchevique. Que compte-t-elle faire ensuite ? Est-elle prête à mener ses justes réflexions jusqu'à leur terme ? (Son article sur la littérature tranche par sa fraîcheur de ton sur les hurlements à la

1. Lettre à L. Estrine (7731), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jakov B. Choumiatsky (1887- ?), ouvrier tailleur avait milité d'abord dans l'organisation juive du Bund ; devenu bolchevik, il avait été déporté à Touroukhansk.

3. Vera Aleksandrovna Mordvinova, épouse de Solomon Schwarz-Monoszon dite Vera Aleksandrova (1895-1972) avait émigré avec son mari qui avait été dans le cours de la guerre civile du côté des « rouges » et était l'un des plus éminents dirigeants des mencheviks en exil. Elle était spécialiste de littérature. Elle venait d'écrire un article dans *Sotsialisticheski Vestnik* condamnant sans ambages la position « chauvine » des autres dirigeants mencheviks et faisant référence au défaitisme révolutionnaire.

mort de Dan, Abramovitch⁴ et cie.) Ne pouvez-vous entrer en relations avec Aleksandrova⁵ ?

Je n'ai pas encore conclu de contrat avec Grasset⁶. Si cela se fait, je voudrais donner à Paulsen et Denise Naville (tous deux) le droit de « »⁷. Je serais très content s'ils étaient tous deux d'accord. Il y aurait alors un contrôle sur les traducteurs.

Je ne crois pas qu'on verra s'installer en France un régime totalitaire aussi vite que vous le redoutez. Mais prudence est mère de sûreté...

Nous avons reçu tous les livres que vous avez envoyés. J'ai envoyé à N[ikolaiev]sky quatre (je crois) livres. J'espère qu'il les a reçus.

Tout ce qui lui sera emprunté devra lui être rendu.

J'aurais peut-être à proposer à une institution savante américaine un collaborateur européen capable de réunir des matériaux sur la révolution russe. Travail rémunéré, bien entendu. N[ikolaiev]sky sera-t-il d'accord pour le faire ? Ce travail peut être intéressant et important. Ce n'est *pas encore sûr*. Mais il faut avant tout être d'accord⁸.

4. Fedor I. Gourvitch, dit *Dan* (1871-1947), médecin, avait été l'un des fondateurs du groupe Emancipation du Travail, puis dirigeant de l'aile droite menchevique jusqu'à son exil en 1922 : ses adversaires l'accusaient de s'être rapproché des positions staliniennes. Rafail A. Rein, dit *Abramovitch* (1880-1963) avait commencé dans l'organisation ouvrière juive du Bund, avait cumulé ensuite les responsabilités dans celle-ci et la fraction menchevique du P.O.S.D.R. Il était resté en Occident en 1920.

5. Lola Estrine connaissait Aleksandrova. Sedov, lui, avait écrit de Berlin en 1932 à Trotsky qu'Aleksandrova lui avait confié qu'elle aurait été « trotskyste » en U.R.S.S.

6. Il s'agit du livre de Trotsky en préparation sur Staline.

7. Le mot est en blanc sur la copie que nous avons. Paulsen était l'un des pseudonymes de Lola Estrine. Denise Kahn, épouse *Naville* (1896-1969), compagne de Pierre Naville, aidait Trotsky dans ses recherches documentaires en travaillant dans les bibliothèques parisiennes.

8. Trotsky adressa le même jour à Vanzler une lettre qui est la copie du premier paragraphe de celle-ci.

LA BOURGEOISIE JUIVE ET LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE¹

(22 décembre 1938)

Le Père Coughlin², qui cherche apparemment à démontrer qu'une morale idéaliste absolue n'empêche pas l'homme d'être la pire canaille, a déclaré à la radio que j'avais dans le passé reçu pour la révolution d'énormes sommes d'argent de la bourgeoisie juive des Etats-Unis. J'ai déjà répondu dans la presse que c'était faux³. Je n'ai pas reçu d'argent non pas, bien entendu, parce que j'aurais refusé un soutien financier pour la révolution, mais parce que la bourgeoisie juive n'a pas proposé un tel soutien. La bourgeoisie juive est restée fidèle au principe : *ne rien donner*. Même aujourd'hui, quand c'est de sa tête qu'il s'agit. Etouffant dans ses contradictions, le capitalisme dirige des coups forcenés contre les Juifs et en outre une partie de ces coups tombe sur la bourgeoisie juive en dépit de tous ses « services » passés rendus au capitalisme. Des mesures de nature philanthropiques pour les réfugiés deviennent de moins en moins efficaces en comparaison de l'immensité des maux qui accablent le peuple juif.

C'est maintenant le tour de la France. La victoire du fascisme dans ce pays signifierait un grand renforcement de la réaction et une monstrueuse croissance d'un violent anti-sémitisme dans le monde entier, surtout aux Etats-Unis. Le nombre de pays qui expulsent les Juifs ne cesse de croître. Le nombre de pays capables de les accueillir diminue. En même temps la lutte ne fait que s'exacerber. Il est possible d'imaginer sans difficulté ce qui attend les Juifs dès le début de la future guerre mondiale. Mais, même sans guerre, le prochain développement de la

1. Article (T 4491) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Sur le prêtre catholique et agitateur fasciste Coughlin, cf. n. 1 p. 203.

3. Cf. p. 203.

réaction mondiale signifie presque avec certitude l'*extermination physique des Juifs*.

La Palestine s'est révélée un tragique mirage, le Birobidjan une farce bureaucratique. Le Kremlin refuse d'accepter des réfugiés. Les « congrès antifascistes » de vieilles dames et de jeunes carriéristes n'ont pas la moindre importance. Maintenant plus que jamais le destin du peuple juif — pas seulement leur destin politique, mais leur destin physique — est lié indissolublement à la lutte émancipatrice du prolétariat international. Seule une mobilisation courageuse des ouvriers contre la réaction, la constitution de milices ouvrières, la résistance physique directe aux bandes fascistes, une confiance en soi plus grande, activité et audace de la part de tous les opprimés, peuvent provoquer un changement dans le rapport des forces, arrêter la vague mondiale de fascisme et ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire de l'humanité.

La IV^e Internationale a été la première à proclamer le danger de fascisme et indiquer la voie du salut. La IV^e Internationale appelle les masses populaires juives à ne pas se faire d'illusions et à affronter ouvertement la réalité menaçante. Il n'est de salut que dans la lutte révolutionnaire. Le « nerf » de la lutte révolutionnaire, comme celui de la guerre, c'est l'argent. Les éléments progressistes et perspicaces du peuple juif doivent venir au secours de l'avant-garde révolutionnaire. Le temps presse. Un jour, aujourd'hui, équivaut à un mois ou même à une année. Ce que tu fais, fais-le vite !

[L'APPEL AUX BOURGEOIS ET INTELLECTUELS JUIFS]¹

(22 décembre 1938)

Chers Amis,

Je crois que la IV^e Internationale pourrait maintenant obtenir de l'argent d'éléments progressistes de la bourgeoisie et des intellectuels juifs. Je joins une sorte d'appel ou de bref article.

Comment l'utiliser ? On peut agir de deux façons différentes. D'abord, le publier simplement dans le *Socialist Appeal*, mais en ce cas il ne pourrait guère atteindre les gens qui nous intéressent dans cette affaire. Ne serait-il pas mieux de le publier sous forme de lettre, reproduite de quelque façon photographique, en numérotant les exemplaires et en les envoyant à des personnes définies directement ou par des intermédiaires, avec une lettre d'accompagnement ? Il me semble que cette deuxième méthode pourrait être plus efficace et surtout si vous avez quelqu'un qui connaisse le milieu et soit inventif et persuasif. Bien entendu vous jugerez vous-même de la meilleure façon de procéder sur cette question.

Je pense aussi que nous ne pouvons nous borner dans cette affaire au mot d'ordre « Ouvrez les portes ». Il nous faut bien entendu défendre le droit d'asile, mais d'un autre côté, il est clair que le nombre croissant de Juifs aux Etats va renforcer les tendances anti-sémites et fascistes. C'est pourquoi nous devons plus encore souligner le caractère général de cette question en insistant sur le fait que l'ouverture de la porte n'est qu'un palliatif et que la solution véritable réside sur le terrain de la lutte de classe révolutionnaire. Dans cette situation, nous avons deux objectifs à poursuivre : séparer les ouvriers juifs de la bourgeoisie et gagner un soutien financier d'éléments juifs bourgeois.

1. Lettre à J. P. Cannon (7541), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. pp. 272-273.

[LA VOIE DE L'AVANT-GARDE RÉVOLUTIONNAIRE EN FRANCE]¹

(22 décembre 1938)

Cher Camarade Pivert²,

Je reconnais que ce n'est pas sans hésitations que je me suis décidé à vous écrire cette lettre. Non seulement parce que nos opinions politiques sont loin de coïncider, mais parce que l'idée même de m'adresser d'un pays lointain à un militant politique de France pour une question qui concerne la France peut sembler déplacée. Cependant j'ai rejeté ces doutes. La situation est si critique, le sort du prolétariat de la France et de toute l'Europe, à un degré considérable du monde entier, dépend dans une telle mesure du prochain développement des événements en France, les éléments fondamentaux de la situation sont si clairs même à grande distance, que je considère inadmissible de ne pas faire la tentative de m'expliquer avec vous, alors que tout n'est pas encore perdu.

Le développement en France a marché durant les trois ou quatre dernières années plus lentement qu'il était possible de s'y attendre en 34-35 lorsque j'écrivais la brochure *Où va la France* ?³ La réalité vivante est toujours plus riche en possibilités, en tournants, en complications, que le pronostic théorique. Mais la marche générale des événements m'a apporté malgré tout rien d'essentiellement nouveau en comparaison de notre conception. Je ne veux pas m'arrêter ici là-dessus, car j'ai consacré à cette

1. Lettre à M. Pivert (T 4489), dont la traduction du russe a été revue et publiée avec la permission de la Houghton Library. Trotsky adressa ce document à Rosmer avec une lettre d'accompagnement (9903) que nous ne reproduisons pas.

2. Rappelons que depuis juin Marceau Pivert était le principal dirigeant d'un nouveau parti, le P.S.O.P., né d'une scission à gauche de la S.F.I.O.

3. Cf., pour « Où va la France ? », L. Trotsky, *Le Mouvement communiste en France*, pp. 448-475 et *Où va la France*, éd 78. On trouvera « Encore une fois, où va la France » dans *Œuvres*, 5, pp. 148-214. Le premier de ces textes est de 1934, le second de 1935, et ils ont été réunis dans une brochure publiée en 1936.

question mon dernier article, « L'Heure de la décision approche »⁴, qui, je l'espère, paraîtra bientôt en français (j'en joins en tout cas la copie à cette lettre). Le développement approche manifestement du dénouement. Comme dénouement, il ne peut y avoir que l'établissement d'une dictature fasciste, dans les premiers temps préfasciste (bonapartiste) de type militaire, ou la victoire du prolétariat. Je ne pense pas que nous soyions là-dessus en désaccord avec vous. Je ne pense pas non plus qu'il y ait un désaccord quant aux délais : un an ou deux, selon moi, c'est le délai *maximum* qui reste jusqu'au dénouement « définitif », c'est-à-dire irréparable pour de longues années.

Ce qui peut sauver la situation en France, c'est la création d'une véritable organisation révolutionnaire de quelques milliers d'hommes comprenant clairement la situation, complètement affranchie de l'influence de l'opinion publique bourgeoise et petite-bourgeoise (« socialiste », « anarcho-syndicaliste » etc.) et disposée à aller jusqu'au bout. Une telle avant-garde saura trouver le chemin des masses. Dans les dix ou quinze dernières années nous avons vu plus d'une fois comment, sous les coups de grandioses événements, tombent en poussière les grands partis traditionnels et leurs groupements, dans le genre du Front de Fer (sans fer), du Front populaire (sans peuple) etc. Ce qui ne se brise pas ni ne tombe en poussière, c'est uniquement ce qui a été soudé par *des idées révolutionnaires claires, précises, intransigeantes*.

Je n'ai pas la possibilité de suivre de près l'activité de votre parti, je ne connais pas sa composition intérieure et c'est pourquoi je m'abstiens de prononcer une appréciation. Mais je connais les autres partis du bureau de Londres, lesquels existent depuis bien plus d'un an. Je me demande : votre parti peut-il aborder de grandioses tâches la main dans la main avec Fenner Brockway, Walcher, Sneevliet, Brandler et autres vénérables invalides qui non seulement n'ont en rien démontré leur capacité de s'orienter dans les événements révolutionnaires, mais au contraire ont démontré à plusieurs reprises leur incapacité absolue dans l'action révolutionnaire et, les années suivantes, leur incapacité non moins absolue d'apprendre quoi que ce fût de leurs propres erreurs ? Le meilleur groupe parmi eux fut le P.O.U.M. Mais n'est-il pas clair que l'effroi du P.O.U.M. devant l'opinion publique petite-bourgeoise de la II^e et de la III^e Internationale et surtout des anarchistes, fut l'une des principales causes de l'effondrement de la révolution espagnole ?

4. Cf. pp. 250-259.

De deux choses l'une. Ou bien le prolétariat français, trompé et affaibli par Blum, Thorez, Jouhaux et compagnie, sera pris à l'improviste et écrasé sans résistance, comme le prolétariat d'Allemagne, d'Autriche et de Tchécoslovaquie... Mais inutile de faire des calculs sur la base de cette variante : la prostration servile ne réclame aucune stratégie. Ou bien, dans cette période qui reste, l'avant-garde du prolétariat français relèvera encore la tête, rassemblera autour d'elle les masses et se trouvera capable tant de résister que d'attaquer. Mais cette variante suppose un tel essor des espoirs des masses, de leur confiance en elles, de leur passion, de leur colère contre l'ennemi, que tout ce qui est moyen, intermédiaire, informe, sera rejeté à l'écart et dissipé au vent. Seuls des révolutionnaires disposés à aller jusqu'au bout sont capables de diriger une véritable insurrection des masses, car les masses distinguent excellemment les oscillations de l'esprit de décision inébranlable. A l'insurrection des masses, il faut une ferme direction. Et sans insurrection, la catastrophe est inévitable et dans un délai très court.

Je ne vois pas d'autre voie à la formation immédiate d'une avant-garde révolutionnaire en France que l'unification de votre parti et de la section de la IV^e Internationale. Je sais qu'entre les deux organisations se mènent des pourparlers sur la fusion et loin de moi l'idée de m'immiscer dans ces pourparlers ou de donner d'ici des conseils concrets. J'aborde la question d'un point de vue plus général. Le fait que les pourparlers durent et traînent me semble être une circonstance extrêmement alarmante, le symptôme d'une discordance entre la situation objective et l'état des esprits dans les rangs les plus avancés de la classe ouvrière. Je serais heureux d'apprendre que je me trompe.

Vous portez une grande responsabilité, camarade Pivert, fort semblable à la responsabilité qui pesait sur Andrés Nin⁵ dans les premières années de la révolution espagnole. Vous pouvez donner aux événements une grande impulsion vers l'avant. Mais vous pouvez aussi jouer le rôle fatal de frein. Dans des moments de crise politique aiguë, l'initiative individuelle est capable d'exercer une grande influence sur la marche des événements. Il

5. Andrés *Nin* Pérez (1892-1937), ancien dirigeant de la C.N.T., puis de l'I.S.R. à Moscou, avait dirigé jusqu'en 1935 la *Izquierda comunista* et avait été longtemps camarade d'idées et personnellement lié à Trotsky. La rupture avait été totale, non, comme on le répète trop souvent, au moment de la fondation du P.O.U.M., mais quand ce dernier, dont il était secrétaire, avait appuyé le bloc des gauches aux élections de 1936.

LÉON TROTSKY

est seulement nécessaire de se décider fermement à une chose :
aller jusqu'au bout.

J'espère que vous apprécierez à leur juste valeur les motifs qui m'ont guidé en vous écrivant cette lettre et je vous souhaite chaleureusement le succès dans la voie de la révolution prolétarienne.

[LA MISSION DE LA F.I.A.R.I.]

(22 décembre 1938)

Mon cher Breton,

J'approuve de tout cœur l'initiative que vous avez prise avec Diego Rivera de créer la F.I.A.R.I., fédération internationale d'artistes authentiquement révolutionnaires et indépendants, et pourquoi ne pas ajouter : une fédération d'*authentiques* artistes. Il est temps, il est grand temps ! Le globe terrestre devient une caserne impérialiste boueuse et fétide. Les héros de la démocratie, avec à leur tête l'incomparable Daladier, mettent toute leur énergie à ressembler aux héros du fascisme (ce qui n'empêche pas les premiers de se retrouver en camp de concentration chez les seconds). Plus un dictateur est ignare et borné, plus il se sent appelé à régenter l'évolution de la science, de la philosophie et de l'art. La servilité moutonnaire du monde intellectuel est également très significative de l'état de pourrissement de la société contemporaine. La France ne fait pas exception.

Nous ne parlerons pas des Aragon, des Ehrenbourg² et autres petits bourgeois ; nous n'allons pas qualifier les messieurs qui, avec le même enthousiasme écrivent la biographie de Jésus-Christ et celle de Joseph Staline³ (ceux-là, leur mort même ne les a pas amnistiés). Nous passons sur le triste, pour ne pas dire honteux déclin de Romain Rolland. Mais il faut s'attarder sur le

1. Lettre à A. Breton (T 4493) dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Louis Aragon (1890-1982), poète et romancier, ancien surréaliste, venu au P.C. à l'époque stalinienne, avait été l'ami de Breton, mais était devenu sa bête noire. Ilya Ehrenbourg (1891-1967), romancier et journaliste, avait été, notamment en Espagne, une des plumes dociles de Staline.

3. Trotsky fait allusion à Henri Barbusse (1873-1935) qui avait connu la notoriété avec le Prix Goncourt pour son roman de guerre *Le Feu*. Il avait adhéré au P.C. en 1923 et écrit ensuite un *Staline. Un Monde nouveau vu à travers un homme* et une *Vie de Jésus*.

cas de Malraux⁴. J'ai observé avec intérêt ses premiers pas en littérature. Déjà alors, une certaine pose marquait fortement son œuvre. On était souvent choqué de sa manière froide et raffinée de se mettre en quête de l'héroïsme des autres. Mais on ne peut nier qu'il ait du talent. Sa manière d'aborder les plus grandes épreuves humaines, les combats héroïques, les souffrances extrêmes, le sacrifice de soi, était empreinte d'une force indiscutable. On pouvait croire — personnellement je voulais l'espérer — que le souffle de l'héroïsme révolutionnaire donnerait plus de profondeur à l'inspiration de l'écrivain, le débarrasserait de sa pose, et ferait de Malraux un poète représentatif de l'époque des catastrophes. Qu'est-il advenu ? L'artiste est devenu reporter du G.P.U. ; il produit de l'héroïsme bureaucratique, d'une longueur et d'une largeur déterminées (il n'y a pas de troisième dimension).

Pendant la guerre civile, j'ai dû mener un combat acharné contre les rapports d'opérations inexacts ou mensongers, dans lesquels des chefs s'efforçaient de dissimuler leurs erreurs, leurs échecs, et leurs défaites derrière un torrent de phrases générales. La production actuelle de Malraux est, elle aussi, faite de rapports mensongers sur les champs de bataille (Allemagne, Espagne). Le faux est néanmoins bien plus repoussant lorsqu'il se pare d'une forme artistique. Le destin de Malraux est symbolique pour toute une couche d'écrivains, presque pour toute une génération : les gens mentent en raison de leur « amitié » fictive envers la Révolution d'Octobre. Comme si la révolution avait besoin de mensonges !

L'infortunée presse soviétique, évidemment sur ordre venu d'en haut, se lamente avec force ces derniers jours sur la « pauvreté » de la création scientifique et artistique en U.R.S.S. et reproche aux écrivains soviétiques leur manque de sincérité, d'audace, et d'envergure. On n'en croit pas ses yeux : le boa faisant au lapin un sermon sur l'indépendance et la dignité individuelles. Tableau absurde et ignominieux, et cependant bien digne de notre époque !

Le combat pour les idées de la révolution en art doit reprendre, en commençant par le combat pour la *vérité* artisti-

4. André Malraux (1901-1976), prix Goncourt en 1934 pour *La Condition humaine*, avait donné de l'argent pour *La Vérité*, puis visité Trotsky à Saint-Palais et protesté contre son expulsion de France. La rupture s'était faite au moment des procès de Moscou dont il affirma que Trotsky faisait « une affaire personnelle »...

que, non pas comme l'entend telle ou telle école, mais dans le sens de la *fidélité inébranlable de l'artiste à son moi intérieur*. Sans cela, il n'y a pas d'art. « Ne mens pas ! », c'est la formule du salut. La F.I.A.R.I. n'est pas, bien sûr, une école esthétique ou politique et ne peut le devenir. Mais la F.I.A.R.I. peut ozoniser l'atmosphère dans laquelle les artistes ont à respirer et à créer. En effet, à notre époque de convulsions et de réaction, de décadence culturelle et de barbarie morale, la création indépendante ne peut qu'être révolutionnaire dans son esprit, car elle ne peut que chercher une issue à l'insupportable étouffement social. Mais il faut que l'art en général, comme chaque artiste en particulier, cherche une issue par ses propres méthodes, sans attendre des ordres de l'extérieur, en refusant les ordres, et qu'il méprise tous ceux qui s'y soumettent. Faire naître cette conviction commune parmi les meilleurs artistes, voilà la tâche de la F.I.A.R.I. Je crois fermement que ce nom passera dans l'histoire.

EXTRAITS D'UNE INTERVIEW AVEC LES REPRÉSENTANTS DE LA PRESSE SUD-AMÉRICAINÉ¹

(décembre 1938)

En politique, le plus important, et le plus difficile à mon sens, c'est de définir, d'une part, les données *générales* qui déterminent la vie et le combat de tous les pays du monde contemporain, et d'autre part de mettre à jour la *combinaison particulière* de ces lois dans chaque pays pris séparément. L'humanité d'aujourd'hui vit tout entière, sans exception, depuis les ouvriers britanniques jusqu'aux nomades d'Abyssinie, sous le joug de l'impérialisme. Il ne faut jamais oublier cela. Mais cela ne signifie pas du tout que l'impérialisme a le même visage dans tous les pays. Non, certains pays sont les champions de l'impérialisme, et d'autres en sont les victimes. Voilà, véritablement, la ligne de partage des eaux entre les nations et Etats contemporains. C'est de ce point de vue, et de ce point de vue seulement, qu'il faut examiner en particulier, la question si actuelle du *fascisme* et de la *démocratie*.

La démocratie, pour le Mexique par exemple, signifie l'aspiration d'un pays semi-colonial à briser ses liens de dépendance, donner la terre aux paysans, amener les Indiens à un niveau culturel plus élevé, etc. Autrement dit, les tâches démocratiques du Mexique ont un caractère progressiste et révolutionnaire. Mais que signifie la « démocratie » en Grande-Bretagne ? La préservation de l'état de choses existant, c'est-à-dire avant tout, la préservation de la domination de la métropole sur les colonies. Il en va de même pour la France. Sous le drapeau de la démocratie, se cache ici la domination de la minorité privilégiée sur la majorité opprimée.

Pour être précis, on ne peut non plus parler du « fascisme en général ». En Allemagne, en Italie, au Japon, le fascisme et le

1. Bibliothèque d'Histoire sociale, New York, traduit du castillan. La date est approximative.

militarisme sont les armes d'un impérialisme déconfit et famélique, donc agressif. Dans les pays latino-américains, le fascisme est l'expression même de leur situation de dépendance, d'esclaves de l'impérialisme étranger. Il faut être capable de déceler, sous la forme politique, le contenu économique et social.

Dans les pays d'Amérique latine, la meilleure méthode, la plus sûre pour lutter contre le fascisme, c'est la révolution agraire. C'est uniquement parce que le Mexique a fait des pas sérieux dans cette voie, que le soulèvement du général Cedillo est resté sans écho. Au contraire, l'écrasement féroce des républicains en Espagne s'explique uniquement par le fait que le gouvernement Azaña², en accord avec Staline, y a réprimé la révolution agraire et le mouvement indépendant des travailleurs. Une politique sociale conservatrice, ou plus encore : réactionnaire, dans les pays faibles et semi-coloniaux représente, à proprement parler, une trahison de l'indépendance nationale.

2. Manuel Azaña y Díaz (1880-1940) ; chef du gouvernement dans les premières années de la République, puis les premiers mois de 1936, l'avocat républicain Azaña était devenu président de la République en 1936 : il y eut sous sa présidence plusieurs chefs de gouvernement, Santiago Casares Quiroga, F. Largo Caballero et le Dr Negrín.

[LE PROBLÈME DES VISAS]¹

(23 décembre 1938)

Cher Ami,

Il y a longtemps que nous n'avons rien eu de vous.

La dernière fois, c'était sous la forme d'un câble au sujet de la situation dangereuse du camarade (Bruno) Popper². Nous sommes intervenus par un de nos amis, mais je suis loin d'être certain que nous ayons réussi. Après cela, nous avons reçu une lettre collective sur le même sujet de quinze camarades de Prague (Neurath, Kopp³, etc.) J'ai écrit une lettre personnelle au ministre de l'intérieur, mais je doute beaucoup de son succès.

Les deux visas qui ont été accordés rapidement à Otto et à Julik⁴ ont donné en Europe l'impression que nous obtenions très facilement des autorisations pour les exilés. C'est une erreur totale. Je n'ai pu obtenir ces deux visas que parce qu'il s'agissait de mes secrétaires personnels qui devaient remplacer ici deux Américains. Depuis le début, les autorités ont créé un régime spécial en ce qui concerne mes collaborateurs personnels. Mais c'est tout. Toutes les autres demandes sont soumises aux restrictions générales et, je le répète, je ne suis pas du tout optimiste sur la question de Popper ou celle des quinze autres. Je

1. Lettre à J. Frankel (8175), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. *Bruno* et *Popper* étaient les pseudonymes de Josef *Hindels* (né en 1916, ancien des J.S. puis des J.C. en Autriche, cofondateur des communistes révolutionnaires (R.K.), qui s'était réfugié en Tchécoslovaquie en 1934 et avait collaboré à la publication de *Der einzige Weg*. Il devait finalement obtenir un vis norvégien.

3. Jiří *Kopp* (né en 1907), fils d'un patron de presse de Tchécoslovaquie avait été l'un des premiers à visiter Trotsky à Prinkipo avec son ami Salus. Il était le « financier » et l'homme à tout faire de la section tchécoslovaque et un fidèle correspondant de Trotsky.

4. *Julik* était le pseudonyme d'un ouvrier saxon, Wenzel *Kozlecki* (né en 1906) qui avait été après 1933 l'un des responsables I.K.D. en Tchécoslovaquie, à Reichenberg où il s'était fixé.

vous prie de communiquer cela à Prague immédiatement, et de les assurer en même temps que nous avons tout fait ce qui était en notre pouvoir pour achever le succès.

Le camarade Goldman m'a écrit que le professeur Merrill Spalding⁵ serait ici le 20 et le 21 décembre pour se familiariser avec les documents. Aujourd'hui 23 il ne s'est pas encore présenté. Peut-être va-t-il venir dans les prochains jours. La situation vous semble-t-elle plus favorable que quand vous la présentiez dans votre dernière lettre ?

Vous nous écrivez à propos de Sieva. Nous avons décidé il y a longtemps de l'amener au Mexique, mais décider est une chose et la réaliser matériellement une autre. Nous avons les mêmes difficultés qu'avec les archives, plus les difficultés supplémentaires qui naissent d'un attachement personnel. Nous faisons tout notre possible pour régler cette question, mais ce n'est pas facile.

Etes-vous en contact avec *Partisan Review* ? Font-ils tout pour organiser réellement la F.I.A.R.I. ? Il faut absolument que quelques-uns de nos camarades s'intéressent à cette question. *The New International* devrait publier un article citant le Manifeste et exprimant son propre point de vue. Même le *Socialist Appeal* pourrait le faire dans une courte note. Cela pourrait faire avancer l'affaire.

5. Merrill T. Spalding avait soutenu en 1933 à Harvard une thèse sur « Quelques Aspects du Travail forcé en U.R.S.S. ». Il était bibliothécaire à Stanford.

[SUR UN ARTICLE DE DIEGO]¹

(24 décembre 1938)

Cher Camarade Curtiss²,

Dans une lettre au camarade Diego, j'ai répété ma proposition de séparer les deux questions absolument différentes, ainsi que les arguments, mais je me demande quoi faire si Diego n'accepte pas cette proposition.

Je ne crois pas que nous devrions simplement refuser l'article de Diego tel qu'il est³. Nous devrions proposer au comité de rédaction de publier l'article sous la responsabilité personnelle de Diego en Tribune Libre. En même temps, je propose de publier au nom du comité de rédaction le petit article ci-joint en première page de *Clave*⁴.

1. Lettre à C. Curtiss, archives Curtiss, traduite de l'anglais.

2. Rappelons que l'Américain Charlie Curtiss était à Mexico en qualité de représentant du « bureau pan-américain ».

3. Nous n'avons pas le texte de cet article de Diego Rivera. Si la première partie ne posait aucun problème, il n'en allait pas de même de la seconde, dans laquelle il critiquait la politique traditionnelle de militer dans les syndicats de masse et préconisait la défense et le développement des syndicats « révolutionnaires ». Il semble que c'était la seconde partie que Trotsky voulait faire passer dans la rubrique « tribune libre » car il estimait que *Clave* ne pouvait en aucun cas assumer la responsabilité de semblable orientation.

4. Il s'agit de l'article « Au Piloni ! » qui fut probablement remanié puisqu'il porta finalement la date du 31 décembre.

[LES NÉGOCIATIONS AVEC STANFORD]¹

(27 décembre 1938)

Cher Camarade Goldman,

Le professeur Spalding nous a rendu visite deux fois et reviendra cet après-midi pour la dernière fois. Avec Van, nous avons préparé la note ci-jointe qu'il a trouvée très satisfaisante. C'est l'ambition de la Hoover War Library d'avoir non seulement les archives concernant l'Opposition russe, mais aussi la préhistoire de la IV^e Internationale qui se termine en 1936. C'est un volume énorme (plusieurs milliers de lettres et autres documents).

A cette époque turbulente, l'unique possibilité de sauver ces documents pour l'avenir consiste à les transmettre à une institution de ce genre. En même temps, il faut les faire payer aussi cher que possible. Comme vous le verrez dans la note, nous proposons à la Library d'étaler les paiements, mais je refuse de donner la somme totale. Pour sa part, le professeur Spalding refuse également d'indiquer, même approximativement, un « prix » qu'ils puissent payer. Il insiste sur le fait qu'ils ont des difficultés financières du fait que, dans la dernière période, ils ont été obligés de tout sacrifier à leur nouveau bâtiment de 200 000 dollars. J'ai remarqué en guise de plaisanterie que je n'étais pas du tout enclin à sacrifier mes archives à leur nouveau bâtiment et il a accepté cela comme tout à fait naturel.

Il a eu accès aux différents endroits où sont gardées les archives, et il semble être très enthousiaste quant à la richesse des matériaux. Il a demandé si je m'opposerais à ce qu'ils entrent en pourparlers avec leurs riches patrons pour la levée d'un fonds spécial avec lequel acheter les archives. En tout cas, à mon avis, la somme devrait être plusieurs fois supérieure à celle que

1. Lettre à A. Goldman (8300) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

LÉON TROTSKY

donnait à titre d'hypothèse l'Université de Chicago pour la partie concernant l'Opposition russe. J'attendrai votre opinion là-dessus.

Le *Daily News* vient de me télégraphier en me confirmant l'engagement de leur correspondant d'imprimer mes réponses telles qu'elles sont rédigées.

P.-S. : Il n'est pas nécessaire de vous expliquer, cher ami, ce que le succès de cette opération signifierait pour moi. Cela me libérerait de ma dépendance à l'égard des éditeurs capitalistes et me donnerait la possibilité de consacrer tout mon temps au travail courant.

[PROTESTATION ÉNERGIQUE]¹

(27 décembre 1938)

Cher Camarade Malamuth,

Quand je vous ai envoyé le manuscrit au début, je vous ai demandé de ne le montrer à personne et même de n'en pas parler à des tiers. Je constate avec le plus grand regret que vous avez montré le manuscrit à diverses personnes.

Je dois protester contre cela avec énergie. Une telle indiscretion peut créer les plus grandes difficultés. Jusqu'à ce que le livre soit terminé, personne d'autre que le traducteur ne peut avoir le droit de lire le manuscrit². Pour moi, c'est une condition *sine qua non*.

1. Lettre à C. Malamuth(8974) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il ne s'agissait pas seulement de la discrétion normalement recommandable pour un manuscrit de la main de Trotsky. Celui-ci avait en effet un projet qui exigeait la plus grande discrétion.

[MON INTERVENTION DANS LA POLITIQUE MEXICAINE]¹

(28 décembre 1938)

*Questions posées à Léon Trotsky par Fred E. Pasley²
correspondant du Daily News de New York :*

1. *Dans un éditorial récent publié le 29 octobre 1938, a affirmé d'une part que « Trotsky est l'ami et le conseiller de Cárdenas », et que, par ailleurs, vous êtes derrière les expropriations du pétrole au Mexique. Votre conseiller, M^r Albert Goldman, nous a prié de rétracter ces propos. Auriez-vous l'amabilité de nous communiquer vos points de vue sur l'exactitude ou la fausseté des allégations du Daily News ?*

2. *La presse des Etats-Unis, peut-être influencée par le fait que le gouvernement Cárdenas vous a donné asile, a souvent laissé entendre que vous avez été l'inspirateur de nombreux aspects de la politique du gouvernement mexicain actuel ; elle a également laissé entendre que ce dernier vous a souvent consulté, particulièrement sur les expropriations de terres et quant à la possibilité d'exproprier les industries pour les remettre aux mains des travailleurs.*

3. *M. Henry Allen, ancien gouverneur de l'Etat nord-américain du Kansas, a visité le Mexique à l'automne de 1938, et a participé à un séminaire d'étudiants nord-américains à la ville de Mexico. A son retour, il a écrit, entre autres : « Au cours des dernières semaines, Cárdenas a envoyé dans toute l'Amérique des émissaires qui chantent les louanges et les avantages de la confiscation... Il est facile de savoir qui le lui a enseigné... Trotsky.*

1. Réponses aux questions de Fred D. Pasley (T 4494, 4495) traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Fred D. Pasley (1888-1951) était envoyé spécial du *Daily News* à Mexico, avec mission de « réparer », c'est-à-dire éviter les poursuites dont Trotsky avait menacé ce journal.

Lombardo Toledano, qui est allé en Russie étudier le système soviétique, et qui est un disciple de Trotsky, etc. » M. Allen a répété récemment ces affirmations à New York. Dites-nous, s'il vous plaît, si ces affirmations sont vraies ou fausses.

4. *Si l'on en croit le journal mexicain Excelsior, votre conseiller, M. Albert Goldman a dit : « Les éditoriaux du Daily News (le journal que je représente) ont été inspirés par un correspondant étranger résidant ici, qui a des liens avec les communistes des Etats-Unis et du Mexique. » Puisque c'est contre le Daily News que M. Goldman a lancé ces accusations, pourrais-je connaître le nom de ce correspondant ?*

5. *On a dit publiquement à New York que votre séjour au Mexique était financé par un groupe d'antistaliniens de New York. Est-ce vrai ou faux ?*

6. *L'Axe Berlin-Rome-Tokio est-il une menace pour la paix ?*

RÉPONSE DE TROTSKY

C'est bien volontiers que je réponds à vos questions dans la mesure où votre rédaction s'est engagé télégraphiquement à publier intégralement mes réponses. Les rédacteurs du *Daily News* s'expriment au sujet du Mexique, du gouvernement mexicain et de ma prétendue participation dans la vie politique mexicaine avec une franchise louable qui pourrait même paraître brutale. Je m'efforcerai cependant d'éviter la brutalité sans manquer pourtant à la franchise.

L'affirmation du *Daily News* (29 octobre 1938) selon laquelle Trotsky est « l'ami et le conseiller de Cárdenas » est absolument mensongère. Je n'ai jamais eu l'honneur de rencontrer le général Cárdenas ni d'avoir un entretien avec lui. Je n'ai eu avec lui aucunes relations épistolaires autres que celles qui concernaient mon droit d'asile. Je ne me suis jamais immiscé, ni avant ni à présent, dans les affaires politiques intérieures de ce pays, si l'on veut bien ne pas tenir compte des réfutations que j'ai dû opposer aux calomnies répandues ici contre moi par les agents de Staline. Enfin, le programme de la IV^e Internationale, que je défends, est fort éloigné du programme du gouvernement

mexicain. Il est par ailleurs facile de comprendre que le gouvernement mexicain, soucieux du prestige national de son pays, n'aurait jamais demandé de conseil d'un émigré étranger. C'est par les journaux, comme la majorité des autres citoyens, que j'ai appris les mesures agraires et autres prises par le gouvernement mexicain.

Sur quoi votre journal fonde-t-il pareille conclusion ? Evidemment sur le simple fait que le général Cárdenas m'a accordé le droit d'asile. N'est-ce pas monstrueux ? En 1916, j'ai été expulsé d'Europe en raison de ma lutte contre la guerre impérialiste³ et j'ai trouvé asile aux Etats-Unis. Sans passeport, sans visa, sans ces formalités aussi absurdes qu'humiliantes ! Vos autorités d'immigration se sont préoccupées de savoir si je n'étais pas atteint de trachome, mais ne sont pas du tout intéressées à mes idées. J'ose pourtant affirmer qu'elles étaient aussi mauvaises il y a vingt-deux ans que maintenant. Il n'est venu à l'idée de personne que le président Wilson⁴ m'avait accordé le droit d'asile pour bénéficier de mes « conseils ». Vous m'objecterez peut-être que cela s'est passé dans un passé lointain, à une époque où les Etats-Unis ne s'étaient pas encore affranchis de survivances barbares et que l'épanouissement actuel de la civilisation n'a commencé qu'après la grande guerre de libération, « la guerre pour la démocratie ». Je ne le conteste pas. Il semble que la civilisation démocratique ait atteint un tel degré d'épanouissement que le seul fait que le gouvernement mexicain m'ait accordé le visa a provoqué immédiatement l'hypothèse selon laquelle il sympathise avec les idées de Trotsky. Permettez-moi cependant de vous faire remarque que le fait d'accorder le droit d'asile à ses *amis politiques* n'est pas encore la démocratie : même Hitler, Mussolini et Staline le font. Même le tsar de Russie et le sultan de Turquie l'ont fait en leur temps. Le principe du droit d'asile, si on le prend au sérieux, suppose qu'on accorde l'hospitalité même à ses adversaires politiques. Je me permets de penser que le gouvernement du général Cárdenas m'a accordé asile, non par sympathie pour mes idées, mais par respect pour les siennes.

J'ai d'autre part répondu aux insinuations de M. Allen dans les colonnes de l'hebdomadaire *Hoy*⁵ et vous pourrez y trouver le

3. Cf. le récit dans Gutierrez, « Les péripéties de Trotsky en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 12.

4. Le président Wilson était alors président des Etats-Unis.

5. Cf. pp. 212-216.

texte intégral de ma réponse. Dans les articles et déclarations de M. Allen portant sur ma vie et mon activité au Mexique, il n'y a pas un mot de vrai. Vous-même, vous citez dans votre question l'affirmation de M. Allen selon laquelle Lombardo Toledano, secrétaire général d'une des centrales syndicales, serait un de mes « partisans ». Voilà une phrase qui provoquerait au Mexique un rire homérique, probablement peu flatteur pour l'ancien gouverneur du Kansas. Il suffit de dire que cet original « partisan » va répétant dans ses discours que je prépare... le renversement du gouvernement. Sur quoi fonde-t-il ses affirmations? Sur les mêmes éléments que votre journal. Quel est son objectif? Me faire livrer aux mains du G.P.U. J'ai proposé à M. [Lombardo] Toledano de constituer une commission impartiale afin de mener une enquête publique pour vérifier ses affirmations. Il a, bien entendu, érudé cette proposition. Je suis prêt à la renouveler en direction de M. Allen. Il va de soi qu'il se dérobera aussi. Toledano et Allen ne sont pas identiques, mais symétriques en ce, du moins, qu'ils sont également éloignés du méridien de l'honnêteté intellectuelle.

Oui, je dispose d'informations qui montrent que l'informateur du *Daily News* sur ma « participation » à la politique du gouvernement mexicain est membre du parti communiste des Etats-Unis⁶. Vous savez combien il est difficile, dans ce genre d'affaire, de présenter des preuves juridiquement irréfutables bien que les faits soient incontestables. Il ne sera pourtant pas très difficile pour votre rédaction de vérifier ce fait-là. Il existe deux groupes qui ont intérêt à lancer les insinuations qui ont été répétées dans une série d'articles de votre journal : d'une part les capitalistes, mécontents de la politique du gouvernement mexicain qui veulent la présenter comme un « communisme exotique », d'autre part le G.P.U., qui veut remettre en question mon droit d'asile au Mexique. Une combinaison des efforts de ces deux groupes est tout à fait possible puisque, encore une fois, ils ne sont pas identiques, mais symétriques.

C'est mon travail d'écrivain qui me permet de vivre. Et cela seulement ! Mais il est tout à fait exact que mes amis des Etats-Unis et de tous les autres pays viennent au Mexique, avec abnégation, pour m'aider dans mon travail et me protéger d'éventuelles tentatives d'assassinat. Ils le font de leur propre initiative, sacrifiant volontairement leur temps et leur argent ou ceux de leurs amis. Ils l'ont fait lorsque je me trouvais en

6. Cf. n. 2 p. 165.

Turquie, en France, en Norvège. Ils l'ont fait alors et le font aujourd'hui, pas pour moi personnellement, mais pour les idées que je représente. Il est évident qu'elles ont une énorme force d'attraction.

Tout le monde comprend que l'axe Rome-Berlin est une menace pour la paix. Mais ce n'est qu'un des aspects du danger de guerre. Pour qu'il y ait une guerre, il faut qu'il y ait deux camps. Les guerres contemporaines surgissent des contradictions insurmontables entre intérêts capitalistes. Notre planète est parcourue par plusieurs trains qui roulent en même temps sur les mêmes rails à la rencontre des uns et des autres, mus par la cupidité et la rivalité. Ils ne peuvent qu'entrer en collision. Lequel des mécaniciens est à tel moment le plus « coupable », lequel le moins, cela n'a pas d'importance. Le coupable, c'est le régime impérialiste qui a fait passer la richesse des nations aux mains de quelques monopoles. Il faut mettre fin au régime des monopoles : il faut exproprier les expropriateurs.

P.S. : Après avoir reçu votre numéro du 10 décembre, je dois ajouter ceci :

Quand le *Daily News* affirme que j'ai été l'inspirateur des mesures d'expropriation du pétrole prises par le gouvernement mexicain, ce n'est pas une calomnie, c'est simplement une contre-vérité. Mais votre journal avance maintenant une seconde affirmation qui, cette fois, en plus d'un mensonge, constitue une calomnie. Le *Daily News* affirme que, sur mon conseil, le pétrole mexicain est vendu au gouvernement allemand et que mon objectif dans l'affaire est de nuire au régime de Staline. Il reprend ainsi à son compte la version diffusée à travers les procès de Moscou. La commission d'enquête internationale présidée par le Dr John Dewey⁶ a révélé que les accusations de Moscou étaient fausses. Les éditoriaux de votre journal ne peuvent transformer en vérité un mensonge déjà démasqué.

A qui le gouvernement mexicain vend-il son pétrole ? C'est son affaire et je n'ai rien à y voir. Je relève seulement que mes « démocraties » disposent d'un moyen simple pour conserver entre leurs mains le pétrole mexicain, c'est de l'acheter. Dans la mesure où la Grande-Bretagne, par exemple, boycotte le pétrole

7. Le Dr John Dewey (1859-1952), philosophe et pédagogue, avait accepté, malgré son âge, de prendre la présidence de la commission d'enquête sur les procès de Moscou et avait mené à bien sa mission jusqu'au verdict : « Non Coupables ».

mexicain, elle oblige le gouvernement de ce pays à le vendre à l'Allemagne, à l'Italie ou au Japon. De toute évidence, le gouvernement Chamberlain prend plus à cœur les intérêts des magnats du pétrole que ceux de la défense nationale, pour ne pas parler de ceux de la « démocratie ». Quand les maîtres des destinées des grandes démocraties qui pour plaire à Hitler lui ont offert pour son anniversaire une partie du territoire tchécoslovaque, et qu'ensuite ils rompent avec le Mexique en s'indignant qu'il vende le pétrole à qui le lui achète, il est inutile de dire que l'hypocrisie dépasse ici les limites permises et devient grotesque.

Mais j'en viens maintenant à un autre aspect de la question. L'affirmation selon laquelle je cherche, en faisant vendre à l'Allemagne du pétrole mexicain, à aider Hitler à vaincre Staline n'est pas seulement un mensonge, c'est une calomnie. L'U.R.S.S. et Staline, ce n'est pas la même chose. Je suis un adversaire de Staline, pas de l'U.R.S.S. Le renversement de la dictature réactionnaire et parasitaire de l'oligarchie stalinienne, c'est la tâche des travailleurs et des paysans russes. Ils ne peuvent pas la confier à Hitler qui n'est que l'exécutant des basses œuvres de l'impérialisme allemand. La victoire de Hitler signifierait pour tous les peuples de l'U.R.S.S. un effroyable esclavage économique, politique et national et avant tout la restauration des droits du Capital privé. A moins que vous ne croyiez que je ne suis partisan de l'expropriation des puits de pétrole qu'au Mexique ? Non, je crois qu'il faut défendre la nationalisation des moyens de production qui a été effectuée par la révolution d'Octobre — contre Hitler, contre tous les autres impérialistes, et je crois que c'est le devoir élémentaire de tout socialiste, à commencer par moi.

[STANFORD : RÉPONSE DIFFÉRÉE]¹

(29 décembre 1938)

Cher Camarade,

Le professeur Spalding a eu une dernière conversation avec moi avant son départ. Lui, personnellement, est très intéressé par les archives, mais il m'a dit qu'il est également question d'acheter les archives de Kautsky². Bien entendu, le type d'archives qui les intéresse le plus, c'est leur affaire. J'ai simplement remarqué que les archives de Kautsky étaient tout à fait légales et pouvaient être utilisées ou publiées par toute institution (il est même possible que Moscou les achète pour l'Institut Marx-Lénine) mais que mes archives pouvaient et devaient être sauvées maintenant d'une destruction criminelle.

Il m'a demandé combien de temps je serais prêt à attendre leur décision. J'ai répondu que je considérais maintenant qu'ils avaient une sorte d'option morale sur les archives et que j'attendrai un mois, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} février pour leur réponse définitive ou au moins préliminaire et que, sur la base de leur réponse je verrai alors si je peux prolonger leur option.

Il a indiqué que la décision dépendait de M. Lutz, de M. Fisher, de M. Hoover³ et de quelques autres, mais je pense que les plus importants sont ces trois-là.

C'est tout ce que je puis vous communiquer sur cette question.

1. Lettre à J. Frankel (8177) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Les archives de Kautsky furent achetées par l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.

3. Hoover était le président Hoover, fondateur de la Fondation Hoover. Harold H. Fisher (1890-1975), historien, était vice-président de la fondation depuis 1924 et directeur de l'Institut de russe. Ralph H. Lutz (1886-1968) était professeur d'histoire depuis 1929.

[UNE INADMISSIBLE INDISCRÉTION]¹

(29 décembre 1938)

Cher Camarade,

Je suis absolument indigné du fait qu'en dépit de mes avertissements Malamuth ait donné le manuscrit du premier chapitre à un camarade. La situation avec le G.P.U. est telle que nous devons considérer ce travail comme conspiratif et je regrette qu'un camarade ait jugé possible d'accepter le manuscrit de la main de Malamuth sans lui rappeler qu'il était le traducteur et non l'auteur et n'avait pas le droit de disposer du manuscrit².

Je suis certaine que vous conserverez le manuscrit exclusivement pour vous. Vous devez considérer que le texte doit être définitif. Les premiers chapitres contiennent quelques erreurs de fait qui seront corrigées quand tout le travail sera terminé. Bien des répétitions seront éliminées et le même est vrai de bien des allusions à des sources littéraires, etc.

1. Lettre à J. Vanzler (10933) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Malamuth avait prêté le manuscrit à Burnham et Shachtman, tous deux dirigeants du S.W.P.

LÉNINE ET LA GUERRE IMPÉRIALISTE¹

(30 décembre 1938)

« L'Histoire nous apprend, écrivait Lénine en 1916, qu'après la mort des dirigeants révolutionnaires les plus populaires auprès des classes opprimées, leurs ennemis s'efforcent de s'emparer de leurs noms pour tromper ces classes opprimées. » C'est envers Lénine lui-même que l'Histoire s'est montrée le plus cruelle en faisant de lui l'objet de ce type de manœuvre.

La doctrine officielle qui a cours aujourd'hui au Kremlin, et la politique de l'Internationale communiste en ce qui concerne l'impérialisme et la guerre, foulent aux pieds les conclusions auxquelles Lénine était parvenu et auxquelles il avait amené le parti au cours des années 1914 à 1918.

La première question qui s'est posée dès le début des hostilités a été la suivante : dans les pays impérialistes, les socialistes doivent-ils endosser la politique de « défense de la patrie » ? Le débat n'était pas de savoir si un militant socialiste isolé devait ou non remplir ses obligations militaires : il n'y avait pas pour lui d'échappatoire — la désertion n'est pas la politique des révolutionnaires — mais de savoir si le parti socialiste devait voter les crédits de guerre, renoncer à lutter contre le gouvernement, faire de la propagande pour la politique de « défense de la patrie ». Lénine répondait : non, le parti socialiste ne doit pas faire cela, il n'en a pas le droit ; non pas parce qu'il s'agit de la *guerre*, mais parce qu'il s'agit d'une *guerre réactionnaire*, d'une empoignade entre esclavagistes pour le repartage du monde.

La formation d'Etats nationaux sur le continent européen a embrassé la période qui a commencé, en gros, avec la grande révolution française, et s'est achevée avec la guerre franco-prussienne (1870-1871). Au cours de ces quatre-vingts années

1. Article (T 4496) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

dramatiques, les guerres ont eu un caractère avant tout national. La guerre pour la fondation ou la défense de l'Etat national, indispensable au développement des forces productives et de la culture, avait à cette époque un caractère historique profondément progressiste. Non seulement il était possible, pour les révolutionnaires, d'apporter leur soutien politique aux guerres nationales, mais ils avaient l'obligation de le faire.

De 1871 à 1914, le capitalisme européen n'atteint pas seulement son plein épanouissement, il se dépasse, il se transforme en capitalisme monopoliste ou impérialiste. « L'impérialisme, c'est le stade qu'atteint le capitalisme, lorsque étant parvenu au bout de ses possibilités, il entre en décadence. » La cause de sa décadence tient à ce que les forces productives se trouvent singulièrement à l'étroit dans le cadre de la propriété privée, comme dans le cadre des frontières des Etats nationaux. L'impérialisme tend à partager et à repartager le monde. Les guerres impérialistes prennent la relève des guerres nationales. Elles ont un caractère totalement réactionnaire, où s'expriment l'absence d'issue, le marasme, la putréfaction du capitalisme monopoliste.

Cependant, le monde reste hétérogène à l'extrême. L'impérialisme agressif des nations avancées ne peut exister que parce que notre planète compte des nations arriérées, des peuples opprimés, des pays coloniaux et semi-coloniaux. La lutte des peuples opprimés pour l'unité nationale et pour l'indépendance a, d'un double point de vue, un caractère progressiste : d'une part, elle prépare pour eux-même des conditions de développement plus favorables; d'autre part, elle porte des coups à l'impérialisme. De là découle, en particulier, que, dans la lutte entre une république impérialiste démocratique et civilisée et une monarchie barbare et arriérée régnant dans un pays colonial, les socialistes seront entièrement du côté du pays opprimé, malgré la monarchie, contre le pays oppresseur, malgré sa « démocratie ».

L'impérialisme dissimule ses objectifs, à savoir la conquête de colonies, de marchés, de sources de matières premières, de zones d'influence, derrière les idées de « défense de la paix contre les agresseurs », de « défense de la patrie », « défense de la démocratie », etc. Ces idées sont totalement mensongères. Le devoir d'un socialiste n'est pas de les soutenir, mais de les démasquer aux yeux du peuple. « La question de savoir quel camp a, le premier, commis un acte d'agression ou déclaré la guerre n'a aucune espèce d'importance, lorsqu'il s'agit de définir la tactique des socialistes. Les phrases sur la défense de la patrie,

la résistance à l'invasion ennemie, la guerre défensive, sont, de la part des deux camps, une tromperie complète envers le peuple. » ... « Pendant des dizaines d'années, expliquait Lénine, trois brigands (les bourgeoisies et les gouvernements de l'Angleterre, de la Russie et de la France) se sont armés pour le pillage de l'Allemagne. Est-il surprenant que deux des brigands aient attaqué avant que tous trois aient pu se saisir des armes nouvelles qu'ils avaient commandées ? » C'est la réalité objective de la guerre qui a une importance décisive pour le prolétariat (quelle classe mène la guerre, au nom de quels objectifs ?), et non pas les ruses d'une diplomatie qui parviendra toujours à présenter l'ennemi comme l'agresseur aux yeux du peuple. Les références des impérialistes aux mots d'ordre de démocratie et de culture ne sont qu'un énorme mensonge : « ...La bourgeoisie allemande dupe la classe ouvrière et les masses laborieuses lorsqu'elle affirme qu'elle ne fait la guerre que... pour la liberté et la culture, que pour la libération des peuples opprimés par le tsarisme... Les bourgeoisies anglaise et française trompent la classe ouvrière et les masses laborieuses lorsqu'elles soutiennent qu'elles font la guerre contre le militarisme et le despotisme allemands. »

Aucune superstructure politique ne peut changer les fondements économiques réactionnaires de l'impérialisme. La superstructure est au contraire subordonnée aux fondements. « De nos jours, il serait ridicule de songer à une bourgeoisie progressiste, à un mouvement bourgeois progressiste. La vieille « démocratie » bourgeoise... est devenue réactionnaire. » Cette appréciation de la « démocratie » impérialiste est la pierre angulaire de toute la conception léniniste.

Puisque la guerre est faite par les deux camps impérialistes, non pour la défense de la patrie et de la démocratie, mais pour le repartage du monde et des colonies, les socialistes n'ont pas le droit de préférer les brigands de l'un des camps à ceux de l'autre. Il serait absolument vain d'essayer de « définir du point de vue du prolétariat international quel serait le moindre mal pour le socialisme, lequel des deux camps engagés dans la guerre devrait, de ce point de vue, être vaincu ». Dès les premiers jours de septembre 1914, Lénine caractérisait ainsi le contenu de la guerre pour chacun des pays impérialistes et pour tous leurs alliés : « Une lutte pour la conquête des marchés et le pillage des autres pays, la tentative de casser, dans chaque pays, le mouvement révolutionnaire du prolétariat et de mettre fin à la démocratie, la tentative de duper, diviser, de briser les prolétaires de tous les pays en lançant les esclaves salariés d'une nation contre ceux

d'une autre nation, dans l'intérêt de la bourgeoisie : tel est le seul véritable contenu de la guerre et son but. » Comme on est loin de la doctrine mise à la mode par Staline, Dimitrov² et Cie !

La politique « d'unité nationale » revêt, encore plus en temps de guerre qu'en temps de paix, un contenu de soutien à la réaction et à la perpétuation de la barbarie impérialiste. Le refus d'apporter ce soutien — ce qui est le devoir élémentaire d'un socialiste — n'est cependant que l'aspect négatif et passif de l'internationalisme. La tâche du parti du prolétariat, c'est de « développer, sous tous ses aspects, la propagande pour la révolution socialiste, parmi la troupe comme sur le théâtre des opérations, et d'expliquer la nécessité de tourner les armes, non contre ses frères, esclavessalariés des autres pays, mais contre les gouvernements et partis réactionnaires de tous les pays. Il est absolument nécessaire, pour mener cette propagande dans toutes les langues, d'organiser des cellules et groupes clandestins parmi les soldats de tous les pays. Il faut mener une lutte sans merci contre le chauvinisme et le « patriotisme » des petits-bourgeois et des bourgeois de tous les pays, sans exception ».

Mais la lutte révolutionnaire, en temps de guerre, peut provoquer la défaite du gouvernement de son propre pays. Lénine ne redoute pas cette conséquence. « Dans chaque pays, la lutte contre son propre gouvernement qui mène une guerre *impérialiste* ne doit pas s'arrêter parce que la propagande révolutionnaire pourrait causer la défaite de ce pays. » Et c'est bien là que se situe la théorie dite du « défaitisme ». Des ennemis malhonnêtes se sont efforcés d'en traduire que Lénine aurait accepté une collaboration avec l'impérialisme étranger pour vaincre la réaction nationale. En réalité, ce dont il s'agit, c'est de la lutte parallèle des ouvriers de tous les pays contre leur propre impérialisme, leur ennemi principal et direct. « Pour nous, Russes, du point de vue des intérêts des masses laborieuses et de la classe ouvrière de Russie — écrivait Lénine à Chliapnikov³ en octobre 1914 — il ne fait absolument aucun doute que le

2. Georgi Dimitrov (1882-1949), dirigeant des syndicats et du parti social-démocrate « tesnjak » bulgare, avait été le héros du procès de l'incendie du Reichstag en 1933 à Leipzig et, se faisant accusateur, avait mis les nazis en sérieuse difficulté. Il avait été acquitté et, plus tard, « échangé » avec l'U.R.S.S. Porté en 1934 à la tête de l'I.C. il en avait assumé la direction pendant l'année de son tournant en 1935 et notamment au 7^e (et dernier) congrès.

3. Le vieux-bolchevik Aleksandr G. Chliapnikov (1883-1943) ouvrier métallurgiste, avait été envoyé par le C.C. en Russie et dirigea le parti à Pétrograd jusqu'à la révolution de février.

moindre mal serait, aujourd'hui et tout de suite, la défaite du tsarisme dans cette guerre... »

On ne peut combattre la guerre impérialiste avec des lamentations sur la paix, comme le font les pacifistes. « Le pacifisme et les sermons abstraits sur la paix constituent une des formes de duperie de la classe ouvrière. A l'époque du capitalisme, et en particulier au stade impérialiste, la guerre est inévitable. » Une paix conclue par les impérialistes ne sera qu'un répit avant une nouvelle guerre. Seule la lutte révolutionnaire des masses contre la guerre et contre l'impérialisme qui l'a engendré peut réellement assurer la paix. « Sans révolutions, la prétendue paix démocratique n'est qu'une utopie petite-bourgeoise. »

La lutte contre les illusions pacifistes qui endorment et affaiblissent les masses est un élément très important de la doctrine de Lénine. Il rejette avec une hargne toute particulière la revendication du « désarmement », qui est une évidente utopie à l'époque impérialiste, propre seulement à détourner la pensée des travailleurs de la nécessité de leur propre armement. « Une classe opprimée qui ne s'efforcera pas d'apprendre le maniement des armes, de posséder des armes, mériterait seulement d'être traitée comme une classe d'esclaves. » Et plus loin : « Nous devons avoir pour mot d'ordre l'armement du prolétariat, pour vaincre, pour exproprier et désarmer la bourgeoisie. Ce n'est qu'alors, lorsque le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie, qu'il pourra mettre au rancart toutes ses armes. »... D'où la conclusion que Lénine tire dans des dizaines d'articles : « Le mot d'ordre de « paix » n'est pas juste ; le mot d'ordre doit être : transformer la guerre nationale en guerre civile. »

La majorité des partis ouvriers des pays capitalistes avancés se sont, dans la guerre, rangés aux côtés de leur bourgeoisie. Lénine a stigmatisé leur position comme *social-chauvinisme* : socialisme en paroles, chauvinisme dans les faits. La trahison de l'internationalisme n'est pas tombée du ciel, elle est le prolongement inévitable de la politique d'adaptation des réformistes. L'opportunisme et le social-chauvinisme ont le même contenu idéologique et politique : « la collaboration de classe substituée à la lutte des classes, le refus des moyens révolutionnaires de lutte, l'aide apportée à « son » gouvernement en situation difficile, au lieu de l'utilisation de ses difficultés pour la révolution ».

La dernière période d'essor capitaliste avant la guerre (1909-1913) a lié étroitement les couches supérieures du prolétariat à l'impérialisme. L'aristocratie ouvrière et la bureaucratie ouvrière

ont reçu des miettes substantielles de la manne des super-profits que l'impérialisme a tiré des colonies et des pays arriérés en général. Leur patriotisme était donc dicté par l'intérêt direct qu'elles puisaient dans la politique de l'impérialisme. Pendant la guerre, qui a mis à nu toutes les relations sociales, « l'union avec la bourgeoisie, les gouvernements, les états-majors, a donné une force énorme aux opportunistes et aux chauvins ».

Le courant le plus large du socialisme, celui qu'on appelle le centre (Kautsky et consorts), qui hésitait, en temps de paix, entre le réformisme et le marxisme, est presque tout entier tombé dans le piège du social-chauvinisme, tout en se dissimulant derrière un discours pacifiste général. En ce qui concerne les masses, elles ont été prises au dépourvu, et trompées par l'appareil qu'elles avaient elles-mêmes créé au cours des décennies passés. Ayant donné une appréciation sociologique et politique de la bureaucratie ouvrière et de la II^e Internationale, Lénine ne s'arrête pas à mi-chemin. « L'unité avec les opportunistes, c'est l'alliance des ouvriers avec « leur » bourgeoisie nationale et la division de la classe ouvrière révolutionnaire internationale. » De là, il conclut à la nécessité pour les internationalistes de rompre avec les social-chauvins. « Il est impossible de réaliser l'unité internationale des ouvriers si l'on ne rompt pas résolument avec l'opportunisme... » et également avec le centrisme, « ces courants bourgeois du socialisme ». Il faut changer le nom même du parti. « N'est-il pas préférable de rejeter le nom sali et avili de « social-démocrate » et de revenir au vieux nom marxiste de « communiste » ? » Il est temps de rompre avec la II^e Internationale et de construire la III^e.

Qu'est-ce qui a changé en un peu plus de vingt ans ? L'impérialisme a pris un caractère encore plus violent et oppressif. Le fascisme est son expression la plus achevée. Les démocraties impérialistes se sont abaissées de quelques degrés et naturellement, organiquement, elles passent au fascisme. Le joug colonial devient d'autant plus insupportable que l'aspiration des peuples opprimés à l'indépendance nationale devient plus forte. Autrement dit, tous les traits qui ont fondé la théorie de Lénine sur la guerre impérialiste ont aujourd'hui un caractère incomparablement plus monstrueux et plus aigu.

Les com-chauvins se réfèrent, il est vrai, à l'existence de l'U.R.S.S. qui provoque en quelque sorte un bouleversement complet dans la politique du prolétariat international. A cela on peut répondre en bref : avant la naissance de l'U.R.S.S. il y avait

des nations opprimées, des colonies, etc. dont la lutte était également digne d'être soutenue. S'il avait été possible de soutenir les mouvements révolutionnaires et progressistes étrangers en apportant une aide à sa propre bourgeoisie impérialiste, alors la politique du social-patriotisme serait juste dans son principe. Alors il n'y aurait eu aucune raison de construire la III^e Internationale. Voilà pour un aspect du problème, mais il y en a un autre. L'U.R.S.S. existe depuis vingt-deux ans. Pendant dix-sept ans, les principes énoncés par Lénine sont restés en vigueur. La politique com-chauvine a été définie il y a tout au plus quatre ou cinq ans. La référence à l'existence de l'U.R.S.S. n'est donc qu'une couverture hypocrite.

Si Lénine, il y a un quart de siècle, a stigmatisé comme social-chauvins et social-traitres les socialistes passés au côté de leur impérialisme national sous prétexte de défense de la culture et de la civilisation et de la démocratie, la politique actuelle apparaît, du point de vue des principes de Lénine, d'autant plus criminelle. Il est aisé d'imaginer comment Lénine qualifierait les chefs actuels de l'Internationale Communiste qui ont ressuscité tous les sophismes de la II^e Internationale dans une situation de décomposition encore plus profonde de la civilisation capitaliste.

C'est un funeste paradoxe que de voir les tristes épigones de l'Internationale communiste, qui ont fait de son drapeau un chiffon sale servant à cirer les bottes de l'oligarchie du Kremlin, qualifier de « rénégat » celui qui reste fidèle à la doctrine du fondateur de l'Internationale communiste. Lénine avait raison : les classes dominantes ne se contentent pas de persécuter les grands révolutionnaires de leur vivant, elles se vengent d'eux d'une manière encore plus raffinée après leur mort, en s'efforçant d'en faire des icônes, destinées à maintenir « l'ordre ». Bien entendu, nul n'est obligé de se placer sur le terrain des enseignements de Lénine. Mais bafouer ces enseignements et les tourner en leur contraire, cela, nous, ses élèves, nous ne le permettrons à personne !

UNE LEÇON DE PLUS

A propos de la conférence de Lima¹
(31 décembre 1938)

L'accouchement pénible de la résolution dite de solidarité à Lima était à peine terminé au moment où ce numéro va sous presse. Nous ne sommes donc pas en mesure de donner ici une analyse détaillée de la conférence panaméricaine². Nous le ferons dans notre prochain numéro. Nous nous bornons ici en toute hâte à quelques conclusions sommaires, mais inébranlables et en même temps instructives.

L'Amérique latine est un point d'appui absolument indispensable pour l'agression mondiale des Etats-Unis. Il ne s'agit donc pas pour la Maison Blanche de défendre la démocratie de l'Amérique, mais de défendre l'Amérique comme telle pour les Etats-Unis. Les groupements entre les pays d'Amérique latine vis-à-vis des Etats-Unis n'ont rien eu à voir avec la ligne de démarcation entre la démocratie et le fascisme. Ce sont la position géographique et stratégique et les intérêts commerciaux, non la forme politique, qui ont déterminé l'attitude de chaque pays envers les exigences pieuses et hypocrites de Cordell Hull³, lequel avait pour lui certaines dictatures parmi les plus brutales et contre lui des pays qui s'approchent de la « démocratie ».

Il est évident que la politique de Roosevelt, c'est-à-dire celle de l'impérialisme amical et souriant, a fait faillite, ce qui est un complément bien naturel à la faillite du New Deal dans la politique intérieure des Etats-Unis. La conclusion qu'en tirera,

1. Article (T 4497), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. La 8^e conférence panaméricaine s'était tenue au Pérou, à Lima, du 9 au 27 décembre 1938. La déclaration résultait d'un compromis entre Londres et Washington dont les intérêts s'affrontaient sur le continent latino-américain.

3. Cordell Hull (1871-1955), juge, puis député (1907-1921, 1923-1931), sénateur (1931-1933), avait été choisi comme secrétaire d'Etat aux affaires étrangères par le président Roosevelt.

qu'en a tirée déjà le Capital américain, est claire : on ne peut rien obtenir de sérieux par des concessions aux ouvriers dans la vie intérieure ni par des concessions aux peuples « barbares » dans le domaine de la politique extérieure. Le formidable programme d'armements des Etats-Unis donne un relief éloquent à la défaite diplomatique de Cordell Hull à Lima.

Pour le Nouveau Monde aussi, il va s'ouvrir une époque de fer. Pas d'illusions ! Pas de leurres pacifistes ! C'est seulement par la lutte révolutionnaire que les peuples latino-américains, comme le prolétariat des Etats-Unis, pourront assurer leur émancipation.

AU PILORI¹

A propos du dernier congrès
de la C.G.T. mexicaine
(31 décembre 1938)

Si quelqu'un avait eu la moindre illusion sur le caractère de la direction de la C.G.T.², le dernier congrès de cette organisation la lui aurait enlevée. Si quelqu'un, hier encore, pouvait espérer que la direction de la C.G.T. était capable d'évoluer dans un sens progressiste, il faudrait aujourd'hui tirer un trait sur ces espérances. M. Ramírez³ et ses compères ont démontré avec une franchise louable toute la profondeur de leur dégénérescence et de leur chute. Il n'existe pas dans le langage politique de termes qui conviennent pour caractériser aujourd'hui la physionomie politique de cette clique. Avant la campagne électorale qui approche et les enjeux et prébendes qui y sont liés, les chefs de la C.G.T. ont, tout d'un coup, abandonné leur « anarchisme » et leur « internationalisme » de Mardi Gras pour s'unir à l'Etat bourgeois nationaliste. Sous le prétexte de lutter contre le stalinisme, ils ont livré une organisation ouvrière à la pire réaction bourgeoise qui s'est mise au service de l'impérialisme étranger. Pour les magnats du pétrole et autres capitalistes, Ramírez agit ouvertement aujourd'hui comme un agent de second ordre. Personne n'a rendu ni ne pouvait rendre un plus

1. Article (T 4418) traduit du castillan, avec la permission de la Houghton Library.

2. En mai 1918, le congrès ouvrier national du Mexique avait fondé une nouvelle centrale, la C.R.O.M. (Confederación Regional Obrera Mexicana), qu'animaient essentiellement Luis N. Morones. Elle allait connaître sa première scission en 1919, la majorité ayant décidé d'appuyer la formation d'un Partido Laborista. La minorité, proclamant sa fidélité à l'« apolitisme » d'inspiration libertaire, scissionnait et fondait la C.G.T. (Confederación General de Trabajadores) qui, après une brève collaboration, rompait définitivement avec le P.C. en 1922. Le nouveau syndicat s'inscrivait dans la tradition mexicaine de la « Casa del Obrero mundial ». Il évolua cependant très vite à droite en 1935-1936, et tourna le dos à son anti-électorisme, au moment même où Diego Rivera rêvait de l'intégrer dans un nouveau mouvement de classe.

3. Julio Ramírez était le nouveau dirigeant de la C.G.T.

grand service à Lombardo Toledano et, de façon générale, à toute l'agence stalinienne que celui que leur a rendu la clique des dirigeants de la C.G.T.

L'écrasante majorité des membres ouvriers de cette organisation n'a bien évidemment pas la moindre idée de l'intrigue de trahison qui a été ourdie dans son dos. Les ouvriers ne sont que les victimes des machinations personnelles et fractionnelles de messieurs les « chefs ». Cela rend plus criminel et honteux le virage réactionnaire qui est arrivé à son apogée au dernier congrès de la C.G.T. et qui a ouvert une ère de prostitution politique authentique et débridée.

Les calomnieurs du camp stalinien font courir le bruit que la IV^e Internationale et les groupes qui sont proches d'elle cherchent à constituer un bloc politique avec les sommets de la C.G.T. Nous repoussons cette calomnie, comme toutes les autres, avec un dégoût compréhensible. Le devoir élémentaire du marxiste révolutionnaire consiste à effectuer un travail systématique dans les organisations de masse du prolétariat et en premier lieu les syndicats. Ce devoir est valable pour le C.T.M., la C.G.T. et toutes les organisations syndicales en général. Mais un travail persévérant à l'intérieur des syndicats, l'éducation de ses militants de base dans l'esprit du marxisme révolutionnaire sont aussi éloignées de la politique du bloc aventuriste avec les chefs syndicaux corrompus que l'est le ciel de la terre. Qui donne un doigt au diable risque d'y perdre sa main ! Mais il n'existe pas un seul marxiste révolutionnaire qui donne, ne disons pas un doigt, mais même pas un bout d'ongle à l'actuelle clique dirigeante de la C.G.T. Une lutte implacable contre elle, devant la classe ouvrière, est le devoir révolutionnaire élémentaire. M. Ramírez et ses compères doivent être cloués pour toujours au pilori par l'avant-garde prolétarienne.

La clique de Toledano-Laborde organise des persécutions physiques contre la C.G.T. : attaques contre ses locaux et ses réunions, sabotage technique des transmissions de radio, etc. Cette sorte de gangstérisme, introduit dans le mouvement ouvrier mondial par Staline, n'a rien de commun avec une véritable lutte contre la réaction : il n'est qu'un des moyens ordinaires par lesquels les différentes cliques de la bureaucratie ouvrière ont l'habitude de régler entre elles leurs comptes. Le

4. Incontestablement c'était la manœuvre dans laquelle Diego Rivera s'était lancé sous sa propre responsabilité.

travail de la politique révolutionnaire ne consiste pas à empêcher mécaniquement un chef syndical de s'exprimer, mais à enseigner aux masses la méfiance vis-à-vis des chefs réactionnaires et à les chasser.

Il est impossible de ne pas relever une fois de plus que les staliniens, à l'instar de leur maître, emploient à leurs fins, de façon de plus en plus impudente et ouverte, toutes sortes de formes de répression « totalitaire » ; mais, étant donné qu'au Mexique ils n'ont pas le pouvoir, ils sont obligés de se limiter à la lutte à l'intérieur de la classe ouvrière. Les méthodes totalitaires dans l'Etat *bourgeois*, c'est-à-dire dans une société basée sur la propriété privée, ne sont pas autre chose que du *fascisme*. En ce sens, les procédés de Toledano-Laborde ouvrent la voie à la dictature fasciste. Toutes les restrictions à la démocratie dans la société bourgeoise retombent en fin de compte de tout leur poids sur la classe ouvrière. Les véritables précurseurs du fascisme au Mexique, ce ne sont pas seulement Ramírez, agent de la réaction ouverte, mais aussi les staliniens Laborde et Toledano. Il n'y a pourtant aucune raison de croire qu'ils trouveraient l'absolution sous la dictature fasciste qu'ils préparent. Non, dans le cas d'une victoire de cette dernière, ils se retrouveront dans un camp de concentration... s'ils ne prennent pas la fuite à temps. Une fois dans un camp de concentration, ils comprendront enfin peut-être la signification des avertissements que nous leur avons donnés.

[HOMMAGE A KLEMENT]¹

(29 novembre 1938)

Très honorée Madame Ruthe²,

Je reçois à l'instant votre lettre du 16/11. Je ne peux malheureusement rien vous communiquer qui soit susceptible de vous rassurer ou de vous soulager. Ce que m'écrivent mes amis de Paris ne laisse aucun espoir. Rudolf a été pendant un certain temps mon collaborateur (en Turquie et en France). Par la suite, j'ai entretenu avec lui une correspondance amicale. Rudolf est resté toujours fidèle à sa cause et c'est la raison pour laquelle ses ennemis l'ont assassiné. Au cours des deux dernières années, ma femme et moi avons perdu nos deux fils d'une manière semblable. Nous partageons d'autant mieux le chagrin de la mère de Rudolf.

Non, chère Madame Ruthe, Rudolf n'est malheureusement pas chez moi. Je m'estimerais heureux si je pouvais l'héberger. Je n'ai malheureusement, en ce qui concerne son sort, pas le moindre espoir : je ne doute pas que les criminels l'aient assassiné.

Rudolf était très doué. Il s'était beaucoup développé sur le plan scientifique au cours des huit dernières années. Il écrivait des articles excellents, connaissait pratiquement toutes les langues du monde civilisé ; il était désintéressé et courageux. J'étais certain qu'il jouerait dans l'avenir un rôle important. Ce coup terrible me frappe d'autant plus lourdement, ainsi que mes amis.

1. Lettre à Madame Ruthe (9983), traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

2. Madame Ruthe était la tante de l'ancien secrétaire de Trotsky assassiné en juillet 1938, Rudolf Klement. Elle avait écrit à Trotsky, de Montevideo où elle était réfugiée pour lui demander si Klement ne l'avait pas rejoint au Mexique. Les deux lettres de Trotsky à Madame Ruthe, communiquées par Hermann Klement à Pierre Naville ont été publiées par ce dernier dans les *Cahiers Léon Trotsky* n° 2, avril-juin 1979.

Voilà malheureusement, chère Madame Ruthe, ce que je peux vous dire pour le moment.

Si vous désirez une quelconque information supplémentaire, je suis naturellement à votre entière disposition.

Avec mes sincères condoléances pour la mère de Rudolf et pour vous, je suis avec toute ma considération votre

MISE AU POINT

A la suite de la note parue dans le vol. 18, pp. 27-28, sur les archives de Sedov, Raymond Molinier et Rodolphe Prager nous ont écrit le 20 novembre 1984 qu'à leur connaissance, ils étaient les seuls à s'être rendus (séparément) à Amsterdam en 1939-1940 et y avoir déposé des documents à l'Institut international d'histoire sociale, mais qu'ils ne les avaient pas *vendus*.

Dont acte.

Il reste à savoir comment les très importants documents (dont ceux que Trotsky avait confiés à Sedov le 24 juillet 1933, notamment les originaux des lettres de Sedov à lui avant cette date), qui se trouvent actuellement à Amsterdam ont pu devenir la *propriété* de cet institut, étant entendu que la partie des archives de Sedov confiées par lui à Nikolaievsky se trouve à la Hoover Institution avec la collection cédée par ce dernier.

R. Molinier et R. Prager nous ont promis leur aide pour élucider ce mystère. Notre surprise donc a été grande de recevoir d'eux, datée du 3 janvier 1985, une lettre dans laquelle ils *affirment* que les documents en question ont été cédés par Trotsky lui-même à l'I.I.H.S., à la suite des démarches du professeur Posthumus. Une telle hypothèse — qui ne s'appuie sur la découverte d'aucun document — est *exclue* par la simple lecture des contrats de Trotsky avec Harvard comme avec Amsterdam.

Le mystère reste donc entier. Il ne sera pas résolu par des affirmations qui contredisent tous les documents connus sans pour autant proposer, voire simplement en évoquer un nouveau.

Bureau de l'I.L.T.

PRINCIPAUX OUVRAGES ET ARTICLES CITÉS OU CONSULTÉS POUR CE VOLUME

- AARON, Daniel. — *Writers on the Left*. — New York, Oxford U.P. (2^e éd.) 1977. — 460 p.
- ABOSCH, Heinz. — *Trotzki-Chronik. Daten zu Leben und Werk* (Zusammengestellt von). — Munich, Carl Hanser Verlag, 1963. — 156 p.
- ALEXANDER, Robert. — *Trotskyism in Latin America*. — Stanford, Hoover, I.P., 1973. — 304 p.
- ALLES, Wolfgang. — *Zur Politik und Geschichte der deutschen Trotzkiisten ab 1930*. — Thèse, Université de Mannheim, 1978. — 296 p.
- ANGUIANO Arturo, PACHECO, Guadalupe, VIZCAINO Rogelio. — *Cárdenas y la Izquierda Mexicana*. — Juan Pablos, Mexico, 1976. — 390 p.
- ANTONOV-OVSEYENKO, Anton. — *The Time of Stalin. Portrait of a Tyranny*. — New York, Harper & Row, 1981. — 376 p.
- BROCKWAY, Archibald Fenner. — *Inside the Left. Thirty Years of platforms, press, prison and Parliament*. — London, Allen & Unwin, 1942. — 352 p.
- BROUÉ, Pierre. — *Le Parti Bolchevique, Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.* — Paris, Minuit, 1963. — 608 p.
- *Les Procès de Moscou*. — Paris, Julliard « archivea », 1962. — 302 p.
- *La Révolution espagnole 1931-1939*. — Paris, Flammarion « Questions d'histoire », 1973. — 190 p.
- « Quelques proches collaborateurs de Trotsky », *Cahiers Léon Trotsky* n° 1, 1970. — 24 p.
- « Totsky et le Bloc des oppositions en 1932 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 5, 1980. — 32 p.
- « Les Trotskystes en Union soviétique (1929-1938) », *Cahiers Léon Trotsky* n° 6, 1980. — 60 p.
- *L'Assassinat de Trotsky*. — Bruxelles, Complexe (Mémoire du siècle), 1980. — 192 p.
- « La mission de Wolf en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 10, 1982. — 8 p.
- « Le Mouvement trotskyste en Amérique latine », *Cahiers Léon Trotsky* n° 11, 1982. — 17 p.

- « Chen Duxiu et la IV^e Internationale 1938-1942 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 15, — 12 p.
- « Quand Carrillo était gauchiste : les Jeunesses socialistes d'Espagne de 1934 à 1936 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 16. — 36 p.
- « Rako (Khristian G. Rakovsky) », *Cahiers Léon Trotsky*, n°s 17 et 18, — 39 p.
- « Ljova : le fiston », *Cahiers Léon Trotsky* n° 13, — 30 p.
- « Charles Beard et les Procès de Moscou », *Cahiers Léon Trotsky* n° 19. — 19 p.
- « Les " léninistes " du P.S.O.E. », *Cahiers Léon Trotsky* n° 20. — 26 p.
- « Gauche allemande et Opposition russe (1926-1928), *Cahiers Léon Trotsky* n° 21. — 21 p.
- BROUÉ, Pierre et TÉMINE, Emile. — *La Révolution et la Guerre d'Espagne*, Paris, Minuit, 1961. — 542 p.
- CANNON, James Patrick. — *History of American Trotskyism. Reports of a participant*. — New York, Pioneer Publishers, 1944. — 268 p.
- CAVIGNAC, Jean. — « Les Trotskystes espagnols dans la tourmente », *Cahiers Léon Trotsky* n° 10, — 7 p.
- CILIGA, Ante. — *Dix Ans au pays du mensonge déconcertant*. — Paris, Champ Libre, 1977, — 564 p.
- CORVISIERI, Silvio. — *Trotskij e il comunismo italiano*. — Roma, Samona e Savekkun 1969. — 360 p.
- CRAIPEAU, Yvan. — *Le Mouvement trotskyste en France*. — Paris, Syros, 1972. — 288 p.
- DE BEULE, Nadya. — *Het belgisch Trotskisme. De Geschiedenis van een groep oppositionnelle Kommunisten 1925-1940*. Jan Dhondt-Sichting (Masereelfonds), 1980. — 276 p.
- DENIS, Serge. — *Le mouvement ouvrier américain et l'action politique 1929-1938*. — 3 vol. Thèse Université de Grenoble, 1981. — 1 267 p.
- DEUTSCHER, Isaac. — *Trotsky*, t. 3, *Le Prophète hors la loi (L'Exil)*. — Paris, Julliard (Temps modernes) 1965. — 704 p.
- DOWSE, Robert. — *Left in the Centre. The Independent Labour Party 1893-1940*. — London, Longmans, 1966. — 232 p.
- DRECHSLER, Hanno. — *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (S.A.P.D.). Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik*. — Meinseheim/Glan, A. Hain, 1965. — 406 p.
- DREYFUS, Michel. — *Bureau de Londres ou IV^e Internationale? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940)*, Thèse 3^e cycle, Université de Nanterre, Paris-X, 1978. — 418 p.
- DUNAIEVSKAIA, Raia. — « Trotsky, l'Homme », *Cahiers Léon Trotsky* n° 2. — 14 p.
- FATHEREE, Ben H. — *Trotskyism in Spain (1931-1937)*. — Thèse Ph. D. Ann Arbor, 1978. — 258 p.

- FEIGON, Lee. — *Chen Duxiu Founder of the Chinese Communist Party*. — Princeton, 1983. — 280 p.
- FRANK, Pierre. — *Histoire de l'Internationale communiste*. — 2 vol. Paris, La Brèche, 1981. — 942 p.
- GALL, Olivia. — « La revue *Clave*, outil politique de Trotsky », *Cahiers Léon Trotsky* n° 11, — 6 p.
- GUÉRIN, Daniel. — *Front populaire, révolution manquée. Témoignage militant*. — Paris, Maspero, 1970. — 316 p.
- HEIJENOORT, Jean van. — *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans auprès de Léon Trotsky*. — Paris, Maurice Nadeau, Lettres Nouvelles, 1978. — 240 p.
- JOUBERT, Jean-Paul. — *Révolutionnaires de la S.F.I.O. Marceau Pivert et le pivertisme*. — Paris, Presses de la F.N.S.P., 1977. — 296 p.
— « Quand l'Humanité couvrait les traces des tueurs », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3. — 23 p.
— « L'affaire Kirov commence en 1934 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 21. — 18 p.
- KADAR, Marlene. — *Cultural Politics in the 1930s, Partisan Review, the Surrealists and Leon Trotsky*, Ph. D. University of Alberta 1983. — 284 p.
- KASTRITIS, Kostas. — *Istoria tou Mpolvebikismou trotskysmou stèn Ellada* — s.l., s.d., Ekdoseis « Ergatikès Protoporeias ». — 160 p.
- KELLER, Fritz. — *Gegen den Strom. Fraktionskämpfe in der K.P.O. Trotzlisten und andere Gruppen 1919-1945*. — Wien, Europa Verlag, 1978. — 306 p.
- KRIVINE, Jean-Michel et KAHN Marcel-Francis. — « La mort de Léon Sedov » *Cahiers Léon Trotsky* n° 13. — 18 p.
- LAZITCH, Branko (avec la collaboration de Milorad Drachkovitch). — *Biographical Dictionary of the Comintern*. — Stanford, Hoover I.P., 1973. — 458 p.
- LEGEIN, Catherine. — *Le Parti Socialiste Révolutionnaire (le mouvement trotskyste en Belgique de 1936 à 1939)*, Université catholique de Louvain, 1982, — 400 p.
- LEQUENNE, Michel. — « Les demi-aveux de Zborowski » *Cahiers Léon Trotsky* n° 13. — 18 p.
- MACDONALD, Dwight. — *Memoirs of a Revolutionist*, N. Y. Meridian, 1958. — 376 p.
- MEDVEDEV, Roy. — *Let History Judge*. — London, Macmillan, 1972. — 566 p.
- MENDEL, Hersh. — *Mémoires d'un Révolutionnaire juif*, 1^{re} éd. 1959, traduit du Yiddish, Grenoble, P.U.G., 1982.
- MYERS, Constance Ashton. — *The Prophet's Army. Trotskyists in America*. — Westport (Conn), Greenwood Press, 1977. — 282 p.
- PERTHUS, Max (P.P. van't Hart). — *Henk Sneevliet. Revolutionair-Socialist in Europa en Azië*. — Nimègue, Sun, 1976. — 512 p.
- POOLE, Thomas R. — « *Counter-Trial* » : *Leon Trotsky on the Soviet*

- purge trial*. — Thèse Université du Massachusetts, 1974, 2 vol. Ann Arbor. — 714 p.
- PRAGER, Rodolphe (édité par) — *Les Congrès de la quatrième Internationale*, vol. 1, *Naissance de la IV^e Internationale (1930-1940)*. — Paris, La Brèche, 1978. — 488 p.
- PREIS, Art. — *Twenty Years of the C.I.O. — Labor's Giant Step*. — New York, Pathfinder, 1972. — 538 p.
- RABAUT, Jean. — *Tout est possible ! Les gauchistes français (1929-1944)*. — Paris, Denoël-Gonthier, 1974. — 276 p.
- RETZLAW, Karl. — *Spartakus, Aufstieg und Niedergang. Erinnerungen eines Parteiarbeiters*. — Frankfurt/Main, Neue Kritik, 1971. — 500 p.
- REVOL, René. — « Procès de Moscou en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 18 p.
- ROCHE, Gérard. — « Défense et contre-enquête en France », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 47 p.
— « *Partisan Review*, revue partisane », *Cahiers Léon Trotsky* n° 19. — 24 p.
- ROGER, Michel. — *Histoire de la Fraction de gauche italienne en émigration (1925-1940)*, Thèse 3^e cycle E.H.S.S., 1981. — 421 p.
- ROSENTHAL, Gérard. — *Avocat de Trotsky*. — Paris, Laffont, 1976. — 350 p.
- SERGE, Victor. — *Vie et Mort de Léon Trotsky*, vol. 2. — Paris, Maspero, 1973. — 150 p.
- SERGE, Victor et TROTSKY, Léon. — *La Lutte contre le Stalinisme*, textes de 1936-1939 présentés par Michel Dreyfus. — Paris, Maspero, 1977. — 272 p.
- SERGE, Victor. — *Mémoires d'un révolutionnaire 1901-1941*. Paris, Seuil, 1978. — 444 p.
- SINCLAIR, Louis. — *Leon Trotsky : a Bibliography*. — Stanford, Hoover I.P., 1972. — 1 092 p.
- SINCLAIR, Louis. — *Leon Trotsky : a Bibliography*, abridged, amended and supplemented by L.S. — L. Sinclair, 1978. — 724 p.
- STINAS A. — *Anamnis*, (*Soixante ans sous le drapeau de la révolution socialiste*). 2 vol., 1977 & 1978. — 256 & 268 p.
- STOBNICER, Maurice. — *Le Mouvement trotskyste allemand sous la république de Weimar*. — Université de Paris VIII. 1980. — 357 p.
— « Des Emigrés dans le grand vent (I.K.D. en exil) », *Cahiers Léon Trotsky* n° 21. — 16 p.
- THALMANN, Clara & Paul. — *Revolution für die Freiheit. Stationen eines politischen Kampfes. Moskau/Madrid/Paris*. — Hamburg, Association Verlag 2^e ed. 1977. — 398 p.
- TICHELMAN, Fritjof. — *Henk Sneevliet, 1888-1942, een politieke biografie*. — Amsterdam, van Gennep, 1974. — 136 p.
- TJADEN, Karl Hermann. — *Struktur und Funktion der « K.P.D.-Opposition », (K.P.O.). Eine Organisations soziologische Untersuchung zur « Rechts »-Opposition im Deutschen Kommunismus zur*

- Zeit der Weimarer Republik.* — Meisenheim/Glan, A. Hain, 1964. — 692 p.
- TROTSKY, Léon. — *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)*. Textes présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, 1967. — 724 p.
- *La Révolution espagnole 1930-1940* (textes présentés et annotés par Pierre Broué). — Paris, Ed. de Minuit, 1975. — 791 p.
- *Writings 1936-1937 et 1937-1938* (édité par Naomi Allen et George Breitman). — New York. Pathfinder, 1978. — 572 p.
- *Writings, Supplement (1934-40)* (édité par George Breitman). — New York, Pathfinder, 1979. — 982 p.
- *Leon Trotsky on China* (édité par Les Evans et Russell Block). — New York, Pathfinder, 1974. — 688 p.
- USTVEDT, Yngvar. — *Verdensrevolusjonen på Hønefoss. En Beretning om Leo Trotskij's opphold i Norge.* — Oslo, Gyldendal, Norsk Fordag, 1974. — 248 p.
- VENKATARAMANI, M. S. — « Leon Trotsky's Adventure in American Radical Politics 1935-7 », *International Review of Social History* n° 1, 1964, Amsterdam. — 46 p.
- VEREEKEN, Georges. — *La Guépéou dans le mouvement trotskyste.* — Paris, La Pensée universelle, 1975. — 380 p.
- VERGNON, Gilles. — « Des socialistes révolutionnaires en France », *Cahiers Léon Trotsky* n° 20. — 16 p.
- « Les Bases du tournant de Trotsky vers la nouvelle Internationale », *Cahiers Léon Trotsky* n° 21. — 16 p.
- VOGELSANGER, David. — *Der Trotskismus in der Schweiz (1930-1942)*, Université Zürich, 1979. — 190 p.
- WALD, Alan. — *James T. Farrell. The Revolutionary Socialist Years.* — New York, New York U.P., 1978. — 190 p.
- « La Commission Dewey : quarante ans après », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 18 p.
- « Revolutionary Intellectuals ; *Partisan Review* in the 1930s », *Occident* (Berkeley) 1974. — 14 p.
- « Herbert Solow : Portrait of a New York intellectual » *Prospects* n° 3, 1977. — 23 p. Traduction française *Cahiers Léon Trotsky*, n° 19.
- « Trotsky et les intellectuels des Etats-Unis », *Cahiers Léon Trotsky* n° 19. — 12 p.
- WEBER, Hermann. — *Die Wandlung des deutschen Kommunismus.* — Frankfurt/Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969. — 466 & 228 p.
- ZELLER, Fred. — *Trois points, c'est tout.* Paris, Laffont, 1976. — 316 p.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

Cet index renvoie aux noms des personnes citées, mais pas aux noms des historiens non contemporains de Trotsky ou aux personnages de romans ou pièces de théâtre. Les numéros en *italique* renvoient à l'appareil critique, chronologie, introduction et notes, les autres au texte de Trotsky. Les numéros suivis d'un astérisque * renvoient aux pages où sont données des indications biographiques. Nous avons délibérément renoncé à renvoyer de façon systématique soit au nom soit au pseudonyme renvoyant seulement à celui des deux qui est le plus connu en général ou le plus employé dans le volume. Enfin, nous avons renvoyé à des personnes qui ne sont pas nommées, mais sont identifiables (p. ex., pour « mon fils », on a renvoyé à Sedov, pour « ma femme » à N. I. Sedova, etc.).

- ABERN, Martin, 99*, 244, 261.
ABRAMOVITCH, Rafail R. Rein, dit, 271*.
ALEKSANDROV, voir Olminsky.
ALEKSANDROVA, Vera V. A. Mordvinova ép. Schwarz-Monosson, dite, 270*.
ALEKSEIEV, 246.
ALEXANDRE III, 54.
ALFONSO, voir Tohir.
ALLEN, Henry J., 212*-216, 290-292.
ALVARADO, Manuel, 182.
ÅNDESEN, Hans Christian, 107*.
ANDRADE RODRIGUEZ, Juan, 108.
ANTONOV-OVSEENKO, Vladimir A., 200*.
ARAGON, Louis, 279*.
ATL, Gerardo Murillo, dit Dr, 49*, 51, 149, 150.
ATTLEE, Clement R., 58*.
AZAÑA Y DÍAZ, Manuel, 283*.
BARBUSSE, Henri, 279*.
BARMINE, Aleksandr Graff dit, 152*.
BAUER, Eugen (Erwin H. Ackerknecht dit), 221.
BELOBORODOV, Aleksandr G., 173*.
BENEŠ, Eduard, 27, 60*-63, 70.
BERIA, Lavrentii P., 28.
BERNSTEIN, Eduard, 55.
BESSEDOVSKY, Grigori Z., 152*.
BISMARCK, Otto von, 57*.
BLACKWELL, Russell, dit Rosalio Negrete, 156*, 157.
BLEEKER, Sylvia, 125*.
BLUCHER, Vassili K., 169, 170*.
BLUM, Léon, 234*, 252, 253, 255, 257.
BONET, Pere, 108.
BOUKHARINE, Nikolai I., 169*, 177.
BRANDLER, Heinrich, 77*, 79, 276.
BRENNER, Anita, 114*.
BRETON, André, 49, 116*, 118, 230-232, 279-281.
BRETON, Jacqueline, voir Lamba.
BROCKWAY, Archibald Fenner, 77*, 276.
BROWDER, Earl R., 22, 35, 74*.
BRUNO, voir Hindels.

- BURNHAM, James, 84 *, 105, 297.
- CABRERA, Luis, 181 *, 182.
- CALLES, Plutarco Elias, 48, 132, 134, 149.
- CAMPA, Valentin, 69.
- CANARIS, Wilhelm, 81.
- CANFIELD, Cass, 204 *.
- CANNON, James P., 33 *, 84, 99, 100, 112, 114, 120, 156, 207, 211, 221, 227, 229, 241-243, 274.
- CÁRDENAS, Lázaro P., 22, 47 *, 48, 67, 69, 92, 96, 132, 134, 135, 140, 141, 149, 164, 165, 213, 221, 290-292.
- CARRANZA, Venustiano, 49, 181.
- CEDILLO, Saturnino, 48 *, 51, 149, 283.
- ČERNÝ, voir Neurath.
- CHAMBERLAIN, Arthur Neville, 21; 58 *, 67, 109, 144-146, 148, 216, 295.
- CHARLES I^{er}, 216.
- CHKLOVSKY, Grigori L., 205 *.
- CHLIAPNIKOV, Aleksandr G., 301 *.
- CHOUMIATSKY, Iakov B., 270 *.
- CHURCHILL, Winston, 211 *.
- CILIGA, Ante, 175 *.
- CITRINE, Walter McLelland, 58 *.
- CLAUSEWITZ, Carl von, 64 *.
- CLAY, Howard B., 32 *.
- COLLINS, Alan C., 29 *.
- COUGHLIN, Charles E., 203 *, 272.
- CROMWELL, Olivier, 216 *.
- CURTISS, Charles (Sam Kurz dit), 122 *, 129, 135, 136, 156, 248, 286.
- CURTISS, Lillian Ilstein ép., 122, 248 *.
- DALADIER, Edouard, 27, 28, 59 *, 250-253, 258, 279.
- DAN, Fedor I. Gourvitch, dit, 271 *.
- DE LA FUENTE, Enrique, 181 *, 182.
- DEWEY, John, 37, 45, 87, 156, 261, 294 *.
- DIES, Martin, 35 *, 85.
- DIMITRI PAVLOVITCH, Grand Duc, 172 *.
- DIMITROV, Georgi, 301 *.
- DUNNE, Vincent R., 121 *, 221, 248.
- DURANTY, Walter, 30 *.
- DZERJINSKY, Feliks E., 198, 199 *.
- EASTMAN FORRESTER, Max, 31, 151 *, 156.
- EBERT, Friedrich, 81.
- EDEN, Anthony, 000.
- EDOUARD VIII, 109.
- EFRON, Sergéi, 153.
- EGOROV, Aleksandr I., 169, 170 *.
- EHRENBURG, Ilya, 279 *.
- EIFFEL, Paul Kirchhoff dit, 221 *-223.
- EJOV, Nikolai I., 28, 199 *.
- ENGELS, Friedrich, 55, 154, 155, 241.
- EPP, Franz von, 146 *.
- ESTRINE, Lilia Ia Ginzberg ép., 86 *, 128, 152, 175, 202, 207, 209, 219, 245, 270-271.
- FARRELL, Hortense Alden ép., 263 *.
- FARRELL, James T., 156, 261 *, 263.
- FERNÁNDEZ VILCHIS, Octavio, 87, 120, 122 *.
- FERREL, José, 123.
- FINERTY, John F., 156.
- FINNSTADT, Grete, 236.
- FISCHER, Louis, 30 *.
- FISCHER, Oskar, voir Schüssler.
- FISCHER, Ruth, 206.
- FISHER, Harold H., 296 *.
- FOSSA, Mateo, 91 *, 95.
- FRANCO, Francisco, 88 *.
- FRANK, Pierre, 103.
- FRANKEL, Jan, 37 *, 112, 126, 283, 284, 296.
- FREILIGRATH, Ferdinand, 225 *.
- FROUNZÉ, Mikhaïl V., 199 *.
- GALICIA, Luciano, 120, 121 *, 122.
- GAMARNIK, Jan B., 169 *.
- GARCÍA TREVIÑO, Rodrigo, 92, 137, 178, 183 *-185.
- GEORGE VI, 109 *.
- GIDE, André, 230 *.
- GIRONELLA, Enrique Adroher, dit Enrique, 108.
- GLENNER, John, voir Frankel.
- GOEBBELS, Joseph, 47 *, 197.
- GOLDMAN, Albert, 24, 34, 37 *, 85, 164, 177, 285, 290, 291.
- GOLOD, Abraham, voir González.
- GOMPERS, Samuel,
- GONZÁLEZ, Alberto (Golod dit), 156 *.
- GORKIN (Julián García Gómez dit), 108.
- GORKY, Maksim M. Pechkov dit, 225 *.

- GOTTWALD, Klement, 63.
 GOULD, Nathan, 193, 196*.
 GRASSET, Bernard, 118*.
 GREEN, William, 136*.
 GRYSZPAN, Herschl, 28.
 GUILLAUME II, 268*.
 GUESDE (Bazile dit Jules), 81.
- HAGUE, Frank P., 188*, 242.
 HANSEN, Emil, 124*.
 HARRIMAN, William Averell, 203.
 HAYA DE LA TORRE, Victor Raúl, 132, 158-161.
 HEARST, William R., 114*.
 HEIJENOORT, Jean van, 112, 127*, 227, 231, 287.
 HERRING, Hubert Clinton, 212-213*.
 HERRIOT, Edouard, 250*.
 HESS, Rudolf, 50*.
 HINDELS, Joseph, 284*.
 HINDENBURG, Paul von, 62*.
 HITLER, Adolf, 47*, 54, 57, 60, 62, 69, 70, 88, 106, 133, 145-148, 168, 181, 185, 234, 292, 295.
 HODŽA, Milan, 63.
 HOOVER, Herbert Clark, 56*, 212, 241, 296.
 HUGHES, Emrys, 211*.
 HUGO, Victor, 225.
 HULL, Cordell, 28, 305*, 306.
- IAGODA, Henrikh G., 199.
 IAKIR, Iona E., 169, 170*.
 IAROSLAVSKY, Emelian (Minei S. Gubelman dit), 199*.
 ISAACS, Harold R., 87*, 95, 115, 207.
- JAMES, Cyril L. R., 23.
 JAURÈS, Jean, 80*, 81.
 JDANOV, Andréi I., 199*.
 JÉSUS-CHRIST, 279.
 JOUHAUX, Léon, 39*, 91, 106, 138, 234, 252, 255, 258, 277.
 JULIK (Wenzel Kozlecki dit), 284*.
- KAGANOVITCH, Lazar M., 199*.
 KAHLO DE RIVERA, Frida, 230*.
 KAMENEV (Lev B. Rosenfeld dit), 169*.
 KARSNER, Rosa, 207*.
 KAUTSKY, Karl, 55*, 154, 155, 296, 303.
- KERENSKY, Aleksandr F., 54*, 150, 168, 268.
 KIROV (Sergéi M. Kostrikov dit), 199*.
 KLEMENT, Rudolf, 52*, 81, 103.
 KNICKERBOCKER, Hubert R., 28.
 KNUDSEN, Hjørdis, 236*.
 KNUDSEN, Konrad & Hilda, 236.
 KONOYE, Fuminaro, 147*.
 KOPP, Jiří, 284*.
 KOUIBYTCHÉV, Valerian V., 199*.
 KOZLECKI, Wenzel, voir Julik.
 KRIVITSKY (Samuel Ginzburg dit), 152*.
 KROUPSKAIA, Nadejda N., 205, 206*.
- LABORDE, Hernán, 39*, 48-50, 69, 165, 168, 309.
 LACHÉVITCH, Mikhaïl S., 209*.
 LAFOLLETTE, Suzanne, 156.
 LAMBA, Jacqueline, 230*.
 LANKIN, Sol, 135*, 136.
 LARGO CABALLERO, Francisco, 88.
 LEBRUN, Albert, 109*.
 LEFEBVRE, Raymond, 169.
 LÉNINE, Vladimir Ilyitch Oulianov dit, 30, 31, 54, 61, 97, 106, 107, 115, 151, 154, 155, 167-169, 179, 188, 199, 205, 209, 210, 241, 267, 268, 298-304.
 LEPETIT (Louis Bertho dit Jules), 169.
 LEVI, Paul, 201.
 LEWIS, John L., 39*, 91, 136.
 LIEBKNECHT, Karl, 80*, 81, 188, 229.
 LINCOLN, Abraham, 214*.
 LIU RENJING, 87.
 LOMBARDO TOLEDANO, Vicente, 23, 38, 39*, 45-51, 89, 91, 93, 106, 107, 131, 134, 140, 149, 150, 162-165, 168, 169, 182-185, 215, 293, 307, 309.
 LÓPEZ, José, voir Frankel.
 LOVESTONE, Jay, 185.
 LUDENDORFF, Erich von, 54*, 268.
 LUDWIG, voir Reiss.
 LUTHER, Martin, 110*.
 LUTZ, Ralph S., 296*.
 LUXEMBURG, Rosa, 80*, 81, 188, 201.
 LVOV, Georgi E., 54*, 167.
 LYGDOPOULOS, Demosthenes, 169.
 LYONS, Eugene, 156.

- McDONALD, John, 114 *.
 MADERO, Francisco, 181.
 MALACKI, Vladimir, voir Malaquais.
 MALAMUTH, Charles, 31 *, 37, 97, 289, 297.
 MALAQUAIS, Jean (Malacki dit), 230 *.
 MALENKOV, Gorgi V., 197.
 MALRAUX, André, 280 *.
 MANDEL, Georges, 251.
 MANNING, William T., 216 *.
 MARTOV, Iouli O. Tsederbaum dit, 97 *.
 MARTIN DES PALLIÈRES, ép. Moli-
 nier, Jeanne, 23, 103, 117 *, 118, 237-240.
 MARX, Karl, 87, 97, 107, 131, 154, 155, 180, 183, 225, 241.
 MASARYK, Thomas G.
 MASLOW ARKADI (Isaac Tchére-
 minski dit), 206, 218 *.
 MAXIMILIEN, 174 *.
 MELANCHTHON (Schwarzert dit), 110 *.
 METCALFE, John C., 85 *, 177.
 MILIOUKOV, Pavel B., 54 *, 168.
 MILLER, Evgenii K., 28, 152 *.
 MINI, Norman, 114.
 MOLINIER, Henri,
 MOLINIER, Jeanne, voir Martin des
 Pallières.
 MOLINIER, Raymond, 103, 218 *, 221.
 MOLOTOV, Viatcheslav M. Skriabine,
 dit, 198, 199 *.
 MORGAN, John Pierpoint, 203.
 MORONES, Luís Napoleón, 133 *, 307.
 MORROW, Felix, 114.
 MOURALOV, Nikolai I., 169 *.
 MRATCHKOVSKY, Sergéi V., 169 *.
 MUSSOLINI, Benito, 58 *, 68, 88, 145, 197, 292.
 MUSTE, Abraham J., 84.

 NAPOLÉON I^{er}, 57.
 NAPOLÉON III, 97.
 NAVILLE, Denise Kahn ép., 271 *.
 NAVILLE, Pierre, 103, 219, 228.
 NEGRETE, Rosalio, voir Blackwell.
 NEGRÍN LÓPEZ, Juan, 88 *, 108.
 NELKEN, Margarita, 69.
 NEURATH, Alois (dit Scholze, dit
 Černý), 127 *.
 NEVELSON, Man A., 175.

 NICOLAS II, 54 *, 172.
 NIKOLAIEVSKY, Boris I., 86.
 NIN PÉREZ, Andrés, 108, 277.
 NOSKE, Gustav, 81.

 OBERWINDER, Helmut, voir Metcalfe.
 OAK, Liston, 156.
 OBREGON, Álvaro, 134.
 OEHLER (Edward Oler dit Hugo), 156, 221, 223 *.
 OLGIN, Moisaïe, 35 *.
 OLMINSKY, Mikhaïl S. Aleksandrov
 dit, 86 *, 115, 209.
 ORDJONIKIDZÉ, Grigori K., 198, 199 *.
 ORLOV (Lev L. Feldbine dit Alek-
 sandr), 25, 153.
 ORTIZ RUBIO, Pascual, 149.
 OUBORÉVITCH, Hieronym P., 169, 170 *.

 PASLEY, Fred E., 290 *.
 PFLUGK-HARTUNG, Heinz von, 81.
 PIATAKOV, Iouri G., 50, 169.
 PILNIAK, Boris, 199.
 PILSUDSKI, Jozef, 181 *.
 PIVERT, Marceau, 21, 22, 77 *, 79, 227, 229, 275-278.
 PLEVITSKAIA (Nadia V. Vinokova dite), 29, 152 *.
 PLOTKIN, Abram, 33 *, 110.
 PODVOISKY, Nikolai I., 200 *.
 POPPER, voir Hindels.
 PORESTKI, voir Reiss.
 POUCHKINE, Alexandre, 148.
 POURICHKIÉVITCH, Vladimir M., 172 *.
 PRIETO Y TUERO, Indalecio, 88.

 RADEK, Karl B. Sobelsohn, dit,
 RAINBOLT, Ray, 124 *.
 RAKOVSKY, Khristian G., 151.
 RAMÍREZ, Julio, 307 *-309.
 RASPOUTINE, Grigori E., 172 *.
 RATH, von, 28.
 REED, John, 151.
 REISS, Ignace, 52 *, 152, 153.
 REYNAUD, Paul, 27, 251.
 RIAZANOV, David B. Goldendakh
 dit, 97.
 RIBBENTROP, Joachim von, 28.
 RIVERA, Diego, 23, 49, 96 *, 116, 120-123, 137, 138, 142, 221, 224, 225,

- 230, 232, 249, 279, 286, 307, 308.
 ROBINSON, 136.
 ROBINSON-RUBENS, 114, 177.
 RODRÍGUEZ, Abelardo, 149*.
 RODRÍGUEZ, Nicolas R., 48.
 ROLLAND, Romain, 106*, 279.
 ROOSEVELT, Franklin D., 28, 57*,
 133, 141, 160, 241, 305.
 ROSENTHAL, Gérard, 117*, 176, 237,
 240.
 ROSMER, Alfred Griot dit, 22, 119*,
 229, 238-240, 263.
 ROSMER, Marguerite Thévenet dite,
 119, 238-240.
 ROUS, Jean, 22, 103, 228*, 229.
 RUNGE, Otto, 81.
 RYKOV, Aleksei I., 169*.

 SALUS, Wolfgang, 284.
 SCHIFF, Jakob, 203*.
 SCHOLZE, voir Neurath.
 SCHÜSSLER, Otto, 127*.
 SCHWARZ-MONOSSON, Solomon, 270.
 SEDOV, Léon, 24, 25, 46*, 52, 86, 117,
 124, 125, 151, 237, 271.
 SEDOVA, Natalia I., 110, 111, 117,
 124, 125, 151, 231, 236, 246.
 SEMBAT, Marcel, 81.
 SÉRÉBRIAKOV, Léonide P., 169.
 SERGE (Victor L. Kibalitchitch dit),
 217*-219.
 SHACHTMAN, Max, 99*, 221, 297.
 SHAKESPEARE, William, 79, 225.
 SIMKOV, Adolphe, 128.
 SKOBLINE, Nikolai V., 29, 152*, 153.
 SKOGLUND, Carl Anderson dit, 121*.
 SMIRNOV, Ivan N., 169*, 209.
 SNEEVLIEET, Henk, 77*, 79, 217-219,
 276.
 SOKOLNIKOV, Grigori I. Brillant dit,
 169*.
 SOKOLOVSKAIA, Aleksandra L., 117.
 SOLNTSEV, Eleazar B., 100, 175.
 SOLOW, Herbert, 114*.
 SOLZE, voir Neurath.
 SOUVARINE, Boris Lifchitz dit, 176*.
 SPALDING, Merrill T., 285*, 296.
 SPECTOR, Maurice, 99, 100.
 SPIEGEL, Rae, 125*, 205, 244.
 STACHLOVICI, Adi, 236.
 STALINE, Iossif V. Djougachvili dit,
 24, 29-31, 43, 46, 47, 51, 69, 86, 88,
 101, 105, 108, 115, 126, 140, 142,
 167, 170, 181, 197-202, 204, 205,
 209, 210, 214, 238, 260, 268, 279,
 292, 295, 301.
 STAVISKY, Alexandre, 251.
 STERLING, Max Shapiro dit, 125*,
 244, 261.
 SUN YAT-SEN, 132.
 SVERDLOV, Iakov M., 209*.
 SYROVY, Jan, 61*, 62, 63.

 TCHIANG KAI-CHEK, 132.
 THOMAS, Norman, 156.
 THOREZ, Maurice, 234*, 252, 253,
 255, 277.
 TIOLI, Georges, 236.
 TOGIATTI, Palmiro, dit Ercoli,
 TOHIR MOHAMED, dit Alfonso, 100.
 TOLEDANO, voir Lombardo Tole-
 dano.
 TOUKHATCHEVSKY, Mikhaïl N.,
 169*.
 TRESCA, Carlo, 156.
 TSÉRETELI, Iraklii G., 167*, 168.
 TSVITAIEVA, Marina, 153.

 URBAHNS, Hugo

 VAN, voir Heijenoort.
 VANZLER, Joseph, 115, 205*, 260,
 271, 297.
 VARGAS, Getulio, 159*.
 VASCONCELOS, José, 48*, 51.
 VEREEKEN, Georges, 218*, 221.
 VERGEAT, Marcel, 169.
 VILLAIN, Raoul, 81.
 VOGEL, 81.
 VOGT, Karl, 97*.
 VOLKOV, Platon I., 117, 238.
 VOLKOV, Vsiévolod P., dit Sieva,
 117*-119, 237-239, 240, 285.
 VOLKOVA, Zinaïda L. Bronstein, ép.,
 24, 117-237.
 VOROCHILOV, Klementi E., 198,
 199*.
 VYCHINSKY, Andréi I., 46*.

 WALCHER, Jakob, 77*, 79, 276.
 WALKER, Charles M., 29*.
 WEBER, Jack, 110*, 111, 246.
 WEBER, Sara, 110*, 111, 151, 246.
 WILSON, Thomas Woodrow, 55*, 56,
 292.

LÉON TROTSKY

WOLF, Erwin, 52*, 236.

WOLLENBERG, Erich, 260*.

WRANGEL, Piotr N., 152.

YOUSOUPOV, Feliks, 172*.

YAÑEZ, Luis, 182*.

ZAMORA PADILLA, Adolfo, 87, 123*.

ZAMORA PADILLA, Francisco, 87*,
123, 137.

ZBOROWSKI MORDKA, dit Marc, dit
Etienne, 24, 25, 128*, 207, 219, 245.

ZINOVIEV, Grigori E. Radomyslsky,
dit, 169*, 206.

INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

- Biulleten Oppositsii*, 46, 86, 103, 105, 125, 128, 175, 176, 207, 219, 245, 270.
- Call*, 263.
- Chicago Daily Times*, 85.
- Claridad*, 158.
- Clave*, 23, 87, 88, 89, 95, 122, 136, 248, 286.
- Commune (La)*, 103, 104.
- Correspondance Internationale*, 176.
- Daily News*, 164, 165, 166, 177, 215, 288, 299, 291, 294.
- Der Einzige Weg*, 284.
- Excelsior*, 162, 291.
- Forward*, 211.
- Futuro*, 106.
- Hoy*, 87, 149, 292.
- Inprekor*, 175.
- Iskra*, 97.
- Jewish Frontier*, 114.
- Krasnaia Letopis*, 205, 246.
- Lutte Ouvrière (La)*, 103, 128, 270.
- Machete*, 89, 134.
- Masses*, 151, 207.
- Nacional (El)*, 162.
- Nation*, 30.
- New International*, 34, 35, 36, 87, 115, 151, 261, 262.
- New Leader*, 114.
- New Republic*, 30.
- New York Evening Post*, 30.
- New York Herald Tribune*, 214, 215.
- New York Times*, 30, 151, 216.
- Partisan Review*, 87, 116, 118, 231, 232, 285.
- Peuple (Le)*, 258.
- Popular (El)*, 49, 162.
- Pravda*, 86, 115, 200, 201, 205, 206, 209, 210, 260.
- Prensa (La)*, 162.
- Proletarskaia Revolutsia*, 205, 246.
- Quatrième Internationale*, 103.
- Socialist Appeal*, 34, 35, 36, 110, 136, 247, 274, 285.
- Solidaridad obrera*, 108, 109.
- Sotsialisticheskii Vestnik*, 270.
- Timón*, 48.
- Universal (El)*, 87, 162, 182.
- Vérité (La)*, 89.
- Voz de México*, 104, 280.
- Zvezda*, 86, 115, 209.

INDEX DES MATIÈRES

- Allemagne, 146, 147-148, 251, 268, 295, 300.
— Histoire, 57, 81.
— Parti communiste et social-démocrate.
— à voir stalinisme et social-démocratie.
— fascisme, 57, 62, 145, 181, 188, 197, 264, 282.
— syndicats, 138.
- Amérique latine, 94, 129 à 143, 159, 160, 282, 305.
— gouvernement, 142.
- Appareil d'Etat, 42.
- Aristocratie, 43.
— ouvrière, 71-72, 76, 92.
- Armement, 73, 148.
— de mercenaires, 49.
- Art, 116, 118, 230, 232, 248, 279, 280.
- Assassinats,
— Jaurès, 80.
— Klement, 52.
— Liebnecht et Luxemburg, 80.
— Raspoutine, 172.
— Tsar Nicolas II, 172-173.
— Sedov, 52.
- Bolcheviks (ques), 44, 54, 69.
— vieille garde, 44, 70, 245.
- Bourgeoisie, 80, 130, 179, 224, 253 à 256, 274, 276, 302.
— grande, 42, 131-132, 142, 251.
— moyenne, 42.
— petite, 81, 89, 131, 251-252, 276.
— impérialiste, 40, 53, 62-65, 82, 139, 160, 250-252.
— nationale, 74, 131-132, 138, 141.
- Brésil, 159.
- Bureaucratie, 126-127, 135.
— syndicale, 40, 71-80, 95, 134-135, 139, 228, 257.
— ouvrière, 268, 302, 308.
— soviétique, 41-49, 69 à 73, 169-170, 197-198, 214, 266-267.
— réformiste, 72.
— social-démocrate, 72, 254.
— du Comintern et du P.C., 69, 75, 92, 254.
— fasciste, 72.
- Capitalisme, 56, 65-67, 138, 140-141, 144, 272, 299-302.
— essor passé, 71.
— monopoleur, 61.
— déclin et pourrissement, 53, 65, 72, 138, 180.
— d'Etat, 139-140.
- Centrisme, 21, 77-79, 178, 303.
— bureau de Londres, 77-79, 183, 229, 276.
- Chine, 140.
- Colonies, 56, 58, 59, 66, 70, 72, 75, 135, 141, 146, 299.
— luttes pour l'émancipation, 56, 77.
— oppression coloniale, 130, 140.
— société, 160, 214.
- Com-chauvinisme, 53, 66, 74, 80, 303, 304.
- Commerce,
— monopole, 70, 266.
- Commission Internationale d'Enquête, 45.
- Communisme, 241, 267.
- Congrès pour la paix, 69, 92, 106.
- Conseils ouvriers, 256.

- Contrôle ouvrier, 135.
 Crises, 144.
 — politiques, 54.
 — militaires, 54.
- Défaitisme, 66, 73.
- Démocratie, 56-58, 61-69, 93, 134-136, 189-190, 220, 234, 242, 250-256, 265, 282, 305.
 — ouvrière, 47, 94, 139.
 — front des démocraties, 58-59, 70.
 — guerre pour la démocratie, 55.
- Désarmement, 55.
- Economie, 42, 56.
 — socialiste, 41.
 — planification, 42.
- Eglises,
 — chrétienne, 41.
- Entrisme, 21, 227-229.
- Espagne, 283.
 — syndicats, 138.
- Etat, 62, 67, 70, 93, 131 à 141, 265, 309.
 — ouvrier, 41, 102.
 — soviétique, 43.
 — impérialiste, 56, 63, 147.
 — national, 57, 67, 144, 298-299, 307.
 — unis socialistes d'Europe, 66.
- Etats-Unis, 130-142, 147, 159, 166, 203, 214, 229, 242, 264, 272, 292, 293, 305.
 — syndicats, 142.
 — parti américain, 22, 23, 99.
 — fascisme, 23-24, 85, 247.
- Fascisme, 42, 55-56, 62-72, 92, 132-138, 145, 168, 180-185, 194, 197, 228, 234, 264-265, 272-273, 282, 305, 309.
- Femmes, 35.
- Forces productives, 42, 73.
- France, 22, 145-147, 207, 227-229, 233-235, 250-256, 272, 275, 279.
 — histoire et tradition, 81.
 — fascisme, 58, 60, 233-235, 275.
 — juin-36, 21.
- Front populaire, 53-58, 69-73, 132, 168.
 — en France, 58, 132-133, 228, 133, 150-151.
 — en Espagne, 132-133.
- G.P.U., 23, 166.
 — crimes, 52.
 — école, 50.
- Grande-Bretagne, 58, 62, 145-147, 282.
 — fascisme, 58.
- Grèves,
 — générale, 47-48, 224, 252-258.
- Guerres, 228, 298-301.
 — I, 40-41, 53, 54, 145-148.
 — II, 21, 22, 35, 40, 54, 60, 64-65, 80, 82, 84, 105, 119, 256, 272.
 — Tchécoslovaquie-Allemagne, 63.
 — anglo-italienne, 68.
 — Etats-Unis, U.R.S.S., 74.
 — civile, 44, 173, 202, 234.
 — franco-prussienne, 298.
- Impérialisme, 41, 53-83, 92-93, 109, 131-140, 146, 158-160, 179-181, 251-255, 265-267, 282, 294, 299, 302-303, 305, 307.
 — démocratique, 70, 76, 92.
 — et ses colonies, 60.
 — théorie du super impérialisme, 55.
 — national, 71, 73, 74.
- Internationales, 71.
 — II, 41, 52, 53, 55, 71, 95, 180.
 — III, 35, 52, 53, 70, 95, 100, 180, 181.
 — IV, 52, 78, 99, 120-121, 136, 140, 220, 222-223.
- Indépendance nationale, 62-65, 132, 283, 299, 303.
- Inquisition, 44.
- Italie, 145.
 — syndicats, 138.
 — fascisme, 188, 282.
- Jeunesse, 186-196, 243.
 — organisation révolutionnaire indépendante, 23, 186-196, 207-208, 241-243.
- Lénine,
 — biographie, 31, 115.
 — testament, 151.
 — correspondance, 205.
- Liberté de presse, 51.
- Libre concurrence, 61.

- Marxisme, 95-96, 137, 154, 178-185, 224.
- Mexique, 96, 120-122, 129-143, 214-216, 221-223, 282, 290-295, 309.
 — gouvernement, 23, 47, 214, 292.
 — partis, 133, 136-137, 142, 220.
 — droit d'asile, 130, 164-166, 292.
 — syndicats, 93, 137-138, 140-142, 215, 223, 307-308.
 — fascisme, 48.
- Monarchie, 67, 173.
- Munich,
 — accords, 21, 59, 144, 145.
- Municipalités, 73.
- Nationaliste, 62, 72, 74.
- Nationalisation,
 — des terres, 41.
 — des usines, 41.
 — des mines, 41.
 — des moyens de production, 42.
- Oligarchie financière, 62.
- Opportunisme, 71, 75.
- Pacifisme, 82.
- Partage du monde, 57.
- Parti, 40, 102, 115, 189-191, 195, 243, 256.
 — des travailleurs (Labor Party), 34, 58, 60.
 — la presse du, 21-23, 34-35, 87, 88, 103, 110, 122, 125, 136.
 — bolchevique, 41, 42, 44, 54, 102.
 — imprimerie, 113.
 — dégénérescence, 40.
 — P.C., P.S. (voir stalinisme et social-démocratie).
- Pérou, 140, 142, 158.
- Procès de Moscou, 44-45, 177.
- Protectionnisme, 55.
- Question agraire, 131-132, 133.
- Référendum,
 — au sein du S.W.P., 33.
- Relations internationales, 55, 69.
- Révolution, 41, 66-82, 108, 142, 171, 187, 216, 228, 255-258, 272.
 — d'Octobre 1917, 39, 42, 44, 155, 168, 170, 171, 173, 197, 198, 199, 201, 214, 267, 268, 280.
 — février 1917, 54, 167, 267.
 — allemande, 1918, 57.
 — espagnole, 69, 78, 108, 182, 276, 277.
 — agraire, 141.
 — grande révolution française, 21.
 — chinoise, 181.
 — permanente, 129-130.
 — 1905, 258.
- Sieva (affaire), 24, 117, 119, 237-239, 240.
- Social-démocratie, 39-41, 57-82, 62, 79, 95, 155, 187, 228, 241, 250-252, 264-268.
- Social impérialisme, 73.
- Social patriotisme, 53, 54, 64, 72, 75, 80.
- Socialisme, 40-45, 59, 63-74, 133-139, 233, 266, 303.
- Soviets, 42, 70, 133, 200.
- Staline,
 — biographie 24, 29, 126, 152, 204, 209, 245.
- Stalinisme, 35, 59, 71-83, 85, 91, 126-143, 165, 182-183, 194, 198, 223, 250-252.
- Syndicats, 40, 93-94, 139, 142, 189, 228, 256.
 — politique du parti, 33, 122, 223-224.
 — au Mexique, 91-92, 134-136.
 — C.G.T. France, 138.
 — C.T.M., 46, 50, 137.
 — I.L.G.W.U., 33.
 — U.S.A., 247.
- Tchécoslovaquie, 60, 62, 70, 80, 105, 144.
- Trotsky,
 — archives, 24, 29, 37, 112, 119, 126, 287, 295.
- Tsarisme, 43, 54.
- U.R.S.S., 71, 131, 161, 166, 168, 169, 175, 217, 151, 264-268, 280, 295, 303-304.
 — syndicat, 42.

INDEX DES ORGANISATIONS PARTIS, INSTITUTIONS, ETC. DES INSTANCES CONGRÈS RÉUNIONS, ETC.

- Acción Revolucionaria Mexicana ou Chemises dorées, Camisas doradas (Mexique), 48, 85.
- Alianza Popular Revolucionaria americana, A.P.R.A., 69, 92, 132, 133, 135, 140, 141, 142, 158, 160, 161.
- American Federation of Labor, A.F.L., 91, 124, 136.
- American Relief Agency, A.R.A., 56.
- Anarchiste, 217.
- Armée Rouge, 70, 152, 169, 170, 199, 260.
- Bund, cf. Union Générale des travailleurs de Russie, de Lithuanie et de Pologne.
- Bureau de Londres, cf. Bureau International d'Unité Socialiste Révolutionnaire.
- Bureau International d'Unité Socialiste Révolutionnaire, B.I.U.S.R., Bureau de Londres, 77, 78, 79, 100, 276.
- Cadets, cf. K.D.
- Comission Dies, 35, 85.
- Comité du Rassemblement Populaire (France), 252.
- Commission Dewey, cf. Commission internationale d'enquête sur les procès de Moscou.
- Commission Internationale d'enquête sur les procès de Moscou, Commission Dewey, 37, 87, 114, 156, 261.
- Communist League of America C.L.A., cf. Opposition de gauche sections de l'Opposition de gauche internationale, américaine.
- Communistes Révolutionnaires. R.K. (Autriche), 284.
- Confederación de Trabajadores de México. C.T.M., 39, 46, 49, 50, 76, 89, 106, 126, 137, 185, 308.
- Confederación General de Trabajadores, C.G.T. (Mexique), 307, 308.
- Confederación Nacional del Trabajo, C.N.T. (Espagne), 91, 108, 277.
- Confederación Regional de Obreros, Mexicanos C.R.O.M., 91, 134, 307.
- Confédération Générale du Travail, C.G.T. (France), 39, 106, 234, 252, 253, 255, 257, 258.
- Congrès contre la guerre et le fascisme (Mexico septembre 1938), 69, 106.
- Congress for Industrial Organization, C.I.O. 39, 188.
- Emancipation du travail, 271.
- Estado Novo, 159.
- Farmer Labor Party F.L.P. (Etats-Unis).
- Fédération Internationale de l'Art Révolutionnaire Indépendant F.I.A.R.I., 230, 231, 232, 279, 281, 285.
- Fédération Syndicale Internationale, F.S.I. ou Internationale d'Amsterdam, 58, 82, 150.
- Front de fer, 276.
- Front Populaire (France), 59, 155, 250, 251, 253, 254, 258, 276.
- Groupe Avant-Garde, 127.
- Groupe Menorah, 114.
- G.P.U. Guépéou, Gosouudarstvennoie Politicheskoe Oupravlénie (admi-

- nistration politique d'Etat), 23, 24, 39, 45, 46, 48, 49, 50, 51, 52, 59, 103, 109, 128, 149, 150, 152, 153, 165, 166, 192, 199, 207, 219, 221, 280, 293.
- Guomindang ou Kuomintang, 132, 140-142.
- House Un-American Activities Committee, H.U.A.C. (Etats-Unis), 35.
- Independent Labour Party, I.L.P. (Grande-Bretagne), 77.
- Industrial Workers of the World, I.W.W., 121.
- Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam, 296.
- International Garment Ladies Workers Union, I.G.L.W.U., 33.
- International Labor Defense, I.L.D., 99.
- Internationale Syndicale Rouge, I.S.R. Profintern, 277.
- Internationale Vereinigung der Kommunistische Opposition, I.V.K.O., 77.
- Internationales
- Première Internationale, Association internationale des travailleurs, A.I.T.
 - Deuxième Internationale ou Internationale socialiste ou Internationale ouvrière 1889-1923, Internationale ouvrière et socialiste après 1923, 41, 52, 53, 55, 68, 71, 73, 75, 77, 80, 82, 83, 95, 100, 155, 180, 235, 259, 276, 303.
 - Union des Partis socialistes ou Internationale 2 1/2, 79.
 - Congrès de Bâle, 1912, 205.
 - Troisième Internationale ou Internationale communiste, I.C. ou Comintern, 35, 52, 53, 55, 68, 69, 70, 71, 73, 74, 75, 76, 77, 79, 80, 82, 83, 88, 95, 99, 100, 102, 105, 106, 127, 154, 155, 169, 170, 176, 180, 181, 235, 252, 255, 259, 276, 298, 301, 303, 304.
 - Quatrième Internationale, Parti mondial de la révolution socialiste, 21, 52, 65, 77, 78, 81, 83, 95, 100, 101, 102, 103, 121, 122, 126, 130, 132, 135, 140, 156, 181, 182, 183, 184, 185, 217, 218, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 234, 259, 265, 273, 274, 277, 287, 291, 308.
- Conférences internationales, 37, 100, 112.
 - Conférence, 21, 99, 112, 120, 234.
 - Comité pan-américain, 121, 126, 248, 286.
 - Sous-comité Latino-américain, 120.
 - S.I., 52, 121, 218, 221, 228.
 - Groupe russe, 218, 219.
- Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., Mouvement pour la Quatrième Internationale, section allemande, 284.
- Jeunesses Communistes,
- américaines, Y.W.L., 99, 135, 192.
 - autrichiennes, 284.
- Jeunesses du Comintern, 156, 170.
- Jeunesses Socialistes,
- américaines cf Young Peoples Socialist League, Y.P.S.L.
 - autrichiennes, 284.
- K.D. Constitutionnels-démocrates ou cadets ou libéraux, 54, 168, 233.
- Labor Party (Etats-Unis), 33, 34.
- Labour Party (Grande-Bretagne), 58, 60, 67.
- Ligue Communiste Internationale mexicaine, section mexicaine de la quatrième Internationale, 96, 120, 121, 122, 132, 136, 140, 221.
- Groupe Galicia ou Centre d'Etudes, 220, 221.
 - scission gauchiste, 221.
- Ligue des Communistes, 225.
- Mouvement des Chemises dorées, cf Acción Revolucionaria mexicana
- National Arbeids Secretariaat, N.A.S. (Allemagne), 77, 217.
- National Labor Relations Board, N.L.R.B. (Etats-Unis), 142.
- National Union for Social Justice (Etats-Unis), 203.

- National sozialistische Deutsche Arbeiterpartei, N.S.D.A.P. Parti Nazi, 47, 50, 146, 234.
- Needle Trade Workers Industrial Union N.T.W.I.U. (Etats-Unis), 125.
- Opposition de gauche, Opposition de gauche internationale, 33, 46, 77, 99, 100, 121, 141, 156, 169, 175, 181, 221, 223.
— Section russe, 46, 86, 126, 217.
américaine, 99, 114, 125, 193, 211.
française, 117, 176.
espagnole, 277.
- Parti communiste d'Allemagne, Kommunistische Partei Deutschlands K.P.D., 77, 81, 218, 221.
— opposition de droite, Kommunistische Partei Opposition K.P.O., 77.
- Parti communiste d'Amérique Communist Party of America, C.P.A., 33, 35, 37, 74, 85, 99, 114, 121, 125, 156, 192, 207, 223.
- Parti communiste de Belgique, P.C.B., 218.
- Parti communiste d'Espagne, Partido Comunista de España P.C.E., 88.
- Parti communiste français, P.C.F., 176, 234, 254, 279.
- Parti communiste du Mexique, Partido comunista de México, P.C.M., 39, 49, 96, 121, 134, 136, 137, 143, 185.
- Parti communiste de Pologne, 181.
- Parti communiste de Tchécoslovaquie K.S.Č., 61, 62, 127.
- Parti communiste de l'Union soviétique P.C.U.S. ou Parti communiste russe, 192, 199, 202.
- Parti de la Pologne socialiste P.P.S., 181.
- Parti Communiste Internationaliste P.C.I. (ancien groupe « La Commune »), 103, 218.
- Parti ouvrier belge, P.O., 258.
- Parti ouvrier Internationaliste, P.O.I., section française de la quatrième Internationale, 22, 117, 176, 227, 228, 234.
- Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie P.O.S.D.R. Rossijskaja Demokratitsheskaja Rabotchaja Partija, 205, 225.
— fraction menchevique, 167, 200, 233, 267, 270, 271.
— fraction bolchevique, 41, 44, 61, 102, 169, 170, 173, 200, 205, 217.
— conférence bolchevique (mars 1917), 167.
- Parti ouvrier d'unification marxiste, Partido Obrero de Unificación Marxista, P.O.U.M. (Espagne), 78, 108, 109, 156, 217, 218, 276, 278.
- Parti Radical (France), 250, 251, 253.
- Parti Socialiste, section française de l'Internationale Ouvrière, S.F.I.O., 21, 77, 80, 227, 234, 252, 254, 275.
— tendance Gauche révolutionnaire, 77, 227.
- Parti Socialiste Ouvrier et Paysan, P.S.O.P. (France), 22, 77, 227, 228, 229, 275, 277.
- Parti Socialiste Révolutionnaire, Mouvement pour la Quatrième Internationale, section belge, 218.
- Partido de la Revolución mexicana P.R.M., cf. Partido Nacional Revolucionaria.
- Partido Laborista Mexicana, P.L.M., 134.
- Partido Nacional Revolucionaria P.N.R. ou Parti nationaliste mexicain, en 1938 Partido de la Revolución Mexicana P.R.M., 132, 133.
- Partido Socialista Obrero Español P.S.O.E.,
— droite 88.
- Pioneros, organisation communiste des enfants (Mexique), 156.
- Revolutionnair Socialistische Arbeiders Partij R.S.A.P. (Pays-Bas), 77, 218.
- Revolutionnair Socialistische Partij, R.S.P. (Pays-Bas), 77.
- Revolutionary Socialist League (Grande-Bretagne), 95.
- Revolutionary Workers League, R.W.L. Oehleriste (Etats-Unis), 156, 223.

- Socialist Party of America, S.P., 35, 99, 207, 263.
- Socialist Workers Party, S.W.P., section américaine de la Quatrième Internationale, 22, 23, 33, 34, 84, 91, 99, 102, 110, 124, 126, 135, 186, 191, 221, 224, 247, 261.
— comité spécial du parti pour le travail parmi les femmes, 35.
- Socialistes Révolutionnaires (Russie), 54, 233.
- Société pour les relations culturelles avec l'Amérique (Etats-Unis), 212.
- Solidaridad Obrera, 108, 109.
- Soviets, 169, 200, 266.
- Sozialdemokratische Partei Deutschlands, S.P.D., 80,
— U.S.P.D., 155
- Sozialistische Arbeiterpartei (Allemagne), S.A.P., 77.
- Trade Union Congress (Grande-Bretagne), 58.
- Universidad nacional autonoma de Mexico, U.N.A.M., 48.
- Union Générale des travailleurs juifs de Russie, de Lithuanie et de Pologne, Bund, 271.
- United Mine Workers, 39.
- Vie Ouvrière, 119.
- Workers party of the United States W.P.U.S., 84, 114, 156.
- Young Communist League (Etats-Unis), 193.
- Young People Socialist League Y.P.S.L. (Etats-Unis), 23, 99, 186, 191, 192, 193, 194, 195, 244.
— congrès 261.
- Young Workers League Y.W.L. cf Jeunesse communiste américaine.
- Youth Spartacus League, 193.

*Achevé d'imprimer en mars 1985
sur presse CAMERON,
dans les ateliers de la S.E.P.C.
à Saint-Amand-Montrond (Cher)*

N° d'Édition : 904308. N° d'Impression : 2902-2129.

Dépôt légal : avril 1985.

Imprimé en France